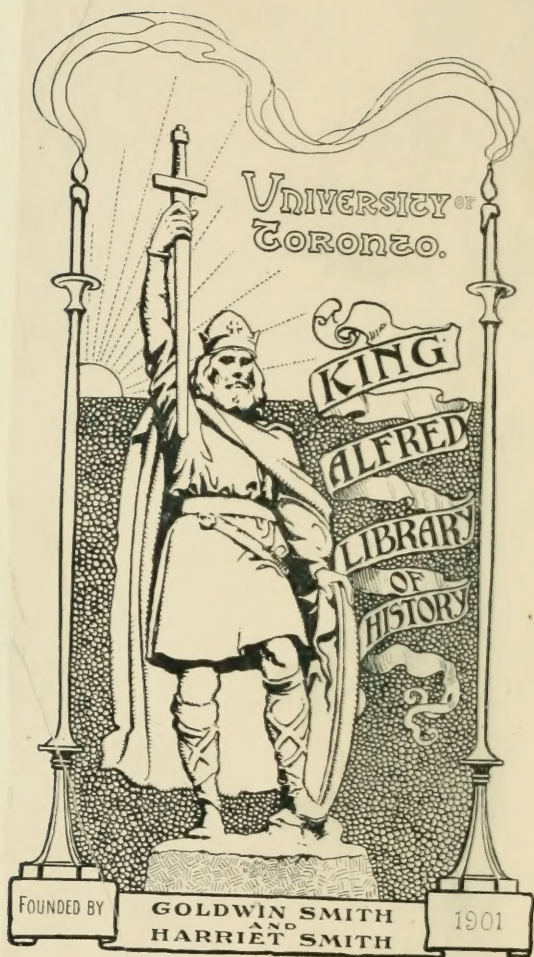




COLLECTION DE DOCUMENTS INEDITS
SUR L'HISTOIRE ECONOMIQUE DE LA REVOLUTION FRANÇAISE

- Publiée par le Ministère de l'Education Nationale

*France, Commission de recherche et de publication
documents relatifs à la vie économique de la
Révolution*

CAHIERS DE DOLEANCES

DES

Bailliages

DES

Généralités de Metz et de Nancy

pour les Etats Généraux de 1789

PREMIERE SERIE

DEPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE

TOME CINQUIEME

CAHIERS

DU

BAILLIAGE DE PONT-A-MOUSSON

PUBLIÉS PAR

ZOLTAN-ETIENNE HARSANY

Docteur ès Lettres

PARIS

LIBRAIRIE PAUL HARTMANN

1946

586543

2.7.54

COMMISSION DE RECHERCHE ET DE PUBLICATION
DES DOCUMENTS RELATIFS A LA VIE ECONOMIQUE
DE LA REVOLUTION FRANÇAISE

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

- DC
141
3
M592E8
t.5
- I. HENRI SÉE : *Etudes sur la vie économique en Bretagne (1772-An III).*
- II. JEAN DUBOIS : *L'Assistance dans le district de Bar pendant la Révolution.*
- III. H. DEBORS : *Recherches sur l'état de l'industrie des cuirs en France pendant le dix-huitième siècle et le début du vingtième*
- IV. HENRI LÉVY-BRUHL : *Un projet de code de Commerce (1778-1789).*
- V. HENRI CALVET : *L'accaparement à Paris sous la Terreur*
- VI. Mémoires lus au Congrès des Sociétés Savantes (1933-1934)
- VII. R. DE CARDENAL : *La contribution patriotique.* — O. FESTY : *L'enquête de l'An II sur les engrais.* — R. BERLAND : *Les cultures dans la Vienne à l'époque napoléonienne.*
- VIII. JEAN BOUCHARY : *Le marché des changes à Paris (1778-1800).*
-

COLLECTION DE DOCUMENTS INEDITS

SUR

L'HISTOIRE ECONOMIQUE DE LA REVOLUTION FRANÇAISE

PUBLIÉS PAR LES SOINS

DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

*Par arrêté du 30 novembre 1946, M. le Ministre de l'Education Nationale, sur la proposition de la Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution, a ordonné la publication des **Cahiers du Bailliage de Pont-à-Mousson**, par M. Harsany.*

M. Georges Lefebvre, membre de la Commission, professeur honoraire à la Sorbonne, a suivi l'impression de cette publication en qualité de commissaire responsable.

*Pont-à-Mousson est une petite ville
bien rangée, bien régulière et bien édi-
fiant pour la jeunesse.*

(Cahier de doléances de Pagny-sous-Prény.)

BIBLIOGRAPHIE

I. SOURCES

A. *Manuscripts*

PARIS

Archives nationales : *Série B^a 19* (Bailliage de Pont-à-Mousson); *Série C*, § 1, 20.

NANCY

Archives départementales de Meurthe-et-Moselle :

Série B. *Fonds judiciaires.* Cahiers de doléances des communes suivantes : Andilly, Arnville, Avrainville, Bayonville, Corny, Domèvre, Gézoncourt, Griseourt, Jaulny, Jezainville, Manoncourt-en-Woëvre, Manonville, Martin-court, Minorville, Norroy, Pagny, Pont-à-Mousson, Prény, Regniéville, Rogéville, Rosières-en-Haye, Tremblecourt, Vandelainville, Vandières, Viéville-en-Haye, Vilcey-sur-Trey, Villers-en-Haye, Villers-sous-Prény. N^{os} 111. 289, 295.

Série F. *Collection Hyver*, n^o 1.

Série L. N^{os} 233, 306.

BAR-LE-DUC

Archives départementales de la Meuse : *Série B*, n^o 491; *Série L*, n^o 2.146.

PONT-A-MOUSSON

Bibliothèque municipale, Archives, Délibérations du Conseil municipal, 1786-1790; Registres de finances 1789.

Recueil « Florange » : M. Jules Florange a acheté ce recueil le 20 octobre 1928, à Naney, à la vente de l'Hôtel Beaupré; ce recueil, ayant appartenu au Baron Viard, député aux Etats Généraux, aïeul du Comte Beaupré, contient les manuscrits ou imprimés suivants (1) :

1^o Ordonnance de M. le Lieutenant général du Bailliage Royal de Pont-à-Mousson pour la convocation des Etats Généraux (imprimé).

2^o Cahier de doléances de la ville de Pont-à-Mousson et de toutes les communes du ressort de son bailliage (manuscrit).

(1) Nous exprimons à M. Florange nos bien vifs remerciements pour l'amabilité avec laquelle il a mis à notre disposition ce recueil, comme tant d'autres documents de sa riche bibliothèque.

- 3° Cahier de doléances de la Noblesse (manuscrit).
- 4° Nomination des commissaires pour la vérification et le dépouillement des cahiers de chaque communauté (manuscrit).
- 5° Procès-verbal de l'assemblée générale des trois ordres, à Pont-à-Mousson, le 11 mars 1789 (manuscrit).
- 6° Procès-verbal de la nomination des commissaires pour la rédaction du cahier de la Noblesse (manuscrit).
- 7° Procès-verbal de l'assemblée générale du Clergé pour l'élection de ses députés (manuscrit).
- 8° et 8 bis. Deux copies incomplètes du procès-verbal de l'assemblée du 11 mars (manuscrits).
- 9° et 9 bis. Procès-verbal de l'élection des quatre députés du Tiers-Etat (manuscrits).
- 10° Jugement rendu par le Lieutenant général ensuite des remontrances faites à l'Assemblée du Tiers-Etat (manuscrit).
- 11° Procès-verbal de la prestation de serment des députés des trois ordres (manuscrit).
- 12° Cahier de doléances de la Noblesse (manuscrit).
- 13° Election de trois scrutateurs et de trois députés de la Noblesse (manuscrit).
- 14° Pouvoir et instructions des députés du Clergé (manuscrit).
- 15° Procès-verbal de l'élection des députés du Clergé (manuscrit).
- 16° Vingt-quatre procurations des membres de la Noblesse (manuscrits).
- 17° Trente-huit procurations des membres du Clergé (manuscrits).
- 18° Cahiers de doléances des communes suivantes : Chérissey, Goin, Ville-au-Val, Mousson, Atton, Vittonville, Montauville (2 exemplaires), Maidières, Lesménils, Serrières, Clémery, Champey, Belleau, Arry, Morville-sur-Seille.
- 19° Cahier de doléances du Clergé (imprimé).

B. Imprimés

- Almanach de Lorraine et Barrois*, Année 1789. Nancy, C. S. Lamort, 1789, in-16.
- Au Roi et aux Etats Généraux, Très humbles pétitions, remontrances et avis du Clergé du Bailliage de Pont-à-Mousson, arrêtés en l'Assemblée générale de l'Ordre, le 18 mars 1789*. Pont-à-Mousson, Martin Thiéry, 1789, in-8°.
- BENOIT DE TOUL (R.P.F.). — *Pouillé ecclésiastique et civil du Diocèse de Toul*. Toul, Louis et Etienne Rolin, 1711, 2 vol. in-8°.
- Cahier des pouvoirs et instructions des trois ordres du Bailliage de Pont-à-Mousson, en Lorraine, remis à M. le Curé d'Houel, M. le vicomte du Hautou et M. Viard, lieutenant de maire, élus députés pour les Etats Généraux, en 1789*. Paris, Gattey, 1789, in-8°. (*Bibliothèque nationale*, Le 24 157.)
- CALMET (dom Aug.). — *Notice de la Lorraine*. Nancy, Louis Beaurain, 1756, 2 vol. in-4°.
- DURIVAL. — *Mémoire sur la Lorraine et le Barrois*. Nancy, Thomas, 1753, in-8°.
- *Introduction à la description de la Lorraine et du Barrois*. Nancy, Babin, 1774, in-8°.
- *Description de la Lorraine et du Barrois*. Nancy, Leclerc, 1779-83, 3 vol. in-4°.

Mémoires alphabétiques pour servir à l'histoire, au pouillé et à la description générale du Barrois. Bar-le-Duc, R. Briflot, 1749, in-16.

Procès-verbal des séances de l'Assemblée provinciale des Duchés de Lorraine et de Bar, ouverte à Nancy, au mois de novembre 1787. Nancy, Haener, 1788, in-8°.

Recueil des Edits et Ordonnances de Lorraine, du règne de Leurs Majestés Louis XV et Louis XVI, t. XIII (1773-1777). Nancy, F. Babin, 1777, in-8°.

Recueil des Edits et Ordonnances de Lorraine, du règne de Sa Majesté Louis XVI, t. XIV (1777-1781). Nancy, Dominique Mathieu, 1782, in-8°.

Recueil des Edits, Déclarations, Lettres patentes et Arrêts du Conseil, t. XV (1782-1784). Nancy, C. S. Lamort, 1786, in-8°.

Supplément aux Edits et Ordonnances de Lorraine, de 1745 à 1773. Nancy, François Babin, 1777, in-8°.

THIBAUT (François-Thimotée). *Histoire des Lois et Usages de la Lorraine et du Barrois dans les Matières bénéficiales.* Nancy, Pierre Antoine, 1763, in f°.

II. OUVRAGES

BONVALOT (Edouard). — *Histoire du Droit et des Institutions de la Lorraine et des Trois Evêchés.* Paris, Pichon, 1895, in-8°.

BOYÉ (Pierre). — *Les Eaux et Forêts en Lorraine au dix-huitième siècle.* Paris, Imprimerie Nationale, 1909, in-8°.

— *Les Salines et le Sel en Lorraine au dix-huitième siècle.* Nancy, A. Crépin-Leblond, 1904, in-8°.

— *Les Travaux publics et le Régime des Corvées en Lorraine au dix-huitième siècle.* Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1900, in-8°.

BRETTE (A.). — *Recueil de Documents relatifs à la Convocation des Etats Généraux.* Paris, Imprimerie Nationale, 1894-1915, 4 vol. in-8°.

CHAMPION (E.). — *La France d'après les Cahiers de 1789.* Paris, Armand Colin, 1907, in-8°.

CHARAUX (Henri). — *Une Promenade archéologique et historique à travers les rues de Pont-à-Mousson.* (Le Patriote Mussipontain, 1910.)

— *Biographie des Hommes célèbres de Pont-à-Mousson.* (Le Patriote Mussipontain, 1908.)

DORVAUX (N.). — *Les Anciens Pouillés du Diocèse de Metz.* Nancy, Crépin-Leblond, 1902, in-8°.

DORVAUX (N.) et LESPRAND (P.). — *Cahiers de Dôlérances des Communautés, en 1789. Bailliage de Metz.* Metz, 1918, in-8°.

ETIENNE (Ch.). — *Cahiers du Bailliage de Vic.* Nancy, Berger-Levrault, 1907, in-8°.

FIEL (P.). — *La Collégiale Sainte-Croix de Pont-à-Mousson.* Nancy, Société d'Impressions Typographiques, 1932, in-8°.

FLORANGE (Jules). — *Trouard de Riolles, dernier Maire royal de Pont-à-Mousson.* (Le Patriote Mussipontain, janv. 1933.)

GAIN (A.). — *La Lorraine à la fin du dix-huitième siècle.* (Bulletin de l'Union Nationale des Membres de l'Enseignement Public, janvier 1934.)

- GAIN (A). — *Petite Bibliographie de l'Histoire de la Révolution en Lorraine. (Annuaire de la Société Lorraine des Etudes Locales dans l'Enseignement Public, 1938-39, n° 6.)*
- GEGOUT (Ed.). — *Les Cahiers de la Lorraine aux Etats Généraux de 1789.* Nancy, Vagner, 1889, in-8°.
- GODFRIN (Jean). — *Cahiers du Bailliage de Nancy.* Paris, Ernest Leroux, 1934, in-8°.
- GRANDSIRE (G.). — *L'Impôt sur le Revenu en Lorraine et Barrois. Les Vingtièmes.* Paris, Société du Recueil Sirey, 1927, in-8°.
- GUYOT (Charles). — *Les Forêts lorraines jusqu'en 1789.* Nancy, Crépin-Leblond, 1886, in-8°.
- HENRI (Napoléon). — *Histoire de Pont-à-Mousson.* Pont-à-Mousson, 1839, in-8°.
- HUMBERT (J.). — *Pont-à-Mousson et ses environs.* Pont-à-Mousson, Louis Vagné, 1903, 1 vol. in-8°.
- HYSLOP (Béatrice). — *A Guide of the général Cahiers of 1789 with the texts of unedited Cahiers.* New-York, Columbia University Press, 1936, in-8°.
- HYVER (Abbé Charles). — *Maldonat et les commencements de l'Université de Pont-à-Mousson.* Nancy, Collin, 1873, in-8°.
- JÉROME (L.). — *Les Elections et les Cahiers du Clergé lorrain aux Etats Généraux de 1789.* Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1899, in-8°.
- JOURDAN (Jacqueline). — *Les Apothicaires de Pont-à-Mousson au temps de l'Université et les Jardins botaniques.* Nancy, Société d'Impressions Typographique, 1939, in-8°.
- LAVERGNE (Léonce de). — *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI.* Paris, Calmann Lévy, 1879, in-8°.
- LEPAGE (Henri). — *Le Département de la Meurthe, statistique, historique et administrative.* Nancy, Peiffer, 1845, in-8°.
- *Les Communes de la Meurthe.* Nancy, A. Lepage, 1853, 2 vol. in-8°.
- MAVIDAL (J.) et LAURENT (E). — *Archives parlementaires.* Paris, P. Dupont, 1879, 7 vol. in-8°.
- MAGGIOLO. — *Les Ecoles en Lorraine avant et après 1789.* Nancy, Berger-Levrault, 1880, in-8°.
- MAIRE (P.). — *Pont-à-Mousson et ses Environs.* Nancy, Imprimeries Réunies, 1915, in-8°.
- MARION. — *Dictionnaire des Institutions de la France aux dix-septième et dix-huitième siècles.* Paris, Picard, 1923, in-8°.
- MARTIN (Abbé Eugène). — *L'Université de Pont-à-Mousson.* Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1891, in-8°.
- *Cahiers de Doléances du Bailliage de Mirecourt.* Epinal, Imprimerie Lorraine, 1928, in-8°.
- MATHIEU (Cardinal). — *L'Ancien Régime en Lorraine et Barrois.* Paris, Honoré Champion, 1907, in-8°.
- ORY (E). — *Causeries sur Pont-à-Mousson.* Pont-à-Mousson, Ory, 1880, in-8°.
- PARISOT (Robert). — *Histoire de Lorraine.* Paris, Auguste Picard, 1924, 3 vol. in-8°.
- PERRIN (R.). — *L'Esprit révolutionnaire avant la Révolution : Villers-sous-Prény au dix-huitième siècle. (Pays Lorrain, 1912.)*

RIOCOUR (Comte E. de). — *Les Monnaies lorraines*. (Mém. Soc. d'Arch. Lor., 1884.)

SAGNAC (P.). — *Les Cahiers de 1789 et leur valeur*. (*Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 1907.)

THIRIET (H.) et BERNARDIN (Ch.). — *Pont-à-Mousson sous les Obus*. Nancy, Rigot, 1919, in-8°.

TROUX (Albert). — *La Région Meurthoise à la veille de la Révolution*. Nancy, Berger-Levrault, 1938, in-4°. (Editions du *Pays Lorrain*.)

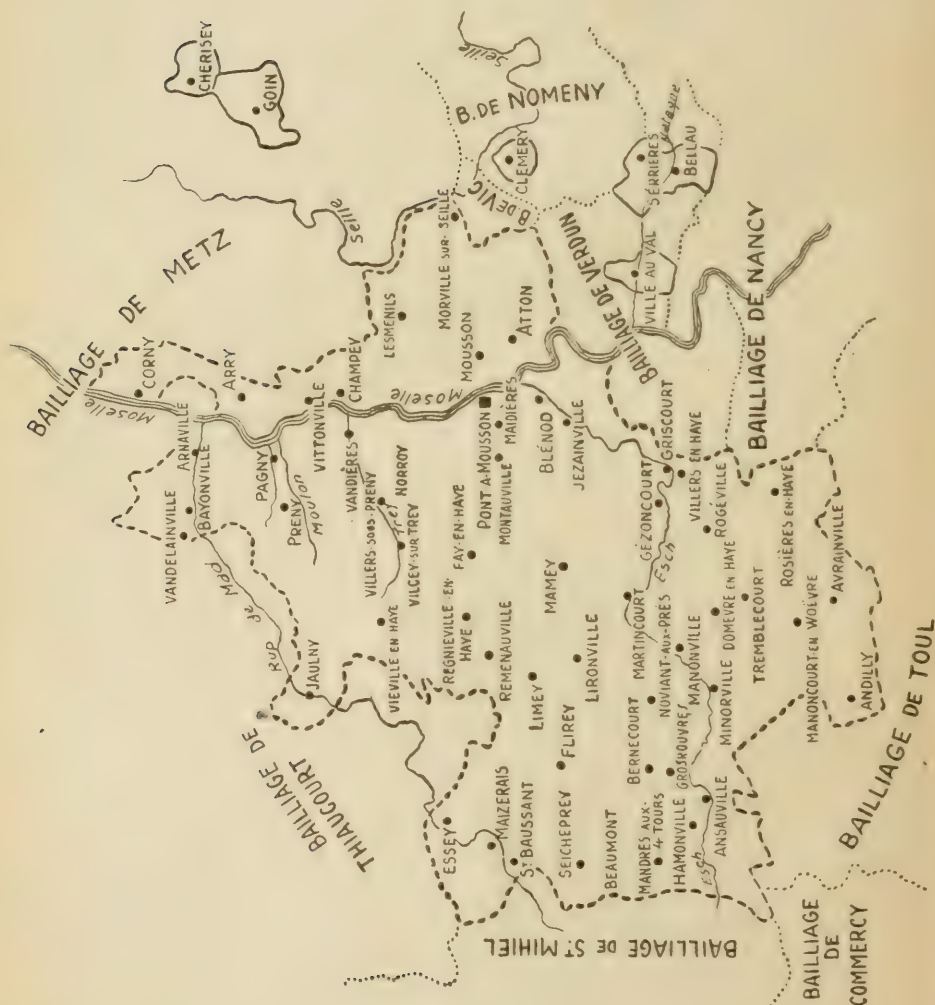
VANSON (L.). — *La Subvention, impôt sur les Facultés présumées en Lorraine, dans l'ancien régime*. (*Revue Historique de la Lorraine*, 1933, p. 102-111.)

CARTE DU BAILLIAGE DE PONT-A-MOUSSON

EN 1789

DRESSEE PAR LE COMMANDANT KLIPFFEL

ECHELLE 1/200.000



INTRODUCTION

I

Les élections aux Etats Généraux dans le bailliage de Pont-à-Mousson La rédaction des cahiers de doléances

Le bailliage de Pont-à-Mousson, créé en 1641 par le duc de Lorraine Charles IV ⁽¹⁾, maintenu sous Léopold et Stanislas, fut l'un des plus importants des 34 bailliages que comprenait la Lorraine en 1789. Avec ses 60 communes ou 65 paroisses ⁽²⁾, et ses 5.599 feux ou 27.944 habitants ⁽³⁾, il se plaçait respectivement aux sixième et quinzième rangs

(1) LEPAGE. *Les Communes de la Meurthe*, t. II, p. 346. *Arch. de M.-et-M.*, série B 111.

(2) Les 65 paroisses du bailliage dépendaient de 2 évêchés, celui de Metz et celui de Toul. L'évêché de Metz avait 4 archidiaconés dont celui de Vic; ce dernier avait 5 archiprêtres dont celui de Gorze, celui de Nomeny et celui de Pont-à-Mousson; de l'archiprêtré de Pont-à-Mousson dépendaient les paroisses suivantes : Arry, Atton, Belleau, Champey, Corny, Pont-à-Mousson (Saint-Martin), Lesménils, Mousson, Ville-au-Val Sainte-Marie, Vittonville; de l'archiprêtré de Gorze dépendaient les 3 paroisses d'Arnaville, de Bayonville, de Vandelainville; de l'archiprêtré de Nomeny dépendaient les paroisses de : Chérissey, Clémery Goin, Morville, Serrières (*Arch. de M.-et-M.*, série B 295. THIBAUT, *Histoire des Loix et Usages de la Lorraine*, p. 358. DORVAUX, *Les Anciens Pouillés du Diocèse de Metz*, pp. 533-560.) Le diocèse de Toul avait 6 archidiaconés; du grand archidiaconé et du doyenné de Toul dépendait la paroisse d'Andilly; l'archidiaconé de Port avait 5 doyennés dont celui de Prény et celui de Dieulouard; du doyenné de Prény dépendaient les paroisses suivantes : Blénod, Essey, Fey-en-Haye, Flirey, Gézoncourt, Griscourt, Hamonville, Jaulny, Jezainville, Limey, Lironville, Maidières (Saint-Pierre et Saint-Remy), Mandres-aux-quatre-Tours, Maizerais, Mamey, Montauville, Norroy, Pagny, Pont-à-Mousson (Saint-Jean-Baptiste, Saint-Laurent, Sainte-Croix-en-Rup), Prény, Regniéville, Remenauville, Saint-Baussant, Seicheprey, Vandières, Viéville-en-Haye, Vilcey-sur-Trey, Villers-sous-Prény; du doyenné de Dieulouard dépendaient les paroisses de : Ansauville, Bernécourt, Domèvre, Manoncourt, Manonville, Martincourt, Minorville, Noviant, Rogéville, Avrainville, Grosrouvres, Rosières-en-Haye, Tremblecourt et Villers-en-Haye. (*Arch. de M.-et-M.*, série B 289. BENOIT DE TOUL, *Pouillé ecclésiastique et civil du Diocèse de Toul*, pp. 269-308.)

(3) Nous avons retrouvé un rapport du lieutenant général du bailliage, Breton, sur le nombre de feux du bailliage. Ce rapport comprend la liste alphabétique des communes, avec le nombre de feux et le nom des députés. Plusieurs erreurs ont dû se glisser dans ce rapport quant au nombre de feux; aussi ne faut-il pas en accepter sans réserves le total, fixé au chiffre exagéré de 5.599. (*Arch. nat.*, B^a 19.)

parmi les bailliages lorrains (1). Son personnel comprenait : le duc du Chatelet d'Haraucourt, bailli ; Breton, lieutenant général ; Ragot, lieutenant particulier ; Mallarmé, assesseur ; Le Lorrain, Roger, Gallot, Schouller, Thiéry, Gourier, conseillers ; Rouyer, avocat du roi ; Georges des Aulnois, procureur du roi ; Georges de Lemud, procureur honoraire du roi ; M^e Vistoo, avocat en Parlement et greffier en chef ; M^e Perrin, greffier-commis ; Breton, curateur en titre ; M^e Lambert, receveur des consignations ; M^e Dudot, commissaire aux saisies réelles ; Didier et Jacquemin, jurés-priseurs ; Bourgeois, Guerry et Thouvenin, commis ; Lambert, conservateur des hypothèques (2).

A Pont-à-Mousson, comme ailleurs, l'annonce de la convocation des Etats Généraux souleva une immense vague d'espoir. Dès le mois de novembre 1788, villes et campagnes s'agitaient. On demanda d'abord le doublement du tiers et le rétablissement des Etats provinciaux. A l'Assemblée générale des trois ordres de la Lorraine, qui se réunit à Nancy le 20 janvier 1789 pour discuter de ces questions — bien inutilement d'ailleurs — la ville de Pont-à-Mousson fut représentée par une délégation de cinq membres, sous la présidence de Trouard de Riollès, maire de la ville (3). Cependant, des ordres précis ne tardèrent pas à arriver au sujet des élections en Lorraine. Le 27 février 1789 parut à Pont-à-Mousson la première note officielle : l'ordonnance de Louis-René Breton, lieutenant général civil et criminel du bailliage en l'absence du duc du Chatelet, bailli d'épée. Ce document imprimé, d'un format de cahier de neuf pages, prescrivait la publication, « à son de trompe et cri public dans tous les carrefours et lieux accoutumés... », du règlement royal du 24 janvier 1789, fixant l'ouverture des Etats Généraux au 27 avril suivant (4), du règlement royal du 7 février, déterminant les modalités des élections en Lorraine (5), et de l'ordonnance même de Breton, convoquant pour le 11 mars, en l'église du collège royal et militaire de Pont-à-Mousson, les trois états du bailliage, pour la rédaction des cahiers de doléances et pour l'élection des députés qui représenteraient le bailliage à l'Assemblée de réduction de Bar (6).

Suivant ces règlements, on procéda de deux manières à la nomination des députés. Les membres du Clergé (évêques, curés, délégués des chapitres et des abbayes) et de la Noblesse (nobles fieffés ou non fieffés) se réunirent au chef-lieu du bailliage et désignèrent directement leurs députés ; quant aux députés du Tiers-Etat, ils furent choisis au chef-lieu du bailliage parmi les délégués élus, soit dans les communautés de

(1) CARDINAL MATHIEU. *L'Ancien Régime en Lorraine et Barrois*, p. 41. Arch. de la Meuse, série L 2.146.

(2) *Almanach de Lorraine et Barrois*, année 1789, p. 81. (Bibl. municipale de Pont-à-Mousson, n° 21.783.)

(3) PARISOT. *Hist. de Lorraine*, t. III, p. 6. *Délibérations du Conseil municipal*, 1786-1790, f° 28-30 v. (Bibl. municipale de Pont-à-Mousson. Archives.)

(4) EDMÉ CHAMPION. *La France d'après les Cahiers de 1789*, p. 12.

(5) A. BRETTE. *Recueil de Documents relatifs à la convocation des Etats Généraux*, t. I, p. 220. (La Lorraine fut partagée en quatre grandes circonscriptions électorales : Nancy, Mirecourt, Sarreguemines, Bar-le-Duc.)

(6) *Recueil Florange, à Pont-à-Mousson*. Pont-à-Mousson, Briey, Longuyon et Etain devaient aller voter à Bar, parce qu'au xv^e siècle ils faisaient partie du Barrois. (A. TROUX. *La Région Meurthoise à la veille de la Révolution*, p. 28.)

paroisses, soit dans les villes. Pour être député, il fallait remplir trois conditions : être Français ou naturalisé, âgé de vingt-cinq ans et inscrit aux rôles des impositions.

Nous ne possédons pas de documents détaillés sur la période électorale dans les communes. A Pont-à-Mousson, une grande réunion eut lieu le 6 mars 1789 à l'Hôtel de Ville ⁽¹⁾, où des délégués des corps, des communautés et des corporations ⁽²⁾, ainsi que ceux des habitants qui n'appartenaient à aucune corporation, durent d'abord désigner les membres de quatre bureaux, appelés à rédiger le cahier de doléances de la ville. Le 10 mars eut lieu l'élection de huit députés représentant la ville, et porteurs du cahier de doléances à la réunion générale du 11 mars; le choix porta sur les personnages suivants : Viard, lieutenant de maire et lieutenant de police; Lempereur, marchand; Colombel, magasinier; Maugras, médecin; Ragot, lieutenant particulier au bailliage; Mallarmé, assesseur; Demory, rentier; Willemin, avocat et échevin au siège municipal ⁽³⁾.

Suivant la décision du lieutenant général du bailliage Breton, l'*Assemblée préliminaire* devait se réunir le 11 mars 1789, à 8 heures du matin. « Cette séance sera ouverte, écrit Breton à ses supérieurs à Versailles, par une messe solennelle du Saint-Esprit qui sera chantée par ces messieurs; je me propose ensuite de faire un discours d'une demie heure dans lequel je m'attacherai principalement à inspirer cette union, ce zèle si nécessaire pour parvenir aux vues bienfaisantes et si paternelles de Sa Majesté dans la convocation de tous les ordres de son royaume » ⁽⁴⁾. Nous sommes surpris de constater que le procès-verbal de cette première séance ne mentionne ni la messe, ni le discours projeté par le lieutenant général, en absence du duc du Chatelet, bailli d'épée de la ville. Par contre, nous y relevons les opérations suivantes : l'appel général des députés ou membres des trois ordres, le serment de ceux-ci et l'ordre donné par Breton en ce qui concerne la nomination des députés des deux ordres privilégiés et la rédaction des cahiers de doléances ⁽⁵⁾.

Après cette première séance générale, les trois ordres se réunirent le même jour dans trois salles différentes, pour procéder à l'élection des

(1) L'Hôtel de Ville de Pont-à-Mousson comprenait les magistrats suivants en 1789 : Trouard de Riolles, maire royal et chef de police; Viard, lieutenant de maire et de police; Caresme, Willemin, Lacretelle et Radot, échevins; Salle, échevin-trésorier; Brabant, conseiller-échevin honoraire; Maire, procureur du roi; Caresme, secrétaire-greffier. (*Almanach de Lorraine et Barrois*, p. 119.)

(2) Le procès-verbal de la réunion énumère les 6 corporations et les 34 communautés suivantes : *corporations* des avocats, des procureurs, des chirurgiens, des apothicaires, des négociants et marchands, des huissiers; *communautés* des arts et métiers : les marchands épiciers, les armuriers, les bonnetiers et fileurs de laine, les bouchers, les boulangers, les bourreliers, les charcutiers, les chamoiseurs et tanneurs, les chapeliers, les charpentiers, les chaudronniers, les cloutiers, les cordiers, les cordonniers, les tailleurs des couvreurs, des distillateurs, les fripiers, les charrons, les menuisiers, les orfèvres, les pâtisseries, les perruquiers, les potiers de terre, les serruriers, les taillandiers, les tapissiers, les tonneliers, les tourneurs, les vanniers, les tisserands, les huiliers, les savetiers et les merciers. (*Délibérations du Conseil municipal*, 1786-1790. BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE PONT-A-MOUSSON. Archives.)

(3) BIBL. MUNICIPALE DE PONT-A-MOUSSON. *Délibérations du Conseil municipal*, 1786-1790, 1^o 68 v., 69 v. Archives.

(4) ARCHIVES NATIONALES, série B* 19. *Bailliage de Pont-à-Mousson*.

(5) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson, n^o 5.

commissaires pour la rédaction des cahiers de doléances. Le procès-verbal de la réunion du Clergé nous apprend les noms et qualités des douze commissaires chargés de la rédaction de son cahier : Jacques Ruell, prieur et principal du collège ; Antoine Breton, prévôt de la collégiale de Sainte-Croix de Pont-à-Mousson ⁽¹⁾ ; Berthemot, curé de Rosières-en-Haye ; François Marchand, curé d'Arry ; Antoine Noblot, curé de Prény ; Jean-Baptiste Crabouillet, curé de Sainte-Croix de Pont-à-Mousson ; Gillot, prieur de Sainte-Marie ; Charles Michon, curé de Gezoncourt ; Louis Lambert, curé de Villers-en-Haye ; Antoine, curé d'Arnville ; Bouilly, curé de Vittonville, et Gehin, curé de Grosrouvres ⁽²⁾. Ces honorables ecclésiastiques se mirent immédiatement au travail et leur cahier, prêt le 18 mars, lu et discuté dans une séance spéciale, fut passé pour impression au typographe local, Martin Thiéry, afin que les « peuples vissent sur quoi portent les demandes et pétitions de leurs pasteurs » ⁽³⁾. A cette même séance du 18 mars, les quatre-vingt-six membres de l'ordre du Clergé avaient désigné les deux députés suivants : *Jacques Ruell*, prieur et principal du collège, et *Berthemot*, curé de Rosières-en-Haye, puis *Marchand*, curé d'Arry, député suppléant, tous trois porteurs de leur cahier et chargés de les représenter à la réunion de Bar.

Le procès-verbal de la réunion du 11 mars des membres de la Noblesse nous apprend l'élection de six commissaires et d'un président pour la rédaction de leur cahier. Les voix portèrent sur le choix des personnages suivants : Charles-Alexandre-Hubert de Charvet, premier avocat au Parlement de Nancy et seigneur de Blénod et de Jezainville ; Georges-François-Gabriel, baron de Manonville, seigneur de Manonville et de Domèvre ; Roch-Hyacinthe, vicomte Duhautoy, chevalier de Saint-Louis et maréchal des camps et armées du roi ; Guillaume, professeur en droit et seigneur de Villers-en-Haye ; Le Lorrain fils, conseiller du bailliage ; de l'Aubrussel, chevalier, président au Parlement de Metz et seigneur de Montrichard ⁽⁴⁾. Ces personnages de marque, réunis sous la présidence du marquis de Clermont-Tonnerre, mirent aussi sept jours à rédiger leur cahier de doléances. Le 19 mars, celui-ci enfin prêt, fut lu, approuvé et signé par les membres de la Noblesse ; cette même séance fut encore employée à l'élection des deux députés de l'ordre : le *vicomte Duhautoy* et le *chevalier de Charvet* ; le conseiller du bailliage, Le Lorrain fils, fut élu député suppléant ⁽⁵⁾.

A l'assemblée du Tiers-Etat du 11 mars, on procéda à l'élection de quatre bureaux, composé chacun d'un président et de quatre membres. Ces bureaux, présidés par Viard, Maugras, Villemin et Mallarmé, députés de la ville de Pont-à-Mousson, travaillèrent à la fusion en un seul des soixante cahiers du bailliage ⁽⁶⁾. Ce long travail fut terminé pour le 18 mars. A la réunion de ce jour, le cahier fut lu, discuté puis adopté ;

(1) Docteur en théologie, prévôt, âgé de 36 ans, Antoine Breton était fils de Louis-René Breton, lieutenant général du bailliage de Pont-à-Mousson. (FIEL. *La Collégiale Sainte-Croix de Pont-à-Mousson*, p. 68.)

(2) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson, n° 7.

(3) *Ibid.*, n° 19.

(4) *Ibid.*, n° 6.

(5) *Ibid.*, n° 13.

(6) *Ibid.*, n° 4.

on passa ensuite à l'élection de quatre députés pour représenter le Tiers à Bar « en exécution du règlement particulier de cette province » ; l'assemblée, composée de cent vingt-cinq députés, désigna *Louis-René Viard*, avocat au Parlement ; *François Empereur*, mercier-quincaillier ; *Pierre Colombel*, magasinier ; *François-René-Auguste Mallarmé*, conseiller du roi et assesseur civil et criminel au bailliage de Pont-à-Mousson ; le docteur *Maugras* fut élu député suppléant (1).

L'élection de Mallarmé était due en partie à l'extrême amabilité qu'il déploya en faveur des députés communaux (2).

La lettre de l'un d'eux — le député de Corny — en fait foi : « Ah ! Monsieur, écrivait-il, quel logement avons-nous trouvé en arrivant ! Celui de M. de Mallarmé, conseiller du roi, qui, nous prenant par la main, nous a conduit lui-même dans son hôtel, là nous a donné une belle chambre, bon feu, bon lit et bonne table, bon vin et du dessert, et tout ce qui peut suffire à la vie et, par dessus tout, une affabilité peu connue dans ce siècle, car Madame son épouse et son honorable famille nous ont fait des accueils bien au-dessus de nos mérites ! » (3). Cette élection de Mallarmé fut une véritable illégalité. Le lieutenant général du bailliage Breton, soutenu par les officiers municipaux et contrairement à l'esprit du règlement, décida que pour l'élection des députés de la ville de Pont-à-Mousson on devait procéder par « réduction » (l'article XXVIII ordonnait pourtant une élection « libre ») et voter « en dedans », c'est-à-dire que les délégués du Tiers étaient obligés de choisir *parmi eux* les huit députés de la ville de Pont-à-Mousson (4), qui devinrent en fait seuls candidats à l'élection des quatre députés du bailliage. C'est ce qui arriva d'ailleurs ! Or, le règlement était clair à ce sujet ; pour être élu il n'était pas nécessaire d'être membre de l'assemblée ni même habitant du bailliage, les seules conditions nécessaires pour être éligible étaient la qualité de Français, l'âge de vingt-cinq ans, la domiciliation et l'inscription aux rôles des impositions. Aussi, un grand nombre de mussipontains, encouragés par l'avocat du roi, Rouyer, élevèrent une vive protestation contre la décision de Breton et portèrent leurs plaintes jusqu'au Roi, comme en témoigne le texte suivant :

« Cejourd'hui dix huit mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, cinq heures de relevée,

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson, n^{os} 9 et 9 bis.

(2) Nous avons retrouvé un des billets imprimés et envoyés par les délégués intéressés de la ville de Pont-à-Mousson.

« Monsieur,

» Une société patriotique (*sic*) désirant donner une preuve de confraternité aux habitants de votre communauté, s'est présentée à l'Hôtel Commun de cette ville, pour offrir des Logements aux Députés de votre Paroisse qui doivent se rendre à l'Assemblée générale du 11 courant, convoquée par M. le Bailli, je m'empresse de vous en prévenir, en vous priant d'adresser mesdits Sieurs vos Députés à MM. les Officiers Municipaux de cette ville, qui leur indiqueront le logement qui leur est préparé.

» J'ai l'honneur d'être respectueusement, Monsieur, votre très humble serviteur.

» Pont-à-Mousson, le 7 mars 1789. »

Arch. de M.-et-M., série F. Collection Hyver, n^o 1.

(3) *Archives nationales*, B^a 19.

(4) Ces députés sont : Viard, Empereur, Colombel, Maugras, Ragot, Mallarme, Démory et Villemin. (*Recueil Florange*, n^o 5.)

» Par devant les notaires et tabellions royaux résidents à Pont-à-Mousson, soussignés, sont comparus les notables bourgeois de la ville de Pont-à-Mousson, aussi soussignés, lesquels ont déclaré tant pour eux que pour tous les autres bourgeois qui sont absents, que cejourd'hui, huit heures du matin, ils se sont rendus dans la grande salle de Messieurs les Chanoines réguliers de ladite Ville, où se tenait l'assemblée particulière des députés de l'ordre du Tiers de cette ville, et des différentes communautés du bailliage, présidés par Monsieur le Lieutenant général, pour l'absence de Monsieur le Bailli d'épée : il aurait été observé, par un des Messieurs soussignés, au nom de tous, que les bourgeois de cette ville, désiraient être entendus par l'un d'eux, sur des objets qui les intéressaient, à quoi Monsieur le Lieutenant général, en sa qualité, ayant déferé, il a été dit, au nom de tous les bourgeois, que lors de l'assemblée particulière, tenue pardevant Messieurs les officiers de l'Hôtel de Ville, le dix courant, composée des différents députés des corporations de cette ville, il a été décidé par les officiers municipaux, que lesdits députés des corporations ne pouvaient faire qu'entre eux, et non en dehors, l'élection des huit députés, pour se rendre à l'assemblée du bailliage de cejourd'hui ; que cette décision, outre qu'elle est contraire à la volonté expresse de l'art. XXVIII qui n'ordonne point de réduction, mais une élection libre, est encore prononcée par des juges incompetents, puisque l'autorité des officiers municipaux est réduite uniquement à l'art. XXVI ; que M. le Lieutenant général ayant entendu et écouté attentivement les remontrances et observations dont s'agit, a remis la décision de la demande des comparants à cinq heures de relevée, cinq heures étant prêtes de sonner, les comparants se sont rendus de nouveau dans la salle dont il s'agit, et en présence de l'assemblée toujours présidée par M. le Lieutenant général, la remontrance faite de matinée, ayant été répétée très sommairement, M. le Lieutenant général, pour M. le Bailli a décidé et prononcé qu'en confirmant, en tant que besoin est, la décision rendue par les officiers municipaux, du dix courant, il ordonnait également que dans le moment les différents députés, tant de la ville que de la campagne, feraient leurs élections des députés aux Etats Généraux, par forme de réduction entre eux, sans avoir la liberté de choisir en dehors ; qu'en conséquence il enjoignait à tous les bourgeois présents, qui n'étaient point députés, de se retirer. A quoi les comparants déférèrent avec la soumission qu'ils doivent aux décisions de M. le Bailli ou de son lieutenant ; ils se sont en effet retirés en une salle voisine de celle où se tenait ladite assemblée, où étant tous, ils auraient aussitôt, et sans désespérer, appelé les notaires instrumentaires des présentes, pour demander acte de leurs comparutions, dires et protestations contre la sentence rendue cejourd'hui, cinq heures de relevée, par M. le Lieutenant général du bailliage de Pont-à-Mousson, pour l'absence de M. le Bailli, se réservant tous de porter aux pieds du Trône leurs justes réclamations contre ledit jugement, et d'inviter M. de Riolle, maire royal de cette ville, actuellement à Paris, qui a toujours donné des marques de son vrai zèle, et de toute son affection pour l'ordre du Tiers, à s'employer près des Ministres, pour faire agréer leurs réclamations, de tout quoi les comparants ont requis acte. Le tout ainsi fait à Pont-à-Mousson les jour, an et heures

avant dits, en une salle de mesdits sieurs chanoines réguliers, et ont lesdits comparants signé à la minute, après lecture faite.

» [*Signatures*] Rouyer, avocat du roi au bailliage royal de cette ville; Jacquinot, avocat et notaire; Gourier, conseiller au bailliage; Roger, conseiller au bailliage; Paticier, rentier; Burlereaux, adjoint des marchands; J. Lutz, marchand tanneur chamoiseur; Legaux, cy-devant négociant; Gallot, conseiller au bailliage; Aubry, avocat; Jacquinot, ancien régisseur pour le roi des domaines et messageries; Humbert, négociant; N. Royer, commerçant; Grégoire, marchand; Royer marchand; Conrard, négociant; Bedin, maître bottier; Jean-Nicolas Vallois, chamoiseur; Pierre Collin, marchand; Laurent, artiste; Vincenot, négociant; François Noël, ferblantier; J.-Fr. Doublot, négociant; Mangeot, libraire; Pierre Borom, apothicaire; Et. Pierre, md.; Laharotte, Lt. des perruquiers; P. Modo, couvreur; P. Maire, marchand; Collin, md.

» Et pour notaires, Albert et Cabaret.

» Contrôlé à Pont-à-Mousson par M^e Lambert qui en a perçu le droit.

» Pour copie délivrée par ledit M^e Cabaret, conformément à l'original qui est joint à ses minutes.

[*Signé*] Cabaret » (1).

Le lieutenant général du bailliage fut sévèrement blâmé.

« J'ai mis sous les yeux du Roy, lui écrivit Necker, le 28 mars, la réclamation que les habitants de Pont-à-Mousson vous ont chargé de présenter au conseil; Sa Majesté a considéré que l'assemblée de Bar étant fixée au 30 mars, il n'y a aucune possibilité de recommencer les élections faites les 10 et 18 de ce mois, elle improuve les décisions des officiers municipaux et du lieutenant général qui avaient l'exemple de ce qui s'est passé dans les ordres du Clergé et de la Noblesse pour ne pas mettre les entraves à la liberté des suffrages. Cependant le Roi désire que le bon esprit qui paraît avoir dirigé la conduite de l'assemblée règne toujours parmi les membres qui doivent avoir droit de se plaindre ou de réclamer contre les décisions arbitraires. Sa Majesté se réserve de pourvoir dans son conseil à ce que les officiers chargés de l'exécution de ses règlements ne se permettent plus à l'avenir de les interpréter lorsqu'ils n'auront rien d'équivoque » (2). Un autre reproche ne fut pas moins dur. « Je vous ai fait connaître, lui écrit Barentin, le 18 avril, que la décision que vous avez rendue pour l'élection des députés en dedans était absolument contraire à l'esprit du règlement, et elle aurait nécessité la nullité de toutes vos opérations si je n'avois considéré l'inconvénient de les faire recommencer attendu le point où elles se trouvaient avancées à l'époque où j'ai été instruit de votre décision... » (3).

L'incident Mallarmé fut le seul à notre connaissance aux élections des députés du bailliage.

(1) *Archives nationales*, B^a 19.

(2) *Ibid.*, B^a 19.

(3) *Ibid.*, B^a 19.

Pour le 18 mars donc, l'élection des députés des trois ordres et la rédaction de leurs cahiers étaient une chose faite. Le lendemain, une dernière séance eut lieu réunissant les huit députés, leurs remplaçants éventuels et les officiers du bailliage. Le procès-verbal indique la prestation du serment des députés, la remise des cahiers contenant des pouvoirs et instructions rédigés dans chaque ordre ⁽¹⁾ et l'ordre donné de se rendre à l'assemblée générale de Bar-le-Duc le 31 mars prochain ⁽²⁾. Des huit députés du bailliage de Pont-à-Mousson, trois furent seulement élus le 1^{er} avril à l'assemblée de réduction de Bar-le-Duc : *Roch-Hyacinthe, vicomte Duhautoy*, pour la Noblesse; *Louis-René Viard*, pour le Tiers-Etat, et *Charles-Alexandre-Gabriel Charvet de Blénod*, député suppléant pour la Noblesse ⁽³⁾. Ces trois hommes, un noble et deux gens de loi, portèrent au loin, à Versailles, les espérances de 27.944 Lorrains.

II

La conservation des cahiers de doléances

Malgré les nombreuses recherches que nous avons effectuées dans les différentes archives publiques et privées, nous n'avons pu retrouver tous les cahiers. Nous devons avoir, en principe, les soixante cahiers des soixante communes et les trois cahiers généraux des trois ordres du bailliage. En fait, nous n'avons que les quarante-quatre cahiers (plus exactement quarante-sept, trois étant en deux exemplaires), des communes suivantes : *Andilly, Arnaville, Arry, Atton* (deux exemplaires différents), *Avrainville, Bayonville, Belleau, Champey, Chérissey, Clémery, Corny, Domèvre, Gézoncourt, Griscourt, Goin, Jaulny, Jezainville, Lesménils, Maidières, Mamey, Manoncourt, Manonville, Martincourt, Minorville, Montauville* (deux exemplaires différents), *Morville-sur-Seille, Mousson, Norroy, Pagny, Pont-à-Mousson* (deux exemplaires différents), *Prény, Regniéville, Rogéville, Rosières-en-Haye, Serrières, Tremblecourt, Vandelainville, Vandières, Viéville-en-Haye, Vilcey-sur-Trey, Ville-au-Val, Villers-en-Haye, Villers-sous-Prény et Vittonville*.

Nous avons également les trois cahiers généraux des trois ordres du bailliage. Malheureusement, les cahiers des seize communes suivantes nous font défaut : *Ansauville, Beaumont, Bernécourt, Blénod, Essey-et-Mai-*

(1) Les députés du Clergé et de la Noblesse, outre les cahiers de doléances de leurs ordres, furent porteurs d'un « Cahier des pouvoirs et instructions... » ; nous avons plusieurs copies de ces deux cahiers. (*Recueil Florange, à Pont-à-Mousson, n° 14*; MAVIDAL et LAURENT, *Archives parlementaires*, t. II, pp. 228-230; *Archives nationales, B* 19*; *Bibliothèque nationale, Le 24 157*.) Le Tiers Etat ne fit pas rédiger un cahier spécial, ses représentants ne furent porteurs que du cahier de doléances de l'ordre. Nous publions plus loin « Cahiers de doléances » et « Cahiers des pouvoirs et instructions... » dont furent chargés les députés du Clergé et de la Noblesse.

(2) *Recueil Florange, à Pont-à-Mousson, n° 11*.

(3) *Archives nationales, C, § 1, 20¹ et 2*.

zerais, Fey-en-Haye, Flirey, Grosrouvres, Hamonville, Limey, Lironville, Mandres-aux-Quatre-Tours, Noviant, Remenauville, Saint-Baussant, Seicheprey.

Ces cahiers proviennent en grande partie (trente) des Archives de Meurthe-et-Moselle, S^{ie} B, Fonds judiciaire, et de la collection de M. J. Florange (dix-sept et les trois cahiers généraux). De tous les cahiers, deux furent seulement édités : le cahier de doléances du Clergé (à Pont-à-Mousson, chez Martin Thiéry, imprimeur du roi et du collège, 1789), et le cahier de doléances du Tiers-Etat (« à Pont-à-Mousson et se trouve à Paris, chez Gattey, libraire de S.A.S. Madame la duchesse d'Orléans, au Palais Royal, n^o 14, 1789 »; ce même cahier fut publié par MAVIDAL ET LAURENT dans les *Archives parlementaires*, t. II, p. 230).

Notons finalement que le bailliage de Pont-à-Mousson était entouré en 1789 par les neuf bailliages suivants : bailliages de Metz, de Vic, de Nomeny, de Verdun, de Nancy, de Toul, de Commercy, de Saint-Mihiel et de Thiaucourt. Des neuf bailliages, trois seulement ont leurs cahiers de doléances édités : ceux de Vic ⁽¹⁾, de Nancy ⁽²⁾ et de Metz ⁽³⁾.

III

Contenu des cahiers de doléances

Nous avons la liste des rédacteurs des cahiers généraux; il y eut pour le CLERGÉ : *Ruell*, principal du collège; *Breton*, prévôt de la collégiale de Sainte-Croix; *Berthemot*, curé de Rosières-en-Haye; *Marchand*, curé d'Arry; *Noblot*, curé de Prény; *Crabouillet*, curé de Sainte-Croix de Pont-à-Mousson; *Gillot*, prieur de Sainte-Marie; *Michon*, curé de Gezoncourt; *Lambert*, curé de Villers-en-Haye; *Antoine*, curé d'Arnaville; *Bouilly*, curé de Vittonville, et *Gehin*, curé de Grosrouvres. A part Ruell, tous ces hommes eurent un rôle assez effacé et qui consista à approuver les décisions du principal du collège. Ceux qui participèrent à la rédaction du cahier de la NOBLESSE furent : *Charvet*, avocat au Parlement de Nancy; *baron de Manonville*, *vicomte Duhautoy*; professeur *Guillaume*; *Le Lorrain* fils, conseiller du bailliage; de *l'Aubrusse*, président au Parlement de Metz, et le *marquis de Clermont-Tonnerre*; presque tous hommes de loi, ces rédacteurs avaient été choisis tant pour leur culture que pour le rôle éminent qu'ils tenaient dans la vie publique. Pour le TIERS-ETAT, le cahier fut élaboré par seize députés communaux présidés par quatre mussipontains : *Viard*, avocat; *Maugras*, docteur; *Villemin*, avocat, et *Mallarmé*, assesseur au bailliage, qui, déjà rédacteurs du cahier de Pont-à-Mousson, eurent beau jeu pour faire triompher leurs

(1) CHARLES ETIENNE, *Cahiers du Bailliage de Vic*.

(2) JEAN GODFRIN, *Cahiers du Bailliage de Nancy*.

(3) N. DORVAUX et P. LESPRAND, *Cahiers des Bailliages de Metz et de Thionville*.

idées. Ce furent généralement des paysans, aidés du syndic, du maître d'école ou du curé, qui rédigèrent les cahiers des communes. Nous n'avons pas trouvé traces des brochures qui leur auraient servi de modèles. Ces cahiers, mentionnant surtout des questions d'intérêt local, ont une originalité indiscutable. Si parfois le style ou l'écriture révèlent l'intervention d'un notable instruit, leur accent sincère trahit assez l'intérêt que ces paysans lorrains attachaient à leurs doléances. Le cahier général du Tiers-Etat ne les reproduit malheureusement qu'en partie, car certaines d'entre elles durent paraître assez insignifiantes aux yeux des avocats qui le rédigèrent et qui désiraient plutôt y insérer, pour les voir triompher, leurs conceptions philosophiques ou politiques. Par ailleurs, les considérations exposées et les décisions prises à l'assemblée générale des trois ordres, réunie à Nancy en janvier 1789, devaient influencer sur l'exposé de leurs doléances.

Les cahiers se ressentent, en général, d'une rédaction précipitée : huit ou dix jours (deux jours à peine pour Villers-sous-Prény, un jour pour Chérissey) sont insuffisants pour un travail réfléchi et soigné. Leur présentation est différente : parfois dédiés au Roi (« Sire »), ou au Roi et aux Etats Généraux, ils sont le plus souvent sans dédicace. Leur volume, qui n'est pas toujours en rapport avec le nombre de doléances — celles-ci sont généralement numérotées ou classées selon la matière — est plutôt fonction du style abondant ou sobre de l'auteur. L'écriture du cahier manuscrit, quand elle n'est pas illisible, est chargée de fioritures qui la rendent difficile à déchiffrer. Les cahiers communaux, datés des 8, 9 ou 10 mars, et les trois cahiers généraux datés du 18 mars, sont tous signés, soit par les intéressés, soit par les députés, et nous avons pu constater avec surprise l'absence de la croix conventionnelle, signature des illettrés ; un grand progrès avait été réalisé sur ce point depuis le début du XVIII^e siècle. Les cahiers communaux avaient été rédigés au domicile du syndic ou à celui du maire, voire même à l'église du village ou au château du seigneur.

Examinons maintenant le contenu de ces cahiers, qui formulent des doléances d'ordre politique, judiciaire, financier, économique et religieux, d'intérêt local ou général.

La France, et particulièrement la Lorraine, se trouvaient en 1789 dans une situation désastreuse, et les institutions qui régissaient la vie politique et économique du pays exigeaient en effet des réformes profondes et immédiates. Dans chaque cahier, aux maux signalés, des remèdes sont proposés ; d'ailleurs les mêmes questions sont remises en discussion dans plusieurs cahiers, aussi n'analyserons-nous pas chacun de ceux-ci séparément, mais grouperons-nous les diverses réclamations par catégories.

Ainsi, dans le domaine *politique*, tous les cahiers portent à la connaissance du souverain leurs plaintes respectueuses au sujet du régime et de son administration defectueuse, réclamant une constitution, la réunion quadriennale des Etats Généraux, le rétablissement des Etats provinciaux de Lorraine et du Barrois, auxquels seraient subordonnés les états secondaires d'arrondissement, de district et de municipalité, réclamant encore la responsabilité des ministres devant les Etats Généraux et une plus grande liberté.

Au point de vue *judiciaire*, les maux n'étaient pas moindres et les cahiers sont unanimes à demander la réforme de la justice avec un code « de lois claires », réclamant un code de droit public français et un code de législation civile et criminelle, une hiérarchie « graduelle » dans la magistrature, la composition des tribunaux par « tiers des trois ordres », la suppression de la vénalité, l'abréviation des procédures, la diminution des droits de sceau, de contrôle, des parchemins et papiers timbrés, la justice gratuite, la suppression des chambres ardentes et même la suppression des procureurs.

Les doléances relatives aux *finances* sont également nombreuses et portent sur le poids et la répartition des charges, « charges postérieures et contraires au traité de Vienne, conclu en 1733 pour la cession de la Lorraine à la France, qui stipule la conservation des lois, coutumes et usages, droits et privilèges des trois ordres de l'Etat » (Viéville-en-Haye). On réclame tout d'abord l'économie en haut lieu : « Daignez, Sire, vous souvenir, lit-on dans le cahier du Clergé, que chaque fois que l'importunité vous arrache un brevet de cent pistoles, que c'est le tribut annuel de deux cents malheureux qui le ramassent à la sueur de leur front et aux dépens d'une famille languissante ». Viennent ensuite les doléances sur la répartition « proportionnelle des charges entre les trois ordres » ; la fixation des impôts et des emprunts par les Etats Généraux seuls et pour trois ans ; la publication des comptes annuels ; la stabilité de la valeur des monnaies ; l'établissement d'un impôt sur les objets de luxe, sur les cartes ⁽¹⁾, sur les équipages et chevaux de parade ; la diminution de la subvention et la suppression de la gabelle « déjà réprouvée par le cœur bienfaisant de votre Majesté » (Avrainville) ; la suppression des receveurs généraux des Finances, « cette armée de gardes chèrement soldée », ajoutent plusieurs cahiers ⁽²⁾ ; l'établissement du droit de timbre sur les grâces, concessions et lettres patentes ; la suppression des loteries ⁽³⁾, des offices de jurés-priseurs « vrais fléaux des campagnes » ⁽⁴⁾ ; la diminution des droits sur la marque des cuirs et des fers ; enfin « une seule imposition proportionnée aux besoins de l'Etat et qu'elle soit supportée par tous les sujets composant les trois ordres » (Bayonville).

(1) Les lettres patentes de Louis XVI, datées du 8 mai 1779, ordonnent déjà la perception de « 8 sols pour livre en sus du droit sur les cartes dans les duchés de Lorraine et Barrois, accordant sur le produit desdits 8 sols pour livre, une somme de 6.000 livres à l'Hôpital des enfants trouvés de Nancy ». (*Recueil des Edits*, t. XIV, pp. 237-238.)

(2) L'édit d'octobre 1781 créa 48 offices de receveurs généraux des finances. L'article IX de l'édit précise leur traitement : « Accordons à chacun desdits receveurs généraux pour leur tenir lieu de gages l'intérêt de la finance de leur office à raison de 5 % par an, voulons que sur lesdits gages il leur soit fait chaque année la retenue du dixième et de la capitation. » (*Recueil des Edits*, t. XIV, pp. 562-568.)

(3) Les arrêts des 7 et 13 décembre 1779 du Parlement portaient défense de « tenir et distribuer des billets de loteries étrangères ». (*Recueil des Edits*, t. XIV, p. 323.)

(4) Les lettres patentes du 3 janvier 1782 établissent les gages des jurés-priseurs : « Ceux en titre d'office percevront 3 livres pour chaque vacation de trois heures par eux employées, soit à la prise, soit à la vente des meubles ; outre les 4 deniers pour livre du prix des ventes seulement, et leurs frais de voyage, tels qu'ils sont fixés pour les huissiers ; 6 sols pour chacun rôle de grosse de leurs procès-verbaux, et autant pour l'enregistrement de chacune des oppositions faites à la délivrance des deniers provenant des mêmes ventes. » (*Recueil des Edits*, t. XV, p. 3.)

Les doléances concernant les questions *économiques* sont plus nombreuses encore que les autres. Pour comprendre la situation de la Lorraine en 1789, relevons à ce sujet dans le cahier de la Noblesse, cet exposé, un peu long mais bien sincère :

« ... Les deux duchés ont des droits légitimes à la protection du Gouvernement, que lors du retour du duc Léopold dans ses États, ils venaient d'être dévastés par les guerres longues et malheureuses des deux règnes précédents ; qu'alors que la province était sans manufactures, son commerce nul, sa population faible et son numéraire extrêmement rare, qu'à l'époque de la réunion des deux duchés à la couronne de France, cette même province n'avait pu encore se relever de ses pertes et qu'elle n'a dû l'état de prospérité qu'elle a acquis depuis qu'aux bienfaits et à la protection d'un Prince dont l'heureuse impuissance de faire la guerre avait tourné toutes les vues vers la gloire à la faire fleurir ; que depuis son entière réunion à l'administration générale du Royaume, ses impôts et ses charges se sont considérablement augmentés, que les habitants des campagnes, les cultivateurs et la basse classe du peuple en sont accablés, qu'on a promis solennellement à cette province de conserver ses privilèges sans atteintes et qu'il lui en reste bien peu, qu'elle a au moins partagé la charge et les inconvénients de la dernière guerre sans en ressentir aucun avantage, que les établissements d'industrie et de commerce sont en très petit nombre et que la ligne de séparation qui existe entre elle et la France son royaume, lui ôte tous moyens de participer à ses ressources. »

Les cahiers du Tiers-Etat insistent particulièrement sur les droits seigneuriaux, charges ou abus qui écrasaient les paysans : cultures, forêts, chasse, corvée, clôtures, colombiers, mines, industrie et commerce y sont étudiés tour à tour et des améliorations sont proposées. En ce qui concerne les DROITS FÉODaux ou la CULTURE, on réclamait : la suppression des banalités des moulins et pressoirs ⁽¹⁾, du droit de parcours ⁽²⁾, des pépinières publiques, des commissions de distillateurs d'eau-de-vie ⁽³⁾, la réglementation de la plantation des vignes ⁽⁴⁾, la diminution du prix

(1) L'arrêt du Parlement, daté du 23 décembre 1779, porte règlement pour les moulins banaux « à cause du mauvais état des moulins et les malversations des meuniers ». (*Recueil des Edits*, t. XIV, pp. 328-331.) L'arrêt de la Chambre des Comptes de Lorraine, daté du 21 janvier 1780, porte règlement pour les moulins domaniaux. (*Recueil des Edits*, t. XIV, pp. 337-342.) La mouture variait entre la sixième partie (communes) et la vingt-quatrième partie (Pont-à-Mousson). La banalité du pressoir était fixée à la septième partie.

(2) Le droit de parcours était un droit réciproque de deux ou plusieurs communautés voisines, concernant la pâture de leur bétail sur leur territoire respectif. L'arrêt du Parlement de Nancy, daté du 30 avril 1779, défend à tous propriétaires « qui auront des chèvres et boucs dans les troupeaux de les mener pâturer dans les vignes, bois, jardins, prairies et vergers ». (*Recueil des Edits*, t. XIV, pp. 217-219.) Les lettres patentes du 9 mai 1783 interdisent « le vain pâturage dans toutes les coupes de nettoiement faites dans les forêts ». (*Recueil des Edits*, t. XV, p. 293.)

(3) La Déclaration du 13 août 1782 nous apprend qu'il y avait en Lorraine 700 distillateurs et 2 inspecteurs pour la fabrication des eaux-de-vie. (*Recueil des Edits*, t. XV, p. 112.)

(4) L'arrêt du Parlement du 21 juin 1781 remet en vigueur la Déclaration du 24 avril 1730, qui défend de convertir les terres arables en vignes et de planter des « gamets » ou de la « grosse race », et n'admet que la meilleure espèce « vulgairement appelée *pineaux* ». (*Recueil des Edits*, t. XIV, pp. 530-534.)

du blé ⁽¹⁾, du sel ⁽²⁾, du tabac ⁽³⁾, l'abolition des clos champêtres nuisibles au parcours des troupeaux pour la vaine pâture ⁽⁴⁾, l'affermissement des domaines royaux « à la Province » et non aux particuliers ⁽⁵⁾, la suppression des jours de préférence de moisson, de fenaïson et de vendange des seigneurs, l'abolition du droit de revêtûre des seigneurs ⁽⁶⁾, la distribution des primes d'encouragement à l'agriculture, le rétablissement des magasins d'abondance, la suppression des haras, la liberté de culture du tabac, « comme du temps de nos princes » (Villers-en-Haye), la suppression du droit d'assise et du tiers denier ⁽⁷⁾. En ce qui concerne les FORÊTS, on y proposait : l'interdiction du défrichement ⁽⁸⁾, l'augmentation des gages des gardes de forêts, l'attribution du droit de distribution des affouages annuels des communautés aux officiers des justices seigneuriales, l'interdiction de pâture dans les bois et la diminution du prix du bois ⁽⁹⁾.

Les cahiers du Tiers-Etat réclamaient encore le transfert du droit de CHASSE ⁽¹⁰⁾, qui serait exclusivement réservé à l'État au détriment des seigneurs, et l'extension de ce droit, étant donnée l'abondance du gibier « qui depuis quelques années ravage les campagnes » (Morville-sur-Seille); la réparation des ROUTES et leur entretien par les trois ordres; la suppression des colombiers et la claustration des pigeons six semaines avant la moisson; la suppression des MINES DE SEL, « qui consomment trop de bois », au profit des salines maritimes; la suppression de l'INDUSTRIE dans les villages, la réduction du nombre des « usines à feu » (forges et verreries...); la distribution des primes d'encouragement pour l'établissement de manufactures; la construction de moulins à chevaux; l'établissement d'ateliers et manufactures pour les enfants de familles nombreuses ⁽¹¹⁾; la modération des droits d'entrée dans le royaume, des

(1) Le prix du blé variait entre 8 et 12 livres le quintal.

(2) La livre de sel coûtait 6 sols 3 deniers.

(3) Les prix du tabac étaient : 3 livres 12 sols la livre ou 5 sols l'once (30 gr. $\frac{1}{2}$).

(4) L'édit de mars 1767, confirmant les anciennes ordonnances du 10 juillet 1603 et du 13 juillet 1719, autorisait tout propriétaire d'enclorre ses prairies et d'y faire des regains.

(5) Les domaines de Lorraine et Barrois furent mis à bail pour trente ans (du 1^{er} janvier 1775 au 31 décembre 1804), par l'arrêt du Conseil d'Etat du 27 juillet 1773; le preneur, Nicolas Saufferet, devait payer 780.000 livres pour chacune des trente années. (*Recueil des Edits*, t. XIII, pp. 109-129.) Les lettres patentes du 25 septembre 1774 cassent le bail et un nouvel arrêt du Conseil d'Etat, daté du 11 octobre 1774, l'attribue à Jean-François Martin pour neuf années, moyennant la somme de 830.000 livres. (*Recueil des Edits*, t. XIII, pp. 300-310.)

(6) Le droit de revêtûre : droit payé par chaque héritier (2 sols) pour être mis en possession d'un héritage, ou par chaque personne qui acquiert un bien sur le territoire seigneurial.

(7) Le droit d'assise et le tiers denier sont perçus par le seigneur; le premier en nature (par exemple 3 bichets de blé et 4 d'avoine et 4 poulx à Clémery, le second provenant du prix des ventes extraordinaires des bois et pâturages des communautés.

(8) Les lettres patentes de mai 1773 réglementent les défrichements dans les duchés de Lorraine et de Bar. (*Recueil des Edits*, t. XIII, pp. 66-70.)

(9) Les cultivateurs devaient payer 3 livres 10 sols par arpent pour le bois, livré par la maîtrise des eaux et forêts.

(10) L'arrêt de la Chambre, du 29 juillet 1782, défend « de chasser depuis le 15 mars jusqu'au 15 août et de pêcher depuis le 1^{er} novembre jusqu'au 1^{er} mars dans les ruisseaux ou rivières où la truite abonde, pendant les mois d'avril et de mai dans les autres ». (*Recueil des Edits*, t. XV, p. 90.)

(11) Une manufacture fut créée à Pont-à-Mousson, en 1786, où furent recueillis 80 enfants, pour apprendre à filer et à tisser la laine et le coton. (LEPAGE. *Les Communes de la Meurthe*, t. II, p. 349.)

minerais de plomb pour le vernissage des poteries. Enfin, au point de vue *commercial* on conseillait l'établissement d'un tarif uniforme dans le royaume après la décision des « états de la province » au sujet du reculement des barrières, la suppression des bureaux chargés de la perception des droits de foraine et de transit, la suppression de l'impôt sur les vins de Lorraine transportés en pays messin ⁽¹⁾, l'unification des poids, aunes et mesures, « au moins dans chaque province » ⁽²⁾, et la libre circulation des grains, eaux-de-vie, bois et draps

Quand aux doléances concernant l'*administration*, elles portaient sur la suppression des officiers municipaux peu capables ou ignorants, et leur remplacement par des citoyens choisis dans les trois ordres des villes, élus pour trois ans, et qui formeraient les « Etats municipaux » ; elles portaient encore sur l'établissement des polices et des prisons dans les villages, et sur l'octroi de plus d'autorité aux assemblées municipales et aux maires.

Les doléances touchant aux questions *militaires* ne sont pas moins nombreuses et suggéraient la création d'un code militaire, la résidence fixe et obligatoire des gradés, l'exemption de la milice pour les fils de

(1) Plusieurs communes protestent contre cet impôt de 3 livres par muid de 4 à 5 hottes, perçus sur les vins de Lorraine au profit de la ville de Metz. (Arrêt du Conseil royal du 17 août 1779. *Recueil des Edits*, t. XIV, pp. 287-294.)

(2) Les principales mesures en usage au bailliage de Pont-à-Mousson furent les suivantes :

MESURES LINEAIRES		Grains	
<i>Toises et aunes</i>		Lorraine	
Toise de Lorraine	2 m. 859	Pinte	1 l. 22
Toise de Bar		Quarte (2 pintes)	2 l. 44
Bâtiments	2 m. 842	Bichet (12 quartes)	29 l. 30
Terres	2 m. 044	Resal (4 bichets)	117 l. 25
Toise d'Evêché	2 m. 707	Barrois	
Toise de Metz	2 m. 977	Pinte	1 l. 07
Toise de Toul	2 m. 910	Bichet (16 pintes)	17 l. 09
Toise de Verdun	2 m. 653	Muids (32 bichets)	546 l. 90
Toise de France	1 m. 949	Blé (Pont-à-Mousson)	
Aune de Bar	0 m. 649	Quarte (4 bichets) : 86 l. 64 ; 132 livres.	
Aune de Lorraine	0 m. 639	Avoine (Pont-à-Mousson)	
Aune de Metz	0 m. 677	Quarte (4 bichets) : 205 l. 20.	
Aune de Paris	1 m. 188		
MESURES DE CAPACITE		MESURES DE POIDS	
<i>Bois de chauffage</i>		Quintal : 100 livres.	
Corde de Lorraine		Livre : 2 mares ; 489 gr. 51.	
Commerce	2 stères 992	Marc : 8 onces ; 244 gr. 75.	
Salines	3 stères 365	Once : 8 gros ; 30 gr. 59.	
Affouages	4 stères 487	Gros (ou trézeau) : 3 deniers ; 3 gr. 82.	
Corde de Metz	4 stères 387	Denier : 24 grains ; 1 gr. 272.	
Corde de Bar	2 stères 296		
<i>Liquides</i>		MESURES AGRAIRES	
Demi-pinte ou chopine	0 l. 61	Jour de Lorraine. 250 toises ; 20 a. 44	
Pinte	1 l. 22	Jour de Bar 400 toises ; 34 a. 67	
Mesure (18 pots)	44 l. 07	Jour d'Evêché .. 320 toises ; 23 a. 42	
Pot	2 l. 32	Jour de Metz ... 400 toises ; 35 a. 46	
Pièce (84 pots)	104 l. 70	Mouée de vigne .. 4 a. 43	
Hotte de Pont-à-Mousson	39 l. 17	Jour de Toul 250 toises ; 21 a. 17	
Hotte de Metz	42 l.	Jour de Verdun . 300 toises ; 21 a. 11	
Pot de Verdun	2 l. 48	Arpent de France	
		Eaux et forêts. 134,3 toises ; 51 a. 07	

(DE RIOCOUR, *Les Monnaies Lorraines*. Tables des anciennes mesures de Lorraine. Mém. Soc. d'Arch. Lor., 1884, pp. 36-43.)

cultivateur, la possibilité pour les membres du Tiers-Etat d'accéder à des grades supérieurs, la suppression du tirage au sort pour la composition des troupes provinciales ⁽¹⁾, l'augmentation de la solde du soldat qui limiterait ainsi la désertion, l'exemption pour les provinces et les villes des logements militaires, la conversion de la milice en prestation pécuniaire à la charge des trois ordres, l'augmentation de la maréchaussée ⁽²⁾.

Les doléances *religieuses* ont également leur importance. Le cahier du Clergé insiste sur la protection de la religion et des biens d'Eglise, sur l'acceptation du principe de participation aux charges publiques, « si l'on croit, ajoute-t-il, que nous ne sommes pas encore au niveau des autres » ; sur un partage plus égal des biens ecclésiastiques, sur une réforme de la hiérarchie ecclésiastique, sur la protection et la conservation des Réguliers, l'homologation des statuts synodaux, le refus de participation aux dettes du clergé de France. Le cahier de la Noblesse ne réclame qu'un secours moral et matériel pour les curés et vicaires de campagne. Quant aux cahiers des communes — bien que le plus souvent rédigés par des curés de campagne — ils portent des doléances assez curieuses. Les uns, envieux de la richesse du Clergé, demandent l'utilisation de ses « trésors » au rétablissement des finances de l'Etat, ou bien la fixation des revenus des archevêchés, évêchés et abbayes et l'emploi de leur excédent à l'acquittement de la dette nationale ; ou encore la diminution des biens du Clergé « biens donnés par la piété aveugle, de nos ancêtres » (Manoncourt). D'autres réclament la réforme de toutes les maisons rentées, la nomination de curés ou de vicaires là où il n'y en a pas, l'obligation pour les évêques de résider au moins durant neuf mois de l'année dans leur diocèse, la suppression des abbayes et prieurés en commande, l'utilisation de la dime à l'entretien des églises et presbytères (entretenus jusqu'ici par les communautés), la suppression du casuel, la diminution du numéraire porté à Rome, la dispense d'honoraires pour baptêmes, mariages, enterrements et entretien de l'église « étant donné que l'Eglise est suffisamment dotée en France ».

La question de l'*enseignement* n'est pas oubliée par les rédacteurs des cahiers. Ils réclament tout d'abord le retour de l'Université à Pont-à-Mousson. En effet, la ville de Pont-à-Mousson, profitant des circonstances qui lui permettaient de réclamer le retour de l'Université, transférée à Nancy par les lettres patentes de Louis XV, datées du 3 août 1768, entreprit d'abord une série de démarches à Paris, infructueuses d'ailleurs, ensuite auprès des communes que comprenait son bailliage. Elle fit imprimer et distribuer le mémoire suivant relatant l'histoire et l'importance de son ancienne Université :

(1) Un état du 14 janvier 1775 énumère les « exemptions particulières du tirage au sort pour les régiments provinciaux, accordées par le Roi aux Provinces de Lorraine et Barrois, en égard aux circonstances locales ». (*Recueil des Edits*, t. XIII, pp. 371-375.)

(2) La compagnie de maréchaussée de Lorraine et Barrois était composée du prévôt général, de 4 lieutenants, de 6 sous-lieutenants, de 29 brigadiers, de 113 cavaliers et de 1 trompette. Les brigades, composées chacune de 1 chef et 3 cavaliers, étaient réparties dans les différentes villes ou villages. (*Almanach de Lorraine et Barrois*, 1789, p. 105.)

MEMOIRE EN RECLAMATION DE L'UNIVERSITE

« *Mémoire de la ville et cité de Pont-à-Mousson en réclamation de son Université.*

» Une Nation, qui tend aussi fortement que la nôtre à se régénérer sur toutes les faces, doit jeter ses regards de tous côtés, soit pour réformer les abus de son Gouvernement, soit pour perfectionner ses institutions politiques civiles et morales. Les passions des hommes sont les premiers moteurs de leurs actions et comme l'éducation est le régulateur ou le détracteur de ces passions, les actions qui en dérivent deviennent utiles ou nuisibles à la Société, suivant que l'éducation des hommes a été bien ou mal entendue, bien ou mal dirigée. Les moralistes anciens et modernes ont suffisamment approfondi la théorie de ces maximes, la pratique en devient aujourd'hui nécessaire, non pour une classe privilégiée des citoyens mais pour toutes les classes et les dénominations d'hommes.

» Lors de l'établissement des collèges et universités, on appliqua à leur dotation des bénéfices ecclésiastiques ; (certes, l'usage en était bien convenable et bien naturel) et sous ces anciennes fondations très peu riches et la cotisation des provinces qui maintiennent ces établissements, mais ce maintien est tellement précaire, tellement insuffisant, que les jeunes gens, au sortir des classes publiques sont souvent obligés de refaire leur éducation dans les livres bons ou mauvais qui leur tombent sous la main.

» C'est en sollicitant l'attention du Gouvernement sur ce grand objet de l'éducation nationale que la ville de Pont-à-Mousson réclame son université qui est son héritage, l'intérêt public lié à son intérêt particulier est le motif qui la détermine. Aussi, ce qu'elle va dire pour elle peut devenir commun aux institutions du même genre dans tout le royaume.

» Le droit d'établir des écoles publiques et d'y conférer des grades académiques était anciennement regardé comme appartenant au Saint-Siège. Le Grand Cardinal de Lorraine ayant projeté de former une université à Pont-à-Mousson (Charles III Duc de Lorraine faisant alors construire la ville neuve de Nancy, il paraissait naturel qu'étant maître de placer l'université en telle ville de ses états où il lui plairait, il la plaça dans la capitale pour l'augmenter et l'embellir. Cependant, ce Prince Sage préféra la ville de Pont-à-Mousson située entre Metz et Nancy, comme étant le centre des trois Evêchés, par conséquent la plus commode pour tous les sujets pour lesquels se faisait cet établissement) en demandant permission à Grégoire XIII qui lui accorda pour cet effet une bulle d'érection en 1572. (On peut lire cette bulle dans le dictionnaire des ordres de M. de Rogéville.)

» En vertu de cette bulle, les Jésuites se rendirent à Pont-à-Mousson au mois d'octobre 1574, la bulle fut publiée le trois mars 1575.

» Des discussions étant survenues entre le recteur et les professeurs, ces derniers se retirèrent à Saint-Mihiel (les professeurs de droit obtinrent la permission du Duc Charles III de se retirer à St-Mihiel à charge qu'ils se contenteraient d'y enseigner et ne donneraient aucun grade avant d'en avoir obtenu la permission du St-Siège. Charles III s'y pourvu aussitôt et obtint le 1^{er} novembre 1586 un bref de Sixte Quint qui permit aux

professeurs de continuer leurs exercices à St-Mihiel et d'y donner des grades) où ils continuèrent d'enseigner. Mais Charles III Duc de Lorraine, voyant le grand inconvénient qui résulterait d'une pareille scission, renvoya ces professeurs à Pont-à-Mousson où dès lors l'université prit une véritable consistance. Elle devint si célèbre qu'en 1594 on compta le jour de sa rentrée 900 écoliers. La mort du Duc Léopold diminua à la vérité le concours d'étrangers qui venaient y étudier, (les princes et les seigneurs étrangers envoyaient leurs enfants dans cette université pour y préciser les premiers éléments des sciences et de nos jours, on y a vu le prince François de Lorraine depuis empereur, et le prince Charles depuis gouverneur des Pays Bas qui ont daigné descendre dans les lycées pour s'y exercer dans les travaux littéraires avec leurs sujets) mais malgré cela, on vit constamment quatre à cinq cents étudiants dont la dépense annuelle entretenait dans la ville une circulation de plus de quatre cent mille livres.

» Il y avait près de 200 ans que Pont-à-Mousson jouissait des avantages de cette université, lorsqu'il plut au Ministre de l'en priver pour la transférer à Nancy. La translation se fit en vertu de lettres patentes du 3 Août. (Nancy avait déjà sollicité cette translation sous les règnes de Louis XIII et de Louis XIV ; ces princes tenaient la Lorraine à titre de conquête et ils pouvaient user de leur autorité sans beaucoup de ménagements. Cependant, ils confirmèrent tous les droits et privilèges de l'université de Pont-à-Mousson ainsi qu'il est porté dans les lettres patentes de Louis XIII de 1641 et dans une déclaration de Louis XIV du mois de mars 1685 dans l'article se trouvent des règlements pour les études de droit. Ce projet reparu sous le règne du duc Léopold, mais le respect de ce prince pour les volontés marquées de ses prédécesseurs lui fit rejeter toutes sollicitations à cet égard. Ce projet fut repris à deux fois différentes par le feu Roi de Pologne en 1749 et en 1756. Ce bon maître qui avait le désir de faire fleurir sa capitale était prêt à céder à sa pensée lorsqu'un de ses principaux officiers lui dit : Sire,

» Le père de famille donne du pain à tous ses enfants, il n'appauvrit pas l'un pour enrichir l'autre. Votre capitale se suffit à elle-même pour se conserver une situation florissante, mais le transport de l'université de Pont-à-Mousson va ruiner cette petite ville.

» Votre Majesté s'est fait rendre compte, en différents temps, des parties d'éducation que l'on donnait à la jeunesse dans son université de Pont-à-Mousson et autant de fois elle a témoigné sa satisfaction. Peut-on espérer le même succès à Nancy ?

» Le Roi fut si touché de ce discours qu'il abandonna son dessein.

» L'ancien Evêque de Mirepoix, sollicité de s'employer auprès de Sa Majesté Louis XV pour la translation de l'université à Nancy répondit que cette opération rencontrerait des difficultés qui lui paraissaient insurmontables et que jamais Sa Majesté y consentirait pour la seule raison que la petite ville de Pont-à-Mousson y trouverait sa ruine, elle était contraire à l'article 14 du traité de cession (Les fondations faites en Lorraine par Son Altesse Royale le Duc de Lorraine ou par ses prédécesseurs subsisteront et seront maintenues... notamment les privilèges et immunités de l'université de Pont-à-Mousson), elle choquait l'autorité ecclésiastique qu'on n'avait pas même consulté à cet égard, elle devenait

dangereuse pour les jeunes gens qui se corrompent plus facilement dans les grandes villes que dans les petites, elle était à Pont-à-Mousson le seul établissement important qu'eût cette ville tandis que Nancy en avait déjà plusieurs autres et cependant le Ministère ordonna cette translation.

» Le Parlement de Nancy en sentit toute l'injustice et il fut tellement touché des justes réclamations de la ville de Pont-à-Mousson qu'il arrêta dans l'enregistrement des lettres patentes que le Seigneur Roi serait supplié de pourvoir au dédommagement de cette ville, et de lui procurer, à cet effet, des ressources équivalentes aux avantages qui lui résultaient de la séance de l'université.

Malgré un enregistrement aussi juste, les indemnités demandées par le Parlement pour la ville de Pont-à-Mousson ne furent point accordées. Quelles indemnités, d'ailleurs, pouvaient équivaloir à la perte qu'elle avait faite, la seule qui pouvait la dédommager était la rentrée dans ses droits par l'Université.

» Non seulement la ville n'a reçu aucune indemnité, mais depuis cette époque elle a été grevée des tailles aussi désolantes qu'onéreuses, on a mis des droits, sur les cuirs, papiers, etc., ses octrois ont été augmentés d'un quart en sus au profit du Roi. Le sel, ainsi que les postes aux lettres ont subi la conversion de l'argent de Lorraine en argent de France, les corps de métiers ont été soumis à la vénalité des maîtrises (cette vénalité est contraire à la liberté du commerce, elle enchaîne l'industrie et elle est oppressive pour l'homme à talent qui est sans fortune); ces droits jusqu'à ce jourd'hui ont été supportés par le peuple sans y comprendre une imposition particulière de douze mille livres (cette imposition a été jusqu'à présent supportée par les seuls contribuables de la ville quoique ce soit une charge de province qui doit être supportée par tous les ordres de citoyens) tant pour le paiement du logement de MM. les officiers que pour le bois de chauffage de la troupe en quartier en cette ville (le logement de passage des troupes a de grands inconvénients, tant au moral qu'au physique, au moral à raison de la corruption des mœurs, au physique en ce qu'il est un moyen de propager des maladies contagieuses dans tout le royaume, au surplus, le mouvement des troupes n'a lieu que pour l'avantage de la Nation, c'est donc à la Nation à faire les fonds pour ces sortes de logements). Enfin l'assujettissement continuel du logement des troupes de passage qui, outre la contrainte dans laquelle il tient les citoyens, leur coûte encore huit à dix mille livres, année courante.

» Tant de charges ont réduit une grande partie des habitants à la plus extrême misère, en cette ville, qui connaissait à peine le nom de pauvres, en compte à présent plus de mille.

» En vain les officiers municipaux alarmés de cette progression de misère ont-ils cherché à procurer des secours à leurs concitoyens par l'établissement d'une (on a annoncé au Gouvernement dans un écrit public que depuis la translation de l'université de Pont-à-Mousson l'industrie jusque là trop oisive de ses habitants s'étant ranimée, que le commerce avait pris un nouvel essor et que cette ville avait recouvré peut être avec un nouvel avantage ce que son université lui avait enlevé. Comme ces observations sont d'un magistrat et qu'elles pourraient être frappantes

à raison de son caractère, il est essentiel d'exposer la vérité et de prendre le public pour juge. En 1786 les officiers municipaux alarmés de la misère de leurs concitoyens regardèrent que l'établissement d'une manufacture en laine et coton était le seul moyen d'en arrêter les progrès. Ils proposèrent, en conséquence, une souscription pour la formation de cet établissement. Quelques citoyens généreux accueillirent ce projet et firent les premiers fonds. Mais bientôt fatigués des avances journalières qu'ils étaient obligés de faire, ils renoncèrent et mirent en vente leurs actions. Quatre particuliers en firent l'acquisition et c'est par leurs efforts que commence à rouler cette usine qui sera peut-être leur ruine et celle de leur famille. Est-ce donc là ce qu'on peut appeler une industrie ranimée et un avantage qui indemnise de la perte de quatre cent mille livres de circulation?) manufacture et d'une maison de charité (par lettres patentes du mois de septembre 1787, Sa Majesté a approuvé qu'il soit formé à Pont-à-Mousson un établissement pour servir d'asile aux vieillards, aux incurables et aux orphelins. Cet établissement n'est encore d'aucun secours et il ne subsiste en ce moment que par les aumônes de deux maisons religieuses et de quelques âmes pieuses, il ne deviendra véritablement utile que lorsque la ville de Pont-à-Mousson aura obtenu des secours du Gouvernement ainsi que la ville de Bar en a obtenu lorsqu'elle a établi une manufacture) leurs efforts sont restés impuissants. Ces établissements n'ont pas l'activité nécessaire parce que les principes de cette activité n'ont pu être secondés par le gouvernement.

» Mais déjà le Gouvernement a ouvert les yeux sur cette longue suite de calamités qui affligent la France du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. Il a vu d'un œil de compassion la ruine et l'abattement des peuples, il écoute avec un tendre intérêt leurs plaintes et leurs gémissements, partout il sollicite la vérité à sortir des bouches les plus timides, serait-ce donc dans de telles circonstances? Serait-ce au moment où chaque province, chaque ville, chaque hameau, chaque ordre de citoyens réclame ses droits avec une noble franchise que la ville de Pont-à-Mousson n'oserait réclamer les siens? Non! ses prétentions sont fondées, elles marchent avec l'intérêt public, elles doivent être accueillies, soutenues et rétablies.

» Ses titres sont : 1° les bulles de fondation ; 2° le traité de cession de la Lorraine ; 3° une possession de près de deux cents ans.

» L'intérêt général vient ensuite à l'appui de sa réclamation. Que l'on consulte tous les pères de famille de la province, ils diront tous que ce n'est qu'avec une extrême répugnance qu'ils envoient leurs enfants dans une capitale (L'auteur de la postérité à Necker traite page 17 la même question en ces termes : L'étude a besoin de la paix, de la santé, des mœurs ; il faut d'ailleurs diviser les ressources et les richesses. Placez donc vos universités dans des villes médiocres mais que les professeurs ne le soient pas ; à Pont-à-Mousson il y avait des Lepoix, des Barclay, des Grégoire de Toulouse, des Maldonat, dans les grandes villes, il faudrait tout au plus des collèges car les enfants n'étudient pas bien chez leurs père et mère et perdent un temps infini à voyager quatre fois par jour.) où les pensions sont beaucoup plus chères que dans une petite ville, où le luxe est porté au plus haut degré, où les occasions de dissipation et de débauche se présentent de toutes parts et à chaque instant et où ces occa-

sions finissent souvent en dégoûtant les jeunes gens de leurs études, par les corrompre entièrement ainsi que les générations subséquentes, parce qu'ils rapportent dans les différentes parties de la province et dans les familles honnêtes auxquelles ils s'allient les fruits amers et trop souvent palliés de leurs débauches.

» Ces inconvénients n'ont point lieu dans une petite ville où chacun se connaît et se surveille. Si l'on y trouve parfois des occasions de débauche, ces occasions sont bientôt détruites, ou par la crainte d'une prompte publicité, ou par la vigilance du maître qui suit partout son disciple. C'est par là que l'université a conservé sa célébrité tant qu'elle est restée à Pont-à-Mousson. C'est par la raison contraire qu'elle est déchue depuis sa translation à Nancy. Sa décadence, ainsi que celle des autres universités du Royaume, ont été si rapides et si frappantes que le gouvernement s'est trouvé forcé d'en rechercher les causes. Il avait, à cet effet, établi un comité présidé par le chef actuel de sa magistrature. Ce comité, après avoir reconnu les vices et les abus qui se sont introduits dans les universités, devait procéder à une réforme. Cette réforme est de la plus urgente nécessité, on la demande de toutes parts, et comme il est de l'intérêt général qu'elle ait lieu, la ville de Pont-à-Mousson se permettra de faire quelques réflexions sur les véritables causes du mal.

» Un grand abus, comme on l'a déjà dit et prouvé, est l'établissement des universités dans les capitales. Mais un plus grand abus encore est la vénalité des grades et l'insuffisance des revenus des universités.

» La vénalité des grades a produit deux effets simultanés également nuisibles et à la science et aux mœurs : la paresse et la corruption, parce que, lorsqu'il n'est question que d'argent pour obtenir une patente d'homme érudit, on ne se donne plus la peine d'étudier.

» Aussi les universités de France voient-elles leurs écoles de droit et de médecine presque entièrement abandonnées, parce que dans ces facultés on y confère les grades sans un examen suffisant. La non résidence et non assistance aux différentes instructions qui s'y donnent sont trop facilement tolérées, que l'on y dispense de la présentation des lettres de maître et arts et d'une attestation de cours d'études, tels sont les abus qui ont lieu dans presque toutes les facultés de droit et de médecine du royaume.

» Qu'en résulte-t-il ? Que l'honneur, la ville et le bien des citoyens dépendent d'un juge ou d'un magistrat qui n'a eu d'autres peines pour avoir ses grades de licencié que d'ouvrir sa bourse, que la santé et la vie des soldats et des pauvres habitants des villes et campagnes sont souvent en proie à l'ignorance et à la cupidité d'un médecin qui n'a obtenu ce titre qu'avec de l'argent et qui ne voit dans sa profession que l'argent qu'il a donné et celui qu'il a gagné.

» Ces abus, ainsi que tous les abus qui se glissent dans les sociétés, deviennent épidémiques dès que l'on ne les arrête pas à leur source. Leur réaction même les rend, à la longue, irréprimables.

» Comment, en effet, empêcher des professeurs de droit et de médecine d'une université de recevoir un sujet incapable qui leur offre de l'argent dès que ce sujet peut porter son argent à une faculté voisine qui l'agrée sans difficultés, n'est-ce pas là un mal qu'on a voulu rendre incu-

nable en le rendant universel? Voilà donc ce que la vénalité des grades a produit dans tout un empire : d'éterniser la paresse, l'ignorance, la corruption et tous les maux qui en découlent.

» Il serait bien désolant, sans doute, pour la raison humaine, si de semblables abus, parce qu'ils sont introduits et propagés, ne pouvaient se détruire, sous un gouvernement actif et éclairé, et si en connaissant la cause de ces maux, on ne pouvait y remédier, mais le remède est possible, il est facile même, il ne dépend que de la volonté du Monarque.

» Que le Monarque consacre le revenu d'un certain nombre d'abbayes en commande, à mesure qu'elles vaqueront, aux collèges et aux universités du royaume, que ces revenus surveillés par les États provinciaux servent à entretenir honorablement les professeurs, à payer la nourriture et les vêtements d'un certain nombre d'étudiants sans fortune et à donner une prime à ceux qui auraient mérité un grade au lieu d'en exiger de l'argent, une partie des biens de l'église destinée originairement aux pauvres et à l'instruction des peuples, reprendra par là son cours naturel.

» Est-il donc si important, pour l'Etat, que les abbayes en commande soient conférées à des ecclésiastiques? Non. Ce qui est vraiment de l'essence de la religion et de la justice, c'est que tous les hommes qui ont un droit égal aux bienfaits de la nature, aux avantages de la société et aux lumières de la raison, soient en général et en particulier l'objet des soins du gouvernement qu'ils ont choisi, et que ce gouvernement s'occupe autant de leur instruction que de leur subsistance. On le répétera donc, le gouvernement doit ses soins au peuple qui lui est soumis. Ce n'est pas seulement du pain qu'il lui faut, c'est encore de l'instruction, de cette instruction qui développe l'intelligence de l'homme, qui élève son âme et le rend digne de la Majesté de son être.

» En appliquant les revenus de plusieurs abbayes en commande, à mesure qu'elles vaqueront, aux écoles, collèges et universités du royaume, le gouvernement n'aura aucune dépense à faire, et le clergé n'aura pas à se plaindre puisqu'on n'en privera point les possesseurs actuels, et les possesseurs n'ayant point d'héritiers naturels, il est clair que les véritables héritiers présomptifs sont les enfants de la nation. Alors, les universités offriront une ressource très honnête pour plusieurs ecclésiastiques qui ont un goût décidé pour l'étude des sciences et de la littérature. Ils jouiront, en devenant véritablement utiles, d'une aisance qui leur donnera de la considération, ils auront un état honnête, honoré, stable et capable de fournir aux besoins de l'homme de lettres, sans qu'ils soient obligés de se distraire d'occupations essentielles pour solliciter des bénéfices par des complaisances serviles. Enfin, moins il y aura de grâces à donner aux fainéants et aux flatteurs, plus il y aura d'hommes honnêtes et laborieux, plus on verra de citoyens.

» C'est d'après toutes ces considérations et ces moyens que la ville de Pont-à-Mousson, après avoir réclamé son université a cherché à fixer l'attention du Gouvernement sur les abus qui se sont introduits dans les universités et sur un des plus importants objets des sociétés polies qu'est l'éducation des hommes..! (1).

(1) Délibérations du Conseil municipal, 1786-1790, f° 70. (Bibl. de Pont-à-Mousson, archives.)

Les rédacteurs des cahiers réclament ensuite la modernisation de l'enseignement par l'introduction des langues vivantes, la création de nouvelles écoles de « tactique », d'agriculture, de commerce et de mécanique ; la gratuité des écoles, l'établissement de collèges et d'universités dans les petites villes, plus salutaires au travail, l'utilisation de religieux et religieuses dans l'enseignement des sciences, l'ouverture par l'ordre de Malte d'une école gratuite de navigation pour le Tiers-Etat, l'établissement de collèges dans tous les monastères, la création dans les campagnes d'écoles gratuites dirigées par les chantres.

Viennent maintenant les doléances d'intérêt local : nous en relevons quelques-unes qui ne manquent pas d'intérêt. Les Lorrains de 1789 réclamaient ainsi un bureau de santé par district, un chirurgien aux frais de la province, des places réservées aux malades de la campagne dans les hôpitaux de Nancy, Pont-à-Mousson et Gondreville, des écoles de sages-femmes et des cours gratuits d'accouchement dans la capitale, où seront envoyées et nourries, aux frais de la province, les matrones des villes et villages ⁽¹⁾, des secours aux veuves, orphelins et vieillards ⁽²⁾, des marques distinctives pour les banqueroutiers frauduleux, des travaux pour la régularisation du cours de la Moselle, l'interdiction pour les Juifs d'avoir des propriétés et habitations à Pont-à-Mousson, la suppression du cens annuel de 30 sols de Lorraine attaché au domaine de Prény, payé par les habitants de la communauté pour le droit de refuge au château ⁽³⁾, etc...

Telles sont, en 1789, les principales doléances des Lorrains du bailliage de Pont-à-Mousson. Après l'étude de leur contenu, il nous semble que quelques mots restent à dire sur la présentation et l'esprit des cahiers.

Le cahier du Clergé, d'une belle présentation (imprimé) et divisé en neuf parties, s'adresse directement et d'un accent sincère au Roi ; il semble contenir moins de plaintes que de vœux pour la prospérité du royaume. Ordre privilégié, extrêmement riche, le Clergé souffrait assez peu des maux de la France ; mais « pasteurs et consolateurs du peuple », les curés de campagne, huit sur douze des rédacteurs du cahier, connaissaient mieux les souffrances du bas clergé et celles des paysans, aussi leurs doléances sont-elles formulées dans un esprit large, social et chrétien.

Le cahier de la Noblesse, nous en possédons l'original avec ses belles signatures, est plus volumineux que celui du Clergé et plein d'intérêt. Les doléances, formulées en trente-neuf points avec subdivisions, sont précises et très curieuses ; elles concernent les sujets les plus divers et sont un peu

(1) Depuis 1786, un cours gratuit d'accouchement fonctionnait à Nancy pour 15 sages-femmes de la province ; ces dernières étaient instruites, nourries et logées gratuitement pendant six semaines ; le cours, terminé par un examen général, comprenait une distribution de trois prix en argent aux trois meilleures élèves, et des certificats de « capacité » aux autres élèves. Le professeur Lamoureux dirigeait les cours, l'abbé Charlot en assurait la partie spirituelle. (*Almanach de Lorraine et Barrois*, p. 202.)

(2) En 1787, on établit à Pont-à-Mousson un bureau de charité en faveur des pauvres invalides, des pauvres valides incurables et des orphelins. (LEPAGE, *Les Communes de la Meurthe*, t. II, p. 349.)

(3) Le château fut rasé sur l'ordre de Louis XIII, en 1633 ! (DURIVAL, *Mémoire sur la Lorraine et le Barrois*, p. 297.)

impérativement exprimées. Rédigé par sept membres de la Noblesse, dont quatre hommes de loi, ce cahier porte l'empreinte des idées philosophiques et des conceptions politiques et sociales des hommes de 1789.

Le cahier du Tiers-Etat se distingue des deux précédents par son accent arrogant et naïf à la fois, et par la grande abondance des matières traitées. Divisé en cinq parties, il reproduit dans leurs grandes lignes les principales revendications des communes du bailliage et de la ville de Pont-à-Mousson, tout en ne rendant pas toute l'ingénuité ou la désolation des cahiers communaux. Ceux-ci traitent principalement de questions d'économie locale; les problèmes politiques et administratifs les intéressant peu, « nous laissons aux personnes éclairées et intelligentes, disent les campagnards de Belleau, le soin de discuter et d'examiner les objets incessants qui concernent la réforme des abus et la bonne administration du Royaume ». Les uns se réjouissent d'être entendus : « ...Roi bienfaisant, il veut nous soulager, il veut nous rendre heureux, il jouira de notre bonheur... nous trouverons dans son cœur des ressources à notre indigence... la main bienfaisante qui essuiera des pleurs qu'elle n'a vu couler qu'à regret... » (Rosières-en-Haye), ou « ...cette heureuse révolution sera une époque mémorable dans la monarchie et caractérisera le règne de Louis XVI du règne de la justice et de l'équité » (Viéville-en-Haye). D'autres se plaignent amèrement : « Les sujets qui habitent les campagnes n'ont d'autres ressources que leurs bras, ils ne vivent et mangent leur pain qu'à la sueur de leur front »; ou bien : « Les seigneurs aiment se tirer leurs gros revenus, mais ils ne veulent rien faire, ni payer » (Arnaville); ou encore : « Ah ! que notre Bon Roi ne connaît-il comme on traite son pauvre peuple » (Martincourt).

Quoique nous n'ayons que les cahiers des trois ordres et quarante-quatre des soixante cahiers communaux, leur examen nous autorise à conclure ainsi : « 1° *les différences d'opinions et de classes paraissent assez atténuées* en Lorraine, dans le bailliage de Pont-à-Mousson tout au moins; 2° après vingt-trois ans de rattachement à la France, *l'amour des Lorrains pour leur petite patrie et ses institutions était aussi vif*; 3° leurs doléances, avec ce *double caractère régionaliste et modéré*, sont un reflet du visage de la France de 1789 : dans une France en majorité rurale, le Français de l'époque, trop respectueux encore de la monarchie, *ne cherchait pas une révolution, mais une amélioration matérielle de son sort par des mesures sagement appropriées*. Il est regrettable que ces doléances, justifiées et modérées dans leur accent, n'aient pas été entendues en leur temps !



CAHIERS DE DOLÉANCES DES COMMUNES

AVERTISSEMENT

Pour faciliter les recherches, nous avons adopté l'ordre alphabétique dans la publication des cahiers des communautés. Tous les cahiers sont reproduits in-extenso. Chaque cahier est précédé d'une notice, portant trois sortes de renseignements : 1° la situation actuelle de la localité (division administrative et population en 1936); 2° la situation religieuse vers la fin du XVIII^e siècle (division et revenu); 3° la situation générale vers la fin du XVIII^e siècle (population, seigneur, imposition).

Les documents suivants nous ont aidé à établir les renseignements figurant sur chaque notice :

Dictionnaire des Communes. — Nancy, Bergèr-Levrault, 1939.

THIBAUT (François-Timothée). *Histoire des lois et usages de la Lorraine et du Barrois dans les matières bénéficiales.* — Nancy, Pierre Antoine, 1763.

BENOIT DE TOUL (R. P. F.) *Pouillé ecclésiastique et civil du diocèse de Toul.* — Toul, Louis et Etienne Rolin, 1711.

CALMET (dom Aug.). *Notice de la Lorraine.* — Nancy, Louis Beau-rain, 1756.

Mémoires alphabétiques pour servir à l'histoire au pouillé et à la description générale du Barrois. — Bar-le-Duc, R. Briflot, 1749.

DORVEUX (N.). *Les anciens pouillés du diocèse de Metz.* — Nancy, Cré-pin-Leblond, 1902.

Rapport de Breton sur le nombre de feux par village. — *Archives Nationales*, B^a 19. Bailliage de Pont-à-Mousson.

Recensement de la population en 1790. — *Archives de Meurthe-et-Moselle*, Série L. 233.

Recueil Florange à Pont-à-Mousson, n° 5.

LEPAGE (Henri). *Les communes de la Meurthe.* — Nancy, A. Lepage, 1853, 2 vol.

Registre récapitulatif des impositions pour 1789. — *Archives départementales de la Meuse*, Série B. 491.

ANDILLY

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 170 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Toul. — Doyenné de Toul. — Colateur : Abbé de Saint-Mansuy. — Décimateur : l'abbaye de Saint-Mansuy de Toul.

Feux : 50 (1789). — Habit. : 264 (1790).

Seigneur : M. de Busselot (1789).

Impositions (1789) : Subvention • 522 livres

Ponts et Chaussées 494 livres

1.016 livres

Députés : Joseph Lopinet et Charles-François Grosjean.

CAHIER

des remontrances, plaintes et doléances moyens et avis du village d'Andilly pour servir à former les instructions et pouvoirs dont le Roi veut que soient munis les Députés aux Etats Généraux pour proposer, remontrer, aviser et consentir, ainsi qu'il est porté aux lettres de convocation.

AU ROI

SIRE,

Les habitants du village d'Andilly ressortissant au Bailliage Royal de Pont-à-Mousson, invités par la tendresse paternelle dont votre Majesté daigne leur donner des assurances les plus formelles dans ses lettres de convocation aux Etats Généraux osent vous supplier d'écouter leurs très humbles, très respectueuses et très brièves remontrances, laissant aux Députés des villes plus instruits le soin de s'étendre plus amplement sur les vrais et grands intérêts de la province; supplient donc très humblement et remontrent à Votre Majesté lesdits habitants :

1° Que rien n'est plus juste de contribuer selon ses facultés aux impôts librement consentis par la nation et de venir chacun au devant des besoins de l'Etat. Ils y consentent d'autant plus volontiers qu'ils espèrent que Votre Majesté est disposée à prendre les moyens les plus propres à répartir sagement les impôts sur tous les ordres de votre état et à les administrer prudemment et avec économie. Ils osent représenter qu'il n'y a point de moyens plus propres pour parvenir à cette fin que les Etats provinciaux. Et, en effet, ces Etats composés des personnes les plus intègres et les plus instruites de la province seront plus à portée d'en connaître toutes les ressources, les forces et facultés de chacun, des contribuables, de répartir les impôts avec justice et équité et si quelqu'un se trouvait lésé, il est plus à portée de faire des réclamations et obtenir des redressements. L'économie se montre encore de la manière la plus évidente, ces hommes désintéressés, choisis par la voix libre du public, honorés de la confiance de leurs compatriotes, se feront une gloire de servir leur patrie, d'employer leur temps, et leurs talents pour trouver des moyens de verser

avec peu de frais tous les tributs de la province dans les coffres de Votre Majesté. Nous vous demandons donc, Sire, l'établissement de ces Etats et en même temps de conserver les assemblées municipales et leur donner plus d'autorité et de relations avec l'assemblée provinciale, celles là leur donneront des connaissances locales et celle cy procédera aux grandes opérations.

2° De délivrer la province de tous ces embarras et ces entraves que l'on trouve à chaque pas de la part de la ferme pour communiquer avec ses voisins. Il n'y a rien de plus dispendieux, de plus incomode et qui expose davantage aux contraventions, confiscations, à des procès qui ruinent vos sujets et surtout notre petite communauté enclavée dans le pays toulois dont elle ne peut sortir ni entrer la moindre chose sans payer des droits. Délivrez-nous donc, Sire, de ce fléau et permettez que l'on puisse communiquer librement et sans acquit avec tous nos voisins, ce seul bienfait éterniserait votre bienfaisance.

3° Diminuer le prix du sel qui est un objet de première nécessité, l'excès, les entraves qu'on y met, la peine de l'aller chercher à deux lieues, est un impôt des plus pressant qui mine journellement vos peuples. Rabaisser le prix également du tabac qui est devenu nécessaire à plusieurs. Rendre ces deux objets commercables.

4° Modérer pareillement le prix du timbre, les droits de contrôle, diminuer également les frais et formalités d'acte, d'échange, pour réunir les possessions champêtres qui sont trop divisées dans cette partie sujette à quantité de procès et trop difficile à exploiter. Supprimer les offices d'huissiers priseurs qui sont une ruine pour les campagnes. Changer l'édit des hypothèques qui dépouille un nombre de créanciers de leur dû parce qu'ils n'ont pas le loisir d'aller continuellement dans les bailliages éloignés consulter le tableau des hypothèques ; prendre un moyen plus propre pour faire connaître aux créanciers la vente des biens sur lesquels ils ont hypothèque en les faisant afficher aux portes des églises sur lesquelles les biens sont situés et à celle du domicile du débiteur. La rumeur publique assurerait plus infailliblement les droits des créanciers.

5° Il y a des règlements qui ordonnent aux curés des campagnes d'instruire le ministère des causes générales des maladies dominantes dans certains endroits ; jusqu'ici, on n'a rien statué là dessus, il faudrait donc établir dans tous les districts, un bureau de santé pour visiter les lieux de sa dépendance et prendre des renseignements locaux et ordonner comme de droit ce qui serait nécessaire pour remédier à l'insalubrité de l'air, et à toutes les causes de la dépopulation. Malgré les soins attentifs des curés et vicaires, les maladies enlèvent un grand nombre de personnes qui auraient pu échapper, si un homme expert en médecine était venu à leur secours. Il serait donc bien utile d'avoir dans un certain arrondissement fixé un chirurgien habile stipendié aux frais de la province pour secourir les pauvres de la campagne et les gens peu aisés. Le gouvernement pourrait trouver des moyens sages pour assurer ces secours et éviter les abus. L'ignorance des sages femmes de la campagne est aussi une cause qui expose souvent la vie de plusieurs mères et de plusieurs enfants. Ne pourrait-on pas former des écoles gratuites ? ou faire instruire ces femmes

par ces chirurgiens? et pour encourager ces femmes à prendre des leçons et à s'attacher à leurs devoirs, y attacher quelques récompenses?

6° Donner une nouvelle forme aux Grueries moins dispendieuses aux communautés; diminuer les honoraires des receveurs des deniers des bois vendus; simplifier les formalités pour que les communautés puissent faire des adjudications à moindres frais; attirer les deniers nécessaires pour payer ces adjudications; épargner mille faux frais et démarches qui ne finissent pas; statuer et régler aux communautés ce qui est nécessaire pour obtenir leurs deniers ou aux adjudicataires.

7° Il faudrait encourager l'agriculture, favoriser autant qu'il est possible le laboureur, l'homme vraiment nécessaire à l'Etat, exempter ses enfants et ses domestiques de la milice plus il aura de bras et de richesses et plus la terre lui prodiguera l'abondance, si on l'écrase il deviendra inutile. Il faudrait encore faciliter aux gens de la campagne comme à ceux de cette communauté chargés de droit et de redevances aux seigneurs, presque l'égalité des tailles, faciliter les moyens de racheter ces redevances et les banalités par une loi qui concilierait le rachat ou cette conversion avec l'intérêt des seigneurs.

8° Venir au secours des veuves, des orphelins et de toutes les familles surchargées d'enfants, établir des ateliers, des manufactures pour les occuper et y placer l'excédent des enfants que les grosses familles ne pourraient nourrir; pourvoir aux besoins des vieillards, par là, on arrêterait la mendicité qui occasionne les vices et souvent les brigandages.

9° Donner aux assemblées municipales plus d'autorité pour permettre à la police intérieure pour prévenir les délits et refus champêtres, finir quantité de contestations sur les possessions, purger les communautés de ces pestes qui ne vivent que de pillage et de rapines, plus à craindre parmi les campagnes que des ennemis de l'Etat devant qui on n'ose se plaindre de peur de plus grand malheur qui enhardis par l'impunité parce qu'il en coûterait trop pour les expulser juridiquement, dévastent tout et oppriment les faibles. Donner à nos assemblées municipales avec l'avis des notables, le droit de les expulser et bientôt la crainte les rendra plus circonspects et moins hardis.

10° La religion est le garant le plus assuré des mœurs et le plus fervent appui de la société et du Trône. Donner aux pasteurs pour la faire respecter, toute l'autorité, rétablir les bonnes mœurs, mettre un frein au libertinage, inspirer au sexe la pudeur et la modestie nécessaires à leur état; il en résulterait un avantage bien réel aux parents et à la société.

11° Notre communauté réclamerait encore la bienfaisance de votre Majesté pour rendre à notre ville de Pont-à-Mousson son ancienne splendeur en rétablissant l'université dont on l'a dépouillée. Votre vertu la plus chère, Sire, est de rendre la justice, c'en serait une grande de la rétablir, rien ne peut compenser la perte qu'on a faite à ses habitants qui trouvaient un moyen de subsister par les pensionnaires qu'elle leur procurait, rien ne nous dédommage des biens que nous et toutes les communautés voisines en retirions, soit à cause de la proximité des lieux, soit par rapport à la facilité d'y mettre des enfants, soit par la modicité des pensions qui sont augmentées dans une capitale, soit par la pureté des mœurs qui

avaient moins d'occasions de se corrompre, soit par les relations différentes, de Bailliage ou de denrées que nous y portions ce qui nous engage à solliciter votre justice pour son rétablissement.

Pénétrés joie de la plus grande confiance dans la bonté de votre cœur paternel et dans l'équité que vous nous avez montrée depuis que vous êtes sur le trône, nous espérons que vous voudrez bien avoir égard à nos plaintes, doléances et remontrances moyens et avis, nous serons pénétrés de plus en plus des sentiments de reconnaissance, d'amour, de vénération, de soumission et de respect.

Sire,

De Votre Majesté

Les très humbles, très soumis et très fidèles sujets :

[Signatures de] Sébastien Jolis ; M. Lacour, curé d'Andilly ; Jean Aubert ; Maurice Millot ; François Bernard ; Nicolas Prey ; J. Petit ; G. Laurent ; N. Petit ; Demange ; Nicolas Philippe ; François Demange ; J. Jeannot ; Nicolas Laurent, syndic d'Andilly (1).

ARNAVILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Thiaucourt. — Habit. : 604 (1936).

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtré de Gorze. — Patron : Abbé de Gorze. — Décimateur : Abbé de Gorze.

Feux : 151 (1789). — Habit. : 694 (1790).

Seigneurs : Marthe-Amélie et Anne-Françoise de Ravinel, M. Doria, Abbé de Gorze, RR. PP. Bénédictins de Saint-Vanne de Verdun.

Impositions (1789) : ?

Députés : Nicolas Chatel et Hubert Bragard.

PROCES-VERBAL

Conforme au modèle officiel

Date : 9 mars 1789. — *Lieu* : Domicile du maire. — *Président* : Hubert Bragard, maire. — *Greffier* : P. Noël. — *Députés* : Nicolas Chatel et Hubert Bragard.

Signataires : Hubert Bragard ; Chatel ; Hubert Pichon, *lieutenant de maire* ; P. Noël, *greffier* ; Hubert Trouillon, *sergent* ; P. Boudas ; Nicolas Pichon ; J. Antoine ; N. Antoine ; Y.-L. Hamel ; François Ferry ; Nicolas Naudin ; Pierre François ; Pierre Hanel ; D. Collignon ; Georges Rolin ; Nicolas Gonon ; C. Rolin ; E. Naudin ; N. Claude ; F. Antoine ; Etienne

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 14 pages, dont 11 de texte et signatures. Ce document semble être écrit de la main même du curé d'Andilly.

Jeoffroy ; Claude Antoine ; Christophe Martin ; N. Werseur ; F. Drouot ; Pierre Houllon ; Jean-Nicolas Antoine ; Antoine Collignon ; E. Martin ; François Lemoine ; Jean Etienne.

CAHIER

des doléances et très humbles supplications des habitants de la communauté d'Arnaville dressé en suite du procès-verbal d'assemblée cejourd'hui 9 mars 1789.

Communauté d'Arnaville compte de 150 habitants.

Sa Majesté aimant son peuple du tiers Etat l'a invité de s'approcher, c'est un père qui aime ses enfants, il veut les entendre par représentants à ses Etats Généraux, fondés sur leurs anciennes constitutions, ils les représenteront par articles de doléances. Tels sont ceux de la communauté d'Arnaville :

1^o Avant le traité de Paris du 21 janvier 1718, le village d'Arnaville était français, dépendant de la terre de Gorze qui, par le même traité Arnaville a été échangé lors de l'échange des villages de Villecey, Oley et Hagéville et qui, par cet échange, Arnaville a été conservé et maintenu en tous ses droits de passer leurs grains et vins exempts de tous droits, d'impôts et même d'acquits. Cependant, les officiers de l'Hôtel de Ville de Metz n'ont pas laissé d'imposer sur les vins des habitants d'Arnaville qui se vendent à Metz et dans le pays Messin 21 s. 6 d. par hotte. Cet impôt est aussi injuste que ruineux, les habitants d'Arnaville contribuent aux charges de ladite ville et ils ne profitent pas du bénéfice ni des avantages qu'ils jouissent. Les habitants aisés vont s'établir à Metz pour affranchir leurs vins de cet impôt, il n'y reste donc plus que des pauvres habitants qui sont obligés de supporter et de payer les cottes aux tailles et autres impositions de ces habitants aisés, chargés d'ailleurs de payer sur le peu de biens qu'ils possèdent des gros cens et rentes, hypothèques montant à plus de 1.400 hottes de vin. Savoir : à l'abbaye de Gorze 142 hottes outre toute la dixme en vin qui lui appartient ; aux religieux bénédictins de St Vanne de Verdun 130 hottes ; à M. Antoine de Vendœuvre 100 hottes, leurs trois seigneurs et le restant à d'autres ecclésiastiques et nobles qui ne payent point de tailles. Ces nobles et ces habitants aisés possèdent et achètent tous les jours le plus beau et le meilleur bien, les biens qu'ils achètent doivent des tailles, qu'est-ce qui les paye : c'est le pauvre.

L'on voit qu'il est impossible que les pauvres habitants puissent vivre et résister à toutes ces charges et impositions et vu encore la cherté des vivres, ayant du vin, ils ne peuvent le vendre sans l'entrave de cette imposition qui éloigne et décourage les acheteurs, ce qui diminue considérablement le produit de leur récolte.

Arnaville étant enclavé dans le pays Messin et la terre de Gorze, sur les différentes plaintes faites par les habitants au sujet de la situation, Sa Majesté leur a accordé la suppression de l'impôt en 1778 qui leur ont couté six louis de frais, incontinent ledit Hôtel de Ville s'est repourvu contre et a obtenu subreptivement un arrêt sur requête qui l'a maintenu sur les droits excepté le droit de passe debout réservé, droit qui ne sert

qu'à des gens aisés parce que des gens qui n'ont que pour payer ce qu'ils achètent n'ont point de deniers pour payer les droits d'impôt ou de les consigner, les deniers consignés sont souvent au hasard d'être perdus par les précautions qu'exige sa malice.

2° On demande que le prix du sel soit diminué et qu'il soit mieux fourni, sans humidité et avec le plus juste poids, les habitants sont trop pauvres pour le payer si cher et pour éviter toutes contestations à cet égard, l'on demande autrement qu'il soit de commerce étant injuste que le pays où l'on fait le sel, il soit plus cher que dans les pays étrangers que l'on fournit.

3° Les bois d'Arnaville ne sont que des rapailles, ils ne valent pas les 3 livres 10 sols que l'on donne par arpent à la Maîtrise pour la délivrance. On demande la suppression de ce droit qui est véritablement un impôt onéreux, onéreux en ce que la maîtrise a été payé de l'arpentage et du règlement par elle fait de coupes. Or, c'est un droit qui doit être regardé comme abusif que d'exiger tous les ans sans faire aucun ouvrage ni démarches les 3 livres 10 sols par arpent, les habitants demandent que les gens de justice du lieu qui ont droit, en fassent eux-mêmes la délivrance des coupes et en fassent le balivage de la marque du marteau, qui serait déposé au greffe de la communauté ainsi que l'on est fondé par l'ordonnance de Lorraine de 1707 en ce qui concerne le balivage et l'on demande la suppression de l'office de receveur, et l'on demande que les deniers qui appartiennent à la communauté pour tout le revenu de ses bois ainsi que du quart en réserve qui reste en les coffres de la maîtrise au préjudice de la communauté tandis qu'elle a besoin de ce revenu pour payer ses charges vu qu'elle n'a aucun autre bien ni revenu d'ailleurs.

4° La rivière de Moselle a fait et fait tous les jours de très grands ravages, les prés des habitants et de la communauté sont transportés par alluvions dans la saulçage dite D'Ary, on demande de reprendre cet accroissement et alluvions en indemnité et proportion des terrains enlevés, sur lesquels prés des habitants est dû des rentes à ladite communauté, que ces derniers refusent pour cette cause, outre cette perte la communauté perd encore annuellement un revenu de 100 livres par la perte de ses prés ravagés, la preuve en est si convaincante, qu'il a plu à Sa Majesté de lui accorder des gratifications.

5° Les habitants d'Arnaville applaudissent volontiers aux réclamations de ceux de Pont-à-Mousson pour le retour de l'université le village compte plusieurs ecclésiastiques, des avocats et autres personnes instruites dans cette université.

L'éloignement à Nancy, la cherté des pensions, le danger qui y court, la jeunesse qui ne peut être surveillée arrête la ressource de cette bonne école aussi le village n'a plus d'écoliers.

6° Les mêmes habitants se plaignent que l'on traîne trop en longueur les affaires civiles, que le nombre de remise de cause d'audience, les appointements et procès par écrit, ne servent plus souvent qu'à obscurcir les affaires et à ruiner les parties, tant par les frais de transport que par conséquent le non abrégé des procès.

7° Il n'y a plus de police dans le village et pourquoi, c'est parce que les gens de justice et de police n'ont point assez d'autorité ni de force en mains pour punir les réfractaires, il devrait y avoir dans ce village prisons et autres signes de justice, la communauté de son côté y a pourvu en cédant une place à l'abbaye de Gorze non seulement pour la construction de prisons, mais encore pour la construction d'un auditoire et d'une censerie, c'est ce qui n'est pas encore fait depuis un très long temps. Les seigneurs aiment se tirer leurs gros revenus, mais ils ne veulent rien faire ni payer. Ils ont des gros colombiers dont leurs pigeons font beaucoup de dégâts aux denrées, des pauvres gens de campagne qui, souvent, sont obligés de les garder un très long temps loin des récoltes et des semailles de toutes espèces au préjudice il y a encore de ces nobles et ecclésiastiques qui en ont aussi par droit abusif des uns et des autres, on en demande la suppression.

8° Malgré les pauvretés et les misères de la communauté l'on n'a pas laissé que de l'assujettir aux obligations de réparer des grands chemins dont parties font route, elle devait être exempte d'une tâche à la nouvelle route de Corny à Jouy comme bien d'autres communautés, outre que cette tâche lui a bien coûté, l'on a encore mis lesdits chemins et parties de routes en adjudication que ladite communauté est obligée d'en payer le prix montant à 3.300 livres cours de France, outre 404 livres pour leur part et l'entretien des routes pour l'année dernière, tandis que les villages de Bayonville et Vandelainville n'ont seulement payé que leur part à l'entretien des routes, et ont été exempts de faire leur tâche à ladite nouvelle route de Corny à Jouy, sous l'espérance et suivant leur promesse qu'ils raccommoieraient leurs grands chemins qui ne sont encore point raccommo-
modés.

9° Les habitants de la même communauté demandent la suppression d'office des jurés priseurs vendeurs des biens meubles établis par l'édit de février 1771, la perception de leurs droits sont exorbitants, leur voyage très coûteux ce qui ruine la veuve et l'orphelin, tandis qu'auparavant leur établissement il était à la libre disposition des juges tutélaires de choisir telle personne pour faire les prisées, qui coutaient très peu de chose et les exécuter souvent par les sergents des lieux qui coutaient aussi très peu de chose après les droits dûs à la ferme payés.

10° L'on demande aussi la suppression de tous droits d'acquit et autres de foraine à la surveillance des employés des fermes de Sa Majesté, ce fait révoque lesdits employés.

11° Sa Majesté, pour soulager son peuple du tiers Etat veut que le clergé et la noblesse payent comme le roturier les tailles et toutes autres impositions, chacun au prorata des biens qu'ils auront en leur possession, savoir à tant pour chacun jour de terre, de prés (ou fauchée) de jardin, chenevière et hommée de vignes et suivant la mesure des lieux, ce sera une marque de son amour qui sera bénie à jamais. En effet, nul ne doit être esclave de personne, on doit être tous égaux dans ce royaume (1).

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Ce cahier de 8 pages, dont 4 de texte, ni cotées ni paraphées, ne portant aucune signature, semble être un double.

ARRY

Départ. de Moselle. — Arr. de Metz-campagne. — Canton de Gorze.
— Habit : 360 (1936).

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtre de Pont-à-Mousson. — Patron : Abbé de Saint-Arnoud. — Décimateurs : Religieux de Saint-Arnoud.

Feux : 95 (1789). — Habit. : ? (1790).

Seigneur : Marie-Anne-Rose de Barbarat de Mazirot (1789).

Impositions (1789) : Subvention	890 livres
Ponts et Chaussées	842 livres

1.732 livres

Députés : Jean Bello et Nicolas Gérardin.

CAHIER

Aujourd'hui dixième mars mil sept cent quatre vingt neuf.

Nous soussignés Jean Bello vigneron, et Nicolas Gérardin huissier, tous deux habitants du village d'Arry, ayant été nommés et chargés de pouvoir de la part de la communauté à la pluralité des voix à l'effet de nous occuper à son nom de la rédaction du cahier de doléances, plaintes et remontrances que ladite communauté avait à présenter à Sa Majesté, à quoi nous avons vaqué et procédé comme s'ensuit, savoir que le vœu de la communauté est de supplier le Roi de vouloir bien lui accorder :

1° La diminution du prix du sel,

2° La réduction du prix du tabac,

3° Que l'exportation des blés soit défendue même de province à province dès que le prix excédera neuf livres le quintal,

4° Que le poids des tailles, subvention, ponts et chaussées et même l'imposition représentée de la corvée, celles occasionnées pour construction et réparation d'église et de presbytère soient supportés sans distinction d'Etat relativement et en proportion des biens possédés sur l'étendue de chaque village;

5° L'expression de l'impôt de vingt et un sols pour hotte de vin qui se perçoit sur les vins de Lorraine et Barrois.

6° La permission de faire des fondations qui aient trait au soulagement des plus nécessiteux de la campagne et à l'instruction de la jeunesse sans être assujetti à payer un droit d'amortissement.

7° Que les formalités de procédure, soit civiles ou criminelles, soient simplifiées et les droits d'inventaire de création de tutelle et curatelle soient modérés.

8° Le partage des biens communaux entre les habitants par égales portions sans à eux à en donner un double à qui il appartiendra et que le tiers desdits biens communaux, que les seigneurs possèdent actuellement, soit remis aux communautés comme autrefois.

9° Que le droit de parcours sur l'universalité du Ban soit rendu à chaque communauté tel qu'il était avant, qu'il ne fut permis de faire des clos que cette permission soit révoquée comme nuisible au bien public et à la nourriture des troupeaux de bêtes blanches et rouges de communautés, ainsi que les journées de préférence tant de fenaison, moisson et vendanges des seigneurs.

10° Que l'université soit rendue à la ville de Pont-à-Mousson attendu que le commerce des villages qui avoisinent cette ville est beaucoup diminué depuis sa translation à Nancy.

11° Qu'il ne soit pas permis aux ecclésiastiques de tenir aucune ferme à bail.

12° Qu'il fut remis à ladite communauté un terrain qui autrefois était en la grande route, ladite route ayant été changée et faite plus haut ou au dessus dudit terrain à cause de l'approchement des eaux, l'edit terrain provenant de la communauté lieu dit aux Bottes qui a été remis à plusieurs particuliers par l'ordre de Monseigneur l'Intendant.

13° Que nous demandons la chambre des comptes de Bar demeure dans son ancienneté s'il plaît à Sa Majesté :

[Signatures de] Nicolas Gérardin; Jean Bello, *député*; Christophe Boucher; Joseph Bello, *maire*; Jean Mathiot, *lieutenant de maire*; Jean Dieudonné; François Maucorps, *sergent*; Jacques Bayard; François Guiot; A. Briqué; Nicolas Housselle; Nicolas Pierre; Christophe Serry; Christophe Pierre; François Bello; Pierre Jacquemot; Dominique Perrin; François Bello; Nicolas Rose; Nicolas Husson; Christophe Boucher; Charles Vogein; Jean Legay; Houillon; Jean Lorsogne; Jean Mathieu; B. Jacquemot; Didier Dorrien, *greffier*; Nicolas Bernard, *échevin*; Christophe Sidrot; Louis Delacourt; Clément Nauroy; Christophe Bersche; Thomas Poiviet; Pierre Ruzé; François Maucorps; Jean Mathis; Jean Rollin; Pierre Jacquemot; Jacques-Christophe Clodet; Nicolas Lallement; Michel Galilé (1).

ATTON

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. — Habit. : 317 (1936).

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtré de Pont-à-Mousson. — Patron : Religieuses de la Visitation de Pont-à-Mousson. — Décimateurs : Religieuses de la Visitation de Pont-à-Mousson.

Feux : 42 (1789). — Habit. : 234 (1790).

Seigneurs : Religieuses de la Visitation de Sainte-Marie (1789).

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson. Cahier de 6 pages, dont 3 de texte et signatures.

Impositions (1789) : Subvention	380 livres
Ponts et Chaussées	360 livres
	740 livres

Députés : Claude Noisette et Jean Charton.

MEMOIRE

des habitants d'Atton pour remettre à l'Assemblée

Les habitants d'Atton ont l'honneur de remettre sous les yeux de Messieurs les Députés aux Etats Généraux leurs plaintes et doléances et d'abord au sujet de l'édit qui permet la clôture des prés, qui porte un préjudice considérable à l'agriculture y ont plus de la moitié de la pature enfermée en sorte que les laboureurs et les manœuvres ont de la peine de nourrir leurs bestiaux. Auparavant cet édit, ils avaient de la pâture suffisamment et faisaient même du regain, ce qu'ils n'ont pu faire depuis.

Autre objet qui les gêne beaucoup, ce sont les acquits qu'on les oblige de prendre, ce lieu étant limitrophe des deux côtés à la France on est presque toujours obligé de prendre des acquits, ce qui met des entraves au commerce. L'on a même donné tant d'extension à ce droit que l'on fait passer des voitures de sable, de cailloux et de pierres pour marchandises sujettes à ce droit.

Ajoutez à tout cela le tort considérable fait à la ville de Pont-à-Mousson et aux lieux circonvoisins par la translation de son université à Nancy. Combien de familles ne vivaient qu'à l'aide des pensionnaires qu'elles prenaient. Combien d'ouvriers et de marchands qui fournissaient ce qui leur était nécessaire sont privés de cet avantage. Combien de villages y apportaient des denrées qu'ils y débitaient ce qui les mettait en état de vivre et de supporter les charges de l'Etat par les petits profits réitérés qu'ils y faisaient et dont ils sont privés. La consommation n'y étant plus considérable depuis la translation de l'université mais le tort qu'on ne saurait trop apprécier c'est l'impuissance où sont tant de familles qui ne sont pas aisées tant à la ville qu'à la campagne d'envoyer leurs enfants à Nancy où les pensions sont extraordinairement chères malgré les dispositions qu'on remarque en eux et que s'ils étaient cultivés feraient de bons sujets pour l'Eglise et l'Etat. Ces raisons sont plus que suffisantes pour engager Sa Majesté à rétablir l'université à Pont-à-Mousson. Messieurs les Députés aux Etats Généraux sont priés de la part des soussignés de ne point perdre de vue ces objets.

[Signatures de] Dominique Fricot, *maire*; Jean Brionne; J. François; Jean Charton (1).

A MESSIEURS LES PRESIDENTS

de l'Assemblée Générale du District de Pont-à-Mousson

Supplie humblement les députés de la communauté d'Atton, disant que cette communauté ne jouit que d'un petit finage de très peu de rap-

(1) Recueil Florange, à Pont-à-Mousson. Cahier de 2 pages de texte et signatures.

port, duquel une bonne partie consistant en vignes et appartenant à des particuliers tant de la ville de Pont-à-Mousson que des villages voisins; d'un autre côté, le domaine possède sur ledit finage tant en terres labourables que près d'environ quatre cents jours et le tout enfermé de clôtures, ce qui porte un gros obstacle à ladite communauté. De plus, plusieurs habitants des villages voisins en possèdent des plus fortes parties, de manière que le peu qu'il reste à ladite communauté, ledit village voisin y ont le parcours ainsi que les dames de la Visitation, qu'ils y mettent deux troupeaux assez considérables, non compris les troupeaux communaux. De plus, lesdites dames jouissent d'un fort colombier qui fourrage et enlève une bonne partie des semences tant en blés que toutes autres graines qu'à peine reste-t-il aux dits fermiers pour payer leur maître et ensemençer leurs terres de manière, qu'une bonne partie desdits fermiers se trouve obligée d'acheter pour leurs vivres.

Ladite communauté jouissait d'un paquis assez considérable, de manière que le sous fermier des domaines s'en est emparé depuis environ huit à neuf ans et depuis ce temps, ledit fermier en a fait sa récolte; la communauté se voyant enlever un bien qui leur appartenait duquel bien ledit fermier n'était possesseur d'aucun titre; ladite communauté ayant été obligée de réclamer ledit bien par voie de justice et cette affaire a passé par devant les Messieurs du siège de Pont-à-Mousson où ledit fermier aurait jeté acte d'appel à la Cour, de là au Conseil où ladite communauté a été contrainte de se désister dudit bien au profit dudit fermier, de manière que ladite communauté a été réduite à engager pour quarante ans le peu de biens qu'il leur restait pour payer les frais de ladite procédure.

Ladite communauté consistant environ quarante habitants dénués de tous biens et ne possédant aucun bien propre, Messieurs les Députés aux Etats Généraux sont priés de la part des soussignés de ne point perdre de vue des objets aussi touchants.

[Signatures de] Dominique Fricot, *maire*; Jean Brionne, Claude Poisson; Jean Charton; Nicolas Conard (1).

AVRAINVILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 161 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Dieulouard. — Collateur : ? — Décimateurs : vicomte de Duhautoy, M. de Pimodan et le curé.

Feux : 102 (1789). — Habit. : 460 (1790).

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson. Cahier de 2 pages de texte et signatures.

Seigneurs : Christophe Thomas Deshondy de Villers, vicomte de Duhautoy et M. de Pimodan (1789).

Impositions (1789) : Subvention	886 livres
Ponts et Chaussées	839 livres

1.725 livres

Députés : Nicolas Nancy et Joseph Blaise.

CAHIER

*des remontrances, plaintes et doléances de la communauté de Artrainville
annexe de Manoncourt-en-Woevre*

Les habitants de cette communauté encouragés par la lettre de Sa Majesté qui veut bien s'abaisser jusqu'à consulter son pauvre peuple, prend la liberté de faire ses très humbles remontrances, comme ils peuvent et la supplient de vouloir bien les écouter.

Premières observations

1° Ordonner que dans les délibérations des États Généraux on opinera par tête et non par ordre.

2° Etablir que tout sujet de votre Majesté de quelque ordre qu'il soit ne puisse dispenser de contribuer suivant les facultés aux impôts librement consentis par la nation.

3° Faire procéder à la vérification du déficit à la fixation de sa quotité à la recherche de ses causes et à celles des moyens d'y pourvoir.

4° Faire examiner et classer les dettes qui composent ce déficit suivant qu'elles sont reconnues légitimes plus ou moins.

Moyens généraux

1° Introduire l'économie la plus rigoureuse dans tous les départements et à cet effet faire vérifier par les états généraux leurs besoins réels ainsi que leurs comptes.

2° Soumettre à une revision aussi sévère et à tous les retranchements possibles une multitude incroyable de gouvernements, de places, d'office, de trésor, de recette, de dons, de pensions, de gages et d'autres faveurs qui consomment le sang et la substance de vos peuples.

Revision des impôts existants

1° Avant que l'assemblée nationale puisse consentir à de nouveaux impôts, examiner ceux qui existent, ceux qui se sont accumulés avec le temps sans aucune connaissance de cause.

2° Supprimer ceux dont la charge ne peut qu'écraser vos sujets tel que la gabelle déjà réprouvée par le cœur bienfaisant de votre Majesté.

3° Diminuer la subvention dont le fardeau s'est accru sans mesure et ordonner qu'une subvention sera supportée par tout le monde.

4° Diminuer les droits sur la marque des cuirs et des fers qui sont très onéreux au commerce et à l'agriculture.

5° Changer l'administration des eaux et forêts attendu que celle des officiers actuels est trop dispendieuse tellement qu'elle absorbe annuellement la moitié de la valeur de nos affouages.

6° Supprimer une foule d'autres charges qui nous gênent et qui nous écrasent, notamment celle d'huissiers priseurs vendeurs de meubles, vrais fléaux des campagnes.

7° Débarrasser la province de tous gardes et les renvoyer aux frontières du Royaume.

8° Abolir les chambres ardentes dont le nom seul épouvante.

9° Détruire les salines qui anéantissent les forêts et mettre en usage le sel des côtes maritimes.

Impôts que l'on peut accorder

1° Substituer aux vingtièmes et sols pour livre, la subvention territoriale en nature dont aucune espèce de propriété domaniale féodale, ecclésiastique, ne pourra être exempte, l'industrie aux commerçants et la capitation.

2° Établir en sus du contrôle ordinaire un droit de timbre sur toutes les grâces, concessions, lettres patentes et autres mais sans que ce timbre puisse jamais s'étendre aux actes de commerce et aux affaires journalières de vos sujets.

3° Imposer des droits très forts sur le luxe particulier et toutes ses branches, comme sur les cartes, sur les équipages en chevaux de parade.

4° Assurer aux religieux rentés une subsistance honnête et les débarrasser du superflu de leurs richesses pour servir aux besoins de l'Etat.

Remontrances particulières

1° Demander un curé ou un vicaire résident et pour son entretien remise des dismes à leur première institution. La paroisse a plus de cent feux et il y a de très mauvais chemins pour aller de la cure à l'annexe.

2° Le petit ruisseau qui arrose le bas d'Avrainville est en gruerie depuis environ vingt ans par la subtilité de quelques habitants qui compaient en jouir tout seuls, demander qu'il soit remis à son ancienne coutume à la liberté de la communauté.

3° Demander que les pauvres de la paroisse aient trois places à l'hôpital de Pont-à-Mousson à raison d'un gagnage de douze paires mesure de Pont-à-Mousson qui est sur le finage d'Avrainville.

4° Soutenir les municipalités et leur donner une autorité suffisante de sorte qu'il ne puisse y avoir aucun procès dans la communauté sans une délibération de la municipalité.

5° Rétablir l'université de Pont-à-Mousson comme très utile à la province.

6° Demander que les inventaires se fassent par la justice du lieu attendu les frais immenses du bailliage lorsqu'il se transportera sur les lieux pour cet objet.

7° Demander que les plaids annaux se tiennent sur les lieux suivant l'ancien usage.

8° Demander de voir les titres des seigneurs et du domaine pour les cens et rentes que la communauté paie annuellement.

Telles sont les respectueuses remontrances, plaintes et doléances que font à Sa Majesté les fidèles sujets, les habitants d'Avrainville, la suppliant d'y avoir égard. A Avrainville le neuf mars mil sept cent quatre vingt neuf. Le présent cahier coté et paraphé en deux feuillets :

[Signatures de] Jean Philippe, *lieutenant*; Jean Petit; Jacques Enelin; Charles Claude; Christophe; Bernard; François Dérilly; Christophe Dubois; Jean Nancy; Joseph Blaise; Brunet, *maire*; Nancy, *syndic* ⁽¹⁾.

BAYONVILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Thiaucourt. — Habit. : 371 (1936).

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtre de Gorze. — Patron : Abbessé de Saint-Louis. — Décimateurs : ?

Feux : 100 (1789). — Habit. : 410 (1790).

Seigneur : Marquis de Raigecourt-Gournay (1789).

Impositions (1789) : plus de 3.000 livres (d'après le cahier).

Députés : Nicolas-Bernard Mauel, *avocat*, et Jean-Baptiste Bachelier.

PROCES-VERBAL

Conforme au modèle officiel

Date : 8 mars 1780. — Lieu : Maison curiale. — Président : Jean-Baptiste Bachelier, *maire*. — Signataires : Les mêmes qu'au bas du cahier de doléances.

CAHIER

de plaintes, doléances et remontrances des habitants et communauté de Bayonville

Les habitants de Bayonville assemblés cejourd'hui huit du mois de mars mil sept cent quatre vingt neuf conformément aux ordres et instructions du Roi pour procéder à l'élection des députés qui doivent se rendre au Bailliage de Pont-à-Mousson dont ils dépendent, pour par lesdits députés procéder eux-mêmes à la nomination des députés qui doivent élire ceux qui doivent se rendre aux Etats Généraux, ayant à cœur de concourir au bien de l'état selon leur pouvoir et reconnaissant dans les vues bienfaisantes de Sa Majesté une volonté déterminée de procurer à tous et chacun de ses sujets un soulagement dans les impositions générales que le seigneur Roi ne pouvant y parvenir sans connaître les plaintes, doléances et remon-

(1) Arch. de M.-et-M., série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 8 pages, dont 5 de texte et signatures.

trances de chacun des trois ordres qui composent les domaines de son obéissance, il aurait ordonné à toutes les communautés de lui faire parvenir par leurs députés le cahier de plaintes, doléances et remontrances, sur-quoi, lesdits habitants, après avoir murement réfléchi ont unanimement déclaré qu'au pied du trône il serait humblement exposé :

1° Qu'il soit à souhaiter qu'il n'y ait qu'une seule imposition proportionnée aux besoins de l'Etat et qu'elle soit supportée par tous les sujets composant les trois ordres indifféremment au prorata de leurs biens, forces et facultés, l'usage ancien devant être supprimé en ce qu'il ne portait pas un caractère de justice, ce qui parait dans l'exemple suivant : un habitant roturier paie ou suppose douze livres à raison du bien qu'il possède ; un noble privilégié l'achète et alors la cote du roturier tombe, les tailles n'en sont point diminuées dans la communauté. Sur qui tombe cette cote ? sur le reste des habitants qui ne sont pas augmentés en facultés.

L'exposé ci-dessus n'est que trop vrai puisque depuis plusieurs années quantité de biens de roture de notre communauté sont tombés les uns dans les mains de nobles et privilégiés, les autres dans les mains d'habitants de ville franche qui ne supportent qu'une légère imposition, celle d'exploitation à raison de six deniers pour livre, de manière qu'un village s'appauvrit et les possesseurs étrangers ne payent rien. La taille se paie conséquemment au prorata des biens, forces et facultés ; tout propriétaire soit foraine ou difforaine, soit ecclésiastique ou noble sera inséré au rôle pour y supporter une cote relative à ses propriétés. Peut-on voir un village composer de plus de cent feux payer plus de 3.000 livres d'impositions, de taille, ponts et chaussées vingtième et encore trois cent cinquante et des livres pour la prestation représentative de la corvée en argent tandis qu'elle ne possède pas la moitié des propriétés de son ban et que les defforaines nobles et privilégiés et ecclésiastiques même, qui ne paient qu'une partie vingtième et 155 livres de taille d'exploitation, possèdent au delà de la moitié sans contribuer au rôle des tailles. Si en s'éloignant de leurs propriétés et des villages où ils habitaient, ils ne reconnaissent pas y gagner le ferait-il ? Si c'est pour se soustraire aux tailles selon leurs forces et facultés, ils ont tort, l'Etat peut s'en plaindre et alors il faut les faire rentrer dans les rôles. Si c'est pour faciliter le luxe qu'ils se réfugient dans les villes, alors qu'ils soient cotisés selon les luxes et selon la splendeur qui les environnent et qu'ils étalent parce qu'alors ce n'est qu'un superflu.

La difficulté serait à l'égard des personnes qui n'auraient leur fortune qu'en papier, des négociants ou des gens d'arts et métiers, mais la renommée publique et les connaissances fixeraient bientôt leur sort.

2° Qu'il serait à propos d'abolir l'impôt sur les vins de Lorraine au profit de la ville de Metz surtout en faveur des villages et communautés qui avoisinent ladite ville et qui sont tellement enclavés dans le pays Messin et terre de Gorze qu'ils ne peuvent faire sortir leurs vins sans tomber dans des entraves. La première est l'impôt même qui est exorbitant, n'est-ce pas, en effet, une chose bien dure de payer vingt sols par hotte de vin qui entre dans le pays messin tandis que ceux du pays messin entrent en Lorraine francs. La seconde est celle des mêmes vingt

deux sols par hotte pour pouvoir se transporter d'un village Lorrain à un autre aussi Lorrain en passant par un village de la généralité de Metz, n'est-ce pas la plus odieuse des exactions? On ajoutera qu'il est injurieux et désastreux, il est injurieux en Lorraine car ce n'est pas précisément par rapport à la quantité du vin qu'il est établi car si c'était cette raison, on ne verrait pas les messins envahir et se rendre propriétaires des vignes qui peuvent tomber en leur possession dans le vignoble Lorrain surtout du Rup de Mad. Mais, c'est le titre de Lorrain que l'on attaque, la preuve est dans l'exemple suivant : deux frères possédant chacun une portion de bien située en Lorraine soit par droit héréditaire soit par acquisition, l'un parce qu'il est habitant de Metz, pays messin ou terre de Gorze fait entrer librement son vin franc, et l'autre parce qu'il est lorrain, paie ledit impôt, il n'y a point de différence dans le vin, il n'y en a que dans les personnes. Le titre de Lorrain est donc ce que Mrs les messins abhorrent et c'est sur lui que l'impôt tombe. Quelle indignité; Sa Majesté ne pourra l'entendre et ne pas en être touchée? Il est désastreux qu'il cause par lui-même et par ses suites des dommages considérables aux particuliers et aux communautés; aux particuliers, il arrête les recherches de ses marchands, il les détourne, il faut donc attendre et c'est un coup de la providence quand on trouve un marchand et alors, loin de pouvoir faire un prix raisonnable à ce marchand, c'est le marchand lui-même qui fait la loi, de là des pertes considérables, en ce qu'il faut laisser le vin au dessous de sa juste valeur ou bien languir?

Nous avons dit encore qu'il était préjudiciable aux communautés. Qu'arrive-t-il par les suites de cet impôt? que tout habitant commode de la campagne la déserte et se réfugie à la Ville de Metz ou dans la généralité pour pouvoir faire passer ses vins. Les rôles des tailles ne diminuent pas au prorata de ces sorties, les biens restent, mais les cotisables s'en vont et laissent ainsi leur cote à la charge des habitants qui demeurent et qui n'ont pas plus de facultés qu'auparavant.

Le numéraire est fait pour circuler et comment reviendra-t-il s'il n'est pas permis de le retirer des mains de ceux à qui il donne pour leur subsistance. Le militaire est en garnison dans les villes, c'est des deniers de l'État qu'il est entretenu, il est donc juste qu'il fasse vivre l'État par l'achat des denrées qui lui seront amenées librement.

3° Que les maîtrises des eaux et forêts sont à la vérité des établissements usités pour la conservation des bois, mais paraîtrait inutile qu'elles soient chargées des attributions, des affouages annuels des communautés, que les frais qu'il en coûte pour la délivrance absorbent une partie du bénéfice desdits affouages et que c'est par ce moyen de la part des communautés acheter pour ainsi dire leur propre bien.

Que l'on pourrait éviter ces dépenses extraordinaires en laissant le soin de cette délivrance aux officiers des justices seigneuriales en leur donnant une rétribution modique. Les distributions des bois ayant été une fois réglées en coupes annuelles et quart de réserve, les coupes bien divisées et arpentées, le prix de ces opérations ayant été autrefois payé par lesdites communautés, il n'est plus besoin d'aucune autre opération ultérieure sinon d'un procès-verbal simple de délivrance.

4° Que les deniers provenant des ventes de bois ou autres émoluments de communautés soient déposés dans le coffre desdites communautés qui ne pourraient en disposer que par l'ordre de ceux qui seraient chargés de surveiller les besoins des communautés. Par là, on ménagerait plus de ressources aux communautés qui seraient exemptes de payer des rentes sur leurs propres deniers déposés dans des coffres de receveurs particuliers.

5° Qu'il soit fait les plus expresses défenses sur les peines les plus graves aux communautés et à tout autre personne de quelle condition ils puissent être, de faire conduire leurs bestiaux soit chevaux, vaches et bien moins encore les chèvres dans les bois pour y pâturer avant dix ans révolus de recrues. L'expérience journalière ne démontrant que trop combien la négligence des bergers et autres à empêcher que leurs troupeaux ou autres bestiaux causent des dommages et dégradations par les abrouissements. Qu'il soit également ordonné que dans les endroits abroutés totalement de même que dans quantité de chemins inutiles qui se trouvent dans ces coupes, il soit procédé au rétablissement et replantations des endroits susceptibles de l'être. Cet article mérite d'autant plus la mention du gouvernement que des bois s'appauvrissent journellement et que du prix médiocre auquel il était il n'y a pas dix ans, il est triplé de valeur.

6° Que tous droits de reveture appartenant au seigneur et autres soient entièrement abolis s'il y en a quelqu'un conservé il ne puisse avoir lieu que par rapport aux acquisitions et qu'il soit modéré à très peu de chose, il y a sur cet objet des abus considérables. Que tous tiers deniers ne puisse plus avoir lieu au profit desdits seigneurs qu'autant qu'ils contribueraient au tiers des charges des communautés comme vingtième reconstruction à neuf ou réparation des édifices ou autre chose à la charge desdites communautés et dans le cas où ce privilège leur serait continué ils ne puissent en jouir que sur le restant des sommes, toutes dettes communales acquittées.

7° Que la cupidité et la passion de la plantation de la vigne soient arrêtées, l'on dénature des terres propres à produire les blés qui sont dans le moment actuel d'un prix exorbitant à douze livres la quarte pesant cent livres; qu'il soit par conséquent fait des expertises par des commissaires de la plus grande probité pour examiner le local et le sol et après les procès verbaux dressés, faire arracher sous leurs yeux dans l'étendue du royaume les plantations des vignes faites depuis trente ans dans des terres propres à la culture des blés. Il est encore plusieurs inconvénients de la liberté de plantation de la vigne, des terres propres à la culture du chanvre sont mises en vignes et pour se procurer du chanvre, on est obligé de défricher des prés. La pâture manque alors aux bestiaux, il faut donc en diminuer le nombre et alors la viande devient plus chère, les ressources du ménage manquent. En deux mots, les choses de première nécessité doivent mériter la plus grande attention du gouvernement. Le blé est le principal. Le vin n'est qu'un accessoire à la vigne, il est donc important d'empêcher la plantation de la vigne dans les endroits où la charrue peut aisément se remuer et surtout dans les bonnes terres.

8° Qu'il serait nécessaire de supprimer les receveurs particuliers. On pourrait, à moindre frais, verser les sommes d'imposition levées sur les communautés en assignant une certaine rétribution au collecteurs desdites communautés, pour porter leurs recettes dans les coffres du Chef lieu de la province; relativement à leur éloignement que n'en coûte-t-il pas l'Etat pour les receveurs? et que reste-t-il à son profit après leurs émoluments payés sur une somme de trois mille livres si le premier receveur a deux sols par livre voilà cent écus, reste deux mille sept cent. Que cette somme passe alors entre les mains d'un autre receveur, voilà encore deux cents soixante et dix livres. Restera donc deux mille quatre cent trente livres pour l'Etat et si les mille escus sont nécessaires; qui subviendra? Toujours la sueur du laboureur et du vigneron.

9° Supprimer les traites foraines, laissant dans l'intérieur du royaume la liberté du commerce; de supprimer toutes impositions sur les cuirs, fers et autres ce ne sont que des entraves qui gênent le négociant et les particuliers, les uns sans mauvaise foi de leur part sont exposés à une infinité de contraventions, les autres sont obligés de payer beaucoup plus cher des choses nécessaires, comme souliers, etc., de laisser la liberté du sel et du tabac ou au moins le faire mettre à un taux raisonnable de manière que les régnicoles ne le paient plus que l'étranger. Le tabac est-il moins abondant que dans les temps qui ne sont pas si reculés? Cela n'est point revenu jusqu'à nous; tout ce qui est certain, c'est que de trente six sols de francs la livre qu'il se vendait autrefois, il est actuellement à trois livres quatre sols ou trois livres douze en gros et quatre livres en détail. Si c'est au profit de Sa Majesté que cet excédent tourne, on sera assez heureux de continuer sur le même taux pour subvenir aux besoins de l'Etat. Est-il meilleur qu'anciennement? Il est reconnu qu'il s'en trouve d'une bien moindre qualité ainsi la liberté que l'on aurait éviterait des dépenses considérables à l'Etat qui est obligé d'entretenir une troupe de gardes. Combien n'en coûte-t-il pas pour leurs salaires? Si on ne nous a point trompés, cela va à quatre vingt mille livres par jour et annuellement vingt huit millions huit cent mille livres.

10° Supprimer le timbre au papier ou en modérer le prix.

11° Supprimer les huissiers priseurs. Il n'est personne qui ne se plaigne de cet établissement comme occasionnant des frais sans fin; dans des successions, il leur est accordé vingt sols par heure de vacation qu'il travaille quatre heures le matin et quatre heures le soir dans les inventaires, voilà huit livres par jour, autant lorsqu'ils font les ventes, voilà des frais excessifs pour des pauvres malheureux orphelins qui, en perdant leurs père et mère perdent aussi une partie de leurs ressources. Du côté de la fortune, il serait plus avantageux pour eux que le tout fut remis aux sergents locaux à qui il n'y aurait d'abord point de frais, voyage à faire et qui consentiraient, conformément aux ordonnances, d'une rétribution modique.

12° Que les inventaires soient faits par les officiers des justices seigneuriales quoiqu'elles n'aient pas le titre de haute justice, l'expérience démontre assez combien les frais se portent haut lorsqu'un bailliage est obligé de faire cette besogne. Les pauvres au moins en seraient soulagés car c'est surtout cette classe qui mérite la compassion et le ménagement.

13° Que les routes et chaussées ainsi que leur entretien soient à la charge des trois ordres et surtout celui de la noblesse qui ne conviendra pas que c'est plus particulièrement à cet ordre que les chaussées conviennent et l'usage d'aller à pied leur est inconnu, il leur faut des chevaux et des voitures qui brisent lesdites routes et chaussées tandis qu'une communauté entière ne causera pas dans un an le dommage que causera en deux fois deux voitures.. Il est à remarquer que les pauvres habitants de campagne qui ne se servent point ou qui s'en servent peut être une fois dans un an soient les seuls qui les aient faites gratis avec perte de leur temps, sont encore aujourd'hui les seuls qui les entretiennent à leurs frais et il paraîtrait être jusqu'alors qu'il y a un double emploi sur les rôles des tailles on y a inséré les cottes des ponts et chaussées et on les faisait faire soit par le ministère des bras ou par argent.

14° Que dans l'administration de la justice, il puisse y être établi un ordre plus prompt pour rendre la justice, ce qui serait à souhaiter surtout dans les reconnaissances d'anticipation ou de dommages, qu'il soit nommé dans chaque village ou communauté deux remplis de probité et de bon sens qui sur l'invitation de parties plaignantes se transporteraient sur les lieux et après la reconnaissance des terrains, porteraient leur jugement sans appel sinon en chose de conséquence et alors d'autres arbitres aussi ou feraient du tort, jugeraient définitivement et alors quantité de procès seraient terminés à peu de frais.

Quant à l'administration de la police il soit donné ordre au supérieur d'y veiller avec exactitude surtout dans la campagne, les villes ayant tous les moyens d'y pourvoir par les sergents de ville et les militaires qu'à cet effet Messieurs les procureurs généraux leurs substituts dans les bailliages cela peut faire de temps en temps des recherches contre les carillonneurs, perturbateurs du repos public. Les maires dira-t-on? n'ont-ils pas le pouvoir en mains. Que faire dans une communauté pour un maire qui est avec ses semblables, qui vit continuellement avec eux ou ne regarde en lui qu'un pouvoir très précaire, on ne considère guère sa qualité de maire, on ne regarde que sa qualité d'habitant. Il serait encore à souhaiter que les injures faites à toutes personnes en place, chef de justice, police, bangarde commissaire de police soit poursuivie aux frais de la province. Il est arrivé dans notre communauté des faits qui méritent l'animadversion publique, des arbres mutilés, des murs renversés, des menaces faites contre les personnes laissées, ils n'osent se plaindre. Le mal par ce moyen reste impuni et les méchants triomphent, s'enhardissent et le mal augmente à proportion de son impunité.

15° Que dans l'état militaire il y ait des places en nombre pour tout sujet méritant de l'ordre du tiers état avec celui de la noblesse, ce qui est à souhaiter pour l'état ecclésiastique dans tous les chapitres même de la cathédrale ainsi que dans la robe et à la vérité, pourquoi en serait-il autrement, les trois ordres ne sont-ils pas sujets du Roi et la roture qui seule contribue au bien de l'état serait privée de ces faveurs et de ces places n'aura-t-elle que le droit d'aller s'exposer à mourir le glaive à la main pour le soutien de l'état sans pouvoir se flatter de parvenir à aucun grade, le titre de noblesse est-il le seul que l'on doive considérer et suffit-il d'être noble pour être parfait? pour avoir toutes les connaissances?

Disons que dans l'ordre du tiers il y a bien des talents cachés parce que la roture ne peut se produire.

16° Qu'il émane un édit portant obligation à tout français sans distinction de quel pays généralité il puisse être de passer des actes authentiques pour toute acquisition, obligation et autres. Quelle perte pour l'Etat sans le revenu des contrôles? Ceux qui achètent sont sensés le pouvoir faire et conséquemment en état de payer les droits et alors quantité de procès qui pouvaient avoir lieu à cause de ces actes sous seing privé seront terminés.

17° Que nous supplions Sa Majesté de rétablir les états provinciaux de la Lorraine et de leur donner une consistance légale en leur donnant une autorité suffisante pour le bon ordre ainsi qu'en assemblée inférieure qui serait connue dans les établissements des assemblées provinciales élémentaires les unes des autres, d'accorder aux assemblées municipales des villes, bourgs et villages de l'étendue et ressort de la Lorraine le pouvoir de pourvoir aux besoins urgents de deux communautés au moins jusqu'à la concurrence d'une certaine somme à charge par lesdites municipalités d'en rendre compte à l'assemblée de district de leurs arrondissements à la fin de l'année. La raison de cette demande et le temps trop long qu'il faut attendre pour être autorisé, la chose se détériorera de plus en plus et il en coûte davantage d'accorder auxdites communautés le pouvoir de faire faire soit personnellement ou par argent selon que les officiers municipaux le jugeraient à propos ce qui serait nécessaire pour l'entretien et réparations de leurs chemins ou bien communaux et cela sous les peines qu'il plairait à Sa Majesté d'ordonner.

18° Qu'il serait à souhaiter que l'université ci devant à Pont-à-Mousson et depuis quelques années transportée à Nancy soit rétablie à Pont-à-Mousson ce qui contribuerait beaucoup au bien des villages voisins par la quantité de denrées et marchandises que lesdits villages y porteraient.

19° Que la levée des hommes par le sort pour la composition des corps entiers des troupes provinciales soit supprimée, que cette levée étant une charge de province, elle doit être supportée par tous les individus qui la composent sans distinction d'état et conditions parce qu'on peut y suppléer par une prestation pécuniaire.

20° Qu'il soit fait de très exactes recherches sur les abus qui peuvent régner à l'occasion des brasseries surtout dans les disettes de grain.

21° Qu'il soit fait les plus expresses défenses d'exporter le blé hors de ce royaume dans les temps où il y aurait peu d'abondance et lors qu'il passerait le taux de huit livres et comme dans le moment présent le blé est d'un prix exorbitant et que les rigueurs de l'hiver semblent encore annoncer des dangers sur la récolte prochaine, il soit pourvu au besoin par l'ouverture de quelques magasins.

Tels sont les vœux, doléances, plaintes et remontrances que lesdits habitants portent au pied du trône de sa Majesté, la supplie de jeter un œil favorable sur tous ses sujets, particulièrement ceux qui habitent les campagnes qui n'ont d'autres ressources que leurs bras, qui ne vivent et mangent leur pain qu'à la sueur de leur front selon l'arrêt du Créateur

et qui, éloignés des villes, ne peuvent participer aux libéralités des opulents.

Mais, malgré la détresse où ils se trouvent, ils se déclarent dans la sincérité de leur cœur être prêts de sacrifier leurs biens, leur fortune et leur vie même pour leur soutien du trône de Sa Majesté dont ils espèrent toujours ressentir de plus en plus les marques de bonté, sa parole en est un gage. Ils se souviendront toujours de l'amour qu'ils doivent à leur Roi et des sentiments du plus profond respect avec lesquels ils ont l'honneur d'être et seront toujours ses très humbles, ses très obéissants, très fidèles et très attachés serviteurs et sujets.

[Signatures de] Jean Antoine, Nicolas Bouchez, Nicolas Antoine, Mauel, François Antoine, Nicolas Deslon, Claude Nicolas, Pichon, Jean-Pierre Fontaine, Nicolas Pierre, C. Jacquin, Antoine, Jean Frocard, François Bouda, N. Antoine, Christophe, Julien Antoine, H. Claudin, Jean-François Nodin, N. Vattier, Michel Antoine, H. Laurent, Jean Derloy, J.-B. Bachelier, Claude Gachot, Christophe Naudin, Jean Aubry.

Le présent cahier de plaintes et doléances contient douze feuilles cotées et paraphées par nous Maire soussigné ce 10 mars 1789.

[Signature de] J.-B. Bachelier ⁽¹⁾.

BELLEAU

Départ. de Meurthe-et-Mosellé. — Arr. de Nancy. — Canton de Nomeny. — Habit. : 181 (1936).

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtré de Pont-à-Mousson, annexe de Morey. — Décimateur : Seigneur du lieu. — Patron : Seigneur du lieu.

Feux : 50 (1789). — Habit. : 211 (1790).

Seigneur : Charles Henri, marquis de Duhautoy (1789).

Impositions (1789) : Subvention	403 livres
Ponts et Chaussées	381 livres

784 livres

Députés : François Mangeot et François Valette.

CAHIER

Le village de Belleau est une petite paroisse, composée de cinquante feux, tant de ménages complets que de veuves presque tous des pauvres vigneron qui n'ont d'autres ressources que le produit souvent bien modique de leurs vignes pour pourvoir à leur subsistance.

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série F. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Nous possédons deux exemplaires identiques de ce cahier ; le premier contient 28 pages, dont 14 de texte et signatures ; le second 20 pages — d'une écriture différente — dont 18 de texte et signatures.

Le village de Belleau est situé dans le val de Sainte Marie, entouré de tous côtés par des chemins impraticables, ce qui met les habitants du lieu dans l'impossibilité presque absolue de mettre à profit le produit de leur récolte n'ayant aucun débouché pour le débit ou la vente de leurs vins. Le village de Belleau est situé entre plusieurs montagnes dans un terrain fangeux, ce qui assujettit les habitants du lieu à des corvées longues et continuelles et qui absorbent une grande partie d'un temps qu'ils pourraient employer à leur subsistance.

Le village de Belleau est dénué de toutes ressources pour acquitter toutes les charges n'ayant aucun bien communal, pas même une branche de bois pour les réparations d'une église totale et d'une maison vicariale qu'ils sont obligés de réparer avec les deniers sortis de leurs poches.

Les habitants de Belleau unissent leurs vœux à ceux des citoyens de Pont-à-Mousson pour demander le retour de l'université de Pont-à-Mousson.

Les habitants de Belleau privés de leur moulin par un orage arrivé en quatre vingt cinq, réclament leur droit sur ledit moulin, parce qu'une partie d'entre eux paye cinquante sols pour suppression d'une banalité dont leur pauvreté les exemptait.

Laissons aux personnes éclairées et intelligentes le soin de discuter et d'examiner les objets importants qui concernent la réforme des abus et la bonne administration du royaume.

[Signatures de] Nicolas Thuillier, Joseph Toussaint, F. Valet, Jean Lienard, Louis Cuny, Jean Mangin, D. Conrat J. Vautrin, F. Dommartin, Claude Conrat, Charles Lemoine, Ch. Toussaint, L. Mangeot, Charles Mangeot (1).

CHAMPEY

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. — Habit. : 158 (1936).

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtré de Pont-à-Mousson, annexe de Vittonville. — Patron : L'Abbé de Saint-Nicolas-des-Prés de Verdun. — Décimateurs : le Seigneur du lieu et le curé.

Feux : 41 (1789). — Habit. : 203 (1790). — Seigneur : Baron de Monclos (1789).

Impositions (1789) : 700 livres (d'après le cahier).

Députés : Charles Vincent et Jean Oger.

CAHIER

L'an mil sept cent quatre vingt neuf, la communauté de Champey, étant assemblée à la manière ordinaire au logis et domicile de Simon aîné,

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson. Cahier de 4 pages, dont 2 de texte et signatures.

Maire, pour délibérer de leurs affaires au sujet des lettre et convocation de Sa Majesté, nous a envoyé pour dresser le sujet de ses doléances :

ARTICLE PREMIER

Ladite communauté consistant quarante feux tant habitants que veuve, lequel dans ces quarante feux ne contenant que deux petits laboureurs et les trois quarts et demie au moins de ladite communauté ne possèdent aucun bien que de rentes dûs au domaine de la seigneurie et autres particuliers.

SECOND ARTICLE

N'ayant aucun bien de communauté, ni bois, ni terre seulement un paquis sur une côte profitable à rien que pour la pâture des bêtes à laine, sinon un petit terrain d'environ deux jours exposé sur le bord de la rivière que par les inondations des eaux et des glaces, ladite communauté ne peut faire aucun profit ; de même que le village aussi inondé par lesdites eaux, ce qui occasionne souvent l'écroulement des maisons et ne pouvant pas faire grand profit de leur vin à cause qu'on ne peut point faire de cave à cause desdites eaux.

TROISIÈME ARTICLE

Ladite communauté se plaint au sujet d'un moulin que nous sommes banaux de l'autre côté de la rivière dite la Moselle dont lesdits habitants sont obligés de payer le passage d'une barque pour porter leurs grains dans ledit moulin ; nous demandons que ladite banalité fut supprimée vu le préjudice que cela porte auxdits habitants.

QUATRIÈME ARTICLE

Ladite communauté se plaint, vu l'imposition des vins et eau-de-vie et bien d'autres denrées sont obligés de payer par chaque hotte vingt et un sols argent au cours de France pour le conduire de Lorraine en France que d'ancienneté la circulation étant libre sans aucune rétribution.

ARTICLE CINQUIÈME

Ladite communauté se plaint que pour à l'égard du sel que d'ancienneté on ne le payait qu'à raison de douze sols de Lorraine les deux livres et qu'à présent on le paie à raison de douze sols six deniers cours de France.

ARTICLE SIXIÈME

Pour à l'égard du tabac, on ne le payait qu'à raison de deux sols de Lorraine d'ancienneté et qu'à présent on le payait à cinq sols de France l'once.

ARTICLE SEPT

Ladite communauté se plaint qu'il y a aux environs de quarante ans, qu'il y a encore de rôle existant de subventions et de ponts et chaussées ne se portaient qu'à quatre cents livres cours de Lorraine et qu'à présent on paie sept cent livres argent au cours de France. Cependant, ladite communauté ne possède aucun bien ny héritage que comme cy-devant.

ARTICLE HUITIÈME

Ladite communauté se plaint de l'enlèvement des grains qui s'appelle les blés, ce qui cause une trop grande cherté et presque une famine dans tout le pays dont on le paie à raison de douze livres le quintal, cours de France.

ARTICLE NEUVIÈME

Le Tiers Etat de la communauté demande que la noblesse et les ecclésiastiques paient pour dédommager le Tiers Etat, vu qu'ils ne possèdent la plus grande partie, aucun bien et sont obligés à payer tous les impositions et deniers royaux.

ARTICLE DIX

Ladite communauté demande qu'il serait nécessaire de rétablir l'université à Pont-à-Mousson vu qu'il y était d'ancienneté et pour le bien public.

ARTICLE ONZE

Ladite communauté demande la suppression des huissiers priseurs et de réprimer l'advidité des fermiers du domaine et les empêcher de reprendre le trouble par le moyen de leur proposée ou de leur pension.

ARTICLE DOUZE

Ladite communauté représente qu'au sujet de leur église qui est en ruine et non assez grande pour loger tous les habitants, ce qui leur coûterait une somme considérable pour la rétablir et n'ayant aucun bien communal à engager.

Clôture

Toutes autres ordonnances inviolablement observantes sur le fait de la justice que police et qu'à l'avenir celle que le Roi fera, passeront par les cours souveraines pour être publié si faire se doit nonobstant toute justion à ce que contraire et selon qu'il soit de toute ancienneté. Ledit cahier de doléances fait et achevé le jour avant susdit.

Nous demandons que pour l'égard des claus qu'il soit supprimé vu qu'il porte préjudice aux pâturages des bêtes

Le présent fait en double dont une copie déposée au greffe.

[Signatures de] M. Poutot, *sergent*; Simon aîné, *maire*; Jean Oger, *député*; Louis Poutot; S. Hoquard; H. Lahaye, *greffier*; Jean Lapointe, *syndic* (1).

CHERISEY

Départ. de Moselle. — Arr. de Metz campagne. — Canton de Verny.
— Habit. : 210 (1936).

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtre de Nomeny.

— Patron : l'abbé de Saint-Symphorien de Metz. — Décimateur : ?

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson. Cahier de 4 pages, dont 2 de texte et signatures.

Feux : II (1789). — Habit. : ? (1790).. — Seigneur : Louis Jean François, marquis de Chérisey (1789).

Impositions (1789) : Subvention	236 livres
Ponts et Chaussées	222 livres
	458 livres

Députés : Pierre Dardaine et Dominique Gilet.

CAHIER

Cejourd'hui dixième Mars mil sept cent quatre vingt-neuf. Les maire, syndic, habitants de la commune de Chérisey de la partie de Lorraine dudit lieu (1), étant assemblés au son de la cloche en la manière ordinaire comme pour délibérer de leurs affaires, le syndic a dit qu'il conviendrait de rédiger les remontrances, plaintes et doléances à faire par les habitants de Chérisey pour être remis entre les mains des deux députés élus au jour d'hier pour être, par eux, portées à l'assemblée convoquée par Monsieur le Lieutenant Général du bailliage et siège Royal de Pont-à-Mousson pour demain onzième mars à huit heures du matin dans l'Eglise du Collège Royal et militaire, paroisse Saint Martin de laditte ville de Pont-à-Mousson, le tout suivant le Règlement du Roi et l'ordonnance de Mon Sr le Lieutenant Général. La matière mise en délibération, les habitants auraient adressé d'abord leurs remerciements au Roi de ce qu'il veut bien abaisser la Majesté de son Trône jusqu'à eux, ensuite auraient dit qu'ils pensaient que le Cahier de doléances, plaintes et remontrances, devrait contenir trois chapitres, que le premier chapitre renfermerait celles communes à toute la communauté. Le second chapitre celles des laboureurs ; le troisième chapitre celles des vigneronns et manœuvres. Cette proposition ayant été généralement acceptée, la communauté a procédé à l'exposition de ces doléances, plaintes et remontrances, comme s'ensuit.

CHAPITRE PREMIER

Doléances, plaintes et remontrances de la commune de Chérisey

ARTICLE PREMIER. — La communauté se plaint que la cote de la subvention et celle des ponts et chaussées étant ensemble de quatre cents livres est trop forte pour elle, en raison du nombre et facultés de ses habitants qui ne sont que dix ménages complets parmi lesquels un seul laboureur cultivant environ trente jours de terres à la saison comme ils se contiennent, ne faisant qu'une seule charue et les autres n'ayant que de modiques, peu, ou point du tout de propriétés, un homme veuf septuagénaire sans aucune fortune, une veuve un peu aisée, une autre femme veuve qui n'a de propriété qu'une vieille petite maison, une mouée de vigne avec deux jeunes enfants auprès d'elle, et deux autres femmes veuves et une fille domiciliée qui n'ont aucune propriété ; qu'il est vrai que deux fermiers de Monsieur le Marquis de Chérisey, qui sont domi-

(1) Le village était partagé entre la France et la Lorraine (bailliage de Pont-à-Mousson) : la partie française renfermait l'église et le presbytère, mais ressortissait elle-même aux deux bailliages de Metz et de Vic. (DORVAUX. *Les Anciens Pouillés du Diocèse de Metz*, p. 536.)

ciliés sur la partie de France, contribuent au paiement de ladite cote, à cause d'une ferme dudit seigneur qui était autrefois sur la partie de Lorraine, ils sentent le poids de cette cote, quoiqu'elle soit répartie autant exactement qu'il soit possible entre eux et les habitants. La communauté demande d'être soulagée sur cet objet.

ART. 2. — Que pour se dédommager en quelque sorte de la pesanteur de la côte des tailles, la communauté aurait désiré être agrégée à la communauté de France du même lieu de Chérisey par deux députés qu'elle aurait eu en la municipalité de cette communauté, afin de diminuer par ce moyen le montant de ses débits de ville, mais la réponse de l'Assemblée Provinciale de la Lorraine et du Barrois ne leur a pas été favorable.

ART. 3. — L'église de Chérisey située sur le territoire de France étant très vieille et petite, la communauté sent toute la conséquence de l'enlèvement de ses propriétés en dixmes faite anciennement en faveur des Religieux Bénédictins de l'abbaye de St Simphorien de Metz par le souverain Pontife de ce temps soutenu par les Chartres des Evêques de Metz qui n'avaient droit ni les uns ni les autres de dépouiller les paroissiens de Chérisey de cette propriété qui les mettait annuellement en état de procurer une vie honnête à leur Pasteur, d'empêcher la mendicité dans le lieu en procurant des secours suffisants pour nourrir les pauvres et en économisant bien cette propriété aurait mis les paroissiens en état de rebâtir l'église et entretenir le presbytère sans aggraver leurs maux mais quoi qu'il en soit, les dits religieux jouissent des deux tiers des grosses et menues dixmes vertes en ladite paroisse, soit que leur profession soit bonne ou non, il restait encore aux paroissiens une lueuer de propriété sur lesdites dixmes dans le temps que les décimateurs étaient chargés d'entretenir et reconstruire les nefs des églises, mais une déclaration du feu Roi surprise à la justice par les hommes solitaires qui n'en ont jamais assez et enregistrée par le parlement de Metz séant alors à Nancy a achevé d'enlever aux paroissiens, sans en avoir été avertis, le restant de propriété. Voilà ce qui accable aujourd'hui les comtés et est prêt d'écraser les paroissiens de Chérisey, car où sont les ressources pour payer huit à dix mille livres qu'ils sont à la veille de dépenser pour cet objet n'ayant presque pas de propriétaires étrangers parmi eux et le ban de Chérisey étant très circonscrit si les dixmes étaient rendus aux paroisses, la mendicité disparaîtrait bientôt dans le Royaume. Il n'en est pas ainsi de nos décimateurs quoi qu'on ait lu sur les affiches des trois évêchés que lesdits religieux en cette présente année avaient doublé leurs charités partout où ils sont seigneurs ou décimateurs, le fruit d'une requête à eux présentée par huit pauvres de Chérisey très indigents, n'a prouvé de leur part que deux quartes de Blés et six livres en argent pour proportion avec 1.000 livres qu'ils perçoivent tous les ans pour les deux tiers des dixmes. La communauté supplie donc que les nefs des Eglises soient remises à la charge des décimateurs et qu'ils donnent annuellement une somme pour le soulagement des pauvres proportionnellement à ce que font les curés des paroisses.

ART 4. — La communauté aurait désiré mettre en prairie artificielle une partie des nouveaux défrichements en demandant que les seigneurs convertissent en cette denrée leur tiers proportionnellement avec le terrain

des communautés pour faire revivre les troupeaux communs, mais ils ont gardé le silence sur cet objet, ils en ont fait autant lorsqu'on leur a proposé de détruire leurs enclos si préjudiciables à la pâture et ceux qui sont repris ne payent pas moins l'amende quoique les fossés ou haies ne soient pas en règle. Cependant, sans bestiaux point d'amendement pour faire fertiliser les terres. La communauté demande qu'il en soit décidé.

ART. 5. — La communauté espère que les États Généraux proposeront au Roi de redresser les abus qui se sont glissés dans les chambres d'eaux et forêts, lesquels absorbent une partie du prix des bois des communautés. Elle espère aussi qu'ils proposeront de diminuer les feux et les batiments de luxe comme aussi de chercher des moyens de cuire les sels par d'autres matières combustibles en proposant des gens intégres et désintéressés pour être témoins des expériences et non des hommes intéressés à les faire manquer. Toutes ces différentes diminutions ou suppressions rendraient moins cher les bois si nécessaires pour les riches et les pauvres et aussi pour les métiers travaillant en bois.

ART. 6. — La communauté, en parlant du sel, croit avoir lieu de se plaindre de la grande humidité qu'elle trouve dans le sel que le regrattier chez lequel elle doit le prendre lui vend, les habitants ont aussi à se plaindre du prix de cette denrée si nécessaire dans la nourriture de l'homme et pour la guérison des animaux, paie six sols trois deniers d'une livre de sel fort humide, tout proche des salines, c'est trop payer relativement au prix qu'en payent les autres provinces chez lesquelles on le voiture. Ne serait-il pas possible de rendre cette denrée commercable en imposant une taxe sur chaque feu, proportionnée au moyen et à la consommation de chacun pour ne rien diminuer des revenus de l'Etat. Et qu'il en soit de même pour le tabac qui est la seule consolation que les manœuvres aient au milieu de leurs sueurs dans leurs travaux. Ces deux suppressions délivreraient les habitants des campagnes des concussions et des dégâts que causent les employés dans les habitations lorsqu'ils viennent faire des recherches bien souvent inutiles.

ART. 7. — La communauté désirerait de voir les assemblées provinciales changées en états provinciaux, avec la bonne volonté que témoignent les deux premiers ordres de l'Etat, de partager les impositions pécuniaires avec le Tiers Etat. Celui-ci aurait alors confiance qu'il recevrait quelque soulagement et ne serait plus surpris par des lois qui lui seraient préjudiciables parce que les États provinciaux en auraient connaissance avant leur vérification en parlement.

ART. 8. — La communauté se repent presque d'avoir consenti aux partages des communes. Elle voit qu'elle a été trompé, qu'on lui avait promis des récoltes abondantes qui feraient vivre chaque habitant une bonne partie de l'année sans acheter de vivre et les habitants voient la fausseté de ce beau et spécieux projet qui a détruit en bonne partie les troupeaux communs leur rapportaient plus. Ils s'aperçoivent à présent que malgré les amendements qu'ils mettent en leurs portions, à peine en récoltent-ils pour la valeur de la culture, de la semence et de l'amendement. Ils avouent que les laboureurs étant trop chargés de terres cultivent leurs portions à la hâte et qu'elles n'ont souvent qu'une ou deux cultures

au plus. Le profit de ce partage des communes est donc tourné entièrement au profit des seigneurs, lesquels, par les enclos qu'ils ont formés dans les tiers à eux advenus et encore d'autres enclos où les troupeaux communs allaient paturer dès le lendemain de la St Jean ont seuls conservé leurs troupeaux qu'ils font paturer par tout le ban et sur les communes non ensemencées, tandis que les troupeaux communaux n'osent pas entrer dans les enclos quoiqu'il n'y ait que de l'herbe commune. Dans un cas pareil que deviennent les règles de la justice distributive? Souvent, les laboureurs demandent une augmentation de prés pour leurs embanies et le partage des communes force la communauté à leur céder, ce qui fait un nouveau moyen de faire jeuner les troupeaux communaux et le comté demande le redressement de ces espèces de servitudes, de même que de celle de faire garder gratuitement les bêtes grosses et menues que le seigneur du lieu met sous la garde des patres.

ART. 9. — La communauté demande de réformer les frais et voyages d'huissiers et de praticiens dans les campagnes. Qu'il soit mis un frein à la multiplication des pièces de procédure que les formalités de justice soient en plus petit nombre et plus courtes, d'empêcher la multiplicité inutile des audiences. Tant de frais font craindre de répéter son dû ou ce qui appartient légitimement.

ART. 10. — Enfin la communauté demande la suppression du bureau d'acquit sis à Goin, lequel est d'autant plus gênant pour le commerce qu'il est enclavé dans le territoire français.

CHAPITRE 2

Des doléances, plaintes et remontrances des laboureurs

ARTICLE PREMIER. — Les laboureurs osent porter des plaintes les plus amères contre ceux qui ont proposé l'établissement des haras dans la province. Les petits chevaux du pays leur coûtaient peu, ils les élevaient même chez eux, ne mangiaient pas tant et faisaient autant d'ouvrage que ceux qu'on substitue à présent et valent jusqu'à douze louis pièce, prix qui n'est plus proportionné avec l'exhaussement du prix des canons de leurs Baux qu'exigent les propriétaires. A présent, cherté de canons, cherté extraordinaire des chevaux, les augmentations des Tailles, augmentation des gages des domestiques, la chère côte représentative de la corvée, la cherté des bois qui cause l'augmentation des ouvrages de charonnage, l'augmentation du fer, du cuir, les pâtures qui ne leur suffisent plus, depuis les défrichements, les défauts de foin et les enclos, le défaut de basse-cour chez eux, les amendements qui sont devenus rares et chers depuis cette époque, les terres qui, par ce manquement, ne sont plus si fertiles. Tout ce qui les environne les décourage et leur fait appréhender que dans peu, ils déchoiront en grand nombre de leur état. La cherté actuelle des blés ne peut même pas les réjouir parce qu'ils ont à craindre que si ce renchérissement se soutient, les propriétaires auxquels les chapitres surtout donnent l'exemple, ne surenchérisent encore les canons de leurs fermes. Ah! propriétaires s'écriraient-ils volontiers, prenez garde de ces différents surenchérissements dont nous venons de parler, lesquels nous laissent à peine le moyen d'élever nos enfants chétivement qu'en

suant sang et eau et veillant et mangeant un pain très court, ne nous force d'abandonner vos terres pour vous les laisser cultiver vous-mêmes. Il faudrait améliorer l'agriculture et nous ne pouvons pas ; il faudrait faire des essais et nous n'en avons pas le moyen ni le temps ; ils demandent donc que leurs dites plaintes et doléances soient prises en considération.

ART. 2. — Les laboureurs espèrent que les seigneurs en imitant la bienfaisance du Roi feraient revivre les anciens réglemens sages et prudents de tenir par différens temps en chaque année leurs colombiers fermés pour épargner les diverses semences qu'on jette en terre et aux approches des récoltes ne pas leur laisser dévorer les champs que les vents ont couchés. Il semble que la destruction des petits colombiers qui étaient autrefois dans les presbytères pour procurer aux curés une ressource dans le besoin et du bouillon aux paroissiens malades, n'a fait que rétablir, grossir et multiplier ceux des seigneurs. Cependant, il est certain que ces volailles causent un grand préjudice et que les plaintes qu'on en fait méritent attention.

CHAPITRE 3

Doléances, plaintes et remontrances des vigneron et manœuvres

Il n'y a dans Chérisey qu'un seul vigneron en métairie à l'instar de ceux du pays messain, tous les autres sont de petits propriétaires en vignes, lesquels marchandent avec d'autres propriétaires pour cultiver et façonner leurs vignes. La plus forte partie des vignes doivent au seigneur du lieu sept hottes de vin de cens par jour de vigne. Ce qui fait plus de peine, c'est la servitude de la banalité du pressoir qu'on paie à la vingtième hotte à la cuve comme au pressoir et on nourrit les pressureurs.

Une autre plainte que les vigneron ont à faire et dont ils désirent le redressement comme de la précédente servitude, est que les trois ordres de la ville de Metz s'emparent des marcs de leurs raisins sur territoire du pays messain à l'aide d'arrêt du conseil obtenu sur Requête. Être vigneron à Chérisey est un chétif état, parce que les vignes y étant sujettes à la gelée, les tailles, les vingtièmes, les cens, le pressurage, les façons de cultures, les échalats qui sont chers, tout payé, il ne reste rien ou très peu aux propriétaires, ce qui fait que cet État devient semblable à celui du manœuvre.

Ceux-ci se plaignent d'être la plus forte partie du temps sans ouvrage parce que les laboureurs, vu l'état de mal être difficile où ils sont réduits, tâchent de faire par eux-mêmes et par le service de leurs enfants et de leurs domestiques, les ouvrages pour lesquels ils occupaient autrefois les manœuvres.

Tous les manœuvres des campagnes ne peuvent pas travailler à la fois sur les routes. D'ailleurs, ce n'est pas un ouvrage à faire pendant l'hiver. Ainsi, pendant les temps ouvrables, ne gagnant que dix à douze sols pour se nourrir, eux, leurs femmes et leurs enfants, dans quelles extrémités ne se trouvent-ils pas réduits, sans pain, sans argent, sans crédit, surtout dans le cas du surenchérissement du prix du blé, la grande cherté du fer, des bois et autres denrées sans ressources du côté des reli-

gieux décimateurs. Ils demandent donc aux Etats Généraux de supplier Sa Majesté de ne plus permettre le commerce des blés, surtout à l'étranger. Ils conviennent que le pain de la province soit partagé entre eux et tous leurs concitoyens français qui sont dans le besoin de ce comestible. Mais il leur répugne de jeuner pour nourrir les étrangers, comme il leur répugne de se passer de sel lorsqu'on le vend à l'étranger à beaucoup meilleur marché qu'ils ne le paient eux-mêmes. Il faudrait que le plus haut prix du blé ne passât pas 8 h. pour que le prix du pain soit proportionné avec leur salaire journalier, ou ordonner que ce salaire soit augmenté. A quoi sert-il que les blés se vendent aux prix auxquels ils sont montés s'il faut courir au secours de la plus forte partie du peuple plongé dans la plus affreuse indigence. Les pauvres de Chérisey conviennent que Monsieur le Marquis de Chérisey, seigneur dudit lieu mérite des actions de grâce de leur part et qu'il est toujours prêt à secourir l'indigent soit en santé, soit en maladies.

Telles sont les doléances, les plaintes et remontrances que les habitants et communautés de Chérisey de la partie de Lorraine ont pu rédiger sur leur cahier pendant le court espace de temps qui leur a été donné entre l'assignation à comparaître à l'assemblée convoquée par Monsieur le Lieutenant Général de Pont-à-Mousson et le jour de la comparution de Pierre Dardaine, maire en la haute justice de Chérisey de la partie de Lorraine et Dominique Gillet garde des chasses des bois de Chérisey leurs députés élus à la pluralité des voix selon que le porte le procès verbal entre les mains desquelles a été remis le présent cahier de doléances, plaintes et remontrances, lequel après avoir été coté et paraphé depuis la première page jusqu'à la dernière et lecture faite de son contenu a été signé par les habitants de Chérisey de ladite partie de Lorraine sur les deux exemplaires dont le second doit être déposé au Greffe, clos et fermé le dixième Mars mil sept cent quatre vingt neuf.

[Signatures de] D. Bronne; Nicolas Hoget; Pierre-Sébastien Caille; Claude Piatte; Dominique Gillet; Pierre Dardaine, *élu*; Pierre Gouget.

Paraphé par nous, Maire de la justice et Pierre Noiré greffier.

[Signatures de] Pierre Dardaine, *maire*; Pierre Noiré, *greffier* (1).

CLEMERY

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Nomeny. — Habit. : 263 (1936).

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtre de Nomeny. — Patron : Abbé de Saint-Symphorien de Metz. — Décimateur : Marquis Duhautoy.

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson. Cahier de 24 pages, dont 16 de texte et signatures.

Feux : 66 (1789). — Habit. : 310 (1790).

Seigneur : Charles-Henri, marquis Duhautoy (1789).

Impositions (1789) : Subvention	549 livres
Ponts et Chaussées	521 livres

1.070 livres

Députés : Joseph Lemoine et Sébastien Lallemand.

CAHIER

Cejourd'hui huit mars mil sept cent quatre vingt neuf sur les trois heures de relevée.

Les habitants de la communauté de Duhautoy, ci devant Clémery (1), étant ledit jour assemblés dans une des salles du chateau de Monsieur le Marquis de Duhautoy seigneur dudit lieu, Belleau, etc... pour obéir et satisfaire aux ordres de Sa Majesté portés sur les lettres données à Versailles le sept février dernier pour la convocation et la tenue des États Généraux de ce royaume y annexés ainsi qu'à l'ordonnance de Monsieur le Lieutenant général de Pont-à-Mousson, leurs juridictions étant donc en ladite assemblée les mêmes habitants ont déclaré d'une voix unanime qu'ils allaient de suite s'occuper de la rédaction de leur cahier de doléances, plaintes et remontrances comme en effet ils y ont procédé comme s'ensuit :

ARTICLE PREMIER

La communauté dudit lieu est composée de soixante habitants du nombre desquels il y en a toujours eu au moins vingt-cinq réputés pour mendiants qui n'ont aucune ressource pour se procurer les aliments nécessaires aux nécessités présentes de cette vie que les secours de leur charitable.

ARTICLE 2

Les mêmes habitants sont tous, chacun envers soi, chargés de rentes annuelles, et perpétuelle envers leur seigneur pour droits de cour et de bourgeoisie. Ce droit est tel que le laboureur dudit lieu doit quatre bichets de blé et six d'avoine, mesure de Pont-à-Mousson.

Chaque manœuvre doit deux bichets de blé et trois d'avoine même mesure. Les femmes veuves et filles usant de leurs droits ne doivent que moitié.

ARTICLE 3

Chaque manœuvre doit en outre pour droit d'assise pour chacun d'eux et envers leur seigneur trois bichets de blé, et quatre d'avoine, mesure de Nomeny et quatre poules le tout payable au jour de la recette. Les femmes veuves et filles n'en doivent que moitié.

(1) Le 26 mars 1728, fut érigé, en faveur de Gaston-Jean-Baptiste comte du Hautoy, un marquisat, dont le siège, fixé d'abord à Belleau, fut transféré en 1760 au village de Clémery qui en prit le nom. (DORVAUX. *Les Anciens Pouillés du Diocèse de Metz*, p. 537.)

ARTICLE 4

Il est dû par la communauté pour emprunt par elle fait, un capital de mille livres, cours du Royaume pour servir à acquitter le prix des ouvrages de la construction de leur nouveau cimetière fait pendant le courant de l'année dernière avec la rente dudit capital.

ARTICLE 5

Il est dû par la communauté au nommé François Colson cirrier à Manoncourt, une somme de cent vingt livres pour prix de cire par lui fournie depuis plusieurs années à la communauté à défaut de deniers de fabrique.

ARTICLE 6

Il est dû au Seigneur du lieu un droit de charues, la charue a été fixée par arrêt de la Cour à vingt huit jour, le jour à 400 verges et pour ce droit, l'on paie quatre quarte de blé et quatre d'avoine à six bichets l'un, le tout de mesure de Nomeny.

ARTICLE 7

Chaque laboureur doit au seigneur quatre journée de charues.

ARTICLE 8

Tous les habitants du lieu doivent faucher et fanner chaque année les foins du Breuil composés d'environ trente fauchées et les laboureurs doivent les rentrer sur les greniers du chateau.

ARTICLE 9

Chaque manœuvre doit une journée au Seigneur à siller les blés, finalement lesdits habitants sont tenus de fermer en bon et suffisant état un sillon appelé le champ de la ville appartenant au dit seigneur.

ARTICLE 10

Le ban et le finage de ce lieu est composé d'environ de huit à neuf cents jours de terres labourables, dans le nombre desquels il y en a presque un tiers qui ne peut être réputé que pour friche et le tout pris à ferme d'un chétif rapport.

ARTICLE 11

Il appartient à la communauté environ soixante jours de paquis convertis en terres labourables distribuées par portions égales entre tous les habitants duquel nombre desdits soixante jours de terre, le seigneur en a perçu son tiers, il ne reste donc plus à la communauté que quarante jours.

ARTICLE 12

Il appartient à la même communauté, quelques petits cantons de bois de la consistance d'environ deux cents arpents, mesure de Lorraine, d'un petit rapport distribué par affouages pour être partagés par portions

égales entre tous les habitants et dont le Seigneur a le droit de tirer double portion avant le partage.

Fait et arrêté en l'Assemblée de communauté ledit jour huit mars mil sept cent quatre vingt neuf. Certifié sincère et véritable et ont lesdits habitants signé après lecture faite :

[Signatures de] Mangeot, *greffier*; J. Palissot, *syndic*; Nicolas; E. Benoit; Jean Lemoine; Claude Georges; Etienne Mulot; J. Lemoine; Lallemand; Joseph Mouche; Léopold Chambille; Etienne Courard (1).

CORNY

Départ. de Moselle. — Arr. de Metz campagne. — Canton de Gorze.
— Habit. : 757 (1936)

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtré de Pont-à-Mousson. — Patron : Abbessse de Saint-Louis. — Décimateur : ?

Feux : 227 (1789). — Habit. : ? (1790).

Seigneur : Louis Malo-Gabriel, marquis de Vauboul (1789).

Impositions (1789) : Subvention	2.489 livres
Ponts et Chaussées	2.358 livres

4.847 livres

Députés : François Naudin et Jean Gusse.

PROCES-VERBAL

Date : 8 mars 1789. — Lieu : Hôtel du maire. — Président : Jean-Nicolas Joba, maire de la haute justice de Corny. — Greffier : C. Michel.
— Députés : François Naudin et Jean Gusse.

Aujourd'hui huit mars mil sept cent quatre vingt neuf après les vêpres par devant nous Jean Nicolas Joba, maire de la haute justice de Corny, la communauté composée de deux cent quarante habitants, Lorrains... (*et la suite comme au modèle officiel de procès-verbal jusqu'aux mots : nous ont déclaré*) que leur connaissance et leur peu d'étude ne leur permettant pas de pouvoir discerner les doléances, plaintes et remontrances, que l'on leur demande, ils nous invitaient de recevoir leurs voix et suffrages par écrit, qu'ils s'obligeaient de signer pour après l'opération faite, être par nous en présence de la municipalité, procédée aux bordereaux du nombre des voix données à ceux que l'on croira les plus capables et jugera sur la nomination des députés qui se trouveront avoir le plus de suffrage, auquel ils s'en rapportent pour la rédaction du cahier des doléances, à laquelle rédaction, ils désireraient que les membres de la

(1) *Recueil Florange, à Pont-à-Mousson. Cahier de 8 pages, dont 4 de texte et signatures.*

municipalité assistassent pour y donner leurs voix et réflexion, quoique cette forme ne soit pas ordonnée, elle nous a néanmoins parue raisonnable, pourquoi sous le bon plaisir du Roi et de Monsieur le Lieutenant général, nous avons accepté ces suffrages de tous les présents que nous avons fait signé, marqué, dans la forme qui suit, savoir : Louis Henry a nommé la personne de François Naudin, Jean Gusse, Nicolas Ruzé et a signé; etc... Toutes lesquelles voix ainsi signées à l'exception de ceux qui sont portées par écrit particulier, nous avons en présence des officiers municipaux procédé aux bordereaux des voix, donnée et signée, et après les avoir exactement compté et recompté, il a été vu que huit habitants ont donné leur suffrage, à la première page du procès-verbal composée de deux feuilles, de grand papier, dix huit au verso, dix neuf au recto de la première page, dix sept au verso et enfin dix neuf d'autre part ce qui justifie que quatre vingt un habitants ont voté, avons donné défaut contre le surplus des habitants qui n'ont comparu quoi qu'attendu jusqu'à neuf heures du soir et n'ayant pas été possible de s'en procurer davantage, nous avons procédé à l'examen des suffrages donnés par laquelle opération en présence des officiers municipaux, comme dit est.

Nous avons trouvé que François Naudin a eu trente cinq voix, Jean Gusse l'ainé quarante voix, le Sr Jean Nicolas Joba cinquante voix, le Sr Joseph François Barthélémy vingt voix, Nicolas Ruzé trois, Jean Louis Fillier onze, Alexandre Uvel dix voix, Jean-Baptiste Gusse quatre, Jean L'huillié sept, François La Ruelle une, Jean Cointin quatre, Jean Foudreton une, Pierre Joseph Norroy quatre, Jean Poutoit une, Jean François Jubiot trois, Claude Michel neuf, Dominique Rolin huit, Nicolas François Gusse une, Jean Nicolas Trimoulliard une, Jean Nicolas Michel quatre, Jean-Nicolas Périlliat deux, Jean Delinguere une voix, Louis Mangeot trois, Dieudonné Virion une, Humbert Chéry une, Antoine Geoffroy une, François Gusse une, François Pierné une, Nicolas Prudhomme quatre, Joseph Meaux une, il résulte que les plus forts en voix sont le Sr Jean Nicolas Joba, Jean Gusse l'ainé, François Naudin, lequel bordereau, nous avons coté et paraphé en haut et en bas ne varietur pour être joint et annexé au présent que nous avons aussi coté et paraphé dans tous les feuillets... (*Le reste est conforme au modèle officiel*).

[Signataires] Joba N.; F. Gusse; N. Prudhomme; J. F. Barthélémy; Gusse; D. Voiron; Jean Louis Tillied; F. Naudin; C. Michel, *greffier*; J. Cointin.

CAHIER

des propositions et doléances pour servir d'éclaircissement sur les besoins de l'Etat, la réforme des abus qui se sont multipliés et le soulagement des peuples.

Corny le 8 mars 1789.

Comme le Roi ne connaît de supérieur que Dieu seul, qu'il est par rapport à son royaume, ce que le cœur est au corps humain, qu'il se doit tout entier à un peuple qui le chérit et qui l'aime, qu'il s'occupe dans le moment prescrit du besoin de l'Etat du remède à y apporter sans surcharger ce même peuple, qu'il cherche à apporter une égalité dans les

impositions sur les propriétés tant nobles ecclésiastiques que roturières, à rétablir le bonheur de son peuple par la réformation des surcharges et abus que l'opération fiscale a introduit depuis longtemps, que sa bonté et sa justice le portent à conseiller ce même peuple sur ses besoins et sur les soulagements qui peuvent être opérés en sa faveur. La communauté de Corny pays de France et actuellement Lorraine par échange du 16 juin 1604, fait avec les trois états de Metz qui ressemblent à ses héritages éloignés de leurs propriétaires où l'on ne porte des aliments qu'à la dernière nécessité, a l'honneur de présenter au Roi, avec toute la soumission et obéissance qui lui est donnée ses doléances sur le fardeau terrible qui fait plier le pivot de leurs revenus et qui les met hors d'état de soulager les besoins de l'Etat.

Le niveau de ce revenu n'est autre que la récolte des vignes aussi incertaine que peu profitable.

L'on dit peu profitable parce que l'hôtel de ville de Metz (Ville à qui la communauté ne doit rien qui ne lui est pas tributaire, elle l'est si peu que les trois ordres de Metz l'ont donné en échange et abandonné la généralité de leurs droits sur la communauté sans aucune restriction en 1604.) En 1758 obtint à son profit un impôt de huit sols par hotte de vin qui sortait de la Lorraine pour entrer au pays messin et terre de Gorze, contre l'ordinaire de tous les impôts, celui-ci payait l'emprunt de territoire au même prix. La communauté, ainsi que celles de Pange Colligny, comprise par le même échange a elle jointe celles d'Arnaville, Bayonville et Vandelainville enclavées et entourées par la terre de Gorze et pays messin, se pourvurent pour être déchargées de ces impôts.

La première raison qu'ils en donnèrent était que les mêmes communautés étaient anciennement France et Pays messin, notamment celles de Corny, Pange et Colligny par le traité dit et celle d'Arnaville France échangée par le traité de Paris de 1718. Et que l'impôt ne pouvait les regarder. La seconde, c'est que les vins de Corny et d'Arnaville étant de même race que ceux de Metz et même dans un sol plus délicat, ils doivent entrer sans impôt. Ils n'ont pu parvenir à être écouté par les soins que prit la ville de Metz de rompre toutes leurs injures. Cet impôt s'est si singulièrement reproduit qu'il est aujourd'hui à vingt et un sols. Il est difficile de deviner combien cette ville a mis d'entraves au commerce de Corny. Il est un bureau à Woisage au midi de Corny à une demi lieue, un autre à Novéant au couchant de Corny à un quart de lieue, un autre à Jouy au nord à une demi heure, un autre à Fey au levant à une demi lieue, Corny et Novéant sont remplis de mouches et de gardes aux gages de l'hôtel de ville, rien ne peut échapper. Un marchand sera-t-il pris pour une hotte non comprise dans sa déclaration, l'on verbalise, l'on saisit et l'on met l'alarme dans toute sa fortune. Tous les marchands n'osent acheter de peur d'être vexés et Corny reste sans ressources à moins de donner la marchandise pour rien. Le cœur bienfaisant du Roi ne croira jamais qu'il y eut une ville capable de mesurer de ses bontés jusqu'à ce point. Il y a déjà eu des mémoires présentes à Messieurs du district sur ce sujet qui doivent être parvenus au Roi, mais d'abondant il sera très humblement supplié par les présentes de vouloir bien ordonner la suppression de ces impôts désastreux, première cause de la ruine de Corny.

La seconde est une horreur. Feu S. A. Léopold, heureux mémoire, désirant donner à ses peuples tout le soulagement possible et sur les demandes qui lui furent faites de laisser établir dans son duché de Lorraine des brasseries pour la faciende de la bière permit une fabrique à Pont-à-Mousson. Elle fut réellement établie dans le temps et l'on ignore qu'elle en a été l'issue, mais aujourd'hui, l'on vient de la part d'un prétendu admodiateur de ce droit demander aux habitants de Corny qui débitent des bières quatre sols par hotte d'impôt. S'il y a un impôt, il faut qu'il y ait brasserie à Pont-à-Mousson. Il n'y en a point. S'il y a brasserie à Pont-à-Mousson, sa seule banlieue serait tenue à cet impôt ou du moins ceux qui en enlèveraient les bières. Or, n'y ayant point de brasserie au nom ni sous le privilège du Roi, Corny n'étant pas en second lieu de la banlieue de Pont-à-Mousson, c'est une exaction que Sa Majesté sera très humblement suppliée de réformer.

3^o Corny est situé sous le revers d'un rideau de coteaux qui vient se rendre sur la rivière de Moselle. Cette rivière, par sa pente rapide et son peu de dégagement, abîme par ses débordements toutes les propriétés de la communauté qui sont en prés par les sables dont elle les couvre, par les brèches qu'elle y pratique, et encore plus par l'enlèvement des terres qu'elle fait au bordage de ces prés. Il y en a eu une en 1759 qui a enlevé le bord avoisinant la rivière pour la valeur de plus de deux jours plantés de saules. La communauté a été forcée pour éviter pareil accident et garantir le reste d'y faire conduire des pierres et les faire jeter le long du bord, ce qui lui a coûté 7.500 livres. Un ouvrage de cette espèce aurait dû être fait aux dépens de la province. C'est une rivière navigable dont les dégradations ne peuvent être à la charge de la communauté puisque le domaine et les seigneurs s'emparent de toutes les nouvelles saulées formées insensiblement ou par alluvions.

Une quatrième est le mépris que font certains seigneurs de l'autorité que leur a confié le Roi sur leurs vassaux.

La terre de Corny est une seigneurie patrimoniale dit-on.

Jusqu'à ce jour, l'on a sacrifié au seigneur du lieu, intérêts, obéissance et parce que notamment, nommant lui-même les officiers majeurs de la communauté, l'on se gardait bien de lui rien refuser, mais aujourd'hui que l'on veut remettre le tout dans l'ordre, le Roi sera supplié de jeter un coup d'œil sur les réflexions suivantes :

Les seigneurs anciens de Corny exigèrent de la communauté, le tiers en nature de leurs biens communaux, cela se justifie par les propriétés actuelles de la communauté. A chaque canton, le seigneur a son tiers, les agents exigèrent aujourd'hui un second tiers en deniers sur la généralité des deux autres tiers que la communauté vend pour acquitter ses charges. Sur la plainte qu'en a fait la communauté, les agents disent pour le seigneur : « Avez-vous des titres ? » La communauté convient qu'elle n'en trouve point, soit par le mauvais ordre qui s'est glissé dans l'ancien temps en la manutention des papiers de communauté, soit parce que les suédois par leurs incursions en 1632 aient forcé les habitants à les reléguer dans quelques endroits qui ne sont pas connus aujourd'hui, mais, soit l'un ou l'autre, peut-on demander au seigneur quel titre il a de posséder le tiers

voisin de tous les biens communaux ? Il serait bien embarrassé d'en montrer à moins que ce ne soit la preuve de son injustice sur le second tiers qu'il tire. La communauté espère qu'il plaira au Roi ou de l'ordonner de son autorité, ou d'autoriser la communauté à le faire. Il s'empare des terrains en saulcées dont jouissait la communauté, y fait faire de nouvelles plantations. Cela est indigne.

Ce n'est point là le seul abus. Le seigneur de Corny tire près de six cents hottes de vin de cens. Ils n'étaient (les cens) pas considérables autrefois, mais ses agents ont eu le talent de convertir les septiers en chaudrons ce qui fait un pot de différence par septier. Ils ne peuvent pas dire que ce n'est point une erreur volontaire puisqu'il est hautement connu que la dénomination de septier en Lorraine n'est que de quatre pots et que le chaudron est de cinq. Ses titres sont en chaudrons et en septiers, pourquoi cette différence de mesure ? C'est parce qu'elle est réellement différente d'un pot, cela fait une surcharge terrible pour la communauté, que le Roi sera très humblement supplié de faire rétablir dans son ancienne perception.

Il lui plaira également d'ordonner que les troupeaux de bêtes rouges et blanches que les seigneurs ont droit de faire conduire à part seront fixés en égard à la quantité de terres et près qu'ils possèdent.

D'ordonner que l'Edit du clos sera rapporté et la pâture libre suivant l'ancien usage. Le seigneur de Corny a un troupeau de bêtes blanches sans nombre. Il a clos et fermé ses propriétés fermables et son troupeau vit sur la pâture qui reste à la communauté. Dès qu'il a fermé tout ce qui lui appartient et appartenait, il devait se désister de son droit de troupeau.

D'ordonner que tous les seigneurs qui ont le droit d'avoir colombier seront tenus de tenir leurs pigeons enfermés six semaines avant les moissons de toutes espèces. C'est une justice qui était établie anciennement, mais actuellement, elle reste sans effet et c'est un objet désastreux pour la communauté ayant douze colombiers à trois quarts de lieue à la ronde.

D'ordonner la suppression de tous les colombiers qui existeraient sans titre, nonobstant la possession.

D'ordonner la suppression de la direction des ponts et chaussées et répartir les routes sur toutes les communautés au prorata des habitants sous la direction d'un seul conducteur pour un district. La mauvaise exploitation de cette partie coûte plus au pays que ce que le Roi exige. Comme il est des ouvrages travaillés à fond sur cette partie, la communauté n'y fera qu'une observation de soulagement dont le Roi est le maître. Il a octroyé aux seigneurs dans le temps le tiers des biens communaux dont l'on vient de parler. Il peut les retirer et en faire appliquer les revenus à l'entretien des corvées. Il en résulterait encore un profit considérable.

D'ordonner la réunion de tous les domaines aliénés à titre de cens, à l'exception de ceux qui ont été donnés aux seigneurs militaires en reconnaissance de leur service, le surplus laissé à vil prix se trouvera aujourd'hui une ressource considérable pour le Roi et la Province.

D'ordonner la suppression de tous impôts à charge de deux tailles, l'une attachée sur toutes les propriétés quelconques, soit qu'elles soient nobles, ecclésiastiques ou roturières et par taxe égale et uniforme. La seconde sous le nom de subvention qui portera deux branches, l'une qui sera la taille personnelle et commune à tous les individus indistinctement, la seconde qui concernera les marchands et les artistes. Cela n'est pas embarrassant et à ce taux point d'impôt.

Si ce système est admis, ordonner la suppression des fermiers généraux. Si l'Etat y trouve quelques ressources, il en trouverait bien au delà en admettant le principe des deux tailles qui payées à terme produiront plus de ressources au Trésor Royal que la caisse de la ferme. Le public est vexé par ses gardes et ses employés notamment la communauté de Corny qui, seule, entre quatre parties françaises, ne peut entrer n'y sortir de marchandises, même pour sa propre consommation, sans payer des droits considérables. Et si ses habitants veulent profiter de l'affranchissement porté par le traité de Paris (qui veut que les Lorrains et français qui seront obligés de passer et repasser sur les pays voisins et limitrophes, soient exempts de leurs droits pour toutes les marchandises de leur consommation), ils sont sur le champ repris, les chevaux et voitures mis en fourrière. C'est le coup d'œil le plus essentiel qui puisse donner le Roi à son peuple pour son soulagement.

D'ordonner pareillement la suppression des receveurs particuliers pour n'en exister qu'un général à Nancy qui répondra directement à Paris, quoique la communauté de Corny soit la plus éloignée, elle fera volontiers le paiement de ce qu'elle sera taxée à Nancy.

D'ordonner l'arrachement de toutes les plantations de grosses races en vignes faites dans les bonnes terres depuis trente ans. Il est difficile de concevoir le mal que cela produit à la province de la disette des blés qui étaient abondants en Lorraine et qui mettaient cette province en Etat de substanter et d'assister ses voisins, au lieu qu'aujourd'hui elle se trouve dans le besoin et cela parce que les bonnes terres de la haute Lorraine sont occupées par cette mauvaise espèce qui est si faible et de si peu de qualité qu'elle n'est bonne à rien du tout.

D'ordonner la suppression des harras depuis leur institution coûteuse, ils n'ont rien produit au pays et si il y existe quelques uns de leur ellevin, ils sont si dégénérés qu'il n'est pas possible de les reconnaître et n'ayant rien produit, ils ont empêché la production des chevaux ce qui en fait la rareté actuelle. Tout pays doit avoir son espèce pour l'ellevin et toutes sortes de pâtures qui ne conviennent pas à toutes sortes de chevaux. C'est un plan qui a été mal proposé et mal vu dans son exécution.

D'ordonner la suppression de l'industrie établie dans les villages lors de son institution, c'était peu de chose, mais aujourd'hui c'est un objet considérable. Il n'y a pas d'industriels au village, cela ne peut être opéré que dans les villes où il y a maîtrise.

D'ordonner qu'il sera libre à tous particuliers de racheter tous cens et rentes, soit royaux soit seigneuriaux au prix qu'il plaira au Roi fixer.

D'ordonner la suppression des huissiers priseurs attendu que dans les inventaires, ils ruinent en frais et voyages les veuves et les orphelins.

Et enfin qu'il plaise à Sa Majesté recevoir les réclamations de la communauté de Corny jointes aux observations de la ville de Pont-à-Mousson, pour qu'il plaise au Roi remettre l'Université qui existe à Nancy dans la ville dudit Pont comme elle y était originairement étant non seulement le plus grand bien et avantage de tout l'arrondissement de cette ville mais bien encore celui des enfants de famille qui désiraient y entrer par rapport à la situation dudit Pont qui est le centre de la province et où tout est moins coûteux.

Le Roi voudra bien pardonner la faiblesse du style, ce sont des cultivateurs qui parlent.

Nous Jean Nicolas Joba, Jean Guise et François Naudin députés nommés par l'arrêté de communauté pour figurer à l'assemblée convoquée à Pont-à-Mousson, pour satisfaire aux vœux de la communauté de Corny avons, en présence des officiers municipaux et sur leurs réflexions, dressé le présent cahier selon nos connaissances lesdits officiers municipaux nous ayant donné d'abondants pouvoirs de proposer toutes autres doléances qui pourraient nous paraître nécessaires sur les observations qui pourraient être insinuées dans l'assemblée et ont signé avec nous ce jourd'hui neuf mars mil sept cent quatre vingt neuf :

[Signatures de] J. F. Barthélémy ; N. Prudhomme ; Joba ; J. Gusse ; Jean Louis Tillier ; F. Naudin ; D. Virion ; C. Michel, *greffier* ⁽¹⁾.

DOMEVRE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton : Ch. 1. c. — Habit. : 177 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Dieulouard. Collateur : Abbé de Saint-Epvre. — Décimateur : Abbaye de Saint-Epvre de Toul, curé de l'abbaye de Sainte Hoilde.

Feux : 57 (1789). — Habit. : 295 (1790).

Seigneur : Baron de Manonville (1789).

Impositions (1789) : Subvention	472 livres
Ponts et Chaussées	447 livres

919 livres

Députés : François Galland et Antoine Rougemaitre.

CAHIER

Heureuse France que vous avez à vous féliciter du bonheur que vous avez d'avoir pour Roi le plus grand, le meilleur de tous les monarques,

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 16 pages, dont 15 de texte et signatures.

le plus tendre de tous les pères. Son cœur aussi vaste que la mer cherche encore à se dilater pour y placer la multitude innombrable de ses sujets, son amour s'étend jusqu'aux extrémités les plus reculées de ses Etats, il aime tendrement son peuple, il le porte dans son sein, il se fait gloire de l'accueillir et de le relever au pied de son trône, la parole Royale, parole sacrée qu'il en donne à tous, son Royaume est un garant infailible. Sa Majesté infiniment bienfaisante autorise tous ses sujets à lui faire leurs justes plaintes et doléances. Fondée sur cette permission, la chétive communauté de Domèvre en Vuoivre a l'honneur de faire à son souverain les plus humbles et les plus respectueuses suppliques de daigner écouter ce que sa bonté paternelle lui donne la confiance de lui exposer.

La communauté a l'honneur de supplier aussi respectueusement qu'humblement Sa Majesté de vouloir bien retirer ses fiefs et ses domaines, c'est assurément le bien de l'Etat et des particuliers, il leur sera assurément toujours plus avantageux d'avoir pour seigneur un Roi bienfaisant qu'un seigneur de noblesse de nouvelle date et de supprimer toutes les hautes justices parce qu'on y reconnaît trop d'abus.

De supprimer tous les huissiers priseurs, ils ne sont que pour la ruine des pauvres veuves et des orphelins.

Nos terres ne produisent rien parce qu'elles sont mal cultivées, il faudrait ici huit laboureurs et il n'y en a que quatre, les droits prétendus des seigneurs sont des surcharges qui écrasent les particuliers et éloignent les cultivateurs, les assises, le terrage au douze et quantité d'autres choses sont des charges rebutantes et ruineuses.

En mil sept cent soixante huit, il s'est fait une transaction, malheureusement elle n'est que verbale, entre Monsieur le Baron de Manonville seigneur de Domèvre et la communauté dudit Domèvre, il a été arrêté qu'on aurait l'honneur de se pourvoir auprès de Sa Majesté pour en obtenir la permission de partager un bois totalement abrouiti appelé le menu bois que Monsieur le Baron se contentait du tiers et renonçait absolument à tous droits généralement quelconque sur les deux autres tiers. En conséquence, on a présenté de concert unanimement et de bonne foi une requête au conseil de Sa Majesté en mil sept cent soixante neuf ; le dix sept janvier est intervenu arrêt qui permet le partage et qui au précis des termes de la requête ordonne au seigneur de se contenter du tiers et lui défend d'exercer aucun droit sur les deux autres, le partage se fait, le seigneur choisit ce qu'il y a de mieux pour son tiers.

En mil sept cent septante, à l'issu de la communauté, Monsieur le Baron a furtivement et clandestinement présenté une requête pour obtenir le terrage et les assises sur les deux autres tiers, il a surpris la bonne foi et la religion du conseil et a obtenu arrêt, il a fait assigner les particuliers pour lui payer le terrage et les assises et a empêché que la communauté fut autorisée à se défendre, il a menacé, intimidé, maltraité différents particuliers qui ont consenti et tenté de payer le terrage pour être exempts des assises.

Depuis ce temps-là, ce procès absolument ruineux est encore pendant à la cour souveraine de Lorraine.

Nous supplions très humblement Sa Majesté de vouloir bien ordonner au S. Baron de se contenter de son tiers et de lui défendre de tirer le terrage et les assises sur les deux autres tiers des partages de ce bois et des communes.

En mil sept cent soixante-neuf, au mois de juin, il y a eu un édit en faveur des évêchés concernant le partage des communes. Il est dit, article trois, que ces communes, une fois partagées resteront indivisibles, inaliénables, que les créanciers des particuliers n'auront point d'action sur le fond, mais seulement sur les fruits, que ces terres seront déchargées de toutes charges, excepté des charges seigneuriales à moins que le seigneur n'ait opté son tiers en essence.

Nous supplions Sa Majesté de vouloir bien étendre cet édit sur la Lorraine et le Barrois.

Monsieur le Baron qui a des bois immensément, ruine nos petits bois de communauté pour ménager les siens, il a fait tout à neuf un gros pressoir à Manonville avec les plus beaux chênes de notre forêt, il en a pris en si grande quantité qu'il en a eu plus d'un tiers de reste, il a choisi le plus beau qu'il a employé à son service particulier, il a fait rétablir son moulin de Manonville, un pont pour y aller et son pressoir de Domèvre avec les bois qu'il a pris dans notre communauté. Nous avons très peu de bois, il est rare et cher; si quelques particuliers sont attirés à aller sans hache, sans serpe et sans brachant à casser quelques brins de bois mort, on fait contre eux des rapports aussi informes qu'injustes et ces pauvres malheureux sont impitoyablement condamnés par des personnes qui sont juges en partie, les amendes sont pour le seigneur.

Pour mettre carrément un bois qu'il a sur notre finage le S. Baron a pris le meilleur bois de notre communauté, nous a donné du bois abroué ou du terrain où il n'y a rien et a anticipé considérablement sur une tranchée ce qui gênera fort dans la suite le passage des troupeaux qu'il fera reprendre sur notre propre terrain, il a fait enlever les anciennes bornes, en a fait planter de nouvelles par ses officiers et a maltraité le syndic alors en exercice pour n'avoir pas voulu reconnaître et souscrire en bornes.

Le S. Baron prétend mal à propos que les habitants de Domèvre sont bannaux à son moulin de Manonville, nous demandons d'être délivrés de cette servitude, parce qu'il est seigneur de Manonville et de Domèvre, il ne s'ensuit pas que ceux de Domèvre soient banaux au moulin de Manonville si les seigneurs de Domèvre s'avisait d'aller planter un moulin sur fleuve Saint-Laurent, les habitants de Domèvre seraient-ils banaux à ce moulin? Si Sa Majesté retirait ses fiefs et les recevait à différents seigneurs, le seigneur de Manonville n'aurait assurément pas de droit de banalité de moulin sur les manœuvres de Domèvre. Manonville et Domèvre sont deux fiefs indépendants l'un de l'autre, il n'y a rien de commun entre eux; les droits de l'un sont absolument différents de l'autre. Domèvre paie le gerbage, Manonville n'en paie point. La mesure pour Domèvre est la mesure de Pont-à-Mousson et celle de Manonville est l'ancienne mesure du château. Une preuve encore que les habitants de Domèvre ne sont pas banaux au moulin de Manonville, c'est

que par les titres, les habitants de Domèvre ne doivent la mouture qu'au vingt-quatre tandis que le pognet du moulin de Manonville est au dix-huit. Les habitants de Domèvre ont été bannaux aux moulins de Viel et de Grenel qui étaient sur le finage de Domèvre, mais ces moulins n'existent plus.

Monsieur le Baron prétend avoir droit de banalité pour le pressoir, droit exclusif de carrière et terrière, droit de reprise par Domèvre, il n'a pas de titre, nous réclamons contre ces choses odieuses et ces prétentions sans fondement.

Monsieur le Baron a fait insinuer et insérer dans le procès-verbal des plaids annaux derniers qu'il avait droit de gerbage sur tout le finage de Domèvre sur toutes denrées de toutes espèces, cela est parfaitement difforme à la déclaration de mil six cent soixante-cinq de Madame de Régecourt, douairière de feu Monsieur de Beauveaux, voyez les termes de sa déclaration :

Mes enfants tiennent en fief la terre de Domèvre et ont droit de gerbage sur tout le finage, sur les terres ensemencées soit blé, orge, avoine ou lentille ou tout autre grain qui se tient pour être porté ou charroyé à la ville. Par conséquent, tout ce qui n'est pas grain (les lentilles, exceptées) ne doit point de gerbage.

C'est bien injustement que le seigneur veuille prétendre tirer le gerbage sur toutes denrées généralement quelconques.

Nous supplions Sa Majesté de vouloir bien délivrer la communauté de ces odieuses prétentions.

Daignez, Sire, accueillir nos très humbles supplications, nous redoublerons à jamais nos vœux pour le bonheur de votre personne sacrée.

Nous sommes avec un souverain respect, Sire, de votre Majesté, les très humbles, très obéissants serviteurs et fidèles sujets, les habitants de Domèvre.

Domèvre, le 10 mars 1789. [Signatures de] A. Rougemaire, *élu*; François Galland, *élu*; François Bary, F. Petit, Jean Guner, *syndic*; Nicolas Barrois, F. Carême, *greffier*; Charles Barrois, G. Galland, Joseph Martin, Jacques Grison, Pierre Petit, Nicolas Robert, François Canet, Nicolas Mahot (1).

GEZONCOURT

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 89 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : chapitre de Metz. — Décimateurs : chapitre de Metz et le curé.

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 8 pages, dont 6 de texte et signatures.

Feux : 36 (1789). — Habit. : 156 (1790).

Seigneurs : Christophe-Thomas Deshoudy de Villers, François-Louis comte de Bourcier, le comte de Lenoncourt et M^e Françoise-Elisabeth Jadelot (1789).

Impositions (1789) : Subvention	314 livres
Ponts et Chaussées	297 livres
	611 livres

Députés : Charles-François Bonhôte et Nicolas Poinçot.

CAHIER

Cejourd'hui dixième mars dix-sept cent quatre-vingt-neuf, le corps de la communauté de Gesoncourt, pour répondre aux vues bienfaisantes de Sa Majesté le Roi de France, a l'honneur de représenter ses plaintes et doléances.

Ladite communauté requiert :

1° La suppression de la foraine attendu qu'elle gêne beaucoup le commerce.

2° La diminution du prix du sel depuis l'augmentation du prix, il règne beaucoup de fièvres putrides et vermineuses, ils ne peuvent plus en donner à leurs bestiaux ce qui les préservait de beaucoup de maladies

3° Gesoncourt étant situé dans la Hay, canton dont les terres sont d'un bien petit rapport et surtout à Gesoncourt on espère qu'on y aura égard dans la répartition des impôts malgré le petit rapport des terres, les laboureurs doivent aux seigneurs deux bichets de blé et deux d'avoine par bête tirant, et en argent un écu de franc par chaque laboureur et les manœuvres doivent chacun aux seigneurs cinquante-neuf sols et deux journées de corvées, nouvelle raison pour ménager ladite communauté dans la répartition des impôts.

4° Requiert la communauté que les seigneurs, le clergé séculier et régulier soient imposés aux impositions royales, attendu qu'il n'y a que les gens de travail qui paient.

5° La communauté de Gesoncourt déclare qu'il y a plusieurs seigneurs qui perçoivent des droits sur le ban nottament le droit de pêche dans une partie du ruisseau d'Esch ordonne qu'ils eussent à montrer leurs titres comme ils ont droit de pêche ou ordonne qu'elle retourne à la communauté.

6° Les habitants pauvres des campagnes sont presque sans ressources dans leurs maladies. Cependant ce sont eux qui font valoir les possessions des habitants des villes, ce sont eux qui approvisionnent les villes après avoir employé leurs terres, consomment leurs forces pour l'entretien des villes, ne serait-il pas juste qu'ils eussent quelque place dans les hôpitaux des villes ou au moins qu'il y eu quelques fonds destinés à leur fournir médecin, médicaments et autres ressources dans leurs maladies.

Réclamons les états de la province de Lorraine et de Barrois.

7° Les habitants de Gesoncourt reconnaissent la solidité du mémoire de la ville de Pont-à-Mousson en réclamation de son université. Ils souffrent en particulier de cette translation n'ayant plus le même débouché pour se défaire de leurs denrées. Ce sont là les représentations et doléances que les habitants de Gesoncourt soussignés supplient de faire parvenir aux États Généraux les an et jour avant dit :

[Signatures de] Nicolas Poinso, Marc Grandpierre, C. Cabaret, Antoine Surle, Antoine Grandpierre, Simon Grandpierre, S. Lartillot, Jean Lallement, Raphaël Manginois, Sébastien Manginois, Nicolas Lacroix.

Coté et paraphé et rédigé par moi Antoine Burte au dit lieu le onze mars mil sept cent quatre-vingt-neuf contenant huit feuilles. [Signature de] Burte.

Requiert la communauté de Gesoncourt qu'elle a toujours joui de plusieurs acres régnaant la forêt de Puvénelle qui sont sur le terrain de plusieurs particuliers duquel elles ont été vendues dernièrement pour rembourser un emprunt de 500 livres que la communauté avait fait dont le Roi en a tiré le tiers, ordonner qu'elle soit à l'avenir à la communauté sans aucune interruption.

Requiert la communauté la suppression des huissiers priseurs, la suppression des clôtures (1).

GOIN

Départ. de Moselle. — Arr. de Metz-campagne. — Canton de Verny.
— Habit. : 316 (1936).

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtré de Nomeny.
— Patron : le chapitre de la cathédrale de Nancy et le concours. — Décimateurs : le chapitre de la cathédrale de Nancy et le curé.

Feux : 107 (1789). — Habit. : ? (1790).

Seigneur : Joseph-Louis-Bernard comte de Cléron d'Haussonville (1789).

Impositions (1789) : Subvention : ?

Ponts et Chaussées : ?

Députés : Nicolas Renaudin et Jean-François Hugnet.

CAHIER

Cejourd'hui huitième mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, à l'issue des vêpres.

Nous soussignés, maire, syndic, municipalité et communauté de Goin, dûment assemblés en la manière et lieu accoutumés conformément à

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 16 pages, doit 7 de texte et signatures.

l'ordonnance de Monsieur le Lieutenant-général de Pont-à-Mousson pour procéder à la rédaction du cahier des plaintes, doléances et remontrances que ladite communauté entend faire parvenir à Sa Majesté lors de la tenue des Etats Généraux par la voix des députés de chacune des paroisses qui doivent composer l'assemblée indiquée pour le onze mars à Pont-à-Mousson par mondit S^r le Lieutenant-général a chargé les sieurs Renaudin et Huguet, ses députés et représentants en ladite assemblée de Pont-à-Mousson, d'y représenter :

1° Que le village de Goin étant isolé dans un coin de la province de Lorraine et enclavé dans un arrondissement d'autres villages dépendants du pays messin, il ne peut tirer d'aucun lieu les bois de chauffage nécessaires à sa consommation que des lieux soumis à une juridiction française et les préposés et employés de la ferme exigent que lesdits habitants prennent des acquits, ce qui les induit continuellement en dépenses considérables sans qu'ils aient aucun moyen d'éviter ces dépenses et frais.

2° Pour les mêmes raisons de la situation dudit village de Goin, les habitants ne pouvant importer ni exporter aucune denrée sans passer sur les lieux soumis à la juridiction du même pays messin, ce leur est une grande charge d'être obligé de payer à la ferme des acquits pour toutes les denrées qu'ils importent et exportent, même les plus nécessaires, et pour ces considérations, ledit village demande s'il ne serait pas juste qu'il fut dispensé de prendre des acquits au moins pour les denrées nécessaires à sa consommation.

3° La banalité du moulin de Goin qui, à défaut d'eau, arrive souvent plus de la moitié de l'année et qui ne pourvoit par conséquent pas à ses charges mêmes inconvénients de la banalité des pressoirs qui n'étant pas suffisants pour pressurer tous les raisins dans les années abondantes, exposent les banaux à de grandes pertes.

4° Les clos qui ne tournent qu'à l'avantage des riches propriétaires et nuisent d'autant au reste des communautés.

5° Le partage des biens communaux défrichés dont les seigneurs se sont attribué le tiers sujets à la clôture au détriment de la communauté.

6° Le profit qui résulte de la vente de quelques biens communaux et qui se fait en communauté pour en payer et subvenir aux charges.

Le seigneur prétend avoir droit d'en percevoir le tiers sans vouloir payer le tiers des charges, ce qui est une injustice criante Et malgré cet avantage, des seigneurs relativement à tous ces biens communaux, ils ne se croient pas obligés aux vingtièmes dont ces biens sont imposés, pas même au prorata de leurs tiers.

7° L'abus des colombiers qui sont trop multipliés et souvent trop considérables qu'on n'a pas soin de tenir fermés dans les temps voulus par les ordonnances.

8° L'abus qui résulte du haussement excessif du canon des fermes, les impositions royales, les droits seigneuriaux qui forcent les fermiers à accumuler ferme sur ferme par l'espérance trompeuse de se dédommager sur l'une de la perte qu'ils font sur l'autre, expose les terres à n'être pas suffisamment cultivées d'où il arrive qu'elles ne produisent

pas ce qu'elles devraient produire. Et d'ailleurs la nécessité où sont réduits les fermiers à ménager pour subvenir à toutes les dépenses, les empêche d'occuper autant de bras qu'il conviendrait et réduit par là une grande quantité de main-d'œuvre au désœuvrement, de là une foule de manœuvres se trouvant ordinairement une grande partie de l'année sans ouvrage, ils ne peuvent vivre qu'avec grand peine et sont néanmoins obligés à payer les impositions royales et les droits seigneuriaux, qu'il est dur d'y voir soumis des gens qui souvent manquent de pain.

9° La suppression des justices seigneuriales à cause des frais considérables qu'elles occasionnent et dont les jugements deviennent inutiles, les plaidants ne s'y tenant pas. Elles sont l'occasion d'une foule de procès par la facilité avec laquelle les parties peuvent s'y attaquer.

10° Le droit de chasse exclusif nuit considérablement par l'abondance des gibiers qui dévastent les campagnes s'il n'était pas exclusif et qu'on le vende au profit de l'Etat, l'argent qui en proviendrait tournerait à l'utilité publique en supplantant à d'autres impôts.

11° Les différents impôts sur les cuirs augmentent trop le prix des souliers si nécessaires aux gens de la campagne.

12° Enfin, les impôts de tous genres, la cherté du sel et du tabac pèsent trop sur la classe indigente des citoyens et surtout de la campagne.

13° La rareté des bois augmente tous les jours par la trop grande consommation des salines. Les communautés qui les avoisinent sont obligées de rétrograder plus loin pour se fournir de bois. Il est très utile d'abolir ces salines et de faire venir le sel comme on le donne à l'étranger qui est à bien plus juste prix.

Les fers sont augmentés considérablement à cause de ces mêmes salines.

Finalement, lesdits maire, syndic, municipalité et communauté de Goin défendent à ses représentants de solliciter que le village soit retranché de la province de Lorraine à laquelle il est uni et attaché de cœur et d'affection. C'est pourquoi il charge ces mêmes représentants et députés de se joindre aux députés du reste de la province pour témoigner son amour, sa fidélité et sa soumission la plus respectueuse à leur Roi souverain pour promouvoir tout ce qui concerne le bien général de l'Etat et de la province, ce qui est notoirement connu pour qu'il soit nécessaire d'en parler sur le présent cahier par des réflexions particulières au village de Goin.

Et ledit cahier contenant sept pages a été clos et signé par les sus-nommés les an et jour avant dits.

[Signatures de] Jean Neven, *syndic*; Jacques Ansez, *maire*; Charles Lemoine, *lieutenant-maire*; Toussaint Carau, Paul Hanriot, Sébastien Hanriot, François, *sergent*; Renaudin, Hugnet, D. Hugnet (1).

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson. Cahier de 8 pages, dont 7 de *texte* et signatures.

GRISCOURT

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 113 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Annexe de Gézoncourt. — Collateur : ? — Décimateurs : chapitre de Metz et le curé.

Feux : 30 (1789). — Habit. : 131 (1790).

Seigneur : chanoines et le chapitre de l'insigne église collégiale de Sainte-Croix de Pont-à-Mousson (1789).

Impositions (1789) : Subvention	260 livres
Ponts et Chaussées	246 livres
	506 livres

Députés : Nicolas Obrion et François Vion.

CAHIER

Cejourd'hui dix mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, le corps de la communauté de Griscourt assemblé à la manière accoutumée au logis de leur syndic actuel pour répondre aux vues bienfaisantes de Sa Majesté le Roi de France a l'honneur de représenter les plaintes, remontrances et doléances ainsi qu'il s'en suit :

1° Les chanoines de la cathédrale de Metz, décimateurs des grosses et mentues dixmes dans toute l'étendue du ban de Griscourt, ne fournissent rien à leur église ce qui paraît injuste aux remontrants.

2° La suppression d'un abus très préjudiciable aux habitants qui est que le munier, contrairement aux charges anciennes pour la perception de la mouture qui était la vingt-quatrième partie, use à présent du droit de percevoir la seizième partie sans aucun titre qui le lui permette, le moulin faisant partie de la seigneurie de Griscourt donne au chapitre de Sainte-Croix de Pont-à-Mousson par le Duc René Second conséquemment le droit de mouture ne doit se percevoir que comme il se perçoit actuellement à Pont-à-Mousson qui est la vingt-quatrième partie ainsi que dans tous les autres moulins dépendant du domaine de Sa Majesté.

3° La suppression des traites foraines étant très préjudiciables au commerce.

4° Les terres du ban de Griscourt sont d'un si petit rapport qu'à peine les cultivateurs peuvent-ils recueillir leurs semences que chaque jour de terre chargé d'un bichet de grain de l'espace qu'il est ensemencé pour droit de terrage dû aux seigneurs.

5° Le sel étant à présent hors de prix, ce qui occasionne souvent les maladies tant aux personnes qu'aux bestiaux, c'est ce qui les oblige d'en demander une diminution.

6° Demande la suppression de l'industrie.

7° Demande la suppression des huissiers priseurs ce qui cause des frais très exorbitants aux mineurs.

8° Demande également qu'il ne soit levé aucun impôt sans l'agrément des Etats Généraux.

9° Demande également que l'Université transférée à Nancy soit rétablie à Pont-à-Mousson vu que les pensions sont très fortes dans la ville capitale et que le luxe y règne considérablement ce qui est cause que les enfants de famille ne peuvent s'y rendre pour faire leurs études tandis qu'ils auraient plus de facilité dans la ville de Pont-à-Mousson.

10° Demande la suppression des banalités des moulins, pressoirs et autres.

11° Demande la suppression des clos.

12° Demande la suppression de la dixme de foin vu qu'elle ne sert que pour les bestiaux pour faire la culture des terres.

13° La communauté expose qu'elle a un pont au bas du village construit en pierre de taille sur le ruisseau d'Esch qui conduit tant au moulin qu'aux villages voisins, ancien chemin de Nancy à Thiaucourt se trouvant dégradé par les bois de flotte, cette communauté demande que cedit pont soit au compte du Roi vu que la communauté n'est pas en état de l'entretenir.

Réclamons les Etats généraux de la province de Lorraine et Barrois.

Les remontrants supplient de grâce messieurs les officiers municipaux de la ville de Pont-à-Mousson de daigner vouloir recevoir et accueillir leurs plaintes, remontrances et doléances et de les porter aux cahiers et fera justice à Griscourt les jour et an avant dits.

[Signatures de] N. Manginois; D. Henry, *greffier* (1).

JAULNY

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Thiaucourt. — Habit. : 231 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : chapitre de Metz. — Décimateurs : chapitre de Metz, le seigneur et le curé.

Feux : 90 (1789). — Habit. : 339 (1790).

Seigneur : Anne-Bernard-Antoine, marquis de Raigecourt (1789).

Impositions (1789) : ?

Députés : Nicolas de Faulx et Joseph Poirot.

CAHIER

Fut-il jamais moment plus heureux, Sire, que celui où l'un des plus puissants monarques de l'univers se détrône, non pour se dépouiller de

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 12 pages, dont 3 de texte et signatures.

son auguste dignité, mais pour la confier par des vœux bienfaisants à sa respectable nation assemblée de toutes les parties de son royaume devant sa souveraine Majesté.

Quelle fermeté, Sire, cette confiance ne nous inspire-t-elle pas ! Elle nous enhardit au point de vous donner ce beau nom de tendresse, le père du peuple, le grand-père de famille qui appelle tous ses enfants non pour leur faire rendre compte de leur administration, mais pour les consulter sur les mesures à prendre pour établir un ordre plus uniforme qui consistera surtout à rendre vos sujets tous tributaires sans nulle distinction. Quand une fois cet ordre sera établi, vos sujets se regarderont tous comme frères, car je puis dire d'après une longue expérience, que le principal objet de désunion entre vos sujets a été toujours cette distinction à ne pas partager les impôts. Cette distinction a pour principe une action éclatante, c'est un militaire qui a versé son sang pour la patrie, c'est un ecclésiastique qui, par sa science, a mérité les bonnes grâces du souverain. Les faveurs sont-elles injustement distribuées ? Non. dans leur principe, mais aujourd'hui les faveurs, par leur trop grande multiplicité, dégèrent en abus. Les principaux abus sont d'accorder non seulement l'exemption de toutes impositions à l'ordre de la noblesse dans lequel sont compris les généreux militaires dont je parle, mais de les gratifier encore d'une pension après un certain temps de service, ce qui leur procure double avantage. Quant aux pensions, il y aurait de l'injustice à les supprimer totalement surtout à des militaires qui, souvent, n'ont pas d'autres ressources et qui ont blanchi sous les armes mais dans le moment le bien public demande de grandes réformes, mais pour cette exemption, elle doit tendre à sa fin non seulement à cause des circonstances présentes, mais parce qu'elle est appuyée sur des bases qui ne sont point fondées. Nous avons dit qu'elle prenait sa source dans des actions éclatantes, n'en trouverons-nous pas d'aussi éclatantes dans notre ordre ? Les commerçants ne s'exposent-ils pas aux périls en traversant les mers ? Le magistrat n'a-t-il pas épuisé sa santé dans l'étude des lois ? Le cultivateur, ses peines, ses sueurs, ses travaux excessifs seront-ils compté pour rien ? Toutes les actions ne concourent-elles pas également au bien public ? Si cela est, cette distinction parmi vos sujets, attribuée aux uns, enlevée aux autres, supposerait de l'injustice, injustice que votre équité ne balancera à éteindre car c'est là sûrement le but principal de cette grande et solennelle assemblée.

Quelle harmonie et surtout quel ordre se présente à notre imagination en voyant que par le moyen de ces assemblées graduelles toute la nation se trouvera réunie en votre présence, Sire, dans ce petit concours de peuple, mais de l'admiration nous passons aux heureux effets que produira cette assemblée représentative de la nation. Je dis heureux effet, car elle sera l'issue de cette assemblée quand nous prions, engageons, sollicitons quelqu'un à nous peindre les maux. C'est que nous sommes disposés à lui porter du secours ; or, c'est ce que vous faites dans cette convocation, vous nous forcez, pour ainsi dire, à vous exprimer nos maux. Aussi, pour répondre à cette généreuse invitation, nous allons nous empresser à vous mettre sous les yeux les nôtres.

La communauté de Jaulny dont nous avons l'honneur d'être membres et de la représenter est affligée non seulement de trois maux qui méritent plutôt le nom de fléaux et les maux qui lui sont communs avec beaucoup de communauté sont : 1° la liberté d'enlever les blés à tous prix, à la vérité ce qui est défendu dans ce moment ; 2° les impôts sur les vins de Lorraine ; 3° la cherté du sel. Mais elle est encore désolée par un quatrième qui lui est personnel en partie, c'est qu'outre toutes les impositions communes avec les autres communautés, chacun de ses habitants doit encore annuellement à son seigneur quinze livres dix sols. Aussi nous avons la douleur de voir chaque année un tiers de ses habitants exécutés si ce n'est pas toujours pour les rentes seigneuriales, c'est pour les tailles, ce qui ne serait pas, s'ils n'avaient qu'un seul fardeau à porter ou si les fardeaux étaient diminués, inculper de paresse cette dernière classe qui ne peut supporter cette double imposition, ce serait n'avoir nulle connaissance du territoire qui est très ingrat, consistant entre peu de terres labourables appelées terres de montagne et un tiers des terres est encore occupé par le seigneur, ce qui est injustice même d'après l'exposé ci-dessus. Ce qui est encore plus criant, c'est que le cultivateur paie par chaque cheval tirant onze livres de Lorraine, je laisse à penser comment ce laboureur peut prendre intérêt à la culture voyant que la plus précieuse portion de ses récoltes suffira à peine pour s'acquitter de cette rente. Si nous avançons que les titres seigneuriaux doivent exempter cette communauté d'autres impositions, nous laisserions encore mieux entrevoir combien nos réclamations sont justes. Qu'on ne nous accuse point d'abandonner le bien public puisque ces espèces d'impositions ne sont que trop communes dans notre province et rien qui nuise plus au bien public en forçant le cultivateur à se restreindre à une portion de terre moindre que celle qu'il serait en état de cultiver s'il avait la liberté d'employer autant de chevaux sans nulle rétribution.

En donnant une idée de nos maux, nous avons compris celui qui était causé par les impôts portés sur les vins de Lorraine. Quel tort cette imposition occasionne-t-elle ? Le voici : la liberté de vendre nos vins aux Français nous est interdite parce qu'en leur vendant nos vins, nous serions forcés de les laisser à vil prix. Cette interruption de commerce, outre la perte réelle que le pauvre cultivateur fait, sont des moyens puissants pour exciter la tendresse de notre souverain et l'engager à ôter cette imposition dans les pays français qui nous avoisinent.

Quant à l'exportation des blés, serions-nous en droit de demander qu'elle soit non seulement suspendue pour un temps, mais même défendue absolument. Pour répondre prudemment, examinons si dans certain temps cette exportation ne serait pas préjudiciable à tous ou au moins à un grand nombre d'habitants d'une province si cela était l'intérêt public demanderait qu'il fut défendu de l'enlever ; pour justifier ce que nous avançons, il suffit de jeter un coup d'œil sur cette grande cherté des blés et sur les maux qu'elle produit. Disons-nous qu'un tiers des habitants de notre province seront forcés à se rendre voleurs parce qu'ils sont hors d'état de se procurer les aliments de première nécessité ? Cette exportation ne doit pas être absolument défendue, car il faut considérer que ce commerce en blé fait souvent le bien public.

Cherchons une règle sûre pour fixer le transport. L'on peut le permettre quand la mesure la plus connue de ce pays ici n'excède pas douze livres de Lorraine, mais quand elle surpasse, alors elle doit être défendue. Faut-il, pour enrichir douze commerçants, ôter la subsistance à un nombre infini de pauvres? Supposer cette dureté, ce serait faire l'injure la plus grande au cœur compatissant de notre monarque.

Un objet presque aussi important et qui est à proprement parler un aliment de première nécessité qui est le sel, ne serait-il pas aussi digne de nos attentions? Considérons quelle est son utilité. Nous l'avons dit : aliment de première nécessité. Quel est son prix? Nous le connaissons et nous savons que ceux qui portent le poids du jour ne peuvent s'en procurer. Il est donc de la plus grande importance que le prix en soit diminué d'un tiers. S'il était impossible de le faire pour tous les sujets, que ce soit seulement pour les pauvres, ce qui pourrait se fixer sagement en sondant les facultés de chacun.

Serait-il au-dessus de notre portée d'avancer qu'un bien pour tous les sujets du royaume serait que l'on fit attention au changement total des receveurs des deniers publics qui doit nécessairement se faire si l'on veut rétablir nos finances. Comment vos sujets, Sire, qui paient les impositions avec la plus grande soumission peuvent-ils voir sans douleur que plus d'un tiers n'est point versé dans vos trésors, ne trouvera-t-on jamais de moyen de les faire arriver entièrement en donnant à tous les receveurs de la province une pension?

Nous prévoyons aussi un ordre plus uniforme à établir entre le militaire servant, c'est-à-dire entre l'officier et le soldat que messieurs les officiers soient payés gracieusement, cela pourrait encore avoir son bien surtout quant aux officiers supérieurs s'ils savaient étendre les largesses de la nation sur ses soldats, comme un pasteur distribue une partie de ses revenus à cette portion chérie qui sont ses pauvres. Mais puisque l'ordre ne règne plus parmi le militaire, cherchons-en la raison. Nous l'apercevons bientôt, c'est que l'officier, outre cette aisance que la nation lui fournit au-dessus du soldat, ne parle jamais avec assez de fraternité à son soldat, ce qui rend le service dur, ce qui foment la désertion, c'est encore cette disproportion dans la paie ; ainsi pour arrêter cette fréquente désertion et pour rendre le service plus doux, il paraît juste d'augmenter cette paie aux soldats en faisant une distribution plus exacte entre l'officier et le soldat, ce qui fera le bien de l'Etat en ce qu'il faudra beaucoup moins de sujets et ce qui tranquilliser les pauvres mères désolées par l'appréhension de la désertion.

Nous laisserons à des gens plus éclairés le soin de représenter que cet ordre, si respectable du clergé n'est pas sans abus. Cependant, appuyés sur cette liberté de parler qui tend au bien public nous osons dire que cet ordre demande de grandes réformes, pénétrons dans ces riches monastères qui sont dans notre province, nous trouverons à la vérité la religion bien observée et un ordre assez suivi. Tout cela fait-il le bien de l'Etat? Non, qu'on ne dise pas que ces religieux sont les colonnes de la religion, ils ne les seraient pas moins en rendant service à l'Etat. L'ordre donc qui doit être établi nécessairement, c'est la réforme générale de toutes ces maisons rentées, non pas cependant au point qu'il n'y ait plus

de religieux, au contraire, voici ce qui paraît non seulement juste, mais d'une première utilité pour le public, c'est que dans tous les monastères on y établisse des collèges aussi nombreux que le demandera la distance des villes, alors les sciences prendraient un certain éclat parmi cette classe d'hommes qui paraît oubliée. En outre, c'est que les trésors immenses serviraient à rétablir l'ordre des finances. Une autre chose plus frappante, peut-on voir sans gémir l'opulence s'étaler dans les monastères, tandis que nos pauvres religieux mendiants trouvent à peine les aliments de première nécessité qui sont ceux qui parcourent les campagnes pour porter du secours à messieurs les curés. Ne sont-ce pas les braves religieux qui paraissent tendre à leur fin d'eux-mêmes, non qu'ils se dégoûtent de voler au secours des malades dans les campagnes, mais parce que plusieurs des sujets n'étant plus en état de faire des aumônes à ces religieux et d'autres ne voulant point parce que leur charité est éteinte, ils se trouvent dans la dure nécessité de se déplaire dans leur sort. Le bien public crie qu'on supprime les premières et qu'on relève les autres en leur donnant par tête deux cents francs de pension et la liberté d'implorer le secours des personnes charitables.

Comme les sujets d'un même royaume sont tous chers aux yeux du souverain, pourquoi donc les vues bienfaisantes ne sont-elles pas remplies? Pourquoi tant de pauvres cultivateurs sont-ils privés des secours de la médecine, secours si abondants dans les villes. Le but de notre bon Roi est que cette portion qui n'est pas la moins chère à son cœur soit secourue dans les maladies; pour cela il faudrait stipendier des médecins à la proximité, alors on rendrait de grands services à l'Etat en arrachant à la mort d'habiles cultivateurs.

Avant de stipendier des médecins, il faudrait qu'ils fissent preuve qu'ils sont en état d'exercer cet art ou cette épreuve se fera-t-elle pour nos cantons, ne dira-t-on pas à Nancy, pour cela il faudrait avoir pu suivre un cours de médecine. Or, qui aura la faculté de le suivre? Ou les pensions sont portées à un si haut point dans ces grandes villes et surtout ou les occasions plus fréquentes de dissipation retardent les progrès, le bien public sollicite à un rétablissement de cette Université de Pont-à-Mousson autrefois si florissante. Pourquoi voit-on dans nos campagnes les sciences dans l'oubli, pour les uns c'est l'éloignement d'une Université, pour les autres c'est la cherté des pensions.

Disposés que nous sommes à concourir au bien public, nous donnerons notre assentiment à tout ce qui pourra le procurer.

Telles sont les volontés de tous les habitants dont les principaux ont signé.

Un autre abus qu'il est de la plus grande importance de réformer, c'est un droit prétendu qui s'est glissé dans nos communautés, qu'à la mort d'un chef de famille, outre la justice ordinaire, se présente encore un huissier priseur pour faire l'estimation des meubles, ce qui porte un grand préjudice car il n'y a pas pour payer les créanciers et nous pouvons également, sans le ministère de cet officier, mettre les affaires en ordre. Alors, nous ne verrions pas si souvent des pauvres familles désolées par les frais excessifs. Telles sont nos justes plaintes et les avons signées :

[Signatures de] Pierre Habillon, Sébastien Pécheur, A. Maillot, Sébastien Robert, Charles Philippe, Jean-Nicolas Moquet, Dominique de Faux, Nicolas de Faux, L. Louis, D. Lavaux.

Le présent acte coté et paraphé par nous, officiers de la municipalité par premier et dernier à Jaulny le dix mars mil sept cent quatre-vingt-neuf.

[Signatures de] Baudot, *curé de Jaulny et Rembercourt*; Sébastien Pécheur, Joseph Poirot, Pierre Habillon, Sébastien Robert (1).

JEZAINVILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. Habit. : 656 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : chapitre de Metz. — Décimateurs : chapitre de Metz, chapitre de Pont-à-Mousson, Bénédictins de Saint-Epvre de Toul, curés de Jezainville et de Blénod.

Feux : 126 (1789). — Habit. : 522 (1790).

Seigneurs : M^e Françoise-Elisabeth Jadelot de Nicéville de Jezainville, François-Louis comte de Bourcier et M. de Charvet (1789).

Impositions (1789) : Subvention	999 livres
Ponts et Chaussées	946 livres

1.945 livres

Députés : Joseph Laveille et Aubin Maxé.

PROCES-VERBAL

Date : 10 mars 1789. — *Lieu* : maison de Jean Crisostome, menuisier, syndic. — *Président* : François Blaise, *maire*.

Députés : Joseph Laveille et Aubin Maxé.

Aujourd'hui dix mars mil sept cent quatre-vingt-neuf... (*et la suite comme au modèle officiel de procès-verbal jusqu'aux mots* : par l'ordonnance susdite de M.) le Lieutenant-général entendons néanmoins que les sieurs députés de Jezainville à l'assemblée du bailliage de Pont-à-Mousson ne pourront donner pouvoir à ceux de messieurs les électeurs nommés pour aller aux Etats Généraux qu'à la condition expresse de ne pouvoir faire aucun usage et pouvoir ci-dessus :

1^o Qu'après avoir vérifié les mandats et pouvoir de chacun les députés aux Etats;

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 12 pages de texte et signatures.

2° Assuré la liberté individuelle par l'abolition de toutes lettres clausées, lettres d'exil et autres espèces d'ordre arbitraire;

3° Fixé irrévocablement le retour périodique des Etats Généraux au terme de trois, quatre ou cinq ans et dans le cas où la convocation de l'assemblée nationale n'aurait pas lieu après ledit fixé par la loi autoriser les Etats particuliers à s'opposer à la levée des impôts et même en cour souveraine à poursuivre comme concussionnaires tous ceux qui voudraient en continuer la perception;

4° Statué qu'aucune loi générale et bursale n'aura force exécutive qu'elle n'ait été consentie par les Etats Généraux;

5° Que tout impôt établi pour un temps illimité n'ait été déclaré inconstitutionnel;

6° L'exercice de nos Etats provinciaux;

7° Qu'il n'ait été reconnu aux Etats pour constitutionnel que toute espèce d'impôt pécuniaire s'est également répartie sur tous les citoyens en raison de leur bien, faculté, sans distinction ni privilège;

8° Qu'il ait été également établi et statué aux Etats Généraux que l'on y délibérera par tête et non par ordre ou chambre et qu'au cas que ce soit par ordre ou chambre les suffrages soient par tête.

N'entendons que les sieurs Joseph Laveille et Aubin Maxé, députés de Jezainville à l'assemblée de Pont-à-Mousson et ceux des messieurs de l'assemblée de Pont-à-Mousson qui seront élus pour aller aux Etats Généraux ne puissent n'en délibérer, octroyer, consentir qu'il n'ait préalablement obtenu tous et chacun des huit points et conditions ci-dessus sur lesquelles nous avons déterminé et limité expressément leurs pouvoirs et sans lesquelles le présent mandat n'aura lieu.

(Ce texte supplémentaire remplace les lignes de : comme aussi de donner pouvoirs généraux, etc... chacun des sujets de Sa Majesté. Le reste est conforme au modèle officiel.)

[Signatures de] Joseph Laveille, député; C. Maxé; F. Franquet; A. Maxé, député; Nicolas Gosseré l'aîné; Jean Parisot, lieutenant de maire; Joseph Lollot; Nicolas Bricot; Nicolas Gosseré le jeune; A. Maxé; Jean Serry; François Ancé le jeune; Claude-François Robert; François Pariset; Jean Regnier; F. Mansuy; Jean Cantener; Nicolas Burté; Nicolas Robert; Jean Robert; Jean Bonhote; Léonard Faye; Sébastien Maxé; Simon Faye; Jean Blaise; Jean Crisostome, syndic; F. Blaise, maire.

CAHIER

des remontrances, plaintes, doléances, moyens et avis du village de Jezainville rédigé à l'assemblée générale tenue le dix mars mil sept cent quatre-vingt-neuf afin de servir à former les instructions dont le Roi veut que soient muni les députés aux Etats Généraux pour proposer, remontrer, aviser et consentir ainsi qu'il est porté aux lettres de convocation.

Les habitants, considérant les abus, leur misère et leurs droits, remontrant aux Etats Généraux qu'ils ne peuvent et ne veulent consentir à

aucune inovation ni continuation d'impôt que sur les conditions apposées aux pouvoirs de leurs députés ; déjà leurs charges sont extrêmes et presque insupportables, elles consistent dans les impositions royales directes et indirectes et charges de communauté telles que vingtième subvention, ponts et chaussées dans lesquelles sont compris les gages du Parlement, prestation de corvée, frais de millice, reddition des comptes à la subdélégation, placet, renvoi, révision, autorisation, permission de l'intendant, abus de cours et de contraintes pour les impôts publics assez sur l'enregistrement de cour souveraine, cherté exorbitante du sel, de port de lettre, des inventions bursales, fiscales, des entraves de régie, traite forraine, celle des aquits à caution, tous destructeurs du commerce qui empêchent le passage libre de village à un autre, les impôts en tous genres dont les marchandises sont grevées notamment les vins de Lorraine qui ne peuvent passer dans le pays messin sans payer vingt et un sous cours du Royaume par hotte de vin depuis le cuir jusqu'au drap, depuis le fer jusqu'à l'or, les entrées des villes, etc...

L'établissement des maîtrises, arts et métiers, l'industrie qui tue l'industriel, les privilèges exclusifs des distillateurs, la multiplication des actes judiciaires des lois contradictoires, la multiplicité des tribunaux inférieurs que produisent celles des praticiens qui excitent les procès parmi nous et sont de vrais fléaux, les droits exorbitants des maîtrises, le dépôt mort des deniers communaux quand il y en a dans les caisses ou leur inactivité est payée, les privilèges des jurés priseurs, privilèges vexatoires et qui entraînent des prétentions si bizarres que les habitants de campagne se trouvent condamnés à des amendes excessives sans avoir eu dessein d'enfreindre leur prétendu droit et à des procès où ils succombent, contre ces hommes faits aux chicanes, toujours porteurs d'arrêts du Conseil qui leur sont aussi favorables qu'ils sont injustes, ces hommes emportent dans les ventes le triple des frais de la justice ordinaire.

Charges locales

Droits décimaux qui sont à l'onze pour les grains, au seize pour les pois et lentilles, au vingt pour le vin. Les foins sont sujets à la dime, la construction et l'entretien de la maison curiale le cassuel impôt indécant, fâcheux à donner et fâcheux à recevoir, qui frappe sans exception et à la même cote le pauvre comme le riche, les droits féodaux, les banalités, les colombiers, nous en avons jusqu'à trois dans notre village, droit de troupeaux à part au nombre de trois cents herbages, notre finage pour la plus grande partie est en friche et ne produit qu'après avoir été reposé, six à sept ans les retraits, sources éternelles de contestation. Les maux sont grands, leur conséquence affreuses, les yeux éclairés de votre assemblée respectable apercevront tout et une infinité d'autres. La communauté de Jezainville dans sa faiblesse et son insuffisance n'indiquera que peu de remèdes, s'en remettant à la sagesse des délibérations des ministres, la vérification des revenus de l'Etat et de leur emploi, l'abolition des privilèges de noblesse attache aux charges ; ils pensent qu'il serait utile de faire représenter aux Etats Généraux l'Etat du déficit, d'empêcher les emprunts, d'adoucir les droits féodaux, surtout d'ôter

les banalités, d'opérer une régie plus utile des domaines en les admodiant, cette admodiation faite par les Etats provinciaux après affiches publiques au plus offrant, lâcher au commerce, surtout aux productions du pays, demander aux Etats Généraux qu'il s'est statué sur le recule-ment des barrières que quand il en aura été mûrement libéré dans les Etats provinciaux, abolir les brevets de distillateurs, réduire les fermes générales en régie, laisser le sel marchand comme denrée de première nécessité pour les hommes et de seconde pour les bestiaux, obliger les commandants de province, de ville, de citadelle et les régisseurs généraux, les commissaires de parti à résider tous pendant une partie de l'année dans leur province et département.

Fixer les revenus des archevêchés, évêchés, abbayes et employer l'excédent de la fixation à l'acquittement de la dette nationale à l'augmentation des prêtres, congruistes, à l'indemnité ou compensation du cassuel impôt injuste et indécent et malheureusement nécessaire dans la position actuelle des choses et soulager à cet égard les habitants des campagnes, l'érection en cure de tous les villages où il y a des vicaires résidant et de tous les autres qui en sont susceptibles et faire à cet effet toute union et désunion de bénéfice jugée nécessaire par une commission des Etats provinciaux conjointement avec l'évêque diocésain, soumettre à une révision sévère et à tous les retranchements possibles cette multitude de gouvernements, de place d'office, de trésor, de recette, de don de pension, de gratification, de gage et d'autres faveurs qui consomment le sang et substance du peuple sans aucune espèce d'objet et empêcher qu'à l'avenir ce genre de dégradation ne puisse se renouveler, diminuer de régisseur, directeur, receveur, contrôleur et toutes les caisses enfin dans lesquelles se diminuent et se réduisent presque à rien les impôts levés sur le peuple, travailler à la réformation des lois civiles, condamner ceux qui se séparent de biens d'avec leurs épouses à porter une marque visible et distinctive qui les fasse reconnaître et les empêcher par là de nuire au commerce, réformer aussi le code criminel, donner défenseurs aux accusés, rendre publiques les procédures criminelles, charger les Etats provinciaux de la répartition de l'impôt et de sa collecte, encourager et honorer la population, accorder en conséquence aux familles nombreuses des soulagements en moins imposés ou autrement.

Telles sont quelques-unes de nos vues, nous les soumettons à messieurs des divers assemblées, rendons grâce au ciel d'exister sous un monarque auguste qui partage nos maux, règne sur nos cœurs dont la toute-puissance est fondée sur notre amour et pour lequel nous ne cesserons d'adresser au ciel les vœux les plus sincères et les plus ardents et avant de signer la communauté désire que l'Université soit rétablie dans la ville de Pont-à-Mousson comme une propriété, comme faisant l'avantage de cette ville et de toutes les communautés voisines.

[Signatures de] Nicolas Cossenez, François Ancé le plus jeune, N. Maxé, Nicolas Vincent, Jean Servy, Claude-François Robax, François Parisot, Jean Cantener, Nicolas Burte, Nicolas Robert, Sébastien Maxe, Jean Blaise, Simon Faye, Jean Munissie, *syndic*; F. Franquet.

Je certifie avoir coté et paraphé le présent cahier par première et dernière page qui contient six pages non compris la présente.

[Signature] F. Blaise, *maire*.

Supplément audit cahier fait par la communauté de Jezainville disant qu'ils sont troublés dans la présente année par l'amodiateur du seigneur qui est venu cultiver une grande partie de leurs terres aubaines qui ne produisent qu'après être reposées six à sept ans et sans ordre de saisons, prétendent le même fermier en avoir un tiers et jamais ne l'ayant eu ni perçu qu'une portion égale comme un autre habitant au partage qui se fait tous les neuf ans et monsieur le juge garde et procureur d'office dudit seigneur à sa prise de possession ont fait assembler la justice principaux et anciens dudit lieu, lesquels juge, garde et procureur d'office ont déclaré qu'ils ne demandaient et qu'ils ne percevaient aucun droit que suivant l'ancienneté, ce trouble cause que lesdits habitants seront obligés pour le moisage prochain d'ensemencer orge et pommes de terre dans les versaines ce qui occasionne une famine à leurs troupeaux et grand préjudice aux habitants font charger lesdites terres de gerbage au profit dudit fermier pour ses droits seigneuriaux.

Représente que ledit seigneur tire le tiers dans les ventes de bois seulement pour rendre aucun vingtième à ladite communauté. Cependant, les habitants espèrent que les États Généraux voudront bien ordonner que la remise des vingtièmes leur y soit faite dans la présente année, supprimer sa demande du tiers de leurs terres aubaines vu le droit qu'il en perçoit. Fait à Jezainville le douze mars mil sept cent quatre-vingt-neuf et avant désignés espèrent que le droit de feu et four soit supprimé.

[Signatures de] J. Maxé, Jacques Ancé, F. Ancé, Jean Requier, Jean Blaise, Léonard Faye, Joseph Parisot, Charles Robert, Claude François, Jean Cantener, J. Navé, Joseph Parisot, Sébastien Maxé, Simon Faye (1).

LESMENILS

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. — Habit. : 186 (1936).

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtré de Pont-à-Mousson, annexe de Pont-à-Mousson (Saint-Martin). — Patron : chanoines réguliers de Pont-à-Mousson. — Décimateurs : l'abbé de Saint-Arnoud, les Jésuites, les Antonistes et le Curé.

Feux : 92 (1789). — Habit. : 452 (1790).

Seigneurs : Marie-Françoise et Marie-Anne de Gombervaux (1789).

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 8 pages de texte et signatures.

Impositions (1789) : Subvention	971 livres
Ponts et Chaussées	920 livres
	1.891 livres

Députés : Jean-Pierre Tidrique et Christophe Periot.

CAHIER

L'an mil sept cent quatre vingt neuf, le huit mars après midi, nous soussignés Maire, Syndic et habitants de la communauté des Ménils étant assemblés au domicile dudit syndic, après commandement faits auxdits habitants et au son de la cloche à la manière ordinaire et accoutumée pour procéder au cahier doléances, plaintes et remontrances en vertu des lettres du Roi et réglemens pour la convocation des Etats Généraux qui se tiendront à Versailles le vingt sept avril prochain et de l'ordonnance de Monsieur le Lieutenant Général du Bailliage Royal de Pont-à-Mousson en l'absence de Monsieur le Duc du Chatelet bailli d'épée du 27 février 1789.

Nous, Maire, Syndic et habitants de ladite communauté dudit Lesménils, ledit Lesménils est un pauvre village, très mal situé, sur une mauvaise terre très impraticable et est habité par de pauvres habitants qui ne jouissent que d'une très petite partie des biens dudit lieu, le reste appartient en plus grande partie au Seigneur et les représentants les sidevant jésuites, les chanoines réguliers et de la collégiale, les prémontrés, les Saints Arnouls, M. les chevaliers de Malthe, les dames de la visitation et congrégation et Dames de l'hôpital et plusieurs autres Messieurs non détaillés résidant dans plusieurs villes des environs les biens de ces derniers consistent en terre, prés, vigne et bois.

Ladite communauté n'a aucune ressource en biens. Elle ne possède aucun bois, les habitants possèdent seulement environ un quarteron de mauvaise terre et il n'y a aucun bien de fabrique.

Ladite communauté se trouve surchargée d'une grosse imposition Royale. Non compris cette imposition, ladite communauté est obligée à lever par imposition le luminaire et corvée sur la route et autres dépenses du lieu.

La fontaine et les chemins sont en très mauvais état faute de ressources dont les habitants se trouvent ordinairement dans un très grand besoin d'eau pour eux et leurs bestiaux.

De plus, les habitants sont chargés de faucher et façonner et rentrer les foin d'environ treize fauchées sur prés appartenant au domaine sur le ban de Pont-à-Mousson et le tout par corvées.

Remontrant lesdits habitants que les vins sont comme à charge au propriétaire à cause de l'impossibilité de les vendre en égard au droit à payer pour entrer dans le pays messin, dans lequel nous sommes enclavés. En conséquence, nous devons travailler pour le bien général de notre communauté et voyant qu'aucun particulier ne peut vendre une hotte de vin, si la nécessité ne force à éviter les droits en le sortant nuitamment, se mettent par là dans le cas d'être punis comme fraudeurs des droits accordés à la ville de Metz par Sa Majesté desquels droits cependant nous

avons obtenu en Lorraine la libération autrefois. Nous demandons donc que l'arrêt du conseil du sept mars 1775 qui nous donnait l'affranchissement de ces droits, soit rétabli s'il est possible.

Notre communauté désirerait volontiers que l'université soit rétablie dans la ville de Pont-à-Mousson comme elle a été du temps passé pour le bien et l'intérêt de cette ville et des communautés des environs.

Nous désirons aussi, s'il était possible, que nous dépendions de la Chambre des Comptes de Nancy pour les impositions Royales, tandis que nous aurions plus de facilités pour faire nos plaintes et représentations à ce sujet comme étant enclavés dans le département de Nancy n'en étant éloignés de cinq ou six lieues et que nous sommes éloignés de Bar de quinze lieues.

L'an mil cinq cent soixante deux, le sixième jour de mars, la communauté des Ménils tient par contrat un chemin sur le ban de Pont-à-Mousson par échange de plusieurs héritages desdits Ménils et lesdits héritages non détaillés ni dénommés dans ledit contrat.

Nous habitants, croyons sur les récits de nos ancêtres que c'est pour des bois qui appartenaient à notre communauté situés au bord de nos paquis communaux et enclavés dans les bois de ladite ville. La communauté a connaissance que dans le temps que ledit contrat a été passé que la plus grande partie du ban des Menils était en bois et en broussailles et que les habitants de ce temps se contentaient d'aller broussailler dans lesdites broussailles et bois. Comme le nombre d'habitants de ce temps était fort inférieur à celui d'aujourd'hui des deux tiers au moins, vu qu'ils ne faisaient rien de ces bois, il s'en sont débarrassés, pour ce chemin dont il s'agit qui ne nous est utile à aucune chose, à présent, tous ces bois et broussailles sont défrichés, nous n'avons plus de ressources pour avoir du bois, nous croyons qu'il n'était pas raisonnables à nos ancêtres de dépendre de leurs biens qui devraient être encore les nôtres aujourd'hui comme mineur.

En conséquence, nous désirons qu'il plaise à Sa Majesté que ledit échange soit cassé et de nulle valeur.

Nous avons nos chemins qui sont en très mauvais état et fort impraticables, qu'ayant fait faire une reconnaissance par ordre de Monsieur l'intendant qui a été faite par le conducteur des routes et que l'ouvrage a été estimé à la somme de 5.000 livres et des cents et que la commune n'a point de ressources pour y satisfaire, nous supplions Sa Majesté de nous donner du secours et des aides par les communautés voisines ou sur l'argent d'octroi qui reste sur les corvées, vu que c'est le débouché du pays messin pour conduire les marchandises à Pont-à-Mousson et dans les environs et que les communautés du pays messin en ont porté des plaintes à Monsieur l'Intendant.

Fait et achevé ce jourd'hui huit mars 1789 lequel est déclaré sincère et véritable par les soussignés :

[Signatures de] Michel Chardar, Georges Anée, François Henriot, Joseph Denis Voignier, Simon Chardar, Henri Voignier, René Mairig, René Lemoine, J. Laffeur, Claude Mourot, Claude Porte, Claude Lucot, François Chardar, Louis Perrin, Nicolas Boudot, Jean Voignier, Louis

Maury, Jean Favier, Jean Chardar, Nicolas Perrin, Pierre Maury, Georges Robert.

Le présent cahier est de huit pages coté et paraphé par nous, Maire et Syndic et députés de la communauté en présence.

Fait à Lesménils les jours et ans avant dits et avons signé :

[Signatures de] Mondon, *syndic*; P. Tidrique, *député*; Christophe Periot, *député*.

Collationné par moi greffier de la Communauté :

[Signature de] Louis Chardar, *greffier*,

Et de plus ajouté les articles ci-après :

Nous désirons aussi que le sel soit commercable partout.

Nous croyons que pour subvenir aux frais que les communautés seraient dans le cas de faire pour les ouvrages qui intéressent les biens publics et que lesdites communautés ne peuvent point faire l'on pourrait sans blesser la religion et sans aller contre l'intention des fondateurs appliquer une partie des dîmes pour faire exécuter les ouvrages publics. Ce moyen aurait lieu dans notre communauté où ce sont des religieux qui sont dessimateurs et auquel on pourrait soustraire une partie de ces dîmes sans qu'il en soit incommodé.

[Signatures de] Nicolas Anée, *maire*; Mondon, *syndic*; Christophe Periot, *député*.

Collationné les articles ci-dessus par moi greffier sous signé :

[Signature de] Louis Chardar, *greffier de l'Assemblée Municipale*.

La communauté de Lesménils est grevée en outre d'une servitude la plus désastreuse, en ce que sans aucun titre mais seulement au plais anaux on rappelle un prétendu titre qui permet à l'admodiateur qui représente la seigneurie d'un droit de parcours de trois vaches, une année et quatre l'autre annuellement dans l'étendue de la prairie de [illisible] depuis le vingt cinq mars jusqu'à la veille de la Saint Jean Batiste entendu que ce parcours porte un danger très considérable au propriétaire de cette prairie le seigneur de Cheminot ban joinant et mêlé avec la même prairie et jouit du même droit qui était aboly par un jugement rendu à Metz et sur les plaintes des habitants du Cheminot.

[Signatures de] Christophe Periot, *député*; Jean-Pierre Tidrique, *député* ⁽¹⁾.

MAIDIERES

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. — Habit : 905 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. —

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson. Cahier de 8 pages, dont 6 de texte et signatures.

Collateur : l'abbesse de Saint-Pierre de Metz pour la paroisse de Saint-Pierre; le chapitre de Pont-à-Mousson pour la paroisse de Saint-Remy.
— Décimateurs : abbesse de Saint-Pierre de Metz, curé de Saint-Pierre, chapitre de Pont-à-Mousson.

Feux : 52 (1789). — Habit. : 210 (1790).

Seigneurs : Anne Bernard Antoine marquis de Raigecourt et Claude François de Millet de Chevert.

Impositions (1789) : Subvention	439 livres
Ponts et Chaussées	416 livres

855 livres

Députés : Charles Louis et Georges Polguert.

CAHIER

Cejourd'hui dix mars mil sept cent quatre vingt neuf, la communauté de Maidières étant assemblée en conséquence de la lettre du Roi et de l'ordonnance jointe donnée à Versailles le sept février dix sept cent quatre vingt neuf et de celle de Monsieur le Lieutenant général au Bailliage Royal de Pont-à-Mousson pour la convocation des Etats Généraux en date du 22 Février dernier et en conséquence de l'assignation donnée au syndic de la communauté aux fins de procéder à l'élection de deux députés pour se rendre à Pont-à-Mousson à l'assemblée générale qui sera présidée par Monsieur le Lieutenant général et lui porter les cahiers de doléances de cette communauté, laquelle communauté ayant pris communication de copie des doléances de la ville de Pont-à-Mousson pourra déclarer unanimement y adhérer et les employer, la proximité de cette ville rendant les doléances communes.

Fait et arrêté au domicile du Sieur Charles Louis président élu de ladite communauté les jours estant dessus en foi de quoi nous avons signé au bas des présentes qui seront remises au dit Sieur Charles Louis et Georges Polguers tous les deux députés de ladite communauté et habitants d'icelle pour leur servir de pouvoir sans dans aucun cas ils puissent les outrepasser.

[Signatures de] Charles Louis, Claude Lacroix, J.-B. Vallois, François Picard, François Marchal, François Voigard, Sébastien Nicolas, François Caille, Léopold Pierson, J. P. Marelle, Didier Lacroix, Antoine Oger, Georges Polguert (1).

MAMEY

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvres-en-Haye. — Habitants : 140 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. —

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson. Cahier de 4 pages, dont 1 de texte et signatures.

Collateur : chapitre de l'Eglise de Metz. — Décimateurs : chapitre de l'Eglise de Metz et le curé.

Feux : 60 (1789). — Habit. : 273 (1790).

Seigneur : ?

Imposition (1789) : ?

Députés : François Thouvenot et Jean Boyer.

CAHIER

des doléances, plaintes et vœux de la communauté de Mamey, comté de Pierfort, rédigé et signé par les Maire, Syndic élus et autres habitants de ladite communauté.

1° La communauté se plaint de l'inégalité de l'imposition des charges publiques. En conséquence, elle désire que tous les ordres de l'Etat les supportent en proportion de leurs richesses.

2° Que le prix du sel soit diminué vu que sa cherté grève le pauvre peuple qui, par une économie forcée ne se fait qu'une nourriture grossière, malsaine, insipide et faite propre à répandre des épidémies et les epizoties parmi les bestiaux auxquels le sel peut être utile.

3° La révocation de l'édit concernant les clos uniquement favorable aux riches propriétaires au préjudice des pauvres et médiocres possesseurs qu'ils privent de la vaine pâture seule ressource de leurs bestiaux languissants.

4° La suppression de l'office des huissiers priseurs qui, par leurs droits et vacations, ravissent une partie des ventes ou succession des pauvres habitants de la campagne.

5° La suppression de la foiraine et de tous droits de transit qui, à raison de la multiplicité des bureaux et employés absorbent le produit et cet impôt ennemi du bien et de la tranquillité publique.

6° L'abolition de la banalité comme servitude onéreuse aux banaux sans qu'elle porte préjudice aux propriétaires, fermiers des usines parce que ceux-ci feraient par intérêt ce qu'ils sont obligés par devoir de faire.

7° Une loi qui ôterait les entraves mises aux remboursements des capitaux, des fondations ainsi que celle qui léverait les difficultés des formalités dispendieuses aux fondations à faire en faveur des pauvres et malades.

8° La communauté voisine de Pont-à-Mousson informée de ses réclamations pour le rappel de son université transférée à Nancy désire qu'elles aient un heureux succès parce qu'elles lui paraissent fondées sur le vrai et que cette translation est une perte encore sensible, spirituelle et temporelle pour le voisinage.

9° La communauté se dispense de porter ses réclamations locales parce qu'elle espère les mettre dans la suite sous les yeux éclairés des futurs états provinciaux.

Fait dans la tenue de l'assemblée de Mamey 8 mars 1789 et ont signé les susdits habitants :

[Signatures de] François Touvenot ; Claude Régnier, *maire syndic* ; J. François ; Lafleur, *sergent* ; Joseph Petit ; Claude Martin ; Michel Thouvenot ; Nicolas Gille (1).

MANONCOURT

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 137 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Dieulouard. — Collateur : chapitre de Liverdun. — Décimateurs : religieux de Saint-Epvre et le curé.

Feux : 25 (1789). — Habit : 189 (1790).

Seigneurs : Baron de Saint Baussant, vicaire général du diocèse de Toul, et R. P. Bénédictins de Saint-Epvre de Toul (1789).

Impositions (1789) : ?

Députés : Pierre Royer et Jean Lopinet.

CAHIER

des plaintes, doléances de la communauté de Manoncourt-en-Woivre

1° Demande que tout sujet du Roi de quelque ordre qu'il soit, contribue suivant ses facultés aux impôts librement consentis par la nation.

2° Que dans les délibérations, on opinera par tête et non par ordre.

3° Prendre connaissance du déficit, fixer sa quotité et chercher les moyens d'y pourvoir.

Moyens généraux

4° Diminuer les dépenses et introduire la plus grande économie dans tous les départements et à cet effet prendre connaissance de leurs besoins réels et vérifier leurs comptes.

5° Soumettre aussi à tous les retranchements possibles cette multitude de gouvernements de place, d'offices, de trésors de recettes, de dons, de pensions, de gages et d'autres faveurs qui épuisent le pauvre peuple.

6° Les biens des religieux, rentes qui ne leur ont été donnés que par la pitié aveugle de nos ancêtres et par l'autorité des souverains pontifes sont immenses, demander de les restreindre à une subsistance honnête et employer le superflu aux besoins de l'Etat.

Révision des impôts

Supprimer les salines.

Supprimer celui de la gabelle.

(1) Arch. de M.-et-M., série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 8 pages, dont 3 de texte et signatures.

Supprimer les gardes dans l'intérieur du Royaume et les renvoyer aux frontières.

Diminuer la subvention.

Diminuer les droits sur la marque des fers et des cuirs.

Changer l'administration des eaux et forêts attendu qu'elle est trop dispendieuse.

Supprimer une foule de charges qui ne produisent que des exactions sur le peuple telles que celles d'office d'huissiers priseurs vrais fléaux de campagne.

Abolir le tirage de la milice.

Abolir les chambres ardentes.

Débarrasser la province des entraves multipliées des traites foraines.

Diminuer ou même supprimer le nombre des fermiers, régisseurs, directeurs, receveurs, contrôleurs en plus et chaque province peut faire la recette et la verser sans frais dans les coffres du Roi.

Impôts que l'on peut accorder

Substituer aux vingtièmes et sols pour livres, la subvention territoriale dont personne ne pourra être exempt.

Etablir en sus du timbre ordinaire, un droit de timbre sur toutes les grâces, concessions, lettres patentes et autres dons, sans que ce timbre puisse jamais s'étendre aux actes de commerce et aux affaires journalières du peuple.

Imposer des droits très forts sur le luxe.

Obliger de publier des comptes annuels et imprimés.

Confirmer les assemblées municipales et leur donner plus d'autorité en sorte qu'aucun habitant ne puisse plaider sans une délibération de la municipalité.

Demander le rétablissement de l'université de Pont-à-Mousson qui réclame avec justice ses droits sur cet objet.

Plaintes particulières

Les laboureurs de la communauté de Manoncourt sont chargés de deux quarts d'avoine et les manœuvres d'une quarte, mesure de Pont-à-Mousson envers le domaine. Le prêtre et le maître d'école quoique sans domestiques n'en sont pas même exempts depuis environ vingt ans, demander de les affranchir comme ils l'étaient du passé.

La communauté paie sept paires et demi de réseaux, mesure de Nancy, au seigneur de Tremblecourt pour droit de refuge dans le château de Manonville qu'on appelle droit de gîte. Supprimer ce droit comme abusif.

Les laboureurs paient au Seigneur du lieu une paire par charrue et les manœuvres un quart de paire avec deux poules. Cette charge nuit à l'agriculture, les laboureurs pour éviter de payer deux ou trois ne font qu'une charrue et conséquemment labourent mal.

Ils sont aussi chargés de conduire à St Epvre deux voitures de bois chacun et de fournir six livres de cire.

La communauté a droit d'affouage dans les bois des Seigneurs. Il y en a une partie des défrichés, une partie en vigne et une autre partie en quart de réserve, ce qui diminue considérablement les affouages. La charte

porte que la communauté aura le tiers des bois d'affouage qu'ils vendent. Ils ont vendu un quart de réserve considérable sans avoir donné le tiers à la communauté et refusent également de lui délivrer le tiers des bois dans le quart de réserve quoiqu'elle l'ait en anciennement quoique les seigneurs prennent bien le tiers du nombre.

La communauté paie un cens sur les vignes, elle paie la dixme au seize, et le premier banal est au sept. Le terrain des vignes faisait autrefois partie des bois vu la communauté a le tiers dont elle se trouve frustrée aujourd'hui, ainsi que d'un autre bois que les seigneurs ont fait défricher.

Les lots et ventes se paient au seize sur les maisons et sur tous les héritages.

Il y a deux colombiers sur le finage qui font beaucoup de dégâts dans la campagne.

Le moulin est banal ce qui gêne beaucoup les habitants.

Les seigneurs ont droit de troupeau à part, ce qui diminue la pâture.

Les maisons de Cure et les Eglises sont des charges considérables pour le pauvre peuple, demander qu'elles soient au compte des décimateurs.

La communauté est chargée de fournir le taureau, renvoyer cette charge aux décimateurs.

Voilà les plaintes, doléances et remontrances que les habitants de Manoncourt ont l'honneur de faire aux Etats Généraux en les priant d'y avoir quelque égard. Fait audit Manoncourt le dix mars mil sept cent quatre vingt neuf.

Le présent cahier côté et paraphé en trois feuillets :

[Signatures de] P. Rouyer, J. Loppinet, B. Loppinet, J. Gauvilley, Jacques Simonin, Pierre Davrainville, Jean Collet le jeune, Joseph Caut (1).

MANONVILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. 226 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Dieulouard. — Collateur : chapitre de Saint Gengoult et de Toul. — Décimateurs : le seigneur, le chapitre de Saint Gengoult et le curé.

Feux : 50 (1789). — Habit. : 232 (1790).

Seigneur : baron de Manonville (1789).

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire, Cahiers de doléances. Cahier de 8 pages, dont 5 de texte et signatures. Il y a une ressemblance frappante entre plusieurs articles de ce cahier et ceux du cahier d'Avrainville. Il est probable que les deux villages voisins se consultèrent ou rédigèrent leurs doléances en commun.

Impositions (1789) : Subventions	402 livres
Ponts et Chaussées	380 livres
	782 livres

Députés : André Louis et Claude-Nicolas Jollain.

CAHIER

des supplications, plaintes et remontrances de la communauté de Manonville côté et paraphé par premier et dernier feuillet, par moi, curé de Manonville soussigné président de l'Assemblée.

[Signature de] Pagnant, *curé de Manonville.*

Très humbles supplications, plaintes et remontrances que font à Sa Majesté les pauvres habitants du village de Manonville, la suppliant de jeter un regard paternel sur leur misère où ils sont réduits par les mauvaises récoltes qu'ils ont faites depuis plusieurs années, par le sol qui est d'un modique rapport, par les impôts de tous genres dont ils sont chargés, par les servitudes exorbitantes exercées par les Seigneurs des lieux, servitudes équivalentes, si elle ne suppose pas ce qu'ils sont obligés de payer à Sa Majesté pour les tailles, ponts et chaussées etc..., servitudes dont on n'a jamais eu de connaissances des titres, autant de fois ils les ont demandés avec respect et soumission autant de fois, ils ont été refusés et rebutés; servitudes enfin qui leur paraissent injustes autant et si longtemps que le droit de les percevoir ne leur sera pas connu.

Ils commencent par exposer fidèlement sans aigreur, et avec modération lesdites servitudes. Ils désireraient de tout leur cœur avoir la douce satisfaction de ne faire aucune plainte contre leurs Seigneurs, mais l'incertitude où ils sont de savoir si réellement lesdits seigneurs sont bien fondés, et l'impossibilité de les satisfaire et payer en même temps les impôts royaux les met dans la nécessité de se plaindre. Il est bien difficile de ne pas crier quand on souffre beaucoup.

ARTICLE PREMIER. — La communauté paie annuellement aux Seigneurs quatre francs barrois pour droits de guet et de garde et ladite communauté est de cinquante habitants.

ART. 2. — Chaque habitant paie annuellement deux bichets de blé et trois bichets d'avoine, mesure du chateau, plus forte que celle de Pont-à-Mousson.

ART. 3. — Chaque habitant paie quatre poules et six sols d'argent pour droits de four.

ART. 4. — Toute personne, homme, femme et enfant portant font une journée de moisson aux Seigneurs. Pour s'en exempter, l'on donne par personne une pièce de douze sols.

ART. 5. — Les habitants fauchent un grand pré d'environ quatorze fauchées de foin le conduisent sur le grenier des Seigneurs.

ART. 6. — Chaque laboureur d'une charrue paie, outre les assises en dessus une quarte de blé et une quarte d'avoine à six bichets, même me-

sure du château et le laboureur qui laboure de deux charrues paie le double.

ART. 7. — Chaque laboureur paie par charrue quatre gros deux blancs.

ART. 8. — Les habitants sont assujettis à la banalité du pressoir ou l'on paie au septième, encore sont obligés d'aider à conduire le pressoir et se joindre aux presseurs fournis par les Seigneurs qui sont seulement au nombre de deux tandis qu'il en faudrait au moins trois.

ART. 9. — Les habitants également assujettis à la banalité du moulin sans savoir si elle est légitimement établie. Le droit de moulage se paie au dix huit tandis qu'on assure que les prétendus titres des Seigneurs ne le demandent qu'au vingt quatre. Cette banalité est onéreuse, si elle n'avait pas lieu, les habitants iraient moudre où ils voudraient. Ils moudraient à meilleur compte, ils ne seraient pas exposés à être rebutés et mal servis quand ils sont obligés de s'adresser aux meuniers étrangers dans la disette d'eaux et chaque année cet inconvénient arrive.

ART. 10. — Chaque héritier paie par tête deux sols ainsi que chaque personne qui acquiert du bien sur le lieu, ce qui s'appelle droit de reveture. Les Seigneurs prétextent même avoir le droit d'impôt, amende et confiscation envers ceux qui ne se déclareraient pas.

ART. 11. — La communauté nourrit à se dépens un colombier considérable au profit des Seigneurs. Cette charge est presque aussi onéreuse que les tailles. Un colombier est un fléau pour le cultivateur et les décimateurs ; la bonne politique demanderait que l'on diminue le nombre et que l'on défendit le commerce des pigeons.

ART. 12. — Les Seigneurs au nombre de deux ont chacun un troupeau considérable qui absorbe presque toute la pâture du ban et qui empêche les habitants de faire des nourris et par là sont privés des engrais nécessaires pour leur terre. La communauté souffrante n'a pas encore pu parvenir à obtenir un règlement.

ART. 13. — Les seigneurs jouissent en totalité des carrières ouvertes dans les paquis communaux. Au moins, ne devraient-ils jouir que du tiers ainsi que dans les terres du domaine de Sa Majesté.

ART. 14. — Les Seigneurs se sont arrogé le droit d'impôt de cens sur plusieurs terrains appartenant à la communauté que les particuliers ont défriché et converti en vigne, lesquels cens ils perçoivent à l'exclusion de la communauté qui, au moins, devrait jouir des deux tiers, le terrain étant à elle.

ART. 15. — Les Seigneurs ont aussi imposé des cens sur plusieurs terrains que les propriétaires ont converti en vigne, ils se plaignent avec bien du fondement de cette nouvelle servitude attendu qu'il paie déjà sur ses vignes la dixme au seize, c'est ce que l'on appelle d'être fouetté de deux verges.

ART. 16. — Les Seigneurs tirent sur les différents propriétaires beaucoup de cens, tant anciens que nouveaux, en grain, argents, poulle et chapon.

ART. 17. — Les seigneurs quoique possédant une quantité considérable

de bois, exercent encore un droit appelé tiers denier sur le seul et misérable bois communal d'environ quatre cents arpents dont le quart est mis en relève. La communauté regarde le prétendu droit comme un usage injuste. Les portions annuelles des habitants ne leur fournissent pas pour la huitième partie de leur chauffage et n'ont pas d'autre ressource pour les besoins journaliers de la communauté que les petites ventes que l'on fait annuellement des arbres dépérissants. Encore les Seigneurs tirent-ils le tiers des deniers en outre ils prennent double portion sur les affouages des habitants. Mais ce qui les révolte le plus, c'est qu'on vient de vendre le quart en réserve pour reconstruire l'église. Les Seigneurs ont tiré le tiers de la somme sans contribuer en rien à la charge commune, si ce n'est qu'ils ont donné cent livres de Lorraine pour aider à resoudre et augmenter aux cloches, en sorte que la communauté serait dans l'impossibilité de faire tout ce qui est à sa charge si Monsieur le Curé n'eut pris l'entreprise à son compte en se contentant de l'argent qu'elle a dans les coffres. Comme les quarts en réserve sont destinés pour les grosses réparations, nouvelles constructions, tout le produit des ventes devrait être consacré à ces ouvrages de première nécessité.

ART. 18. — Les Seigneurs prennent en outre dans le bois communal les bois qui sont nécessaires pour leur usage particulier dont tout l'avantage est pour eux comme moulin et pressoir.

Au moins, puisque les Seigneurs exercent tant de droits sur la chétive portion des habitants, ils ne devraient pas empêcher les pauvres du lieu d'aller amasser dans leurs forêts le bois mort et les broussailles dépérissantes, ni faire des rapports contre les malheureux qui n'ont que cette dernière ressource pour s'empêcher de mourir de froid.

ART. 19. — La communauté se plaint amèrement de l'édit qui intéresse les enclos et demande instamment à Sa Majesté la révocation d'un édit aussi onéreux au peuple qu'avantageux aux Seigneurs, étant les seuls en état de faire les dépenses de fermeture.

ART. 20. — La communauté se plaint aussi que les seigneurs exercent et non par leurs officiers de justice, la police, réglant les bans, les changeant à leur gré, fixent eux-mêmes les jours pour faucher, etc., exigent même que l'on s'adresse à eux et qu'ils sont sur les lieux pour avoir une permission pour travailler les dimanches et fêtes.

ART. 21. — Les Seigneurs devraient défendre aux personnes attachées à leur service et vivant dans leur maison de faire aucun commerce selon l'intention de Sa Majesté, au moins ne pas empêcher qu'elles soient imposées au rôle des tailles.

ART. 22. — La communauté reconnaissant le bien que l'Assemblée municipale et autres supérieurs procurent et procureront mieux à la suite, en demandé la conservation.

ART. 23. — Un moyen certain de faire fleurir l'agriculture qui est l'âme et la vie de l'Etat serait de voir augmenter le nombre des cultivateurs, de leur donner de l'émulation et de l'encouragement. Les décharger de payer les assises aux Seigneurs. Cette servitude diminue sensiblement le nombre des laboureurs et rebute ceux qui embrasseraient volontiers un état aussi utile à la Société. Au moins, il faudrait les laisser libres

de faire autant de charrues et d'employer autant de chevaux qu'ils voudraient en exigeant seulement d'eux le droit d'une charrue.

ART. 24. — La communauté demande aussi la suppression du droit de parcours sur les bans limitrophes; par ce moyen, on profiterait des avantages de la pâture qu'on aurait soin de ménager de distribuer pour la prolonger plus longtemps surtout pendant la saison des semailles on éviterait les querelles et les batailles ordinaires avec les bans voisins. Au moins, si on ne peut pas parvenir à cette suppression, on demanderait un règlement pour empêcher les voisins de venir ruiner et gâter les pâtures et leur défendre d'aller sur la partie réservée qu'après les semailles finies, ces réserves devant être pour les cultivateurs des lieux.

ART. 25. — Les Seigneurs, en vertu du prétendu droit qu'ils ont du tiers de tous les avantages et biens communaux prétendent aussi le tiers des eaux d'une seule fontaine dans le lieu, qui, dans sa totalité ne suffit pas même pour la communauté. Il n'y a pas d'année qu'elle ne tarisse trois à quatre mois, quelquefois six. La communauté qui n'a que cette fontaine et quelques puits pour les particuliers, demande avec droit que les Seigneurs soient déchus de leurs prétentions ayant la ressource d'un puits suffisant pour les besoins de leur maison et un second dans leur jardin pour les arrosements.

ART. 26. — La communauté demande que les Seigneurs paient le tiers des vingtièmes imposés sur la communauté pour les bois et paquis dont les Seigneurs jouissent au moins pour un tiers.

ART. 27. — La communauté désirerait qu'on cherche d'autres moyens que ceux qui viennent d'être établis pour la confection et entretien des routes. Il paraît injuste de faire supporter cette charge à ceux qui ne s'en servent pas. Le mal doit être réparé par celui qui l'a fait. Ceux qui détériorent les routes doivent les réparer et ce sont ceux là même qui n'y contribuent en rien. On devrait établir dans chaque village un bureau où les voituriers et gens à cheval paieront un certain droit et le montant serait destiné à l'entretien. On ferait à ce sujet des règlements. Il sera toujours dur et injuste de faire concourir à l'entretien des routes un manœuvre, un vigneron qui ne sortirait point de son village.

ART. 28. — La ville de Pont-à-Mousson réclame son université transférée à Nancy. Les habitants du lieu ont eu communication des remontrances qu'elle fait à Sa Majesté. Elles sont des plus justes. Ils croient devoir se joindre à elle par l'avantage qu'ils en tireront eux-mêmes, la ville se trouvant considérablement augmentée, la consommation sera plus forte, les marchés, le commerce prendront faveur. La proximité de cette communauté y fera refluer plus aisément qu'ailleurs, ses grains, vins, denrées et provisions, elle tirera meilleure partie et à moindres frais.

ART. 29. — La communauté supplie Sa Majesté d'ordonner la diminution du prix du sel qui est de première nécessité et d'une grosse consommation bien onéreuse surtout pour les pauvres si la taxe était modérée, le peuple y trouverait l'avantage bien reconnu de pouvoir en donner comme anciennement aux bestiaux et prévenir les maladies.

ART. 30. — Sa Majesté est suppliée de supprimer les bureaux d'acquit qui sont une vraie charge et mettent des entraves très considérables aux

voituriers et autres personnes chargées de marchandises qui se trouvent obligées de passer un moment sur terre d'Evêché. Comme ces bureaux ne sont pas même sur les passages, on est contraint d'aller dans les bureaux, d'abandonner une voiture et des chevaux, d'être exposé à être volé, ce qui n'est pas un inconvénient à mépriser.

ART. 31. — Sa Majesté est encore suppliée de supprimer un cens annuel de trente sols de Lorraine attaché à son domaine de Prény près de Pont-à-Mousson, que les habitants de cette communauté paie pour le droit de refuge au château. La charge ne subsistant plus, la redevance ne devrait plus avoir lieu.

ART. 32. — La communauté demande et insiste à demander que les cahiers du Tiers Etat soient faits et rédigés séparément de ceux du Clergé et de la Noblesse.

ART. 33. — Sa Majesté est très humblement suppliée d'imposer indistinctement tous les biens de son Royaume soit qu'ils soient possédés par le Clergé, la Noblesse et le Tiers Etat. Tous sont sujets de Sa Majesté, tous doivent être imposés à proportion de leurs moyens aux besoins et aux charges de l'Etat. On voit par l'exposé des servitudes et de tous les droits que les habitants paient aux Seigneurs que si lesdits seigneurs sont maintenus dans cette possession, ils seront dans l'impossibilité de s'acquitter de tous leurs impôts pour l'avenir envers Sa Majesté se trouvant épuisée et presque réduite à la misère si contre leur espérance les prétendus droits seigneuriaux ne sont pas modérés et supprimés pour la plupart. Ils se jettent aux pieds de Sa Majesté pour la supplier instamment de modérer elle-même ses impôts à son égard et d'ordonner aux Seigneurs d'exhiber leurs titres si souvent demandés ou autorisés, les suppliant de refuser les droits.

Réclamer les Etats de la province de Lorraine et de Barrois.

Lesquelles supplications, plaintes et remontrances ont été lues avouées et signées de tous les habitants de la communauté invités, avertis par le son de la cloche et trouvés prêts à l'Assemblée tenue à la maison de Cure sous la présidence du Sieur Curé comme il est d'usage sans qu'on puisse tirer à conséquence, l'Assemblée qui s'est tenue au Greffe de la municipalité le huit du courant, n'ayant pu la tenir par cause de maladie et au même instant le cahier a été mis entre les mains d'André Louis et de Claude Nicolas Jollain députés choisis pour le poste de l'Assemblée générale de Pont-à-Mousson. Le tout fait et arrêté à Manonville le dix mars mil sept cent quatre vingt neuf :

[Signatures de] André Louis; Nicolas Jollain; J. Durette; J. Henry; Jean Poinot; G. Fétry; C. Mathieu; Dominique Bertrand; Mathieu Génin; André Durette; J. François Barry; Jean-Baptiste Nicolas; H. Heymonnet; N. Génin; N. Pierson, Pagnant, *curé de Manonville, président de l'Assemblée*; J. Viville, *greffier* (1).

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 16 pages, dont 15 de texte et signatures.

MARTINCOURT

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 130 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Dieulouard. — Collateur : ? — Décimateur : ?

Feux : 60 (1789). — Hab. : 255 (1790).

Seigneur : Comte de Lenoncourt (1789).

Impositions (1789) : ?

Députés : Charles Martin et André Nalet le jeune.

CAHIER

rédigé par la communauté de Martincourt et dépendances contenant les doléances, plaintes et remontrances de ladite communauté et signé des habitants et par nous Maire du Comté de Pierfort après l'avoir côté et paraphé par première et dernière page ne varietur au bas d'icelles.

ARTICLE PREMIER. — La communauté se plaint de l'inégalité de l'imposition des charges publiques. Il y a dans les deux duchés un nombre exorbitant de privilégiés parmi la noblesse, le clergé et le tiers état. C'est une injustice contre laquelle nous réclamons de toutes nos forces parce que les impositions publiques deviennent oppressives pour le tiers état c'est-à-dire pour la partie du sujet la plus utile et la plus pauvre.

ART. 2. — La communauté remarque que depuis la réunion des deux duchés à la couronne de France, les tailles ont augmenté progressivement de beaucoup, ce qui a augmenté la misère des pauvres à proportion, qu'on y ajouta presque de suite une nouvelle taille des ponts et chaussées sans rien diminuer de la première, qu'on a obligé les deux duchés malgré ce nouvel impôt à faire par corvée de bras et de voitures des nouvelles chaussées et réparer les anciennes et en dernier lieu on a augmenté la taille d'un sixième pour ce sixième être employé par les ponts et chaussées en laissant subsister l'ancien impôt et en exemptant le clergé et la noblesse d'y contribuer en rien. L'injustice est visible, ces chaussées ne sont faites que pour les riches, elles ne sont presque jamais d'aucune utilité pour ceux qui paient ces travaux faute de denrées à vendre et de commerce à exercer.

ART. 3. — Un autre abus à réformer, c'est l'impôt sur le sel, impôt qui s'est haussé depuis cinq sols et demi de Lorraine jusqu'à douze sols et demi de francs, les salines sont des propriétés de la province, elle fournit le bois et les bras pour façonner le sel, ce qui fait plus de peine aux Lorrains, c'est de voir qu'au lieu d'être favorisés dans l'achat de cette denrée qui est de première et indispensable nécessité, les étrangers leur font préférence et ont notre sel, les uns à trois quarts, les autres au tiers et à moitié moins que nous, ce qui ajoute à la dureté de cet impôt, c'est qu'il pèse plus sur les pauvres que sur les riches qu'ils usent moins de sel que ceux-ci, les pauvres dans les villages de peur d'user trop de sel n'osent s'en servir pour se préparer des légumes ne pouvant se procurer de la graisse pour ne pas manquer de sel, se réduisent pour leur soupe au sel

et à l'eau et à quelques graines farineuses. D'ailleurs la cherté du sel est très nuisible au nourri et à la graisse des bestiaux et comme si l'on l'étudiait à nuire au peuple, on fait jeter dans la rivière le sel qui se trouve dans le fond des tonnes de morue et de harengs. Ah ! que notre Bon Roi ne connaît-il comme on traite son pauvre peuple !

ART. 4. — La loi qui permet les enclos pour jouir exclusivement de la veine pâture après les récoltes est vraie injustice, très nuisible au bien public. Il n'y a que les riches propriétaires qui puissent profiter de l'avantage des clos, ils ont de grandes pièces de terres, ils ont le moyen et les commodités de la fermeture pour les petits propriétaires leurs héritages sont beaucoup plus grand ou long que large, ils n'ont pas la commodité et le moyen de fermer. Quand ils l'auraient, la dépense excéderait de beaucoup le profit qu'ils peuvent en espérer. Qu'arrive-t-il et que font les riches propriétaires avec leur droit de troupeau à part ? Ils commencent par faire ronger la pâture du ban. Quand cette pâture est épuisée et les bestiaux du village affamés, alors ils ouvrent leurs clos pour leurs bestiaux exclusivement. Il arrive un préjudice essentiel au peuple et aux petits cultivateurs. Le pauvre ne peut nourrir qu'une vache et quelques brebis, plus encore à l'écurie que dans la campagne et comme le nourrit est réduit à très peu de bestiaux, à peine les nourrices peuvent-elles trouver un peu de lait pour allaiter leurs enfants et ne peuvent retirer de leurs brebis de quoi se couvrir, ils sont obligés d'acheter le beurre fort cher et encore ont-ils bien de la peine d'en trouver pour de l'argent parce que cette denrée est devenue fort rare. Voilà ce que produit la liberté de faire des clos.

ART. 5. — Il faudrait supprimer les huissiers priseurs établis en Lorraine pour toutes les ventes publiques dont le véritable effet est de produire la ruine des malheureux habitants de la campagne qui avant cet établissement voyaient faire gratis par des préposés de communauté ce qui aujourd'hui coûte une partie des minces successions qu'ils recueillent.

ART. 6. — Il faudrait aussi supprimer un impôt qui devient très nuisible aux pauvres et malades. Il est vrai que les fondations faites pour procurer aux pauvres malades bouillons et remèdes, etc., ne sont point sujettes aux droits d'amortissement, mais il faut faire homologuer cette loi au Parlement en cas de remboursement et de remplacement, on ne peut plus replacer l'argent que sur le Roi ou le Clergé sans quoi il faut des lettres très coûteuses et le Roi ne paie plus la rente qu'au denier vingt-cinq. Voilà ce qui s'appelle mettre des entraves à la charité et qui tourne le fondateur au préjudice des pauvres malades ; non seulement les établissements en faveur des pauvres malades ; sont gênés mais encore à l'égard des autres pauvres, on ne peut exercer la charité envers eux qu'en payant d'abord des amortissements et des lettres patentes et ainsi de même à chaque remboursement et remplacement des fonds. Cela veut dire qu'on ne peut sans payer un impôt pratiquer la première vertu chrétienne qui est la charité.

ART. 8. — La communauté se plaint aussi du trop grand nombre de bureaux établis pour droit de foraine et de transit, comme les villages des provinces voisines sont en très grand nombre enclavés dans les deux duchés, il se trouve des bureaux établis presque dans chaque village. ce

qui nuit au commerce, empêche la circulation, retarde les voituriers et souvent devient un piège pour le peuple qui manque de connaissance. Il faudrait supprimer cet impôt qui ne peut guère rapporter au delà de ce qu'il en coûte pour payer les employés.

ART. 8. — La communauté étant voisine de Pont-à-Mousson se joint à cette ville pour réclamer son université transférée à Nancy depuis quelques années. C'est un héritage qu'on lui a enlevé, elle en avait les titres et la possession. Cette perte sensible qui en résulte pour la ville et dont les effets s'étendent dans tout le voisinage tant pour la vente des denrées que pour les pensions excessives qu'il faut payer dans une grande ville comme Nancy et l'avantage des parents d'être près de leurs enfants et de les avoir dans une petite ville beaucoup moins dangereuse pour les mœurs et la suite du libertinage.

ART. 9. — Les députés choisis auront soin de s'informer exactement auprès des autres députés dont les commettants dépendent de la gruerie de Pont-à-Mousson pour savoir d'eux si lors de l'arpentage des bois, les officiers de la gruerie ont été payés de leur vacation pour cette opération et s'ils continuent de se faire payer tous les ans en marquant les affouages, et si cela se trouve vrai, insister fortement avec eux pour faire cesser cette injustice. Il est évident que notre communauté n'a pas dans son affouage de quoi payer l'assise et la marque de l'annuel y compris le vingtième à payer au Roi, nos bois ayant été réglés et mis en coupes de quinze et seize arpents l'une et les tranchées dicelles faites en l'année mil sept cent soixante et onze dont le paiement a été fait de l'argent du produit de nos bois, pour savoir si aujourd'hui il advient trois livres dix sols de France par arpents pour la marque des balivaux et pied cornier, audit officier de grurie et ont les habitants signé à Martincourt ce neuf mars mil sept cent quatre vingt neuf :

[Signatures de] André Nalet ; François Henry ; Jean Rouyer ; Nicolas Henry ; Michel Perrin ; Pierre Gouot, *maire*.

Le présent cahier a été côté et paraphé par nous Maire soussigné par premier et dernier lequel contient onze pages. A Martincourt ce huitième mars mil sept cent quatre vingt neuf.

[Signature de] Pierre Gouot (1).

MINORVILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Hab. : 210 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Dieulouard. — Collateur : Chapitre de Saint-Gengoult de Toul. — Décimateur : Chapitre de Saint-Gengoult de Toul.

(1) Arch. de M.-et-M., série B. Fonds judiciaire. Cahier de doléances. Cahier de 14 pages dont 10 de texte et signatures.

Feux : 70 (1789). — Habit. : 318 (1790).

Seigneur : Comte de Ragnel-Brancion et le chapitre Saint-Gengoult de Toul (1789).

Impositions (1789) : Subvention	873 livres
Ponts et Chaussées	827 livres

1.700 livres

Députés : François Mangeot et Jean-Baptiste Pierson.

CAHIER

Le présent cahier, destiné de faire les très humbles remontrances, plaintes et doléances des maire syndic et habitants et communauté de Minorville St Gengoult, a été côté et paraphé par premier et dernier lequel s'est trouvé contenir huit feuillets par nous François Jacquemin maire audit lieu, le huit mars mil sept cent quatre vingt neuf.

[Signature] François Jacquemin.

Cejourd'hui huit mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, les maire, syndic, habitants et communauté de Minorville Saint-Gengoult, office de Pont-à-Mousson, pour répondre très humblement à la lettre gracieuse de Sa Majesté très chrétienne notre auguste Monarque et encouragez par la permission qu'il nous donne de porter nos vœux et doléances au pied de son trône, nous osons supplier Sa Majesté :

1° De protéger l'agriculture, cette partie si intéressante; de favoriser et soulager les cultivateurs, surchargés dans la répartition des subsides et impositions royales, lesquelles jointes aux droits s'y multiplient et souvent s'y équivoquent des seigneurs particuliers, savoir : gerbage à l'onzième sur tous les grains rentrant au village, droits de feux, de four et de bourgeoisie, moulin et autres droits qui, joints aux impositions royales, leur laissent à peyne l'espérance de tirer du sein de la terre qu'ils arrosent de leur sueur, de quoi subsister, d'où il arrive qu'une infinité de laboureurs sont forcés d'abandonner un genre d'occupation si nécessaire à l'Etat et si ingrat et ruineux pour eux-mêmes.

2° D'interrompre les défrichements et d'ordonner la remise en nature des paquis, bois et autres espèces de terrains. Ces défrichements privant les campagnes de la ressource du nourri.

3° De rechercher la cause des maux de la France dans leurs véritables sources, de punir l'abus de son autorité dans ceux qui ont osé trahir la gloire et les intérêts les plus chers à son cœur royal, le bonheur de ses sujets.

4° D'annuler les échanges royaux et les acquisitions préjudiciables aux intérêts de sa couronne.

5° De réprimer les concussions et exactions fréquentes des commis et sous-ordres des fermiers.

6° De déterminer un impôt pour subvenir aux dettes et aux besoins présents de l'Etat, d'en procurer l'équitable répartition sur tous les sujets

généralement du Royaume dans une juste proportion avec leurs facultés relatives et de supprimer les impôts antérieurs.

7° D'assoir les impositions extraordinaires sur les objets qui ne sont que de faste et de luxe dont on ne peut trop modérer les progrès et qui ne peuvent qu'énervier et appauvrir la Nation.

8° De procurer la liberté de communication entre les sujets et celle du commerce par la soustraction des gabelles et de toutes les entraves et gênes qui se trouvent dans les traites foraines pour le passage et communication des denrées de nécessité.

9° De réformer en Lorraine les usines trop multiples, salines, verrerie et autres dont la consommation porte les bois à un prix exorbitant, ruinera les forêts et en épuîsera les fonds, biens si précieux.

1° D'arrêter les plaintes qui retentissent de toutes parts contre l'établissement des huissiers priseurs, nouvelle sangsue qui désole l'héritage de l'orphelin.

11° Enfin nous supplions Sa Majesté de trouver dans sa profonde sagesse des moyens de faire percevoir et administrer fidèlement et économiquement les finances pour que les dettes de l'Etat, promptement acquittées, nous n'ayons plus qu'à partager le bonheur comme celui d'obéir au Roi le meilleur et le plus sage, et à nous intéresser dans le sein de la paix à la durée et à la gloire de son règne. Ce sont, Sire, les vœux les plus chers de vos fidèles et respectueux sujets, les membres du Tiers-Etat de Minorville :

[Signatures] Etienne Grandidier, J. Barry, Joseph Maire, J. Boulanger, M. Aubertin, D. Macquin, Christophe Meunier, J. Thomas, Marchal, Dominique Grandidier, François Macquin, François Jacquemin, *maire*; B. Pierson, Mangeot, François Grandidier, François Boucher, Nicolas Nauroy, Joseph Rigau, Joseph Lucard, Claude Michel, Nicolas Grandidier, D. Bouchot, J.-François Louvriot.

Doléances particulières de la communauté de Minorville Saint-Gengoulf :

1° La communauté se trouve chargée de payer à MM. les vénérables doyens et chanoines de l'église collégiale de Saint-Gengoulf de la ville de Toul, la onzième gerbe pour la grosse dixme tandis qu'avant 1719 on ne payait la dixme qu'au douze. Les vénérables ci-dessus ont obtenu arrêt de la Cour souveraine de Lorraine par ouïe de témoins en 1755 sans avoir produit aucun titre. C'est pour cette erreur que les remontrants demandent très instamment de voir le titre ancien ou qu'ils soient remis au même état qu'avant 1719.

2° La même communauté est aussi chargée de payer au même chapitre la onzième gerbe pour droit de gerbage sur chaque voiture qu'ils ramènent au village, soit qu'ils les chargent sur le ban de Minorville ou sur tout autre ban.

3° La même communauté se trouve en entrave de faire moudre son grain dans le moulin, posé sur le ruisseau passant sur le ban dudit lieu, qui ne tourne pour le plus souvent que trois mois de l'année, ce qui met le plus souvent les habitants au dépourvu de farine.

4° Ledit chapitre jouit de la pêche dans les ruisseaux passant sur le ban dudit lieu, quoique par déclaration ordonnée par S.A.R. en 1706 reçue par M. Jean Maillet, écuyer à la Chambre de Bar, la déclaration porte que la pêche appartient aux habitants, ce qu'ils réclament.

5° Le même chapitre jouit d'un droit nommé soine que chaque habitant paie annuellement qui fait par chacun trois-quarts de bichet, mesure de Pont-à-Mousson sans que les remontrants aient aucune connaissance des titres pour lesquels ils doivent.

6° Le même chapitre perçoit la dixme de pommes de terre, sans que les remontrants sachent s'ils la doivent ou non.

7° Le même chapitre jouit conjointement avec Sa Majesté du tiers d'un canton nommé le menu bois ci-devant en rapaille que les remontrants ont partagé et défriché, les deux autres tiers par portions égales, ledit chapitre perçoit la dixme et le terrage malgré l'arrêt de Louis XV de glorieux mémoire rendu en 1773 qui donne quinze ans de franchise de tout droit. Ce qui fait que le même jouit de plus de la moitié.

8° Enfin, le même chapitre jouit conjointement avec Sa Majesté annuellement du tiers denier dans les ventes des arbres qui se font dans les bois communaux, de même que dans les ventes surnuméraires et quart en réserve sans payer aucun abonnement dont les remontrants sont chargés (1).

MONTAUVILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. — Habitants : 675 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény, dépendance de la paroisse de Saint Pierre de Maidières. — Collateur : ? — Décimateurs : ceux de Maidières.

Feux : 70 (1789). — Habit. : 337 (1790).

Seigneurs : Anne Bernard Antoine, marquis de Raigecourt et Claude François de Millet de Chevert (1789).

Impositions (1789) : Subvention	525 livres
Ponts et Chaussées	498 livres

1.023 livres

Députés : Etienne Chevre et Charles Guerlin.

CAHIER

Cejourd'hui huit mars mil sept cent quatre vingt neuf, l'assemblée municipale de la communauté de Montauville réunie en la maison du sieur Claude Parisot pour délibérer sur les affaires de la communauté

(1) Arch. de M.-et-M., série B. Fonds judiciaire. Cahier de doléances. Cahier de 16 pages, dont 11 de texte et signatures.

considérant que la communauté est chargée d'entretiens considérables et plusieurs charges considérables.

1° Notre communauté est chargée des deux tiers de l'entretien de l'église de St Pierre, leur mère église, de même que les luminaires, des deux tiers du gage du maître d'école, les deux tiers de l'entretien de la maison de cure de St Pierre de Maidières.

2° Ils sont chargés en entier de l'entretien de leur église de Montauville, du gage du maître d'école, de l'entretien en entier de la maison vicariale et luminaires, ornements, sans que les décimateurs entrent dans aucune dépense, objets si considérables que depuis 1785 jusque ce jour-d'hui huit mars 1789, l'on a fait des adjudications pour plus de trois mille livres à la charge seule des habitants de Montauville, ce qui a réduit les habitants de cette communauté dans l'indigence la plus grande.

3° Cette communauté ne possède aucun bien en propriété, ils en ont un seulement, un droit usagé de percevoir une petite portion de bois qui peut produire annuellement une demi corde de bois et un demi cent de fagots, laquelle portion se trouvant chargée d'une redevance annuelle envers les seigneurs de six bichets d'avoine mesure de Pont-à-Mousson, laquelle portion souvent ne valant pas les six bichets d'avoine, laquelle portion est aussi chargée des droits de la maîtrise.

4° Il appartient au seigneur environ trois cents jours de très mauvaises terres appelées vulgairement la côte St Pierre, qu'à la vérité chaque habitant a droit d'y ensemercer autant qu'il est en pouvoir, mais ces mêmes terres sont chargées d'une redevance au seigneur d'un demi bichet et une coupillon d'avoine et un gros chaque jour; il arrive très souvent que ces mêmes terres ne produisent pas même pour la semence.

5° Les laboureurs du lieu sont en outre chargés d'un autre droit d'assise envers les seigneurs, de trois quarts de blé et trois quarts d'avoine même mesure de Pont-à-Mousson par trente deux jours de terres.

6° Ils sont chargés d'une banalité au pressoir de la septième hotte qui coûte à la pierre.

7° L'on doit considérer que cette communauté se trouve dans une position considérable et onéreuse des chemins de traverse de leur ban, ces chemins servent à la traîne des bois de la forêt de Puvenelle de quantité de carrière tant en pierre de taille que moëllon ainsi que des charriots des champs des moulins de la ville, chose extrêmement couteuse puisque l'on vient d'en faire encore une adjudication de deux cent cinquante livres ordonnée par Monseigneur l'Intendant.

8° Les remontrants se trouvent dans l'obligation de faire une remontrance à l'égard des vins de Lorraine pour l'entrée du pays messin, les sujets de Lorraine ne peuvent entrer en Metz et dans le pays messin qu'en payant vingt et un sols six deniers par hotte, argent de France, ce qui met les pauvres vigneron hors d'état d'y conduire leurs vins. C'était la seule ressource qu'ils avaient, pour le débit, ils n'ont plus aucun débouché et à défaut de, se sont souvent forcé de le vendre à très vil prix ce qui empêche totalement le débouché pour l'Allemagne, ce qui était notre ressource. En considérant toutes ces charges, l'on peut voir que cette

communauté est réduite à la plus grande misère à quoi nous supplions charitablement nos supérieurs de jeter les yeux sur ces remontrances et sera grâce et justice.

[Signatures de] Sébastien Laviolle; Jean-Nicolas de Laviolle, *maire*; Charles Guertin; Mathieu Laharotte; Charles Laviolle, *greffier*; Joseph Ferry; Joseph Laviolle; Nicolas Blaise; François-Nicolas Blaise; Étienne Chevit; Nicolas Leroy; Jean Viant; Pierre Viant.

Les susdits habitants regardent encore comme une époque de leurs misères, la translation de l'université de Pont-à-Mousson à Nancy et se joignent avec empressement et confiance aux citoyens de Pont-à-Mousson pour supplier très humblement le Roi de rétablir cette université dans la susdite ville de Pont-à-Mousson.

Il résulte un abus qu'il serait très nécessaire de révoquer ce sont de ces personnes qui se sont adroitement et subtilement séparés de biens et ce pour tromper et frauder leurs créanciers et que cela est extrêmement nuisible au commerce. Ce sont ces gens que l'on appelle verbonet; il serait à propos de les obliger à porter leurs enseignes, ce ne peut jamais être que la mauvaise qui les excite à cela l'on devrait charitablement révoquer cet abus.

Quant à l'égard des clos que Sa Majesté a permis, il en résulte des amendes considérables aux particuliers qui ont droit de parcours, ce qui entraîne à des procès considérables, vu que très souvent ces clôtures sont insuffisantes pour empêcher l'entrée des bestiaux. L'on a vu depuis peu dans les cantons des batailles qui ont déshonoré et ruiné des familles.

Il s'y pratique dans plusieurs villages et notamment dans le nôtre des particuliers qui s'établissent, qui pillent et qui volent adroitement que l'on n'ose les attaquer craignant leurs méchancetés et leur mauvaise foi et l'on n'ose poursuivre craignant s'entraîner dans des mauvais procès. Si Messieurs les gens du Roi voulaient en prendre connaissance ils trouveraient suffisamment pour chasser et bannir de ce pays ces coquins pour la tranquillité des communautés et sera grâce.

[Signatures de] Parisot; Étienne Chevet; Charles Laviolle; Sébastien Laviolle; Claude Parisot; Jean-Nicolas de Laviolle, *maire*.

Ce jourd'hui quinze mars mil sept cent quatre vingt neuf, l'Assemblée municipale de la Communauté de Montauville réunie dans la maison du Sr Claude Parisot, syndic de la communauté, pour délibérer sur les affaires de la communauté, considérant que :

1° L'abolition de toute banalité comme une servitude trop honoreuse aux banaux, la suppression ne serait nuisible aux particuliers ni aux fermiers, ils feraient par intérêt ce qu'ils sont obligés de faire par devoir.

2° C'est un préjudice considérable de l'établissement de tant de bureaux d'acquit entraîne à des contraventions et souvent à des retards qui portent un préjudice aux voyageurs et aux commerçants tant les sujets ne respirent qu'à l'abolition de ces acquits.

3° L'on doit observer pour suffire aux besoins de l'État sans fouler les peuples les gros bénéficiers comme les évêques, les abbés, les maisons religieuses qui ont des revenus si considérables qu'ils ne peuvent dissiper

le quart de leurs revenus. L'on peut retrancher sur ces personnes pour soulager le tiers Etat qui est celui qui supporte toutes les charges et qui paie des tailles considérables et les ponts et chaussées.

4° Les salines situées en Lorraine qui causent à cette province une cherté considérable et exorbitante des bois. Le public se plaint et murmure de payer le sel aux prix exorbitants tandis que l'on le fait payer dans les provinces étrangères distantes de cinquante à soixante lieues à deux sols la livre.

5° Les habitants de la communauté sont chargés d'une redevance aux seigneurs d'une demi hotte de vin chaque nouveau propriétaire d'héritage dans l'étendue du ban, soit à titre d'acquisition, donation ou assen- sement.

[Signatures de] Sébastien Laviolle; Charles Laviolle; Etienne Chev- it; Jean-Nicolas de Laviolle, *maire* (1).

MORVILLE-SUR-SEILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont- à-Mousson. — Habit. : 158 (1936).

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtré de Nomeny. — Patron : les prieurs et religieux de l'abbaye de Saint-Arnould. — Décim- ateurs : les religieux de Saint-Arnould, l'abbaye d'Orval et le curé du lieu.

Feux : 50 (1789). — Habit. : 251 (1790).

Seigneurs : RR. PP. Bénédictins de Saint-Arnould de Metz (1789).

Impositions (1789) : Subvention	393 livres
Ponts et chaussées	372 livres

765 livres

Députés : Dominique Petitmengin et Jean Panot.

CAHIER

Plaintes, doléances et réclamations de la communauté de Morville-sur-Seille

1° La communauté fait des vœux pour que la chambre des comptes de Bar persiste toujours dans les privilèges et se conduise d'après ses coutumes que l'on appelle à juste titre la sage coutume.

2° Que la ville de Pont-à-Mousson fut réintégrée dans le droit qu'elle a de posséder l'université. La perte qu'elle éprouve à cette occasion rejaillit sur les villages voisins et circonvoisins.

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson. Ces deux documents sont de la même écriture, le premier est de 4 pages de texte et signatures, le second de 2 pages de texte et signatures.

3° Que la justice et les procédures qui sont la ruine des particuliers fussent réformées et surtout que les charges des adjudicatures fussent électives.

4° Que les bureaux d'acquits, les droits de passage et les employés aux fermes du tabac qui mettent des entraves les plus gênantes, non seulement dans le commerce mais même dans le transport des denrées les plus nécessaires à la vie fussent supprimés.

5° Que les impôts sur la marque des cuirs fut diminué les habitants de la campagne qu'à leurs ouvrages, à peine peuvent-ils se chauffer attendu que le prix d'iceux trop exorbitant et que l'abonnement fut cédé aux tanneurs.

6° Que le sel devienne commercable. Le prix qui augmente tous les jours devient un impôt insupportable pour les pauvres.

7° Que l'impôt territorial fut établi pour rendre les contributions plus proportionnées aux véritables richesses.

8° Que la totalité des biens de communauté appartienne aux membres d'iceux et non pas aux seigneurs qui dans leur particulier sont incomparablement plus riches que toute une communauté que diraient les seigneurs si on les dépouillait de leurs biens? Ce n'est point là l'intention du Roy.

9° Que les habitants fussent affranchis des corvées seigneuriales de la banalité des moulins et des fours ou des censes que l'on paie pour lesdits droits.

10° Que les droits pour conserver les chasses fussent abolis afin de pouvoir détruire le gibier qui, depuis quelques années, ravage les campagnes et que la vente se fasse au profit du Roy.

11° Que les décimateurs fussent obligés de contribuer au soulagement des pauvres, des malades ou ils exploitent la dîme.

Le présent cahier de doléance fut exécuté à la pluralité des voix et que les suffrages fussent remis par voix ou par têtes et non point par ordres.

Fait à Morville-sur-Seille, ce huitième mars mil sept cent quatre vingt neuf et avons signé :

[Signatures de] Joseph Picquon; Christophe Tribout; Charles Gignout; Joseph Parisot; I. Panot; François Poissignon; J.-B. Raulin; François Georges; François Perrin, François Lahaye; Dominique Michel; Dominique Petitmangin; Jacques Dardaine; Jean Pauguin; Joseph Dezavelle; Jacques Bardit; Louis Dezavelle; Jean Jullien; Nicolas Louvard; Jean Anthelin; Jean-Baptiste Cordier; Charles, *syndic* (1).

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson. Cahier de 4 pages, dont 2 de texte et signatures.

MOUSSON

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. — Habit. : 81 (1936).

Dioc. de Metz — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtré de Pont-à-Mousson. — Patron : Sa Majesté. — Décimateurs : les chanoines de Sainte-Croix et le curé.

Feux : 40 (1789). — Habit. : 200 (1790).

Seigneur : ?

Impositions (1789) : Subvention	309 livres
Ponts et Chaussées	293 livres

602 livres

Députés : Jean Pierson et François Lucot.

CAHIER

ARTICLE PREMIER

Le village de Mousson, autrefois un des bourgs principaux du pays et des plus anciens de l'Europe, situé sur la montagne la plus élevée du pays, escarpée de toutes faces, placé dans la région moyenne, exposé aux intempéries les plus désastreuses, a mérité de tout temps, même avant le christianisme, la bienveillance et l'attention des princes auxquels il fut assujéti.

En 1365, le 27 juillet, le Duc Robert de Bar, et le 28 février 1444, le Duc René de Lorraine nos souverains, renouvelèrent et confirmèrent à perpétuité aux bourgeois de Mousson la franchise général telle en toutes choses que celle des bourgeois de la ville de Pont-à-Mousson, en outre l'exemption des gerbages de tous nos héritages que nous tenons ou tiendrons partout où ils soient situés, de blés, vins, deniers, charrois, chevaux-cheurs et de *toutes autres servitudes quelles qu'elles soient*, tant que nous serons habitants de Mousson, à l'exception seulement du moulin et du pressoir qui appartiennent à sa Majesté.

L'affranchissement de toutes tailles, subventions, servitudes qui pourraient être imposées sur le duché de Bar, et en place nous ne devons payer par chaque chef de famille que douze petits tournois et non plus le jour de la St Jean Baptiste.

Ces privilèges nous furent accordés et confirmés par nos princes pour conserver les cultivateurs dans ce lieu qui commençant à devenir inculte par la désertion de ses habitants à cause du local inaccessible du sol ingrat, de l'impétuosité des ouragans qui renversent les édifices et de l'éboulement journalier des terres qui ensevelissent nos vignes sous de nouvelles montagnes de décombres.

Nous espérons que Sa Majesté nous confirmera dans l'usage de tous nos privilèges à l'exemption de *toute servitude à l'exception seulement du moulin et du pressoir* qui sont à Sa Majesté, et que si les besoins de l'Etat ne permettent pas de nous rétablir actuellement dans la cote de douze

petits tournois pour toutes impositions. Sa Majesté en fera supporter une partie aux propriétaires étrangers dont nous ne sommes que fermiers.

ARTICLE SECOND

Les Pères Prémontrés de Pont-à-Mousson se sont emparé d'un paquis qui nous appartient contenant quatorze journaux de terre en une saison dont ils ont fait des terres arabes à leur profit. Nous réclamons ces terres et nous demandons qu'ils nous produisent des titres qui les justifient. Ils nous répondent que leur titre est la possession. Mais on ne peut jamais posséder contre une communauté qui est toujours mineure. Il y a apparence qu'ils se sont emparés de ce beau terrain dans le temps des troubles de la Lorraine. Nous sommes trop pauvres pour attaquer en justice les moines trop riches qui ont une clef d'or pour nous fermer le retour dans notre patrimoine, ainsi puisque le trône est ouvert aux cris des malheureux opprimés, nous supplions Sa Majesté d'ordonner la restitution de ce terrain communal ou vérifier les justes titres de possession.

ARTICLE TROISIÈME

Les mêmes prémontrés de Pont-à-Mousson, moines si ingénieux à séduire la religion des bons princes, obtinrent de notre dernier duc Léopold, une cession du four banal de Mousson. Notre Duc, qui ignorait ainsi que nous que cette banalité nous avait été remise par le duc Robert et le Duc René, leur accorda leur demande.

En 1703, les pères prémontrés nous revendirent cette banalité sous un cens de cent francs barrois. Nous ne savons combien de temps nos ancêtres ont payé ce cens : jamais nous n'en n'avions ouï parler jusqu'en 1776 que ces moines firent lever ce cens sur notre communauté par leur fermier de Mousson qui était pour lors maire de la paroisse et l'année d'ensuite par leur vigneron qui était collecteur des deniers royaux et firent signer sur leur registre ces deux hommes leurs domestiques qu'ils se reconnaissaient redevables de ce cens pour la communauté de Mousson.

Par cette fourberie, les moines prétendent avoir fait reconnaître leur titre. Nous refusons de le payer, parce que nos Ducs nous en ont fait remise en 1365 et 1444 par ces termes, nous leur donnons *franchise de toutes servitudes quelles qu'elles soient dont nous et nos hoirs ne pourront et ne devront rien demander sauf seulement pour nous et nos hoirs la banalité du pressoir et du moulin*. Nous refusons encore de les payer à cause de la prescription de leur titre qui n'a pas été renouvelé aux termes de la loi.

Ces moines se flattent qu'ils ont trente mille livres pour plaider. Ils feraient bien mieux de les employer aux besoins de l'Etat en nous laissant jouir en paix de notre misère sans donner atteinte à nos privilèges si propres à la confirmer.

ARTICLE QUATRIÈME

L'Hôtel de Ville de Pont-à-Mousson ayant obtenu par grâce de Sa Majesté le droit d'établir un impôt sur les vins étrangers, c'est-à-dire qui ne sont pas de son territoire et qu'on y conduit pour les vendre, fait subir bien injustement le même impôt aux vins de Mousson.

Car nous sommes exempts de cet impôt par nos Ducs déjà cités dont voici les termes : « Nous accordons franchise, en toutes choses, aux bourgeois et bourgeoises de notre chatel et bourg de Mousson, telles que nos bourgeois et bourgeoises de Pont-à-Mousson en usent et ont usé, et plus bas, désirant la retenue et l'accroissement de notre dit chatel et bourg avons d'abondant pour nous et pour nos hoirs donné et octroyé auxdits bourgeois et à leurs hoirs résidant en notre dit bourg, franchise entière de leurs blés, vins, etc... »

Nos Ducs n'ont ainsi usé d'indulgence envers nous que par l'expérience qu'ils avaient sous les yeux de nos grandes misères, lorsque de temps à autre ils venaient résider dans leur forteresse bâtie sur la pointe de la côte de Mousson.

Il est donc bien surprenant et en même temps cruel de voir que la ville du Pont charger nos vins de Mousson d'un impôt si désastreux qui ruine et empêche notre commerce notre seule ressource, notre bien unique.

Et certes, l'hôtel de ville de Pont-à-Mousson n'a établi cet impôt que sur les vins étrangers, les vins de ses bourgeois sont exceptés.

Or, nous sommes bourgeois de Pont-à-Mousson et bourgeois si naturels que les seuls originaires de Mousson ont seuls le droit de bourgeoisie dans Pont-à-Mousson, les autres ne peuvent le qualifier que du titre de manans, selon un décret d'un de nos Ducs que les mussipontois citent souvent par dérision ; nos vins ne sont donc pas sujets à l'impôt.

Mais comme les raisonnements les plus sensés et les privilèges les plus légitimes n'impriment aucune conviction pratique dans ceux qui sont juges et parties, nous supplions le gouvernement de détruire cette usurpation de la ville du Pont à nous y laisser débiter librement nos vins comme du temps passé.

ARTICLE CINQUIÈME

La ville de Pont-à-Mousson a obtenu de Sa Majesté, il y a trois ans, la permission de bâtir ses cimetières hors ses murs dans un terrain planté de vignes, avec ordre de dédommager les parties intéressées. Notre curé qui vient d'être nommé à la cure de Mousson par Sa Majesté, réclame en vain ses droits comme décimateur de ce terrain, il est le seul que la ville ne veut point indemniser ; cependant ses droits paraissent incontestables, car avant l'existence de la ville du Pont qui n'est qu'une fille formée par les déserteurs de Mousson leur mère, toute notre côte de vignes était ban et dixme de Mousson. Lorsque Pont-à-Mousson eut acquis une certaine existence, elle demanda de partager le ban de Mousson pour en former un particulier à la nouvelle ville. La fille prévalut sur la mère et emporta la plus grande partie de notre côte pour en former le ban de Pont-à-Mousson. Par ce partage si inégal, la cure de Mousson perdait presque tout son patrimoine. Pour apaiser le curé, la ville de Pont-à-Mousson lui accorda en dédommagement, la dixme sur un canton du ban de Pont-à-Mousson et entre autres sur ce terrain où l'hôtel de ville vient de faire bâtir ses cimetières. Il est donc juste que la ville paie à la cure de Mousson une rente proportionnelle au tort qu'elle lui fait sans quoi elle commettrait une nouvelle injustice en la privant du dédom-

magement qu'elle lui accorda auparavant. La ville est redevable de deux années de dismes à la cure de Mousson; les pauliers jurés estiment la dixme à quatre hottes par année.

Le curé de Mousson est trop pauvre pour entreprendre un procès contre une ville juge et partie dans cette cause, il attend des ordres dictés par la justice de Sa Majesté qui est collateur de ce bénéfice.

ARTICLE SIXIÈME

Dans le partage que la ville de Pont-à-Mousson a fait de notre ban de Mousson, elle a planté ses bornes dans la partie des terres arabes à vingt cinq pas le long de nos murs. Il était naturel que nous conservassions sur ce ban extrait du nôtre le droit de parcours, sans quoi nous ne pourrions sortir notre bétail du village. Aussi depuis 1260 nous avons joui de ce droit sur le ban du Pont et sur celui d'Atton par une transaction en bonne forme.

Nous supplions Sa Majesté de conserver à son chatel de Mousson, le droit de tout temps usité en égard à la petitesse actuelle de notre finage qui ne suffirait point à notre bétail.

ARTICLE SEPTIÈME

Renaut premier comte de Bar étant à son chateau à Mousson en 1149, pour encourager ses pauvres sujets à élever du bétail, leur permit de conduire leurs bêtes dans ses grandes forêts, leur accordant la vaine pâture.

Une permission générale rend cet usage encore licite aujourd'hui dans les grandes forêts où les bêtes ne peuvent causer aucun dommage. Les forêts de Mousson surtout qui produisent beaucoup d'herbes seraient capables de nourrir nos bêtes depuis le mois de mars jusqu'à la fenaison, mais Monsieur le Vicomte de Ludres à qui sa Majesté a fait une cession de ses chasses ne veut permettre à personne de fréquenter les bois. Il assomme à coups de bâton les pauvres gens qu'il trouve, fait faire des rapports contre les bêtes qui y échappent et nous prive par là d'une ressource que nous ne pouvons trouver sur notre montagne stérile en herbe pour les grosses bêtes.

Notre monarque n'est pas moins généreux et compatissant que ne le fut en pareilles circonstances le Comte Renaul de Bar. Nous espérons donc la même grâce.

ARTICLE HUITIÈME

Le même Comte Renaut de Bar retiré en son chateau de Mousson, dota le prieuré de St Michel que les religieux de St Michel avaient fondé au pied de notre montagne. Il leur donna un même temps la chapelle de son chateau érigée en prieuré sous le nom de St Pion avec toutes les dixmes du village et du chateau de Mousson.

Nous avions alors pour curé un de ces religieux bénédictins de St Mihiel qui résidait dans le prieuré de Mousson. Ces deux prieurés furent confondus et réunis en un sous le nom de St Pion.

La chapelle d'en bas fut de tout temps l'église où on fit l'office de la paroisse et notre cimetière y est adjacent.

Le prieuré fut réuni dans la suite à la collégiale de Ste Croix du Pont-à-Mousson qui nomma les premiers curés séculiers auxquels ils donnèrent pour portion alimentaire la moitié de la dixme. La chapelle et les ornements furent toujours entretenus aux frais du chapitre. Enfin, la nef de la chapelle tomba en ruine. Ce fut pour lors que le chapitre de Ste Croix nous transporta dans la chapelle du chateau ou nous sommes encore aujourd'hui.

Par la fondation, le chapitre de Ste Croix est obligé à nous dire fêtes et dimanches la première messe pour l'utilité du peuple. Il a rempli fort longtemps cette obligation dans le chœur qui était le seul reste des débris de la chapelle d'en bas. Le chœur étant également tombé en ruine, ils se servirent de la démolition et de toutes les grandes pierres de taille et des tombes pour réparer leur maison de ferme. Ce fut alors qu'ils transportèrent dans leur église du Pont-à-Mousson les messes qu'ils devaient nous dire chaque fête et dimanche dans leur chapelle de Mousson et ce transport fut fait de leur propre autorité.

En 1717, une sentence du bailliage condamna ce chapitre à *rétablir incessamment la chapelle du prieuré de St Pion qui leur appartient et à y faire célébrer le service divin comme ils y sont obligés et suivant l'ancien usage.*

Ils appelèrent de cette sentence, mais ne poursuivirent point leur appel et pour abuser de notre bonne foi, ils nous firent croire qu'ils avaient obtenu une sentence de l'évêché de Metz qui leur permettait d'acquitter les messes à Pont-à-Mousson dans l'église de leur collégiale, ce qui fut découvert absolument faux. Nous venons de les faire sommer par l'Assemblée de District de rétablir cette chapelle et nous dire les messes, mais ils nous méprisent et n'agissent pas.

Nous recourons à l'autorité de Sa Majesté la suppliant d'ordonner au chapitre de Ste Croix du Pont à Mousson de rétablir à leurs frais la chapelle du prieuré de St Pion dans l'endroit le plus convenable du village de Mousson et y dire à l'heure et aux jours marqués les messes fondées pour l'avantage du peuple et entretenir cette chapelle à leurs frais comme à eux appartenant et non à la communauté en faveur de laquelle le comte Renaul a doté richement cette chapelle pour y faire tous les offices de la paroisse.

ARTICLE NEUVIÈME

Nous demandons avec les plus vives instances le rétablissement de l'université de Nancy à Pont-à-Mousson qui est son emplacement naturel et à portée de toutes les villes en faveur desquelles elle a été établie.

ARTICLE ONZIÈME (1)

Nous demandons la permission de labourer nos paquis qui ne produisent presque point d'herbe, en égard à la sécheresse de notre local montagneux, avec remise du tiers comme il nous a été annoncé par l'assemblée provinciale.

Ce présent cahier contient trois feuillets écrits contenant nos doléances approuvées et signées des habitants chez le Syndic à Mousson le dix mars mil sept cent quatrevingt neuf.

(1) En réalité article dixième; erreur commise par les rédacteurs du cahier.

[Signatures de] Claude Nicolas; Charles-André Parison; Antoine Laharotte; Simon père; Claude Perrin; Thomas Lucot; J. Chalin; Jean Pierre Pierron; François Chardin; Pierre Chome; Charles Toussaint; François Lucot; François Lucot; Georges Robert; Claude Lucot. *syndic*; François Perrin; M. Belhade. *greffier*; Joseph Voignier; Jean Parison; Jean Ign. André; Grégoire Brigaland (1).

NORROY

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. — Habit. : 353 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Colateur : abbesse de Saint-Pierre de Metz. — Décimateur : abbesse de Saint-Pierre et le curé.

Feux : 130 (1789). — Habitants : 433 (1790).

Seigneur : abbesse de Saint-Pierre (1789).

Impositions (1789) : ?

Députés : Jean Laurent et Nicolas Haussert

CAHIER

Cejourd'hui huit mars mil sept cent quatre vingt neuf de relevée, la communauté de Norroy composée des habitants dicelle nés Français ou naturalisés, âgés de vingt cinq ans et compris dans les rôles des impositions étant assemblés dans une salle du chateau dudit Norroy servant d'auditoire à l'effet de vaquer à la rédaction du cahier de ses doléances, plaintes et remontrances ainsi qu'il est plus humblement exprimé au procès verbal de ladite assemblée tenue le même jour par devant le sieur juge de la haute justice après s'en être suffisamment occupé par le ministère de plusieurs commissions choisies des différentes classes de ses habitants ont définitivement et unanimement arrêté le cahier comme il suit :

La communauté dudit Norroy supplie très humblement Sa Majesté de prendre en considération les objets ci-après et de vouloir bien proportionner ses bontés et sa protection aux besoins qu'elle en a pour subvenir aux charges publiques aussi efficacement que les autres sujets de Sa Majesté plus favorisés que les habitants de Norroy des avantages de la fortune et de l'industrie.

L'unique ressource des habitants de Norroy est dans le produit de leurs vignes. Il est donc nécessaire que pour en tirer tout l'avantage dont il est susceptible, ils aient les moyens de se procurer facilement et le transport de leurs denrées.

Le premier obstacle qui nuit essentiellement au débit avantageux de leurs vins et qui n'est pas moins injuste dans son principe qu'onéreux

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson. Cahier de 16 pages, dont 7 de texte et signatures.

dans ses effets, c'est l'impôt accordé à la ville de Metz sur tous les vins de Lorraine qui entrent chez elle, dans le pays et dans la terre de Gorze pour y être consommés.

Par le traité de Risvick, une liberté de circulation et de commerce avait été respectivement établie entre les deux provinces de la Lorraine et des Trois évêchés. Elles avaient joui à leurs avantages mutuels jusqu'en 1758, première époque à laquelle les messins avaient obtenu, par un arrêt du conseil de Sa Majesté du onze juillet de cette année, que tous les vins de Lorraine qui entreraient et passeraient à Metz dans le pays messin et la terre de Gorze, seraient assujettis à un impôt de trois livres par muid.

En mil sept cent septante sept, les Lorrains s'étaient pourvus au conseil de Sa Majesté en opposition de cet arrêt, et avaient obtenu la franchise de cet impôt. Mais par d'autres arrêts du conseil du dix sept août mil sept cent septante neuf rendus sur les motifs les plus faux et les plus incidiens, les Messins sont parvenus à faire rétablir le droit de trois livres par muid sur les vins de Lorraine avec des extensions qui portent actuellement ce droit à quatre livres sept sols par muid, de sorte que cette entrave accablante, les propriétaires lorrains, voisins du pays de Metz se trouvent réduits à l'impossibilité d'avoir le débit de leurs vins ailleurs que dans leurs propres finages, tandis qu'avant l'impôt de Metz, ils en avaient un débouché avantageux dans la lorraine allemande, dans le pays de Sarre, même dans une partie de la Flandre et du pays de Liège.

Les habitants de Norroy ne déduiront pas ici les raisons par lesquelles ils croient devoir combattre et détruire les moyens dont les messins se sont servi pour se rendre favorables le conseil de Sa Majesté et en obtenir la décision du dix sept août 1779, leurs intérêts à cet égard étant communs avec ceux de la ville de Pont-à-Mousson et des villages dépendant de son ressort, ils ne peuvent mieux faire que de laisser à cette ville le soin de discuter elle-même cet objet important de leur commune utilité. Le zèle et les talents de ses administrateurs leur sont un sûr garant qu'ils ne s'en occuperont pas infructueusement et dans cette confiance, les réclamations de la communauté de Norroy se borneront quant à l'impôt de Metz à réunir leurs vœux à ceux de la ville de Pont-à-Mousson et des communautés de son ressort et de déclarer qu'ils adhèrent fermement et sans restrictions à la demande que cette ville et ses dépendances voudront bien faire l'affranchissement d'un impôt destructif de leur commune prospérité et de l'équilibre d'une circulation dans le commerce mutuel de deux provinces voisines enclavées l'une dans l'autre et qu'ayant un même droit à la protection du Gouvernement auquel elles sont soumises, ne peuvent avec justice élever l'intérêt de l'une sur les ruines de celui de l'autre.

Ils ne se permettront ici qu'une seule réflexion à l'appui de leurs doléances, parce qu'elle n'est d'une considération particulière à la communauté de Norroy, que ne connaîtraient pas sans doute les défenseurs de l'intérêt général de la contrée, c'est que la seigneurie de Norroy appartient au chapitre noble et séculier de St Louis de la ville de Metz qui, par conséquent a le droit d'y introduire en franchise de l'impôt les vins de cru de cette Seigneurie. Cette raison fait que quand, par la pénurie des récoltes, les habitants ou aucun d'eux sont obligés d'acquitter à prix d'argent les cens et autres prestations en vin qu'ils doivent au domaine de la

Seigneurie, la taxe s'en fait eu égard au privilège dont jouit le Seigneur d'introduire ses vins à Metz exempts de l'impôt de quatre livres sept sols par muid.

C'est conséquemment une surcharge pour les redevables en ce qu'ils sont obligés de racheter le vin qu'ils n'ont pas délivré en substance à un prix beaucoup plus cher qu'eux-mêmes ne peuvent le vendre. Il serait donc juste qu'ils en fussent indemnisés par l'avantage de participer au même privilège que leur Seigneur et ce qu'ils se croient fondés à solliciter efficacement si l'intérêt général de la ville de Pont-à-Mousson et des communautés de son ressort n'avaient pas assez de force pour anéantir tout à fait un impôt aussi oppressif.

Le second obstacle qui nuit au transport des vins de Norroy est inhérent à sa localité.

Il n'y a, pour arriver à Norroy avec des voitures, qu'un seul chemin assez long qui aboutit à la chaussée d'Arnaville. Ce chemin est pratiqué dans la côte sur laquelle est situé le village. Il est pierreux. Les grandes chutes d'eau, les glaces, la fonte des neiges et surtout le transport des pierres provenant de ses carrières, l'ont entièrement dégradé depuis plusieurs années en y faisant des ornières très profondes et dans quelques endroits des excavations de près de quatre pieds de la hauteur des bermes. Et ce chemin est devenu si impraticable que les voitures ne peuvent arriver au village ou en sortir lorsqu'elles sont chargées qu'avec les risques les plus effrayants d'être renversées et d'occasionner, par leur chute, la perte des vins qu'elles transportent et même des chevaux qui les conduisent. Ces accidents sont arrivés très fréquemment et la crainte toujours imminente de les voir renouveler à chaque instant éloigne les marchands et les consommateurs de venir s'approvisionner dans ce village. De cet inconvénient, résulte, pour les habitants de Norroy, celui de ne pouvoir se défaire de leurs denrées qu'avec peine et d'être le plus souvent obligés, surtout dans les années abondantes, de les faire conduire à leurs frais dans les villes et marchés voisins, où le besoin de leur subsistance les force à les vendre à vil prix et d'en sacrifier une grande partie aux frais du transport et à l'acquit des droits qui presque partout en grèvent l'entrée.

Le moyen de faire cesser cet inconvénient serait de faire rétablir entièrement ce chemin depuis sa jonction à la route d'Arnaville jusqu'à son entrée au village, ce qui ne pourrait s'exécuter que par la corvée en nature ou par une entreprise faite à prix d'argent.

Le premier parti ne peut s'adopter. La communauté de Norroy étant toute composée de vigneron et de journaliers dont le travail suffit à peine à l'acquit de leurs charges annuelles et à l'entretien le plus chétif de leur familles, il leur serait impossible de sacrifier à la réparation de leur chemin un temps qu'ils seraient obligés de dérober aux soins de leur propre subsistance. Sa Majesté elle-même a senti la force de ce motif, lorsque sa bienfaisance l'a déterminée en faveur de la classe indigente de ses sujets à convertir la prestation de la corvée en nature en une contribution à prix d'argent.

L'expédient de pourvoir au rétablissement du chemin de Norroy par la voie d'une entreprise dont le prix serait réparti par contribution sur tous les habitants n'est pas plus proposable. Cet objet serait coûteux et absolument au dessus des forces de cette communauté.

Les charges publiques et particulières dont elle est grevée excèdent évidemment les facultés de ses habitants. La subvention, les fourrages, ponts et chaussées, les vingtièmes, la contribution à la corvée, la garde des héritages et des biens champêtres, celle des bois de communauté, la prestation des droits et redevances seigneuriales, sont des charges toujours renaissantes et les malheureux contribuables ne parviennent à les acquitter qu'au détriment de leur subsistance qu'ils sont obligés de réduire à la nourriture la plus grossière dont encore ils manqueraient le plus souvent sans le secours des personnes charitables qui versent sur eux quelques aumônes.

Ils n'ont donc d'autre ressource à cet égard que d'intéresser la justice de Sa Majesté à leur accorder le secours nécessaire au rétablissement de leur chemin sur les fonds publics destinés à l'entretien et à la réparation des chaussées. Ce soulagement qui sera d'un grand prix pour cette communauté ne peut être étranger à la destination des fonds sur lesquels elle le sollicite puisqu'il aura pour objet de rétablir une circulation intéressante et sur le succès de laquelle se fondent uniquement le bien être et l'avantage des habitants et propriétaires de Norroy.

2° Une expérience de quelques mois a déjà fait sentir à la communauté de Norroy l'avantage qui résulterait à la province et à toutes les villes et communautés qui la composent d'être elle-même l'instrument de leur administration. Les assemblées provinciales et secondaires ont déjà opéré tout le bien que Sa Majesté s'était promis de cette forme de gouvernement et il ne leur manque que d'être sanctionnées par l'aveu et le choix libre des provinces qui s'y intéressent pour réunir toute la confiance dont elles ont besoin pour atteindre complètement à leur but.

Les habitants de cette communauté ne peuvent donc qu'insister à la réclamation générale de leur province. d'être elle-même dépositaire des moyens les plus propres à perfectionner son administration par un établissement fixe et permanent de ses états provinciaux auxquels seraient subordonnés des états secondaires d'arrondissement, de district et de municipalité. Cette heureuse organisation est un lien de correspondance et de communication entre toutes les parties d'une province par le moyen duquel l'ordre et l'harmonie se soutiennent. L'intérêt général s'étend et se fortifie et les divers plans d'amélioration peuvent s'exécuter avec le plus d'efficacité, chacun ayant droit à son tour et selon sa portée de concourir au bien commun, s'abandonne plus volontiers à des sentiments de patriotisme qui, partagés par ses concitoyens, lui en font ressentir à lui-même l'influence directe et rien ne peut être plus propre à ramener dans les esprits cette tendance générale vers le bien, cette abnégation de l'intérêt personnel et ce retour enfin de la pureté des mœurs sur lesquelles repose essentiellement la félicité publique.

3° Sa Majesté sera très humblement suppliée de jeter un regard de sa bienveillance sur les entraves qu'opposent à la liberté du commerce de la province et de la circulation de ses denrées, l'établissement des bureaux de traites foraines et l'obligation de se munir à chaque pas d'acquets à caution dont la formalité coûteuse et incommode devient par la moindre omission, une source de contravention et de procès.

Deux provinces soumises à la même domination dont les intérêts sont à très peu de chose près les mêmes, dont les rapports respectifs sont fréquents et multipliés, ne peuvent que souffrir infiniment de gêne et d'incommodité d'un assujettissement de cette nature, et s'il ne peut être compensé par le bénéfice qui en résulte aux finances de Sa Majesté, c'est une raison de plus de le proscrire comme un obstacle invincible à la prospérité des provinces qui en supportent le fardeau.

Les assemblées provinciales de la Lorraine et des trois évêchés ont du s'occuper de cet important objet et présenter au conseil de Sa Majesté les motifs qui se réunissaient à faire supprimer cette entrave. Sa Majesté est suppliée de s'en faire rendre compte et de les prendre en considération.

4° Sa Majesté a reconnu combien était onéreux aux malheureux habitants des campagnes la prestation de la corvée pour l'entretien des grandes routes et animé par les sentiments de justice et de bienfaisance dont toutes ses actions portent l'empreinte, elle s'est déterminée à convertir cette charge en une contribution pécuniaire qui se répartit sur chacun dans la proportion du sixième de sa contribution aux rôles de la subvention et des ponts et chaussées.

Ne serait-il pas plus juste encore que cette charge devenue uniquement pécuniaire fût supportée indistinctement par tous les sujets de Sa Majesté qui directement ou indirectement participent à l'avantage des grandes routes? Leur utilité n'est pas seulement sentie par les commerçants et par les cultivateurs, mais encore par toutes les classes de citoyens qui jouissent de quelque opulence. La part que chacun d'eux apporterait à la charge de leur entretien ne pourrait donc être regardée que comme un juste retour du bénéfice qu'ils en reçoivent et les pauvres habitants des villes et des campagnes, déjà trop grevés de leurs autres impositions, en recevraient du moins un soulagement qui leur rendrait le poids du surplus moins onéreux. Les ecclésiastiques et les nobles, quoique jaloux de conserver leurs privilèges sans atteintes, n'ont pu se refuser eux-mêmes à la justice de cette réclamation et il n'est pas douteux que sensibles aux maux et aux surcharges de la classe indigente du peuple, ils ne reportent sans résistance à la soulager dans cette partie de ses impôts. Les habitants de Norroy se joignent donc à tous les autres contribuables de la province pour solliciter du zèle et du patriotisme des privilégiés un acte de justice qu'ils recevront comme un gage de leur commisération et ils espèrent de la bienfaisance de Sa Majesté ainsi que du dévouement de tous les représentants de la Nation aux Etats Généraux, que cette intéressante réclamation ne sera pas sans succès.

5° La nécessité de subvenir par des impositions aux charges publiques d'un grand Etat a amené celle d'y assujettir une partie des consommations, mais il en est de première nécessité qui devraient être exemptes de cette loi commune ou du moins n'en être que faiblement affectées : telles sont le débit du sel et celui du tabac. Le premier est devenu une partie constituante de la nourriture de l'homme et elle est pour les pauvres des villes et des campagnes le seul assaisonnement dont il leur soit permis de relever l'insipidité des aliments grossiers dont ils font usage. Le besoin qu'ils en ont est conséquemment le même pour eux que celui du pain et la cherté successive de cette denrée a éprouvée depuis qu'elle a

cessé d'être une marchandise jusqu'à ce jour les force à n'en user qu'avec une économie préjudiciable à leur propre subsistance. D'un autre côté, le sel serait d'un grand secours aux cultivateurs et aux habitants des campagnes pour soulager leurs bestiaux dans les maladies dont ils peuvent être affectés ou les prévenir dans les temps d'épizotie, et le même obstacle les en prive tout à fait.

Il serait donc pour eux d'une très grande importance que l'on put reporter sur d'autres denrées d'une consommation moins indispensable l'impôt qui grève l'usage du sel. Mais si les circonstances de la situation actuelle des finances du Royaume ne permettaient pas d'accorder présentement au peuple ce point essentiel de soulagement, il serait du moins avantageux au bien de l'agriculture qu'une taxation faite pour la consommation de chaque ménage permit à chaque citoyen de s'approvisionner de cette denrée pour les autres usages de sa maison et de son commerce sur le pied des autres marchandises.

L'usage du tabac est devenu un besoin indispensable pour ceux qui en ont contracté l'habitude et il a cela de particulier que sa cherté ne peut en économiser la consommation. C'est donc un impôt très onéreux pour les pauvres qui en sentent plus impérieusement le besoin que celui de leur propre nourriture et qui, le plus souvent, se retranchent sur celle-ci pour satisfaire l'autre par une injustice que l'avidité des traitants a caché à Sa Majesté. Ils ont étendu la tyrannie de leur spéculation jusqu'à ôter aux débitants le moyen de préparer eux-mêmes cette denrée et par là ils ont détruit une concurrence qui rendait moins insupportable au peuple la cherté du tabac. De là, il en résulte que les bureaux de débit n'en ont plus fourni que de mauvaise qualité, que la plupart des débitants eux-mêmes l'altèrent journellement pour en augmenter le bénéfice.

Il serait donc à désirer que Sa Majesté voulut bien étendre ses bienfaits sur cette partie des besoins de ses peuples et soulager cet objet de consommation d'une partie des impôts dont elle est surchargée. En tout cas, il ne nuirait pas à l'intérêt de ses finances que l'on rendit aux débitants de tabac la liberté d'en faire eux-mêmes la préparation qui favoriserait sa qualité et l'économie de son usage.

6° Il est un abus dont la réforme intéresse singulièrement les propriétaires de Norroy et contre lequel ils croient important que tous les autres citoyens et cultivateurs de la province réunissent leurs réclamations.

Les lois de la province sur le droit de chasse suspendent depuis le 15 mars jusqu'au 15 août la permission de l'exercer, dans la vue de ne pas interrompre la reproduction du gibier et d'en empêcher l'entière destruction. Mais lorsque cette permission est ouverte, c'est ce temps où les plaines sont couvertes d'épis et la fréquentation des vignes interdites aux cultivateurs. Cependant, l'appas de quelques pièces de gibier porte les chasseurs à parcourir impunément et sans pitié les héritages couverts de leurs richesses et à y causer des dégâts d'autant plus considérables que les fruits sont plus proches de l'instant de leur récolte. Si les défenses portées par les édits et les réglemens de porter aucun préjudice aux propriétés ouvertes n'ont pas assez de force pour contenir des jeunes gens entraînés par la passion de la chasse, on ne doit pas espérer assez de courage dans de pauvres bangardes pour attendre d'eux que surmontant leur

timidité, ils chercheront au risque de leur propre sûreté à s'opposer à des incursions si nuisibles aux propriétés dont ils ont la garde, il serait donc à désirer que l'on s'occupât sérieusement à prévenir et à réformer à l'avenir un pareil abus par des réglemens sages et uniformes et par des moyens efficaces d'en opérer et d'en maintenir l'exécution.

Les habitants de Norroy observeront enfin que l'établissement des brevets pour la distillation des eaux de vie est un obstacle considérable à la liberté qu'ils doivent avoir de disposer de leurs marcs et résidus de leur vin selon leur plus grand avantage que cette entrave influe notablement sur les bénéfices qu'ils peuvent espérer de leurs denrées et qu'elle devient un nouvel impôt très aggravant pour eux. Comme ils ont lieu de croire que cette réclamation sera générale dans la province et surtout dans le bailliage duquel ils ressortissent, ils se contenteront ici d'indiquer leurs vœux et de supplier tous les députés de l'Assemblée générale de les recueillir pour les joindre aux leurs et ils en attendront confidemment leur succès.

Les habitants de Norroy auraient à proposer bien d'autres objets de plaintes et de doléances. Ils seraient portés par l'influence qu'ils ressentent directement des maux et des abus qui altèrent toutes les parties de la France et par la bonté singulière avec laquelle Sa Majesté daigne en ce moment leur tendre les bras de sa commiseration. Mais leurs réclamations ayant l'intérêt général et commun de tous les sujets de Sa Majesté pour objet, ils ont la confiance de croire que les motifs n'en auront pas échappé aux lumières des députés des villes et ils se reposent sur leur zèle du soin de les faire valoir en temps et lieu.

Fait et arrêté à Norroy les an et jour avant dit et ont lesdits habitants signé et marqué :

[Signatures de] Joseph Chardar, J.-D. Leduc, P. Bailly, Nicolas Courrier, Jean-Claude Chalmou, Jean Simonet, François Collot, François Grandidier, Pierre Antoine, J. Lepage, Nicolas Plaid, Simon Drouot, Joseph Lepage, Nicolas Pogné, D.-H. Génin, Nicolas Lecomte, Joseph Meunier, Pierre Sarazin, Bernard Voigny, Joseph Sarazin, Nicolas Fouvot, Jean Haussel, Bernard Laurent, François Dassonvin, Bernard Carré, Pierre Deni, J. Laurent.

Le présent cahier a été coté par nous Juge garde de la haute justice de Norroy et paraphé au bas de chaque page ne varientur et contient quatorze pages tant d'écriture que de signatures.

Fait à Norroy, le 9 mars 1789.

[Signature de] Le Lorrain (1).

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 16 pages, dont 14 de texte et signatures.

PAGNY-SOUS-PRENY

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. — Habit. : 2.564 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : abbé de Sainte-Marie. — Décimateurs : l'abbé de Sainte-Marie et le chapitre de l'Eglise cathédrale de Metz.

Feux : 160 (1789). — Habit. : 810 (1790).

Seigneur : Dominique Marc Antoine (1789).

Impositions (1789) : ?

Députés : Léopold Alizon et Pierre Toussaint.

CAHIER

de doléances de la communauté de Pagny-sous-Prény

1° Le quart des maisons du village de Pagny appartient aux Messieurs defforains et au Clergé de tous côtés à la réserve du Sr Curé de Pagny qui n'est pas riche.

2° Les trois quarts des bois des terres labourables, des prés, des chevenières et des vignes dudit Pagny appartiennent aux deux premiers ordres : la Noblesse et le Clergé.

3° Sur huit cents jours de vignes que contient le ban dudit Pagny, les habitants n'en possèdent qu'environ deux cent cinquante jours chargés de cens et rentes annuelles et situés dans les plus mauvais endroits.

4° Les émoluments de ladite communauté de Pagny sont de très petite conséquence et les habitants sont obligés de laisser à bail par ordre de M. l'intendant deux cantons de prés contenant cinquante journaux pour subvenir aux paiements des dettes dont elle est chargée et la communauté n'en perçoit que les deux tiers.

5° Depuis environ vingt ans, le pauvre tièrs Etat a essué plusieurs mauvaises récoltes qui les ont mis dans l'indigence notamment sur la cherté des vivres qui les met hors d'état de pouvoir payer les deniers royaux auxquels ils sont imposés, dont les collecteurs sont obligés de dresser des actes d'insolvabilité et les insolubles aux rôles de 1789 sont au nombre de vingt trois qui n'ont d'autres ressources que de mendier à la porte des contribuables.

6° La fabrique de Pagny est extrêmement pauvre, elle n'a d'autre revenu annuel que douze hottes de vin qu'il faut que Sr Curé achète pour subvenir à son besoin.

7° Les contribuables dudit Pagny sont obligés de payer le luminaire de la paroisse, l'entretien de la sacristie, celui du clocher, celui des cloches, celui du mur du cimetière, le gage du maître d'école et celui des sonneurs.

8° Le pauvre tièrs état est obligé pour vivre de cultiver les héritages des deux premiers ordres : la Noblesse et le Clergé à bon marché et ne

sont payés qu'en argent de Lorraine et ils paient les deniers royaux, les blés et autres choses nécessaires à leur nourriture au cours de France.

9° Le pauvre tiers état de la Lorraine cultive une partie des vignes des deux premiers ordres : la Noblesse et le Clergé du pays messin lesquels, après les récoltes, font transporter leur vin au pays messin sans aucun impôt, ensuite ferment les portes aux lorrains par les impôts établis sur leur vin de vingt trois sous de France par hotte de vin au profit de la ville de Metz, ce qui met les pauvres dans le cas d'avoir besoin, auprès de sa petite récolte en vin et d'autres ressources que sur cet objet pour subsister.

10° Les acquits de Lorraine pour passer en France empêchent beaucoup le commerce et coûtent beaucoup au Roi pour payer des employés qui sont inutiles.

11° Les clos champêtres que le Roi a permis sont nuisibles au parcours des troupeaux pour la veine pâture, de même que pour le transport des grains des autres champs et pour conduire les amandements occasionnés aux voitures à faire dommages dans les voisinages et ailleurs, ce qui fait souvent des rapports inutiles pour les bangardes, crainte de payer les dommages.

12° Le peuple se plaint sur l'augmentation du sel qui se paie actuellement à douze sous de France le pot tandis qu'il y a quelques années il ne le payait qu'à onze sous de Lorraine. Il désire qu'il soit remis au même prix.

13° Le public réclame de tous côtés que l'université soit rétablie à Pont-à-Mousson. C'est une petite ville bien rangée, bien régulière et bien édifiante pour la jeunesse, bien placée au milieu des trois évêchés. Par grâce, nous demandons que l'université soit remplacée à Pont-à-Mousson.

Et finalement si le Roi veut faire du bien à ses sujets de la communauté dudit Pagny, voici l'article le plus essentiel et le moins coûteux pour son Etat. Ladite communauté possède sur la montagne qui est au-dessus du village, environ cent soixante et dix huit arpents de terrain qui reste inculte et qui lui est inutile, rempli de buissons et d'épines et ne lui a jamais rapporté pour le vingtième qu'elle en paie.

La maîtrise des eaux et forêts de Pont-à-Mousson a tâché avec le secours des habitants en 1760, de mettre ce terrain en nature de bois. Personne n'en a pu venir à bout. Ce terrain est toujours dans la même situation et comme la disette est presque au pays, la communauté n'a trouvé d'autres ressources pour faire profit du terrain dont s'agit après avoir consulté les bons cultivateurs, de demander la permission de partager par égalité ledit terrain entre tous les habitants de ladite communauté, ensuite de défricher conformément à plusieurs édits du Roi qui permet à tous ses sujets lesdits défrichements et dessèchement dans tout son royaume et avec cette permission, le Roi fera un bien infini à la communauté de Pagny qui ne cessera de prier Dieu pour la conservation de sa personne, de ses magistrats et de son royaume.

[Signatures de] C. George, *maire*; Dominique Colin; Jean Baudin; J.-B. Gérard; J. Boulanger; Pierre Cointin; J. Collenet; Georges Beau-

din; Claude Galite; Dominique Michel; G. Durand; Toussaint; Durand Nicolas; F. Toussaint; Claude Charroy; Dominique Bazaine; François Claude; Louis Antoine; Joseph Lesebun; Marc Duval; François Riche; Marc Lelonge; C. Briqué.

Coté et paraphé par nous Claude George, *maire et chef de police* de Pagny-sous-Prény auquel nous ont trouvé huit pages y compris celle des signatures.

A Pagny, le neuf mars 1789.

[Signature de] C. George, *maire* (1).

PONT-A-MOUSSON

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton : ch. 1. c.
— Habit. : 11.343 (1936).

Paroisses et établissements religieux de Pont-à-Mousson (1789) :

NOM DES PAROISSES	DIOCÈSE	ARCHI- DIACONÉ	DOYENNÉ OU ARCHIPRÊTRE	COLLATEUR OU PATRON	DÉCIMATEURS
Saint-Martin	Metz	Vic	Pont-à-Mousson	Chanoines rég. de Pont-à-Mousson	Séminaire dans le ban de S ^t -Martin
Saint-Laurent	Toul	Port	Prény	Chapitre de Metz	Chapitre de Metz et curé
S ^t -Jean-Baptiste	Toul	Port	Prény	Roi	Chapitre de Sainte-Croix
S ^{te} -Croix-en-Rup	Toul	Port	Prény	Chapitre de Metz	Chapitre de Metz et curé

Etablissements religieux : Abbaye de l'Ordre des Prémontrés (Sainte-Marie-aux-Bois), Chapitre de l'insigne église collégiale de Sainte-Croix, Commanderie de l'Ordre de Malte, Carmes chaussés, Carmes déchaussés (hors de la ville), Chanoines réguliers de Saint-Antoine et de Saint-Augustin, RR. PP. Capucins et Minimes, Religieuses de la Congrégation de Notre-Dame, de la Visitation Sainte-Marie, Carmélites, Annonciades de la Bienheureuse Jeanne de France, Abbaye des Clarisses.

Feux : 1.651, dont 1.234 composant le Tiers-Etat (1789). — Habit : 6.428 (1790).

Impositions (1789) :

Subvention	8.989 livres 7 sols 3 deniers
Ponts et Chaussées....	8.530 livres 4 sols 3 deniers

17.519 livres 11 sols 6 deniers

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 8 pages de texte et signatures.

PROCES-VERBAL

Date : 10 mars 1789. — *Lieu* : Salle ordinaire de l'Hôtel de Ville de Pont-à-Mousson. — *Président* : Officiers municipaux. — *Secrétaire* : ? — *Députés* : Viard, lieutenant de maire ; Lempereur, marchand ; Colombel, marchand ; Maugras, docteur-médecin ; Ragot, lieutenant particulier au bailliage ; Mallarmé, assesseur ; Demory, rentier ; Willemmin, avocat.

CAHIER

des doléances de la ville de Pont-à-Mousson rédigé par le Tiers-Etat

1° Etablir une constitution assise sur des lois fondamentales qui fixent d'une manière certaine et inaltérable les droits du Monarque et ceux de la Nation.

2° Assurer le Trône à la famille royale selon l'ordre de succession qui a été suivi jusqu'à présent, sans que les femmes ni leurs descendants puissent succéder même dans le cas d'extinction de toutes les branches masculines.

3° Statuer que le Monarque jouira de la puissance exécutive dans toute son étendue ; qu'il aura le droit de faire la paix, la guerre, de conclure des alliances tant offensives que défensives afin de pourvoir par les moyens qu'il jugera les plus convenables à la sûreté et à la dignité de la Nation dans tous ses rapports extérieurs et politiques.

4° La liberté individuelle assurée par l'abolition de tout ordre arbitraire, de sorte qu'aucun citoyen ne puisse être arrêté et détenu en vertu d'aucune lettre close au delà du temps indispensablement nécessaire pour qu'il soit renvoyé entre les mains de ses juges naturels.

5° La Nation seule sera reconnue avoir le droit de s'imposer, d'accorder les subsides, d'en régler l'étendue, l'assiette, la répartition, l'emploi et la durée et d'ouvrir les emprunts. Tout autre manière d'imposer ou d'emprunter sera déclarée illégale, inconstitutionnelle et de nul effet. En conséquence, toutes les impositions mises ou prorogées hors des états ou accordées particulièrement par quelque province, ville ou communauté seront également nulles et illégales et il sera défendu, sous peine de concussion, de les répartir, asseoir et lever.

6° Les Etats Généraux seront toujours composés d'un nombre égal de députés du Tiers Etat à celui des deux ordres réunis, et leur retour périodique sera fixé au terme de quatre ans (sauf néanmoins les cas extraordinaires qui exigeraient l'assemblée plus prochaine, tel que serait le besoin d'une régence et à cet effet, la convocation sera faite par le premier prince du sang) pour examiner l'Etat du royaume, la situation des finances, l'emploi des subsides accordés pendant la tenue précédente, en arrêter la continuation ou la suppression, la diminution ou l'augmentation et proposer des réformes et des améliorations dans toutes les parties de l'administration et dans le cas que la convocation de l'assemblée nationale n'aurait pas lieu après le délai fixé pour sa tenue aux Etats Généraux précédents, les Etats provinciaux s'opposeront à la levée des

impôts et les cours souveraines poursuivront comme concussionnaires tous ceux qui s'aviseront d'en faire la perception.

7° Le cahier des délibérations et des arrêtés pris dans l'assemblée des Etats Généraux sera rendu public par la voie de l'impression.

8° Aucune loi bursale non plus qu'aucune loi générale et permanente ne pourra être établie dorénavant que par le concours mutuel de l'autorité du Roi et des Etats Généraux et quant aux lois de simple administration et de police seront adressées provisoirement aux cours pour y être vérifiées et enregistrées librement pendant l'absence des Etats Généraux, mais elles n'auront de force que jusqu'à la tenue de l'assemblée nationale ou elles seront nécessairement ratifiées pour continuer à être obligatoires.

9° Les Ministres seront responsables de leur gestion aux Etats Généraux qui pourront les faire juger sur le fait de l'exercice de leurs fonctions par les juges compétents et à cet effet le compte de leur administration auquel sera joint la liste des pensions avec énonciation des motifs qui les auront fait accorder, sera rendu public annuellement par la voie de l'impression.

10° La liberté indéfinie de la presse et la suppression de tous ceux à charge que tout imprimeur, libraire ou colporteur ne puisse imprimer ni vendre aucun livre sans la signature de l'auteur connu et domicilié dans le Royaume et capable de répondre de ses actions.

11° Aucun citoyen ne pourra être enlevé à ses juges naturels, conséquemment abolition de tout committimus, des lettres d'évocation au conseil et de toutes commissions particulières.

12° La confirmation des capitulations et des traités qui unissent les provinces à la couronne et particulièrement du traité de cession de cette province au Royaume de France.

13° Le rétablissement des Etats de la province de Lorraine et Barrois conformément à un plan d'organisation qui sera approuvé des Trois ordres des deux duchés réunis légalement assemblés.

14° Liberté aux provinces de faire des députations au roi pour remettre leurs mémoires à Sa Majesté, sans que les ministres puissent sous aucun prétexte empêcher l'accès du Trône aux députés des provinces.

15° Les députés aux Etats Généraux ne pourront statuer sur aucun secours pécuniaires, à titre d'emprunt, d'impôt ou autrement avant que les articles ci-dessus exprimés n'aient été invariablement établis et reconnus et solennellement proclamés.

16° Les députés prendront ensuite connaissance détaillée des finances et des besoins de l'Etat rigoureusement démontrés pour après avoir opéré les réductions dont la dépense sera susceptible et avoir rendu compte de leur travail aux Etats provinciaux, être par lesdits états autorisés à consentir aux subsides qui seront jugés nécessaires et dans la proportion qui devra être supportée pour cette province, à charge que la ferme générale et tous les droits y annexés seront supprimés ainsi que tous les impôts distinctifs et que les subsides accordés seront également supportés et

répartis entre tous les citoyens de tous les ordres sans distinction un privilège et à raison de leurs facultés.

17° La réforme des abus dans l'administration de la justice, la revision des codes civil et criminel, l'abréviation des procédures, un délai fixé pour la décision de toute affaire de quelque importance elle soit, l'abolition de la vénalité des offices de judicature, la suppression des chancelleries établies près des cours et tribunaux inférieurs, des procureurs, des huissiers jurés priseurs et de toutes les hautes justices, sauf l'exécution de la police locale et champêtre par le maire, la diminution des droits de sceau, de contrôle et des papiers et parchemins timbrés lesquels droits seront fixés par un tarif clair et exempt de toute interprétation.

18° Qu'à l'avenir, aucun notaire ne sera reçu qu'il ne soit gradué et qu'il n'ait exercé les fonctions d'avocat pendant dix ans et que cet état est trop important à la société pour être incompatible avec la noblesse.

19° Les Parlements seront composés de Magistrats pris dans le Tiers Etat en nombre égal à celui des membres du clergé et de la noblesse réunis, le premier président choisi néanmoins dans l'ordre de la Noblesse et le Procureur Général dans celui du Tiers Etat.

20° Le Tiers Etat ne pourra être exclu des dignités et bénéfices ecclésiastiques, ces places étant dues au mérite et aux talents par préférence à la naissance.

21° Prime d'encouragement pour l'agriculture, suppression du parcours réciproque et des clos dans la campagne, rétablissement des communes, démolition des colombiers établis contrairement aux ordonnances et exécution stricte des réglemens qui les concernent ainsi que des lois et ordonnances de cette province concernant la plantation des vignes.

22° Liberté du réachapt de toute bannalité notamment de la bannalité des pressoirs infiniment nuisibles à la qualité des vins de cette province.

23° Suppression des droits imposés sur les vins de la Lorraine en faveur de la ville de Metz.

24° Suppression des pépinières publiques et primes d'encouragement en faveur de ceux qui en établiront de particulières.

25° Examiner les moyens de rendre les harras plus utiles en cette province.

26° Solliciter des secours d'encouragement pour les manufactures.

27° Liberté du commerce et suppression de tous les privilèges exclusifs destructeurs de l'industrie, abolition des lettres de répit et de surséance, exécution rigoureuse des réglemens concernant les banqueroutiers frauduleux qui seront tenus de porter une marque distinctive de la flétrissure qu'ils méritent, suppression des maîtrises des arts et métiers, la vénalité étant opposée à l'industrie et à la liberté du commerce.

28° Aucun citoyen domicilié dans cette province ne pourra être traduit par devant aucun autre juge que ses juges naturels, nonobstant les soumissions qu'il aurait pu faire par son billet ou autre effet dans lequel il aurait élu domicile hors de la province.

29° Le sel et le tabac doivent être réputés marchandises dont la vente doit être affranchie de tous impôts ainsi que les denrées de première nécessité.

30° L'examen et vérification des causes d'aliénation des domaines de Sa Majesté situés en cette province depuis 1736, liberté accordée aux députés de consentir, s'ils le croient avantageux, à l'engagement des domaines pour un temps limité qui ne pourra excéder trente années.

31° Examen de l'utilité ou désavantage des salines établies en cette province et du tribunal de la réformation.

32° Réforme des abus dans l'administration des bois du domaine de Sa Majesté, des communautés et des gens de mainmorte.

33° Supprimer les loteries.

34° Décharger les provinces et les villes du logement et des fournitures à faire aux gouverneur, commandants et autres officiers des différents Etats majors, en réduire le nombre trop multiplié ainsi que les traitement et pensions dont ils jouissent.

35° Convertir la milice en prestation pécuniaire à la charge des Trois ordres et abolition de tous privilèges et exemptions accordés tant aux militaires qu'aux officiers de judicature, de finance et autres privilèges, toutes impositions pécuniaires devant être supportées par tout citoyen indistinctement et proportionnellement à ses facultés.

36° Examiner la constitution du corps de Maréchaussée, en augmenter le nombre et la charge du transport des revenus publics dans les caisses provinciales et au Trésor royal.

37° Demander une constitution fixe et invariable dans l'état militaire, en supprimer tout ce qui est propre à avilir et abâtardir le courage de la Nation la plus sensible à l'honneur et proscrire l'exclusion humiliante du Tiers état à tous les grades indistinctement ce qui détruit son émulation.

38° Réclamer la stricte exécution de l'ordonnance concernant le réachat du congé des fils de famille.

39° La résidence des Evêques et autres Bénéficiers strictement exigée au moins pendant neuf mois de l'année, sous peine de saisie de leur temporel applicable aux hôpitaux ou autres établissements publics, la pluralité des bénéficiers incompatibles prohibée, suppression de toutes abbayes et prieurés en commande, réduction des revenus excessifs de plusieurs archevêchés et évêchés et application de l'excédent au clergé de second ordre.

40° Rappeler les dîmes à leur première institution, en employer le produit tant à l'honnête sustentation des pasteurs qu'au rétablissement des églises et presbytères qui cessera d'être à la charge des communautés.

41° Examiner l'emploi des revenus des Bénéficiers en oeconomat et aviser aux moyens de remédier à l'abus de porter à Rome le numéraire pour des objets purement spirituels.

42° Réclamer l'exécution des dispositions de l'Edit concernant la conventualité des religieux et les autoriser à prêter à intérêts au taux du prince et particulièrement les hôpitaux, les fabriques et les écoles de cha-

rité, sans qu'ils puissent en induire la liberté d'augmenter leurs propriétés immobilières, la prohibition de prêter étant contraire à la circulation du numéraire dans le commerce.

43° Etablissement, dans les villages, des filles d'écoles propres à suppléer aux instructions si rares dans les campagnes.

44° Cours gratuits d'accouchement dans la capitale où seront envoyées, nourries et instruites, aux frais de la province, les matrones des villes et villages.

45° Abolition des privilèges exclusifs des roulages et diligence et modération des ports d'argent et des lettres qui excèdent le port de quatre onces afin d'en faciliter la remise aux bureaux des postes toujours plus sûrs que tout autre voie.

46° Suppression des commissions de distillateurs d'eau de vie dont le produit onéreux aux citoyens ne tourne pas au bénéfice du prince.

Demandes particulières de la ville

47° Réintégrer les villes dans leurs anciens privilèges et leur accorder la liberté d'élire les officiers municipaux pour administrer les revenus communs.

48° Réclamer l'université de cette ville transférée à Nancy contrairement à son titre d'érection et à l'article 14 du traité de cession de la Lorraine nonobstant une possession de près de deux cents ans et au préjudice de l'intérêt général.

49° Solliciter le réachat de la banalité des Moulins de cette ville et des droits de jauge et de cordage pour être administré par les officiers municipaux ainsi que les autres fermes de la ville.

50° Aviser aux moyens de racheter concurremment avec la province des Trois évéchés le droit de foraine qui est une entrave commune aux deux provinces et très nuisible à l'agriculture et au commerce de cette ville qui approxime plusieurs villages français.

51° Le rétablissement des Magasins d'abondance.

52° Nécessité urgente et indispensable de pourvoir incessamment aux moyens de contenir dans ses bords, la rivière de Moselle, dont les fréquents débordements font courir les plus grands risques à la ville. Injustice des alluvions qui devraient être accordées en indemnité aux propriétés enlevées et dégradées.

53° Restreindre les juifs dans les formes les plus étroites conformément aux ordonnances de nos souverains et leur interdire toute propriété et habitation en cette ville.

54° Suppression de l'imposition connue sous le nom d'industrie, le commerce, les arts et métiers ne pouvant être que très languissants en cette ville placée entre Nancy et Metz et qui en absorbent la majeure partie.

55° Les différentes évolutions des troupes n'étant que dans l'intérêt de la nation et de l'État, les logements de passages ne doivent pas être supportés par la ville de Pont-à-Mousson qui, par sa situation, en est

surchargée, elle réclame une indemnité à ce sujet et demande aussi que le logement des troupes en quartier en cette ville et des fournitures qui doivent leur être faites soient à la charge de la province, d'autant que la consommation qu'elles font est au bénéfice des différentes communautés.

56° La corporation des potiers de terre sollicite la modération des droits d'entrée dans le royaume sur les mines de plomb dont on vernit la poterie (1).

DOLEANCES

de la Ville de Pont-à-Mousson (2)

Il semble que les Duchés de Lorraine et Barrois ne devraient entrer dans les dettes du royaume de France que depuis la réunion de ces deux duchés à la couronne, ces dettes n'ont point été constituées pour leur soutien puisqu'ils n'en faisaient point partie, ce serait donc une distinction à faire, de la dette avant le 28 Août 1736 et celle faite depuis cette époque jusqu'aujourd'hui. Les sujets d'un souverain deviennent sa caution, mais ce n'est que dans les terres de sa domination, le cautionnement des Lorrains ne peut avoir un effet rétroactif, cette observation peut être proposée avec confiance aux états généraux ainsi que les subséquentes.

ARTICLE PREMIER. — *Pont-à-Mousson* se trouve située dans une plaine fertile, mais elle est annuellement ravagée par les eaux de la rivière de Moselle dont les débordements sont presque périodiques si les fruits échappent aux inondations, la superficie et la partie productrice des terres est entraînée par les eaux qui sont remplacées par un sable aride mêlé d'un cailloutage si considérable que le rétablissement en est impossible. Le cultivateur le plus ardent n'entreprendra jamais de rétablir son champ ainsi dévasté que le premier débordement rend son travail inutile. Aussi, voit-on plus de quinze cents jours de terrain couverts de grèves de plus de six pieds de hauteur.

La ville de *Pont-à-Mousson* se trouve menacée d'une submersion totale nonobstant les précautions prises pour la garantir si on ne pousse plus loin sa préservation.

REMÈDE

On pourrait empêcher une bonne partie de ces pertes réelles pour l'avenir et irréparables pour le passé, en faisant des digues ou jetées de pierres le long d'abord occidental de cette rivière, c'est-à-dire former des obstacles dans les parties qui font sinuosités et la soutenir dans son lit le plus droit possible. Par là, on évitera le transport et l'éboulement des terres.

(1) *Bibliothèque municipale de Pont-à-Mousson*. Archives. Registre des délibérations du Conseil municipal, 1786-1790, f° 64-68 v.

(2) Ce deuxième cahier, élaboré par un groupe de députés mussipontains, devait servir de projet à la rédaction du cahier définitif, c'est-à-dire celui qui précède.

PREMIER

La ville de Pont-à-Mousson est assurée de cette opération puisque pour empêcher sa submersion, elle a fait à ses frais une digue qui contient les eaux sur son flanc et un boulevard en avant. Mais le progrès des eaux, si elles ne sont contenues dans son lit par une forte digue dans la partie supérieure rendront ces travaux et ces dépenses inutiles. Pont-à-Mousson sera engloutie.

ART. 2. — *Défense de pâture.*

Pont-à-Mousson se trouve coupée par cette rivière. La partie occidentale est de la plus grande étendue, la plus peuplée et par conséquent la plus grevée d'impôts. Une grande partie de ses bourgeois sont des vigneron qui secourent avec le secours d'une vache de quoi soutenir une famille, mais il n'y a pas de pâturage et d'une si petite étendue que l'on peut en conclure un rien.

REMÈDE

Nous avons près de cette ville de vastes forêts royales et autres dont la pâture pourrait être favorable pour le bétail de Pont-à-Mousson, mais des ordonnances menaçantes en ferment l'entrée. L'herbe, cette production naturelle même sans soin et qui n'appartient à personne, périt sur pied tandis qu'on peut en tirer avantage. Cependant, dans les terres et dans les taillis, il serait défendu d'y fréquenter qu'ils ne soient jugés défensables par ce moyen Pont-à-Mousson sera soulagée.

ART. 3. — *Impôt sur les vins à Metz.*

La suppression de l'impôt sur les vins de Pont-à-Mousson et de la Lorraine que l'on conduit à Metz est d'une considération singulière.

Sous des prétextes frivoles, spéciaux, la ville de Metz a obtenu un impôt sur tous les vins de la Lorraine qui seraient conduits pour être vendus sur ses marchés parce que dit cette dernière, Nancy a obtenu un impôt sur tous les vins qui entreraient dans cette capitale pour y être consommés : que cette réciprocité ait lieu entre ces deux villes, cela est indifférent à celle de Pont-à-Mousson, dans laquelle et sur le terrain de laquelle le roulage et la vente sont libres. Compromettre la ville intermédiaire dans cette querelle, c'est soutenir que la raison la meilleure est celle du plus fort. Ce moment n'existera plus heureusement. Les bontés du Monarque en sont un sur garant.

REMÈDE

Il serait à propos de supprimer l'un et l'autre de ces impôts. Il est inouï que des citoyens cherchent à se dépouiller mutuellement et sollicitent des entraves dans le commerce de leurs recettes, tandis que ces objets sont assujettis à des impôts envers le souverain, puisque c'est sur les revenus fonciers de chacun que se prennent les tailles et les vingtièmes.

ART. 4. — *Suppression des traites et foraines.*

Pont-à-Mousson, entre Metz et Nancy ne fait et ne peut faire aucun commerce que des productions de son sol qu'elle vend dans l'une ou l'autre de ces villes. Cependant, on ne peut conduire aucune denrée d'une

ville à l'autre sans se voir exposé à une contravention qui entraîne une confiscation sous prétexte que l'on n'a pas payé une chétive somme dans ces bureaux que la modicité a fait oublier ou que la liberté du voyage fait souvent oublier.

Les étrangers qui voyagent en Lorraine sont toujours exposés par ignorance, de tomber dans le piège tendu par la ferme générale, qui dans le vrai, compte pour rien, les droits chétifs des acquits qui ne suffisent pas pour payer les employés commis pour l'exploitation de cette ferme et qui n'ont en vue que les contraventions et les confiscations, ce qui excède souvent plus de mille fois le droit que l'on peut appeler extorsion. Enfin, un bourgeois de Pont-à-Mousson ne peut conduire un muid de vin, ramener des futailles que le conducteur ne soit porteur au moins d'un acquit à caution. Il ne peut se mouvoir deux lieues autour de ses foyers sans être exposé à ces peines.

REMÈDE

En conservation de la ferme générale, la suppression des traites et foraines seront une doléance universelle de tout le royaume. Sa destruction est un bénéfice assuré pour le souverain. On ne se persuade pas aisément que des citoyens ne peuvent entre eux, échanger, commercer, se transporter leurs récoltes ou leurs productions, sous les yeux d'un Roi bienfaisant dans ses états sans se voir exposé à sa ruine. Y établir des gardes pour cet effet, ce sont autant d'ennemis que l'on entretient contre le commerçant, l'artisan, le cultivateur, dont ils devraient être les aides, les secours, le soutien et les coopérateurs. Ce sont des bras enlevés à l'agriculture et au travail pour se livrer à la rapine et à l'exaction, sous prétexte de l'intérêt du domaine. La ferme nomme les Lorrains étrangers, ne sont-ils pas français? Pour la fortune et pour la vie, d'où il suit qu'ils doivent avoir le roulage franc de leurs productions dans toute l'étendue du royaume.

ART. 5. — *De la banalité des moulins.*

Les bourgeois de Pont-à-Mousson sont banaux dans les moulins appartenant au domaine. Ces moulins sont sans activité dans les grandes sécheresses et dans les fortes gelées. Le bourgeois forcé de conduire au loin ses grains pour être réduits en farine, ils sont mal reçus par les meuniers étrangers, contredits par les banaux, ce qui les a exposés à manquer de pain.

REMÈDE

Pour prévenir dorénavant de pareils inconvénients qui sont presque annuels, il serait à propos de faire construire des moulins à chevaux qui seraient d'autant plus avantageux aux fermiers de ces moulins qu'obligés de nourrir des chevaux. Ils les emploieraient utilement à faire mouvoir ces moulins et fournir le public.

ART. 6. — Les routes entre Metz et Nancy sont foulées par les voitures, venant ou retournant aux Pays-Bas, la Flandre et autres pays du Nord. Ces énormes chariots d'une solidité sans exemple, chargés proportionnellement, labourent les chemins. Cependant, sans égard à l'excès de cette charge, Pont-à-Mousson est tenu aux réparations en étendue,

relativement à la population, ce qui excède ses forces et rend la répartition vicieuse. On dirait vainement que cette répartition trouve compensée par le bénéfice qu'on en retire, que ces nombreux roulages font le commerce de Pont-à-Mousson et le tient en activité par le débit des denrées de consommation. C'est une illusion; il est notoire que ces voitures à larges voies s'arrêtent rarement dans les villes, les rues étant trop étroites pour les contenir.

REMÈDE

On doute si le parti pris de faire faire les corvées à prix d'argent est plus avantageux que de les faire faire à bras. Il paraît, par le fait, que les routes étaient mieux tenues dans les premiers temps. D'ailleurs nos mendiants valides occupaient leurs bras à cet ouvrage dont ils étaient payés par les bourgeois peu au fait du travail des mains. Pour compenser exactement les corvées relativement à l'ouvrage, il faudrait des inspecteurs intelligents pour rendre un compte fidèle de cet aménagement au directeur général.

ART. 7. — *Passage des troupes.*

Le passage des troupes à Pont-à-Mousson est très fréquent et fort onéreux. Elles y séjournent suivant les circonstances. Le bourgeois fournit le sel, les légumes, le feu et le lit. Thionville, Longwy, Sarrelouis, Metz, Pont-à-Mousson, Nancy, Lunéville, Sarrebourg, Phalzbour et Strasbourg sont toutes villes de garnison ou de quartier. Elles sont situées sur une même route et qui nécessite en quelque sorte ces passages nombreux. Il se trouve encore quelques villes de guerres, en correspondances, telles que Toul et Verdun qui aboutissent à ce rendez-vous. Ces charges sont considérables pour cette petite ville d'ailleurs chargée d'impôts.

REMÈDE

Plusieurs provinces jouissent de hangards établis dans les villes de passage, Pont-à-Mousson pourrait jouir de cette faveur ce qui éviterait les semences de maladies que des soldats malpropres mènent avec eux, encore la désertion qui serait moins fréquente, chaque chambrée étant sous les yeux de son chef. Enfin, on pourrait fixer au moins une indemnité par régiment dont la taille de l'année d'ensuite serait diminuée.

ART. 8. — *Bâtiment de l'Hôtel de ville.*

L'Hôtel de ville ayant été incendié ⁽¹⁾, il a fallu en reconstruire les plans, devis et adjudication en ont été faits sans aucune participation ni communication aux officiers municipaux et sans avoir préalablement consulté aucun des ordres de la ville, elle se trouve élevée plus chèrement que magnifiquement, c'est-à-dire que l'on n'a point ménagé les matériaux qui ne la rendent pas plus solide. Ce secret, cet excès de dépense annonce des vues que le Tiers-Etat ne fait qu'entrevoir et qui peuvent se deviner par des gens plus au fait de ces sortes d'ouvrages, cependant on répète un prix exorbitant aux bourgeois, c'est la suite du secret.

(1) Dans la nuit du 20 au 21 novembre 1781.

REMÈDE

Il ne paraît pas naturel de faire supporter cette charge aux bourgeois, cet hôtel de ville est le lieu où toutes les juridictions sont établies, le Roi tire le prix de la finance des officiers, les alentours de la justice tels que les contrôles, présentations, papiers de formule, etc... Par conséquent, il doit fournir le logement nécessaire. En tout cas, cette dépense doit être répartie sur toute la province et sur les trois ordres sans exception étant également utile aux uns et aux autres.

ART. 9. — *Des impôts.*

Les impôts à Pont-à-Mousson en 1788 sont un tableau effrayant de la situation malheureuse de cette petite ville. On pourra en juger par ledit état suivant :

Subventions et fourrages	20.644	livres	15	sols	7	deniers
Abonnement des maisons	6.396	—	7	—	3	—
Abonnement des héritages	3.160	—	10	—	6	—
Industrie	1.826	—				
Octroi sur les vins et pieds fourchus..	10.682	—	17	—	4	—
Quart en sus pour le Roi	2.170	—	14	—	4	—
Octroi sur les blés	5.438	—	14	—	2	—
Logement des officiers	8.050	—				
Bois et lumière aux troupes	5.360	—	12	—	10	—
Réachat de banalité	1.200	—				
TOTAL	64.920	—	12			

Ce détail n'est point imaginé, il peut se prouver par pièces publiques. On ne voit dans ce tableau que ce qui est saillant, on ne voit pas et on ne peut voir les retenues faites par les débiteurs sur les ventes constituées qui diminuent nécessairement le revenu du prêteur, sur lesquels revenus il est cependant cottisé sans égard aux diminutions inconnues.

Si on ajoute à cela l'entretien et la nourriture journalière de trois cent trente-sept chefs de famille pauvres qui forment un complet au moins de douze cents pauvres, le tableau sera encore plus effrayant. Ceci est justifié par le rôle.

Le centième denier des offices de judicateur se porte encore annuellement à plus de trois mille livres, toutes ces sommes sont supportées par douze cent trente-trois cotisables.

REMÈDE

Les subventions, fourrages, ponts et chaussées sont outrées en égard à la population et au produit du ban de Pont-à-Mousson qui ne paie que 3.160 livres 10 sols 6 deniers d'abonnement, il faut donc revenir à un autre pied certain en égard au bien réel.

L'abonnement sur les maisons est excessif en égard à celui des villes voisines, celles de Pont-à-Mousson payant sept livres l'une dans l'autre, tandis que la plus grande partie ne vaut pas trente-six livres de location.

L'industrie se paie par tête d'ouvrier, tandis qu'elle devrait se payer en égard un produit net du travail, car l'ouvrier doit vivre avant de payer.

Les impositions pour les gens de guerre doivent se payer non seulement par les bourgeois cotisables, mais encore par tous les ordres de la ville sans distinction qui tous participent au bénéfice de la troupe, si aucun y a en tout cas l'ordonnance militaire y appelle en cas de nécessité les bourgs et villages de la subdélégation, c'est la disposition textuelle de l'ordonnance militaire du 1^{er} mai 1765, t. 6, art. 27.

ART. 9. — *Université.*

Pont-à-Mousson avait université dont le transport a occasionné la ruine évidente de cette ville, démontré dans le mémoire arrêté en assemblée générale le du présent mois, dont copie est annexée aux présentes.

ART. 10. — *Voitures publiques.*

La manière de voyager doit être libre et non pas forcée; ôter cette liberté c'est une véritable charge pour le particulier qui influe nécessairement sur le public; il est dû à un bourgeois de ne pouvoir aller à Nancy ou à Metz que par la voiture publique qui part à une heure réglée, passée laquelle il ne peut partir sans être obligé à prendre une permission pour monter dans une autre voiture, laquelle permission coûte moitié de la place dans la voiture publique, cette permission est une vexation des plus marquées avec d'autant de raison que le voyageur pour affaire n'est point maître des moments.

REMÈDE

Ces voitures publiques quoique bien établies et fort avantageuses ne prennent et ne doivent gêner la liberté des citoyens, cette entrave est odieuse de ne pouvoir partir à l'heure qu'on veut et comme on veut sans encourir une peine, nul ne voyage que souvent pour courir après un argent qu'il n'a point envie de dépenser mal à propos. Ces voitures publiques peuvent subsister avec d'autant plus de raison que ces sortes de voitures roulent plutôt pour le commerce que pour la conduite des personnes.

ART. 11. — *Municipalité.*

Les officiers municipaux à Pont-à-Mousson sont à finance, la finance desquels se porte à la somme de 127.000 livres, dont les gages à cinq pour cent se tirent de la caisse de la ville. Cette somme est excessive et si jamais le complet se formait, elle serait hors d'état d'acquitter cette charge. D'ailleurs cette finance procure une inamovibilité nuisible à une bonne police.

REMÈDE

Etablir les officiers municipaux par élection de trois années à autres, cela produira une émulation avantageuse entre les citoyens qui tâcheront de mériter cette distinction ayant pour bien un mieux.

ART. 12. — *Arts et métiers.*

Les arts et métiers sont établis à finance. Il y a auprès delà des droits de visites qui coûtent par année quatre livres à chaque individu, le défaut de moyen d'obtenir brevet de maîtrise rebute les talents, éloigne l'industrie qui se porte ailleurs hors du royaume.

REMÈDE

La liberté doit être accordée à chacun de suivre son talent et même de travailler en tous genres, c'est le moyen d'avoir de bons ouvriers sans les resserrer dans une sphère trop étroite qui oblige souvent un quelqu'un de travailler contre son goût.

ART. 13. — *Distillateurs d'eau-de-vie.*

Ces places de distillateurs ou fabricants d'eau-de-vie sont ceux qui cuisent nos raisins après qu'ils sont épurés et qu'ils ont fermenté, on les a établis, par commissions purement ministérielles, on oblige les commissionnaires à payer annuellement une somme de 15 livres au delà de l'industrie. On ne suit pas trop l'application de ces deniers et l'on assure que le Roi n'en touche rien.

REMÈDE

Il faut la suppression de ces commissions fiscales sans but et sans raison.

ART. 14. — *Des clos.*

Les clos au milieu des campagnes gênent la vaine pâture, occasionnent souvent des procès, des dissensions entre voisins, sont plus nuisibles qu'avantageux en ce que tel qui a des clos foule la pâture commune pour ménager son pâtural fermé, il faut de la réciprocité.

REMÈDE

Il convient révoquer l'édit des clos et rétablir le libre parcours réservant néanmoins les clos tenants aux maisons.

ART. 15. — *Colombiers.*

Les colombiers multipliés sont nuisibles par une trop grande population, parce que les pigeons détruisent les semences.

REMÈDE

Il faut ne les permettre qu'au seigneur haut justicier, fixer le nombre des nids, suivant l'étendue du ban et le produit des terres. Ordonner que les pigeons demeureront renfermés pendant les semailles.

ART. 16. — *Hôpitaux.*

Nous avons à Pont-à-Mousson un hôpital pour les pauvres malades, une école d'orphelins et une d'orphelines où ils sont logés, nourris et entretenus. Ces établissements tomberont en cas de remboursement des petits capitaux qui les ont constitués faute de pouvoir les replacer.

REMÈDE

En cas de remboursement, le Roi sera très humblement supplié de permettre de replacer les deniers dans l'étendue de la juridiction à la participation gratuite des gens du Roi dans lesquels contrats il sera fait mention de la mouvance des sommes.

ART. 17. — *Des pensions royales.*

Quantité de pensions ont été accordées par la manificence de nos rois à l'importunité ou à la protection ce qui est une charge des plus onéreuses à l'Etat.

REMÈDE

Il faut les vérifier, supprimer les unes, modérer les autres et confirmer celles qui sont méritées.

ART. 18. — *Jurés priseurs.*

Offices créés par le fisc pour avoir de légers fonds dont le véritable effet est de produire la ruine des pauvres habitants qui aux termes de votre ordonnance doivent faire inventaire à un prix modique. Cet établissement est encore contre la foi promise aux huissiers qui leur attribuaient cet avantage indistinctement.

REMÈDE

La suppression ne peut qu'avantager le public médiocre et pauvre surtout dans les campagnes où souvent les effets d'une succession suffisent à peine pour payer les frais de voyage, vacations, les quatre deniers pour livrer l'expédition du procès-verbal de vente à raison de six sols par rôle, observant que ces huissiers ne manquent pas de prélever les quatre deniers avant les frais.

ART. 19. — *Offices donnant exemption.*

Ces offices ont été créés pour donner un air de distinction à des bourgeois aisés qui, par là, se sont mis à l'abri des impositions, détruire ces offices c'est les faire rentrer dans la classe ordinaire dont ils ont voulu se tirer.

REMÈDE

Il faut leur conserver leurs noms et qualités et attendu les besoins réels de l'Etat, ils concourent avec tous leurs concitoyens à en supporter les charges.

ART. 20. — *Suppression des hautes justices.*

Il serait à désirer de n'avoir qu'un tribunal de justice, mais que la justice en fut prompte et exacte si cela n'est pas possible de deux maux il faut choisir le moindre.

REMÈDE

En supprimant les hautes justices, on peut laisser conséquent le privilège de poursuivre devant son juge, par le ministre de son procureur d'office, les actions concernant son domaine.

ART. 21. — *Prix du sel en Lorraine.*

Le prix du sel est exorbitant, se trouvant au milieu de la province, il y a exaction dans le prix, dans la manière de prendre des bois à quatre lieues autour des salines, malgré les propriétaires, cette ferme donne lieu à des vexations au point que des personnes seulement soupçonnées en fraude ont été tuées par les employés.

REMÈDE

Accorder la liberté aux Lorrains de prendre le sel à quel prix ils pourront mieux ou de la part des fermiers, de le distribuer au même prix des sels faits pour l'étranger.

ART. 22. — *Tabac.*

Le tabac n'est point une denrée de première nécessité, il le devient cependant par le fréquent usage que l'on en fait, on ne peut en user qu'à 3 livres 12 sols la livre, tandis que nos voisins le débitent à dix sols. Il a d'ailleurs toujours été permis aux Lorrains, ce qui expose le peuple à des contraventions très considérables.

REMÈDE

C'est un ancien privilège de la Lorraine de se pourvoir de tabac comme les sujets jugeaient à propos, il est réservé par le traité de cession dont on réclame la jouissance.

ART. 23. — *Parlement.*

Les offices de Parlement de la Lorraine étant sans finances doivent être donnés au mérite; comme la qualité de noble n'est pas suffisante pour le prouver, on pourrait trouver le moyen de remplir ces places à la satisfaction du public mais toujours que ces places soient inamovibles.

REMÈDE

Ces places peuvent être données au vrai mérite et pour mettre plus d'émulation dans le barreau. Ces places pourront se donner alternativement à un noble, à un roturier qui ne seront amovibles que pour cause de forfaitures procurées et jugées par leurs pairs.

ART. 24. — *Maîtrise.*

Les officiers de ce tribunal d'attribution sont un peu chers, les gages exorbitants, les profits immenses.

REMÈDE

On peut les conserver en les payant par vacations avec des gages honnêtes.

ART. 25. — *Receveurs.*

Ces officiers sont coûteux.

REMÈDE

On peut les supprimer et ils doivent l'être, si la nation a le droit d'accorder les subsides, elle a par conséquent le droit de les percevoir, de les répartir et de les reviser elle-même dans son public, le transport s'en fera par la voie de la correspondance, de la maréchaussée ou par une conduite militaire jusqu'à la caisse royale franche de tous frais.

ART. 26. — *Suppression des procureurs.*

Les procureurs sont des officiers secondaires pour formaliser la procédure, ils signent les actes et sont debout quand les avocats plaident ce qui coûte beaucoup.

REMÈDE

Il faut les supprimer et réunir leurs fonctions au seul plaident.

ART. 27. — *Chambre des Comptes.*

C'est un tribunal qui deviendra passif pour les impositions, si la nation répartit et perçoit elle-même les impôts par les représentants nommés dans chaque province tant celles dont les états particuliers sont déjà constituée que toutes les autres dans lesquelles les Etats Généraux sans doute en constitueront.

ART. 28. — *Comptes de ville.*

Les comptes de ville se portent à la Chambre des Comptes, tant modiques que soient les revenus de la ville, il en coûte cher pour procéder à l'audition.

REMÈDE

Ces comptes seront vérifiés annuellement par la Commission intermédiaire qui sera établie et que suppose les Etats Généraux.

ART. 29. — *Domaines aliénés.*

Beaucoup de domaines ont été aliénés à titre d'engager pour une somme modique, d'autres à titre de grâce et de récompense, ce qui diminue considérablement les revenus de l'Etat.

REMÈDE

Cet examen ne manquera pas de se faire à la tenue des Etats qui reconnaîtront la valeur des titres et statueront sur eux.

ART. 30. — *Des impôts.*

Les seuls Etats Généraux auront le droit de mettre des impôts pour trois ans seulement, les lois consenties par eux seront sanctionnées par le Roi et enregistrées dans les parlements, sans qu'aucune autre puisse trouver place dans les registres, lesquels impôts ne pourront être prorogés que du consentement des Etats Généraux qui se tiendront chaque trois ans. Cependant, dans cet intervalle, il pourrait se présenter des difficultés à résoudre provisoirement, ce qu'il est important de prévoir.

REMÈDE

C'est par un établissement d'Etats provinciaux ou assemblées secondaires qui pourront régler le provisoire, sauf à être statué définitivement aux Etats Généraux, ces assemblées ne pourront accorder aucun impôt, mais seulement asseoir et répartir aux ordonnées par les Etats feront les adjudications, etc... Enfin, n'auront de fonctions que celles qui tendent à l'économie de la chose publique.

ART. 31. — *Maréchaussée.*

La maréchaussée, cette troupe mixte établie pour la sûreté et le bon ordre, n'est point suffisante par son nombre pour faire un service exact, pour remplir les intentions protectrices de S. M. et suffit aux fonctions de leur état.

REMÈDE

Il paraît important d'augmenter le nombre des individus qui composent ce corps si utile qui fera employer, pour la sûreté publique et au transport des impôts de brigade en brigade dans les pays où il n'y a pas de possibilité de tenir des troupes.

ART. 32. — *Milice.*

La milice est une charge de l'Etat, chaque province doit fournir des hommes de guerre dans le besoin, cette charge est onéreuse en ce que le sort en livre souvent un bon cultivateur ou un bon artisan pour prendre les armes sans goût et sans disposition.

REMÈDE

On peut convertir cette charge en argent qui sera supportée par tous les ordres comme charge de l'Etat.

ART. 33. — *Haras.*

L'établissement des haras suppose que la province de Lorraine est un pays de pâturage. Il est de principe que les chevaux veulent être dans de bons pâturages et livrés à leur liberté pour acquérir de la force et de la taille. Nous sommes privés en Lorraine de cet avantage, si on en excepte la Vosge où l'hiver vient de bonne heure et retourne à pas lents, cependant ces haras font une charge considérable pour la province.

REMÈDE

Il faut les supprimer avec d'autant plus de raison qu'il est démontré que nos petits chevaux travaillent avec plus d'ardeur, résistent plus longtemps à la fatigue, consomment moins que des chevaux de tailles qui se rebutent après quelques coups de collier, au surplus, la Lorraine est un pays agricole.

ART. 34. — *Loteries.*

Ce jeu de hasard n'en est pas un pour celui qui tient la banque, c'est aujourd'hui une espèce d'épidémie dangereuse à cette province.

REMÈDE

Il convient de les prohiber; sous quelque forme on puisse les présenter, nous n'aurons que trop d'exemples des risques que courent ceux qui poursuivent la fortune perdent la leur.

ART. 35. — *Banqueroutiers.*

Dans les temps malheureux où nous nous trouvons, chaque jour on voit des citoyens faire des faillites considérables, les uns par des événements imprévus, d'autres qui espèrent l'impunité garent leur fortune par des moyens artificieux pour en frustrer des créanciers légitimes.

REMÈDE

Renouveler les ordonnances contre les banqueroutiers pour être suivis et orientés suivant leur forme et teneur sans qu'il soit permis aux juges de les modérer dans leur jugement.

ART. 36. — *Liberté de la presse.*

Cette liberté doit être assurée, elle n'est à craindre que pour les coupables ou ceux qui veulent le devenir, si elle est dangereuse, en voici le

REMÈDE

Tout auteur signera son ouvrage, à peine contre l'imprimeur de ne pouvoir présenter cette signature d'être puni comme s'il avait imprimé un libel suivant l'exigence des cas et cependant, un livre imprimé contre les mœurs, la religion, le Roi, ou la famille royale sera supprimé et son auteur puni très sévèrement, c'est à quoi doit se borner la censure.

ART. 37. — *Ecole gratuite.*

Le malheur de nos campagnes, c'est d'y voir un peuple peu instruit, ce qui met hors d'état des communautés de régir et administrer leurs biens, de conduire leurs affaires ou de les faire mal.

REMÈDE

Les peuples de campagnes prétextent le peu d'aisance dans laquelle ils vivent pour pouvoir donner une éducation instruite à leurs enfants, pour parer à cet inconvénient, les communautés seront tenues d'insérer dans les marchés faits avec les chantres et régents d'école qu'ils seront tenus d'instruire la jeunesse gratuitement, c'est-à-dire que leurs gages seront augmentés à cet effet, et en cas de déficit, cette augmentation se prendra sur le revenu des dixmes, ainsi qu'un prix modique qui sera adjugé annuellement au plus capable, après examen du curé de la paroisse et de deux curés voisins, qui voudront se prêter à cette bonne œuvre.

ART. 38. — *Chasse.*

Il convient de renouveler l'édit des chasses, plusieurs seigneurs, plus flattés de leur qualité qu'appliqués aux égards qu'ils doivent à leurs vassaux se persuadent qu'ils peuvent tout sans qu'ils aient droit de se plaindre et par conséquent de chasser en tout temps.

REMÈDE

L'édit des chasses fixe un certain temps pendant lequel la chasse est interdite, cette prohibition est faite pour la conservation du gibier, il faut étendre cette défense dans les vignes et dans héritages empouillés, n'étant permise qu'en saison rude.

ART. 39. — *Droits réunis.*

Cette ferme comprend des impositions sur les denrées de première nécessité, telles que les cuirs, le papier, le carton, la poudre, l'amidon, etc., etc... c'est-à-dire qu'une émanation onéreuse et raffinée du fisc qui ne demande pas d'argent mais qui force à en donner.

REMÈDE

Il faut supprimer ces droits odieux au peuple et qui déshonorent leur auteur, mais les reporter sur les objets de luxe.

ART. 40. — *Justice gratuite.*

Le Roi doit la justice à ses sujets, c'est son vœu et son serment, acheter cette justice, c'est perdre la moitié de son mérite, elle coûte très souvent très cher, cependant il la doit, le sujet est sous sa protection médiate, il est juste que le peuple fournissant tous les secours dont il est capable, que le prince agisse d'un juste retour.

REMÈDE

Pour y parvenir, c'est de supprimer la vénalité des charges ne conférer les places de judicatures qu'à des gens d'une érudition connue, acquise par une longue habitude du barreau où ils se seront distingués et élus au nombre de trois par leurs confrères pour être présentés au souverain qui nommera.

ART. 41. — *Des ministres.*

Le prince ne peut commander une injustice, mais sa religion est souvent trompée par des ministres qui l'égarent, à quoi ils semblent autorisés par l'impunité et dont la seule peine est une retraite qu'ils se sont préparée pour vivre dans l'aisance la plus criminelle.

REMÈDE

C'est de rendre les ministres responsables de leur gestion et de pouvoir la faire juger par les tribunaux suivant l'exigence des cas, sans que le Roi puisse évoquer à lui ou à son Conseil la cause ou le coupable.

Délibéré en Comité à Pont-à-Mousson le 8 mars 1789.

[Signatures de] Sébastien Duron, Noisette, Radot le jeune, Bonnefin, R. Chavel, Claude, Woïrot, Turion, Joseph Lapleur ⁽¹⁾.

PRENY

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. — Habit. : 213 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : ? — Décimateur : ?

Feux : 65 (1789). — Habit. : 207 (1790).

Seigneur : Louis-François de Serre (1771).

Imposition (1789) : ?

Député : François Peltier.

(1) Arch. de M.-et-M., série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 26 pages, dont 23 de texte et signatures.

DOLEANCES
de la Communauté de Prény

La communauté de Prény n'est presque composée que de pauvres manœuvres dont la ressource n'est pour ainsi dire que le travail précaire d'un sol ingrat et fort aride. Peu d'habitants sont propriétaires quelques maisons religieuses, des nobles, et autres citoyens des villes voisines possèdent presque tous les fonds qui consistent en bois, quelques mauvaises terres qui souvent ne dédommagent pas les cultivateurs de leurs labours, des vignes dont malheureusement le produit est en discrédit et qui augmentent encore par la difficulté de l'exportation, les accès du village étant fort rebutants, outre que l'énorme impôt que nos voisins de la ville de Metz ont établi sur les vins de Lorraine ne contribue que trop à anéantir le faible profit qu'on pourrait en faire par le commerce.

Le peu de fonds que possèdent quelques habitants consistent en quelques portions de vignes et bien peu de terres. Le tout chargé de rentes en cens. La plupart de leurs chaumières ou misérables habitations est pareillement chargée. Le reste des habitants n'a d'autres ressources pour exister et payer toutes les impositions royales que le prix de la culture des vignes qui appartiennent aux étrangers. Aussi, plusieurs éprouvent-ils souvent les horreurs de la misère la plus affreuse surtout dans leur vieillesse et leurs infirmités n'y ayant dans cette malheureuse communauté aucune espèce de ressource ni d'établissement de charité pour les malades. Le sieur curé dont le bénéfice est très modique étant le seul qui partage autant qu'il peut, son bouillon avec les plus nécessiteux ainsi qu'un brave gentilhomme qui, pendant tout le temps qu'il réside dans le lieu procure aux infirmes des soulagements relatifs à ses facultés.

Le moment de la perception des impôts est souvent celui de la plus cruelle crise pour un infortuné parce qu'il arrive presque toujours dans un temps où ils n'ont pu faire le moindre profit du produit de leurs petites récoltes quand toutefois ils en font, car les accidents et l'intempérie des saisons souvent les en privent et cette levée d'impôts se fait presque toujours rigoureusement sans délai et suivie pour ceux qui sont en retard de frais qui en augmentent la charge augmentent ainsi la misère. D'un autre côté, l'usurier, en vendant à crédit pour un terme assez court et à un grand tiers au-dessus du prix commun, l'aliment indispensable aux malheureux qui ne peuvent l'acheter argent comptant consume sa ruine et son désespoir en exigeant sa miséricorde et avec l'appareil le plus ruineux, le prix convenu à l'échéance du terme. Que de misérables encore passent des mois entiers pour pouvoir guérir de leur insipidité naturelle et rebutante, un mauvais pain trempé de leurs larmes ou des légumes altérés et prêts à se corrompre ! Et cela parce qu'ils sont dans l'impossibilité de se procurer un peu de sel dont le prix excessif passe leurs facultés, quoique ce comestible si utile, si nécessaire à l'homme et au bétail soit presque aussi commun que les éléments.

Comme nous venons d'apprendre que la ville de Pont-à-Mousson dont nous sommes voisins venait de présenter un mémoire en réclamation de son université, nous nous empressons d'adhérer à son vœu à cet égard et de joindre notre très humble supplication à la sienne. La régénération qu'éprouverait cette ville si on lui rendait son université ne manquerait

pas de refluer sur nous par la même raison que son éloignement nous a été funeste.

Nous aurions sans doute encore bien d'autres doléances à exposer qui nous seraient communes avec d'autres paroisses, mais nous présumons trop des lumières, du zèle et de la sagesse de messieurs les députés aux États Généraux, pour ne pas être persuadés de la chaleur avec laquelle ils défendront les intérêts du Tiers-Etat et surtout de sa classe la plus laborieuse et la plus indigente. Au reste, nous sommes bien sûrs de trouver toujours dans le cœur paternel et compatissant du plus tendre et du meilleur de tous les Rois les ressources et les secours les plus efficaces dans nos malheurs et notre misère.

[Signatures de] Pierre Gaudard, Antoine Martin, A. Gérard, Marc Gérardin, Etienne Frocquart, N. Gérard, N. Thénon, F. Renaudin, J. Génin, Philippe Barbat, François Viscat, Benoît, Nicolas Bari, F. Gérard, N. Boucher, M. Gérardin, F. Boucher, J. Benoît (1).

REGNIEVILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Toul. — Canton de Thiaucourt. — (Détruite pendant la guerre de 1914-1918 : 11 habitants en 1936.)

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : ? — Décimateurs : Primatiale de Nancy, Bénédictins de Saint-Mansuy et curé.

Feux : 35 (1789). — Habit. : 188 (1790).

Seigneur : Chevalier de Nicéville (1789).

Impositions (1789) : 1.032 livres 18 sols 3 deniers (d'après le cahier).

Députés : Firmin Guérard et Louis André.

CAHIER

de doléances et de plaintes

*de la communauté de Regniéville, Bailliage de Pont-à-Mousson
du 8 mars 1789*

Aujourd'hui huit mars 1789, en conséquence de l'ordonnance de Monsieur le Lieutenant Général du Bailliage de Pont-à-Mousson pour la convocation des États Généraux du 27 février 1789, toute la communauté de Regniéville étant assemblée en l'église paroissiale dudit lieu a déclaré faire la rédaction du cahier et procéder à la nomination de deux députés qui sont Firmin Guérard, maire et élu et Louis Andrés, lieutenant de maire et élu, tous deux notables et laboureurs à Regniéville y résidant dans le Tiers-Etat, dans la forme voulue par les articles 26 et 27 du règlement de Sa Majesté, ladite communauté a déclaré faire

(1) Arch. de M.-et-M., série B. Fonds judiciaire. Cahier de doléances. Cahier de 4 pages, dont 2 de texte et signatures.

doléances et plaintes que les chemins qui conduisent du village aux deux moulins dont elle est banale n'ont par leur largeur voulue par les ordonnances. Aussi, il arrive tous les jours des accidents même fâcheux et dangereux pour les personnes encore plus pour les chevaux puisque lorsque deux voitures se rencontrent dans ces chemins étroits et escarpés, il n'est pas possible de se détourner ni à droite ni à gauche et qu'il faut de toute nécessité que l'une des deux voitures recule jusqu'au bas du chemin qui conduit au moulin de Joard où il n'y a aucun pont pour passer et pour se rendre aux deux moulins de Gaulange et de Vilcey-sur-Trey où la communauté est banale, qui ne sait pourquoi elle l'est, n'ayant pour seul seigneur haut justicier que le Roi. Elle demande donc d'être affranchie de cette banalité dont jouit Monsieur l'abbé de Sainte-Marie-aux-Bois, ordre des Prémontrés ou au moins qu'on rétablisse et qu'on mette en état et le pont et les chemins, si on persiste à la rendre banale, droit onéreux et abusif sans quoi elle se déclare libre d'aller où elle voudra moudre son grain et se met sous la protection du Roi.

En outre, la communauté demande avec autant de confiance que d'insistance, de ne plus s'approvisionner de sel à Pagny à trois lieues de distance d'ici, ni à Norroy devant le pont, régràs à deux lieues au moins de Regniéville, chemins de traverse et dangereux, puisque c'est presque tout bois, pour arriver à l'un des deux endroits, on est souvent arrêté et volé. D'un autre côté, on ne trouve au régràs point de sel, le fait est sans réplique puisqu'on a porté différentes plaintes à Monsieur le Directeur général des fermes à Nancy, ainsi qu'au district de Pont-à-Mousson. Elle demande donc, aujourd'hui, d'être approvisionnée dorénavant de cette denrée de première nécessité ou à Thiaucourt ou à Pont-à-Mousson même, d'être libre d'aller à l'un ou l'autre de ces endroits vu que la route publique y conduit directement et que les deux endroits ne sont distants de Regniéville que d'une lieue et demie tout au plus, route aisée et facile pour l'un et l'autre sexe, même pour des enfants, parce qu'elle est ouverte de toutes parts et qu'elle est assez fréquentée.

Elle expose encore sincèrement et avec vérité qu'elle est surchargée, non seulement de trop de tailles, mais encore de ponts et chaussées. Anciennement, le village qui est terre de Haye, sol le plus ingrat de la Lorraine et Barrois puisqu'il n'y a ni prés naturels, ni artificiels et que le produit des terres ne donne très souvent que de l'orge même du tramais ou orgiés, ce village ne payait donc anciennement pour toute imposition, six à sept cents livres de Lorraine. Aujourd'hui, il paie 1.032 livres 18 sols 3 deniers de France, non compris d'autres frais et d'autres charges. C'est une surcharge accablante pour une communauté qui n'a aucune ressource ni de commerce et qu'à peine retire-t-elle de ses terres une quarte de grain quelconque par jour de terre.

Cette pauvre et malheureuse communauté est obérée au moins de huit mille livres dont sept mille par contrat de constitution à Pont-à-Mousson dont elle paie annuellement la rente, elle ne peut donc se libérer entièrement et le plus tôt possible que par le moyen de la vente de son quart en réserve et par d'autres possibles qu'elle indiquera en temps et lieux car enfin elle n'a pas d'autres ressources que son quart en réserve pour se libérer et être tranquille sur ses dettes qu'elle ne peut acquitter même pour payer les rentes que ce seul et unique moyen. Si

elle est obligée à Dieu ne plaise, de bourcillier, pour payer au moins les rentes de la somme ci-dessus, la plupart de ses habitants n'auront pas de quoi à mettre du sel dans leurs pots, il faut donc éteindre le capital par la vente du quart en réserve si on ne veut ou pour mieux dire si on ne veut pas plus longtemps accabler et désespérer même ses habitants.

La même communauté continue à se plaindre qu'elle est encore surchargée de vingtième notamment sur ses bois de peu de valeur dont la nouvelle route lui a enlevé au moins quarante arpents d'affouages et dont elle paie malgré cela le vingtième comme si on ne lui avait rien enlevé, elle ose demander non seulement une indemnité mais encore une diminution de contribution annuelle en argent. Enfin une réduction de vingtième, ce qui paraît juste et raisonnable. Elle a en outre un presbytère à sa charge et d'autres endroits locaux comme puits et fontaines, le presbytère seul, qu'occupe un vicaire amovible a coûté huit cents et des livres de réfection, charge onéreuse pour une aussi petite communauté, ainsi que les autres plus nécessaires. Il y a des moyens à aviser contre cette charge que la communauté indiquera en temps et lieux.

Enfin, ladite communauté finit sa doléance et plainte sur la route ouverte de Pont-à-Mousson à Thiaucourt, comme une partie de cette route n'est pas achevée ni empierrée, les propriétaires, les laboureurs et autres souffrent par le passage de toutes les voitures à droite et à gauche de la route seulement ouverte parce qu'elle est impraticable surtout en hiver et font des chemins, des ornières dans les terres mêmes emblavées, malgré la vigilance des gardes de champêtres, elle demande qu'on continue à empierrer et à finir cette route depuis le ban de Fey jusqu'au haut de son village au bas duquel il y aura un pont pour écouler les eaux qui inondent le bas ainsi que les maisons du village particulièrement dans la fonte des neiges et dans le temps de gros orages. En 1773, le 17 juin, tout le ban et le finage de Regniéville furent totalement perdus et saccagés par les grelons les plus petits comme un œuf de pigeon, de sorte que l'orage enleva entièrement toutes les espérances des cultivateurs, la communauté n'a eu aucune diminution de tailles, au contraire, elle fut augmentée en impositions, malgré ses suppliques tant en la chambre des comptes de Lorraine qu'à MM. les administrateurs de la fondation de feu Sa Majesté le Roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar et qu'elle avait présentée Régniéville au Bailliage de Pont-à-Mousson qui ordonna deux experts pour la visite dudit ban. Ils déclarent, étant nommés d'office qu'il n'y a point de récoltes à faire dans le finage que la paille est non seulement hachée mais encore dangereuse aux bestiaux, signé Joseph André, laboureur à Lironville et François Charlemagne aussi laboureur à Fey experts nommés d'office par le Bailliage de Pont-à-Mousson.

La communauté ose espérer de la bonté et de la bienveillance du Roi son digne maître qui n'a cessé d'avoir des entrailles de Bon père pour tous ses sujets depuis son heureux avènement au trône, qu'il voudra bien écouter favorablement les suppliques, doléances et plaintes de la communauté de Regniéville du ressort du Bailliage de Pont-à-Mousson, Lorraine, en conséquence, elle a chargé et charge de ses pleins pouvoirs spé-

ciales et générales pour ses doléances et plaintes seulement du présent cahier et de le porter en l'assemblée de Pont-à-Mousson et de se conformer à tout ce qui est prescrit, desquelles nominations de députés, remise de cahier, pouvoirs et déclarations elle a alors les susdits comparants donné acte et a signé avec ceux de ses habitants qui savent signer et avec lesdits députés, le présent procès-verbal ainsi que le duplicata qu'elle a de suite remis aux dits députés pour constater leurs pouvoirs sur nos doléances et plaintes et la minute restera au Greffe et une copie à l'Assemblée de Pont-à-Mousson, lesdits jour et an susdits.

[Signature de] le chev. de Nicéville de Regniéville.

Addition approuvée : la clôture des héritages est reconnue depuis son établissement pour avoir porté et porte un grand préjudice aux bestiaux surtout dans les endroits où il n'y a point de pâture, toute la haie offre cette image désastreuse, on en demande l'abolition totale ainsi que la diminution du prix de la livre de sel qui ne s'est vendue les deux livres au plus haut prix et par différentes variations que 11 sols de Lorraine, les deux livres ou pots aujourd'hui elles se paient 12 sols 6 deniers de France. Lesdits jour et an susdits...

[Signatures de] le chev. de Nicéville de Regniéville, F. Guérard, *élu et maire*; Sébastien Tassein, *syndic*; Louis André, *élu et Lieutenant de maire*; Christophe Michel, *élu*; Nicolas Gicourt, Pierre Louis, François Hancé, François Collignon, Nicolas Aubriot, *sergent*; Robert Nic. de Regniéville, Jobain, *greffier* (1).

ROGEVILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 126 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Dieulouard. — Collateur : les seigneurs. — Décimateurs : la Confrérie de Saint-Sébastien de Dieulouard, le curé de Rogéville et le chapitre de Pont-à-Mousson.

Feux : 47 (1789). — Habit. : 199 (1790).

Seigneurs : François-Louis comte de Bourcier, professeur Guillaume et le chapitre de l'insigne église collégiale de Sainte-Croix de Pont-à-Mousson.

Impositions (1789) : Subvention	343 livres
Ponts et Chaussées	325 livres
	668 livres

Députés : Christophe Brocard et François Chanot.

(1) Arch. de M.-et-M., série B. Fonds judiciaire. Cahier de doléances. Cahier de 16 pages, dont 6 de texte et signatures.

REMONTRANCES

faites par la communauté de Rogéville, recette de Pont-à-Mousson

La communauté de Rogéville assemblée représente très respectueusement qu'étant posée dans un canton sec et pierreux, ses occupations journalières pendant toute l'année dans ce ban ne lui procurant qu'une recette très modique, laissent le cultivateur redevable d'année à autres aux propriétaires qui lui ont affermé les trois quarts et demie dudit ban ou chargés arrérages qu'il a mille maux d'acquitter ou de dettes envers ceux qui lui ont avancé son vivre.

Ces mêmes cultivateurs ne recueillent sur le ban entre eux tous que quinze milliers de foin, sont obligés de contracter des dettes envers tous voisins et encore éloignés qui leur en fournissent, tachant de traîner languissant leur misérable vie, ne transmettent à leurs enfants héritiers qu'ils ne peuvent établir même quand ils en sont parvenus en âge que des dettes ou un attirail délabré de cultivation qui ne leur montre d'autre perspective que la vie misérable dans laquelle ils ont été élevés et nourris.

Ce finage mis en comparaison avec quelqu'un de ses voisins devrait procurer à ses habitants cultivateurs une taxe aux impositions royales inégale à celle de ses voisins qui sont en nombre égal, ce qui n'est pas, sa taxe étant plus forte.

Le nombre des habitants d'une communauté ne doit donc pas être la règle sûre pour lui assigner sa taxe dans les impositions royales.

Il est ordonné à la vérité aux maires de faire le dénombrement des habitants dans la déclaration qu'il fournit aux assesseurs ; il donne aussi autant qu'il le doit devoir donner mais presque toujours défectueux même sans faute imputable aux maires, l'état de leur fortune. Il arrive de là que le grand nombre d'habitants qui paraît signifier de l'opulence devient très souvent la cause de ses charges et de sa pauvreté.

De plus, cette communauté étant environnée de tous côtés de terres qu'on appelle France évêché, Toul, Metz et Verdun, le seul grain faisant farine est transportable sans acquit, toute autre denrée est élevée au droit d'acquit ou demeure souvent pour être presque sans utilité consommée dans le lieu ou vendue au-dessous du prix qu'elle aurait produit si elle eut été libre.

Souvent même, il arrive que le père, le maître, les enfants, les domestiques occupés à la conduite des voitures ayant oublié sans aucun dessein de fraude les droits et après une recommandation expresse qui a échappée au souvenir de l'un ou de l'autre sont exposés à des reprises qui arrêtent et retardent les voitures, pour terminer les contestations qui finissent toujours par être très coûteuses, malgré la sincère accompanation donnée pour aller au bureau où les droits de passage doivent être acquittés.

Les habitants de ce village éloignés de trois grandes lieues de la plus proche ville Pont-à-Mousson, étant attaqués de maladie dont on espère depuis à autre la guérison ou la diminution périssent souvent parce que la pauvreté retardant l'appel d'un médecin ou chirurgien qui n'arrive souvent que quand il n'est plus temps. Pour obvier à ce mal qui enlève

ou laisse languissant pour toute sa vie le pauvre homme de la campagne, ne serait-il pas au moins très avantageux que pendant un certain temps de l'année ou toujours un certain nombre de ces malades eussent accès dans un hôpital de Pont-à-Mousson, Nancy ou Gondreville? Mais on répond froidement et irrévocablement aux personnes qui sollicitent ces retraites d'un secours alors absolument nécessaire que les places sont occupées par et pour les malades de la ville; à la bonne heure pour ceux qui y sont placés par des fondateurs qui ont droit de faire donner tel nombre de lits aux malades qu'ils auront donnés ou présentés.

Mais la plupart de ces villes et lieux avec une simple demande, y font entrer leurs domestiques malades tandis que ces mêmes citoyens propriétaires des trois quarts du ban ne seraient peut-être pas écoutés ou oublient d'obtenir l'entrée et les traitements dans ces hôpitaux pour leurs fermiers, leurs enfants, leurs ouvriers qui ont gagné leur maladie en cultivant les terres pour préparer et payer le canon annuel qu'ils en retirent.

Cette communauté est obligée de se procurer sous peine d'amende son sel de cuisine dans le magasin de Pont-à-Mousson distant de trois lieues de Rogéville. Il serait égal aux domaines et aux revenus de Sa Majesté que cette communauté qui emploie un temps précieux nécessaire à ses ouvrages eut la liberté de s'approvisionner de sel dans des magasins plus à sa portée et s'il était possible à un prix un peu diminué surtout pour les seules épices dont le frugal peuple de la campagne assaisonne ses modiques insipides aliments.

Cette communauté paie chaque année au domaine de Sa Majesté vingt-six sols de Lorraine sous la dénomination de Guet de Mousson. L'origine de ce droit modique est ancienne, mais inutile à présent à cause de son éloignement des frontières de ce Royaume. C'est une servitude peu profitable aux domaines de Sa Majesté, laquelle cependant assujettit la communauté à une contrainte dont les frais ne comporteraient guère avec l'objet principal.

La question généralement proposée pour la suppression des huissiers priseurs inutiles au moins est soumise à la sagesse et à la bonté de Sa Majesté.

C'est le vœu universel de tout le bailliage de Pont-à-Mousson et de tous les ressortissants à celui, que l'université revienne au lieu et sein où son auguste fondateur de très glorieuse mémoire l'a placée quand ses vœux paternelles lui ont inspiré de donner à ses sujets ces marques de ses bienfaits et de la bonté de son cœur.

Ce vœu est dicté par la reconnaissance et le souvenir que nous devons à nos Augustes princes et par les avantages très possibles et très connus que nous avons espérance d'en retirer journalièrement.

Il serait à désirer que dans chaque communauté il y eut trois ou quatre députés pour juger sommairement et en dernier ressort toute reconnaissance [illisible] qui n'excéderait pas cent livres, cours du Royaume, ainsi que des marchés semblables, et pour décider de toutes contestations au trouble que l'étendue de chaque finage, cela se décidera à peu de frais et à plus de connaissance que quand tous les tribunaux réunis ensemble seraient sur les lieux. Ce trouble est affreux et cause la ruine d'une grande partie de sujets de cette province et l'on ne voit

dans les tribunaux que procès [*illisible*] tandis que les députés qui seraient dans chaque communauté connaîtraient parfaitement ce trouble et mettraient les sujets hors de tous procès à ce sujet, qui ont jusqu'à présent causé la ruine, la perte et l'inimitié d'une grande partie de cette province.

Fait et arrêté la communauté assemblée et convoquée en vertu des ordonnances pour la convocation des Etats Généraux. Fait à Rogéville ce huit mars mil sept cent quatre-vingt-neuf.

[Signatures de] Jean Gimer, *greffier*; F. Barbier, N. Claude, *élu*; Nicolas Louis, François Chanot, Claude Robert, Michel Ganson, Jean Poinson, Firmin Chalin, André Barbier, Jean Burte, François Robert, Jean-François, Millet.

Nota. — Il est à observer que la communauté de Rogéville annexe de Villers-en-Haye est composée de quarante feux, que cette annexe est privée d'un pasteur résidant, que cette annexe est desservie par le curé dudit Villers qui en est éloigné d'une lieue, ce qui occasionne que les malades périssent souvent sans secours des sacrements à cause de l'éloignement, pourquoi nous demandons d'avoir un pasteur à résidence attendu que le revenu de la dime annuelle se porte à une somme de quinze cents livres de Lorraine.

Demande encore ladite communauté la suppression et rachat des banalités, la vérification des colombiers et troupeaux. Et que les pigeons seront renfermés tout le temps des semailles, la suppression de l'édit des cols comme nuisible à tous les particuliers.

Réclamation des Etats de Lorraine et de Bar (1).

ROSIERES-EN-HAYE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 169 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Dieulouard. — Collateur : Religieux de Saint-Lazare de Toul. — Décimateurs : Religieux de Saint-Lazare de Toul.

Feux : 48 (1789). — Habit. : 244 (1790).

Seigneur : François-Louis comte de Bourcier (1789).

Impositions (1789) : Subvention	588 livres
Ponts et Chaussées	558 livres

I. 146 livres

Députés : Nicolas Laurent et Guérin-Nicolas Petit.

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahier de doléances. Cahier de 8 pages de texte et signatures. Il y a une ressemblance frappante entre ce cahier et celui de la commune de Villers-en-Haye. Il est certain que les deux communes voisines rédigeaient leurs doléances en commun.

CAHIER

de doléances et remontrances de la communauté de Rosières-en-Haye

Le moment est enfin arrivé où l'ouvrier jusqu'ici oublié, inconnu, souvent même méprisé peut élever la voix, porter au pied du trône, le plus juste du Roi va l'écouter et le rendre heureux.

C'est dans cette confiance que les habitants de Rosières-en-Haye assemblés cejourd'hui au lieu accoutumé après avoir délibéré entre eux toutes les plaintes, doléances et remontrances que Sa Majesté leur permet de faire ont arrêté ce qui suit.

Remontrent humblement lesdits habitants que, contrairement au bien public, l'agriculture perd de ses droits dans leur village, un droit d'assise consistant principalement en une demi paire, mesure de Pont-à-Mousson par chaque cheval servant à la labour qui se paie annuellement au fermier des domaines de Sa Majesté, énerve l'industriel du cultivateur, absorbe une partie de ce qui devrait servir à sa subsistance et le réduit à n'attendre qu'une moisson incomplète.

Obligé de ménager les chevaux à sa charrue pour ménager le paiement du droit, le laboureur voit son attelage manquer souvent de faire pour diviser les sillons, remuer les sels de la terre qui restent enfouis, il arrose inutilement de sa sueur la demeure qu'il va reprendre, l'accroissement ne répond pas à ses peines et à ses charges. Les chevaux, principaux ouvriers, qui préparent à la société le premier nécessaire lui reprochent parfois le trop dur ouvrage auquel il les condamne comme malgré lui. Bientôt fatigués, ils languissent et périssent sans avoir souvent payer à leurs maîtres le prix exorbitant de leur acquisition.

Sa Majesté très humblement suppliée de regarder d'un œil favorable cette classe d'hommes qui fournissent aux premiers besoins de son royaume et de supprimer ce droit d'assise. Bientôt, on verrait fleurir les terres, le cultivateur aisé ne sera pas seul heureux, il agrandira son industrie à mesure qu'il aura moins à craindre la misère et si le fermier devient plus riche, le propriétaire y gagnera et l'indigent trouvera aisément des secours au sein de l'abondance.

C'est d'après des puissants motifs qu'ils espèrent être exaucés. Sa Majesté désirant connaître les moyens de prospérité pour ses sujets, elle saisira celui-là.

Animés de la même confiance, les mêmes habitants ne craignent pas d'observer que leur position locale les tient habituellement dans les entraves les plus ruineuses et les plus affligeantes environnés de villages français, au milieu desquels ils sont obligés d'aller puiser les secours que leur sol ingrat leur refuse, un droit de forènes que l'on perçoit pour le transport fait qu'ils surpayent des choses pour eux de première nécessité. Les foin dépendant de leurs fermes ou qu'ils tiennent à bail, pour suppléer au déficit de leurs fermes, sont presque tous situés sur terrain français il faut les ramener à l'étable et payer deux fois le prix du bétail. Le bois, le chanvre à filer pour le malheureux qui n'a d'autres ressources en l'assujettissant souvent au même droit diminue sa subsistance et quantité d'autres objets de même genre ou pour leur consommation ou qu'ils sont obligés de passer en échange avec leurs voisins, leurs frères et tous sujets du même monarque. Le changement de province ne change pas le cœur français, pourquoi change-t-il la fortune?

Le sel que la nature nous prodigue est emmagasiné et on nous le fait payer à si haut prix que souvent l'indigent s'en prive pour lui-même, le cultivateur pour son bétail, pour ses semences, préparation cependant des plus utiles à la germination, comme nous l'avons éprouvée, mais que la trop grande dépense nous fait négliger au dépens de la fertilité.

Ainsi assemblés depuis longtemps de tristesse au milieu de la gêne la plus insupportable qu'en secret nous éprouvions, nous allons commencer à revivre par la liberté que nous espérons de la générosité d'un roi bienfaisant, il veut nous soulager, il veut nous rendre heureux, il jouira de notre bonheur, ce sera son ouvrage, et si parfois l'âge, les infirmités, les revers de fortune nous réduisent à la misère, nous trouverons dans son cœur des ressources à notre indigence, environnés d'hôpitaux qu'il dotera, il assurera des retraites à l'humanité souffrante et à tout âge, on bénira dans les hameaux les plus reculés, la main bienfaisante qui essuiera des pleurs qu'elle n'a vû couler qu'à regret.

La ville de Pont-à-Mousson nous avoisine qu'avec des fonds que Sa Majesté destinerait à cet effet, nous pourrions espérer une retraite.

Qu'il plaise aussi à Sa Majesté lui rendre son ancienne splendeur par le rétablissement de son université, elle verra accroître en même temps sa fortune, la circulation plus abondante pourrait refluer sur nous, tant pour le débit de nos marchandises que pour l'éducation de la jeunesse.

Enfin, comme notre assemblée municipale l'a témoigné par son adhésion au vœu formé par les trois ordres de la ville de Bar qu'il nous soit permis de joindre nos vœux aux leurs en demandant le rétablissement des Etats provinciaux dans notre duché, nous les espérons de la justice du Roi.

Arrêté en ladite assemblée le huit mars mil sept cent quatre vingt neuf et avons signé lecture faite :

[Signatures de] Nicolas Laurant, Nicolas Petit, Chaudetoux, *maire* ; Thomas Raydont, René, *greffier* (1).

SERRIERES

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Nomeny. — Habit. : 52 (1936).

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtré de Nomeny. — Patron : les seigneurs du lieu. — Décimateurs : les chapelains de la collégiale de Sainte-Croix de Pont-à-Mousson, les seigneurs temporels et le curé.

Feux : 21 (1789). — Habit. : 111 (1790).

Seigneur : Charles Fourier de Laborde (1789).

(1) Arch. de M.-et-M., série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 8 pages, dont 6 de texte et signatures.

Impositions (1789) : Subvention	128 livres
Ponts et chaussées	121 livres
	249 livres

Députés : Dominique Girard et Dominique Henriot.

CAHIER

des plaintes et doléances de la communauté de Serrières, Bailliage de Pont-à-Mousson, Cour souveraine de Lorraine et chambre des comptes de Bar-le-Duc, conformément à la lettre du Roi du 27 janvier 1789.

La communauté de Serrières composée de dix-huit feux se jette aux pieds du Trône de Sa Majesté en lui faisant part des vœux qu'elle adresse au ciel pour la prospérité et la longue durée de son règne et puisque Sa Majesté veut bien permettre à ses sujets de s'adresser à elle pour y éprouver les plus heureux effets d'une tendresse vraiment paternelle, ils osent lui exposer avec la même confiance leurs plaintes et doléances pour éprouver l'adoucissement à leurs maux, ressource qu'ils ne peuvent trouver que dans la bonté du cœur paternel de Sa Majesté.

La communauté de Serrières partage entre tous les habitants cinquante huit jours de terre, chacun de la mesure de deux cent cinquante toises de Lorraine. La toise composée de dix pieds même mesure de Lorraine, ces cinquante huit jours ne sont autre chose que des prés défoncés à raison du mauvais sol de terre et du peu de produits de ces prés. Les habitants emploient ces terres qu'ils appellent leurs portions, à y semer de l'orge, de l'avoine, du chanvre et à y faire des plantations de pommes de terre qui deviennent pour eux une denrée nécessaire à leur subsistance, à cause de la rareté et de la cherté du blé.

De ces cinquante huit jours de terre qui peuvent donner à chaque particulier environ trois jours, les seigneurs y perçoivent le tiers en nature, sans en avoir aucun titre puisqu'ils ne répètent dans leurs plaids annaux que double portion en cas de partage. Il ne reste donc plus que trente huit jours à la communauté pour former ses dix huit portions. Chaque habitant est chargé de payer sept livres de francs par tête pour la part qu'il a dans ce partage. Les autres quinze jours de terre qui appartiennent aussi à la communauté sont loués à des particuliers étrangers par adjudication devant monsieur le subdélégué de Pont-à-Mousson pour payer des dettes de communauté. Le seigneur tire aussi de ces quinze jours son tiers en argent ainsi que deux livres seize sols de cens annuels, sans entrer pour rien dans le paiement des dettes de communauté.

Il résulte de ce calcul simple que la communauté ne tire le produit que de quarante ou quarante deux jours de terre sur lesquels chacun des habitants paie annuellement pendant les neuf années qu'ils jouissent de ces portions, sept livres de francs ce qui fait par année cent vingt six livres, sans y comprendre les frais de culture, lesquels frais, avec le paiement ci-dessus absorbent la moitié du produit de leur portion, en sorte qu'il ne reste tout au plus aux habitants que cent vingt six ou cent trente livres du produit de leur portion.

Dettes et charges de la communauté

La communauté de Serrières doit depuis plus de soixante ans à un particulier de Pont-à-Mousson, un capital de sept cent livres de Lorraine qui produit une rente annuelle de trente cinq livres, laquelle somme a été employée à réparer la tour de l'église, à fermer le cimetière de palissades et au rétablissement d'un escalier de vingt six marches pour aller à l'église. Il est encore dû, sur ces rentes, cinq années d'arrérages pour le paiement desquels la communauté a essuyé des frais n'ayant pu trouver le moyen d'acquitter ces rentes. Si cependant les seigneurs eussent entrés pour leur part dans ces dettes, comme ils sont entrés dans le partage de ces mêmes biens de communauté, elle eût éteint une partie du capital et eût payé exactement ses rentes.

Cependant, ces mêmes ouvrages pour lesquels on a emprunté cette somme sont aujourd'hui à recommencer étant déperis de vétusté et si l'église qui est très ancienne et qui est située sur un groupe de terre qui s'affaïse journellement demandait une réédification, la communauté serait hors d'état de subvenir aux frais de la tour qui est à sa charge et par là elle se verrait privée du service divin.

Chaque habitant doit au seigneur à la Saint Martin de chaque année, vingt six sols et demi de francs pour le droit de four banal. Chaque manœuvre et artisan doit au même seigneur six jours de corvée de bras. Les laboureurs qui ne sont que deux non compris l'admoniateur, doivent au seigneur trois jours de corvée de charrue et six jours de corvée de bras.

La communauté paye de subvention annuellement cent vingt huit livres.

Pour les ponts et chaussées, cent vingt et une livres.

Pour l'entretien de chaussée de la grande route de Pont-à-Mousson quarante et une livres; pour vingtième des biens de communauté deux livres seize sols.

Les décimateurs et les propriétaires de Lixières, annexe de la paroisse de Serrières, tirent plus d'un tiers du produit du ban de Serrières sans rien payer de la subvention des ponts et chaussées de Serrières. Aucun habitant de Serrières ne possède en propriété un pouce de terre ni de prés. Ce qu'ils possèdent en vignes est entièrement laissé à bail et à cens. La communauté ne possède ni bois, ni usine, il n'y a pas même de quoi occuper les manœuvres à travailler. En sorte que ces pauvres habitants sont obligés d'aller chercher de l'ouvrage dans les villages voisins pour gagner du pain.

Ce qui a réduit en partie cette communauté à ce degré de misère, est un incendie arrivé le 6 Octobre 1767 qui a consummé dans deux heures de temps quatre ménages avec tous leurs meubles, leur récolte en grains, en vin et autres denrées, en sorte que ces infortunés, qui étaient les moins malaisés du village se sont trouvés réduits à la dernière misère ainsi que leurs enfants sans avoir jamais pu réparer leurs maisons qui sont encore en ruine. Le 2 février de la présente année, deux habitants ont encore essuyé le même malheur en sorte que tout leur avoir est devenu dans un moment la proie des flammes. Ces deux incendies joints à un autre arrivé il y a huit ans au mois de juillet a consummé aussi deux maisons qui sont encore en masures et ont réduit plus d'un tiers du village à l'indigence.

Cette communauté ne trouve d'autres ressources dans les malheurs qu'elle a essayés que dans un peu de ménagement dans les impositions des ponts et chaussées, vu que l'on avait laissé en adjudication l'an dernier, la réparation des chemins de leur communauté pour l'exorbitante somme de deux mille cinq cents livres, ce qui leur était impossible de jamais payer et pour remplir de leur côté toutes leurs obligations, ils se sont soumis à faire cet ouvrage au contentement de monsieur le directeur des ponts et chaussées, ce qui va leur procurer l'ouvrage le plus pénible et le plus long avec les désagréments de négliger la culture de leur terre et de leurs vignes dont ils recueillent leur nécessaire.

Ils supplient donc Sa Majesté de leur procurer le moyen de s'habiller ainsi que leurs enfants, ce qui ne leur sera jamais possible tant qu'ils sera permis aux admodiateurs et aux propriétaires de fermes d'user de clôtures dans leurs prés puisque la nourriture des bêtes blanches peut seule leur procurer cet avantage. Ces cultivateurs qui, souvent, réunissent à leurs troupeaux, par intérêt, des bêtes étrangères, dévastent dans un moment tous les prés des particuliers qui ne sont pas assez aisés pour fermer les leurs et par là privent les particuliers de la satisfaction de fournir des vêtements à leur famille.

Il résulte donc des très humbles et respectueuses remontrances et doléances de la communauté de Serrières et qu'elle met au pied du trône de Sa Majesté que ces mêmes habitants ne tirent pas quarante écus de leurs portions ce qui leur produirait en tout la somme de cent soixante livres	160 livres
qu'elle paie cependant cent vingt huit livres de subvention	128 livres
pour ponts et chaussées cent vingt et une livres	121 livres
pour l'entretien de la grande route	41 livres
pour rentes d'un capital de sept cents livres empruntés pour les réparations d'église qui sont à leur charge, trente cinq livres	35 livres

Toutes ces mêmes réparations qui sont encore actuellement à faire incessamment et qui les menacent d'un emprunt prochain et pour lequel il leur faudra plus de huit ou neuf cents livres vu la cherté des bois.

C'est la vérité de tous les faits exposés dans les plaintes et doléances de ce cahier qu'attestent dans leur conscience les Maire, syndic, greffier et gens de justice de la communauté dans la salle d'assemblée de Serrières le 10 Mars 1789 conformément à la lettre du Roi.

[Signatures de] François Gaucon, *maire*; D. Hanriot, *greffier*; Claude Hanriot; D. Girard; Louis Florent; Louis Parisot; F. Girard; Nicolas Arnaud, *syndic*; J.-C. Voiselle (1).

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson. Cahier de 4 pages de texte et signatures.

TREMBLECOURT

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 196 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Dieulouard. — Collateur : l'Evêque de Toul. — Décimateurs : les Bénédictins de Saint-Evre de Toul et le curé.

Feux : 60 (1789). — Habit. : 231 (1790).

Seigneur : baron de Saint-Baussant, vicaire général du diocèse de Toul (1789).

Impositions (1789) : Subvention	382 livres
Ponts et Chaussées	361 livres

743 livres

Députés : Nicolas Guyot et Jean Simonin.

CAHIER

*des remontrances, plaintes et doléances de la communauté de Tremblecourt
Bailliage de Pont-à-Mousson, pour servir d'instruction et de pouvoir aux
députés qui seront choisis pour assister aux États Généraux.*

Du neuf mars mil sept cent quatre vingt neuf environ les huit heures du matin.

AU ROI

Sire,

Les Maire, Syndic, Echevins, Officiers municipaux et habitants composant la communauté de Tremblecourt, Bailliage de Pont-à-Mousson.

Encouragés et soutenus par cette grande bonté vraiment paternelle avec laquelle Votre Majesté daigne appeler et consulter son peuple osent vous supplier très instamment, Sire, qu'il vous plaise vouloir bien écouter favorablement leurs très humbles et très respectueuses remontrances plaintes et doléances. En conséquence :

Que lesdits habitants comme fidèles sujets de Votre Majesté ne cherchent pas de dispenser de contribuer selon leurs facultés aux sommes et impôts librement consentis par les États Généraux assemblés.

Impôts à supprimer. — Qu'il serait très nécessaire de supprimer et abolir ceux des impôts dont la charge ne peut qu'écraser et surcharger vos sujets tel que la Gabelle déjà jugée par les notables et réprouvés par le cœur bienfaisant de Votre Majesté.

Supprimer de même une foule d'autres charges qui ne produisent que des exactions sur votre pauvre peuple, notamment les officiers d'huissiers priseurs, vendeurs de meubles, vrais fléaux des campagnes, attendu comme il est démontré par quelques administrations provinciales qu'ils tirent plus du quadruple pour leurs prétendus droits qu'on ne payait ci-devant pour les frais d'une vente faite par le sergent du lieu ou autre huissier à volonté.

Diminuer le nombre des fermiers, régisseurs, directeurs, receveurs, contrôleurs, employés, etc... entre les mains desquels vos finances font un long circuit avant d'être versées dans votre trésor royal.

Supprimer le tirage de la milice, vu que le sort tombe souvent sur des garçons, enfants de pauvres veuves et de gens avancés en âge et très mal à leur aise et quelquefois infirmes qui n'ont d'autre appui que sur ces enfants, il conviendrait dans ce cas de donner la liberté, aux communautés, d'engager des soldats provinciaux qui se trouveraient de bonne volonté comme il se pratique dans quelque part des évêchés.

Diminuer le prix du sel, vu qu'il sert le plus ordinairement à l'assaisonnement de la nourriture et des mets grossiers de gens de la campagne lesquels n'ayant point défaut de cet apprêt rendent les ouvriers plus forts et plus robustes, même en en faisant usage pour les bestiaux comme il se pratique en plusieurs endroits, cela les rend plus forts pour travailler à la culture de la terre.

Impôts à accorder. — Imposer des droits très forts sur les denrées de pur luxe, comme les cartes, chevaux de parade etc... et autres objets de ce genre.

Prospérité du Royaume. — Pour augmenter le bien être du tiers état et lui faire trouver moins dures les pénibles conditions auxquelles lui seul est sujet, déclarer que tout individu de votre peuple, quelle que soit sa naissance est capable de toutes les places et dignités militaires, judiciaires, ecclésiastiques et autres, s'il en est digne, et que l'avantage de la noblesse sur lui est d'obtenir la préférence à mérite égal.

Administration des provinces. — Confirmer les assemblées municipales en leur donnant des pouvoirs plus certains et mieux définis et les autoriser à correspondre directement avec les états de la province ou leur commission intermédiaire etc...

Tâcher de parvenir à l'unité des poids, aunes et mesures, au moins dans chaque province, de manière à concilier tous les intérêts qui s'y opposent ce qu'il sera facile d'obtenir par le concert résultant de la bonne formation des Etats provinciaux.

Procurer dans les arrondissements des campagnes des chirurgiens habiles et choisis au concours, qui puissent soulager les pauvres malades et veiller à la conservation de la classe la plus laborieuse de vos sujets.

Justice criminelle. — Etablir quelques lois plus sévères sur quelques points où le relachement se fait craindre, comme sur les banqueroutes frauduleuses, crime qui trouble l'ordre social et qui n'est pas assez réprimé.

Couronner votre nouvelle législation criminelle par la destruction absolue du préjugé qui note d'infamie les parents des suppliciés.

Pour l'agriculture et le commerce. — Consolider et affermir les lois qui permettent la libre circulation des grains comme étant une source de la prospérité de l'agriculture étendre cette libre circulation aux vins et aux eaux de vie.

Venir au secours des pauvres veuves domiciliées dans les campagnes, en plaçant leurs enfants dans des hospices ou ateliers de travail où l'on en prendrait soin, pour former les garçons aux travaux et métiers utiles

et élever les filles aux soins du ménage rustique, établissement qui attaquerait la mendicité dans sa source.

Faciliter aux cultivateurs établis dans des terres chargées comme les nôtres d'une foule de droits seigneuriaux, les moyens de convertir et racheter ces droits et redevances féodales, pour mettre ces cultivateurs en état de pouvoir soutenir le train de laboureur et entretenir leur bétail nécessaire pour la culture de leurs terres, qui d'autant plus qu'elles sont chargées de droits semblables, déroutent et détournent les soins et l'attention du cultivateur qui sent que la récolte ne répondra pas à ses peines.

Nous nous trouvons ici dans l'obligation et l'indispensable nécessité de représenter à Votre Majesté le détail en raccourci des droits, cens, rentes, redevances, prestations et servitudes annuelles perçues par le seigneur du lieu tant sur les terres que sur les habitants.

Droits Seigneuriaux. — Le seigneur du lieu est haut, moyen et bas justice seul et sans part d'autrui dans la seigneurie.

Il lui est du sur quantité de maisons, terres et héritages du lieu des chappons et poules de cens annuels.

Chaque habitant doit une poule à la Saint Martin annuellement.

Toutes bêtes oyseuses qui sont surannées comme bœufs, vaches, chevaux qui n'ont point été pour l'année à la charrue de même que les moutons, brebis, veaux et autre bétail paturant doivent au seigneur le denier fort annuellement.

Le droit de reveture est du au Seigneur à tous changements de biens, à raison de trois gros chaque nouveau possesseur d'héritage.

Pour le droit de fort, guet et garde ordinaire, auxquels les habitants étaient obligés, du temps que le chateau et ses fortifications existaient, les habitants paient chacun deux gros annuellement pour ce sujet, ledit chateau et ses fortifications n'existent plus, par conséquent le droit devrait être supprimé.

Pour l'exemption du four banal et permission d'en avoir un dans chaque maison, les habitants doivent chacun au Seigneur six gros annuellement.

Les habitants sont attenus annuellement de faucher, fumer, voiturier et mettre sur les greniers du Seigneur les foins d'un pré contenant douze fauchées à peine d'amende et des intérêts, pour toute rétribution, il donne seulement un sol à chaque faucheur et à tous ensemble, six gros pour des aulx, cette obligation et charge envers le Seigneur est très préjudiciable pour les habitants d'autant plus qu'ils ne peuvent s'engager à nulle part pour gagner leur fenaïson, d'ailleurs souventes fois lorsque les temps ne sont pas propres ils se trouvent dans le cas de laisser périr leurs foins pour mettre dedans celui des Seigneur.

Droits seigneuriaux. — Sont aussi attenus lesdits habitants, l'homme et la femme pour chaque ménage à trois journées de cille dans les terres dudit Seigneur pour la moisson et ce à Sa volonté sous peine d'amende, il donne seulement pour nourriture entre sept et huit heures du matin du pain et du fromage, à midi de la soupe, vers les quatre heures du soir aussi, du pain et du fromage et il ne donne pas à souper. Cependant, l'ouvrage aussi pénible que celui de la moisson ne l'exige-t-il pas, il est à observer la dessus que cette corvée de trois jours de cille est d'autant plus

gênante et onéreuse aux pauvres habitants qui se trouvent souvent sans pain, parce qu'ordinairement c'est toujours aux approches de la moisson qu'ils en sont au déficit et que leur provision se trouve épuisée. D'ailleurs, cela les empêche de pouvoir se fixer à quelque part qui leur serait convenable pour gagner leur moisson à raison de ce que le Seigneur prend ses trois jours tantôt au commencement, au milieu ou à la fin de la moisson, il faudrait, si ce droit doit subsister, que ledit seigneur soit restreint à prendre ses jours au commencement ou à la fin de la moisson.

Terrage. — Ledit Seigneur tire et perçoit sur toutes les terres labourables du ban et finage du lieu le droit de terrage ou gerbage qui se prend à raison de douze gerbes l'une par son paulier annuellement, à l'exception de deux cantons, d'environ douze jours dans une saison, dits les terres de St Evre qui en sont exempts et qui sont chargés d'ailleurs d'une gerbe par jour pour le patron du lieu, il se voit d'abord que par ce droit très onéreux, le cultivateur est déjà dépouillé de la deuxième partie de sa récolte.

Ensuite, la dixme qui se perçoit à l'onze et qui étant jointe au gerbage emportent ensemble la sixième partie de la récolte du cultivateur, par exemple une terre aura six tréseaux à six gerbes, l'un les pauliers pour l'un et l'autre de ces droits déchargent trois tréseaux et deux gerbes chacun.

S'il arrive comme cela peut se trouver assez souvent qu'il se trouve cinq gerbes ne faisant pas le tréseau complet, ils en enlèvent une de ces cinq sans difficultés quoiqu'elle ne leur advienne pas pour l'un ou l'autre de ces droits.

Comme il y a de la disproportion pour ces deux droits, l'un étant au douze et l'autre à l'onze, ils ne peuvent se percevoir conjointement sans qu'il y ait de la perte pour le propriétaire. Exemple : Il se trouve dans une terre qu'il y a deux tréseaux cinq gerbes, les pauliers selon leur usage de prendre sur cinq gerbes y prendront pour leurs droits trois gerbes, desquelles une est pour la dixme et l'autre pour le terrage, la troisième ne pouvant se percevoir sans perte pour le propriétaire puisque cinq n'est pas la moitié de onze et conséquemment de douze.

Il nous était d'ancien usage d'avoir l'avantage des gerbes qui ne complétaient pas le tréseau au bout de la terre sans doute que cela était adopté pour dédommager le cultivateur de sa semence, de la culture et de ses autres soins, mais le Seigneur conjointement avec les décimateurs nous ont privés de cet avantage depuis nombre d'années, sous prétexte du droit de recoutage si disgracieux qu'il ne laisse aucune ressource aux cultivateurs pour se dédommager et se mettre en état de resemencer et cultiver pour l'année suivante et payer les droits de Votre Majesté. Les mêmes droits sont perçus sur quantité de terres ci-devant en mauvais prés lesquels de leur pâture ne doivent rien au Seigneur.

Puisque le Seigneur et les décimateurs ont droit d'établir chacun leur Paulier, il serait très à propos de séparer le gerbage d'avec la dixme, en ce qu'il y a disproportion de l'un et l'autre de ces droits et qu'étant joints ensemble et perçus indifféremment par l'un et l'autre des pauliers, cela porte un grand préjudice aux particuliers cultivateurs, ce qui ne serait pas si le paulier du dixme prenait son droit à part et ensuite celui du gerbage. Nous sentons que la dixme étant un établissement de droit divin,

elle doit avoir l'avantage d'être perçue avant que le gerbage. Nous espérons que Votre Majesté voudra bien en ordonner ce que de droit.

Les habitants sont obligés de s'assembler chaque année chez le maire du Seigneur au trois de septembre pour y dire et déclarer par serment ce qu'ils ont labourés dans l'année à peine d'amende, pour ensuite être fait le jet du rôle des assises, cille, fours, guet, poules, deniers forts et jours de charrues dûs par les habitants au Seigneur, ledit rôle devant être fait par les officiers de justice dudit Seigneur.

Sans doute que l'intention qu'on a eu dans cet article en obligeant à cette déclaration a été de répartir les charges en égard à la quantité que chaque particulier fait cultiver.

Assises. — Tous ceux qui labourent ou font labourer au ban et finage de Tremblecourt doivent payer assises au Seigneur au jour de St Remy annuellement, savoir :

Celui qui fait une charrue entière doit pour sa bourgeoisie quatre gros douze deniers, deux quartes de blé, froment et deux quartes d'avoine, mesure ancienne du chateau. L'avoine est à six bichets la quarte.

Celui qui ne fait que demi-charrue doit aussi quatre gros douze deniers, six bichets de blé, froment et neuf bichets d'avoine. Celui qui ne fait qu'un tiers ou quart de charrue doit pareillement quatre gros douze deniers, quatre bichets de blé, froment et six bichets d'avoine.

Ceux qui font labourer par d'autres doivent dix neuf messeins qui font deux sols, deux deniers Barrois, deux bichets de blé et trois bichets d'avoine, le tout bon grain de semence sans mélange.

Ceux qui ne font point labourer sont dits manœuvres, ils doivent chacun dix neuf messeins. La femme veuve ne doit que pour moitié.

Il paraît évident que le titre n'est pas juste pour l'assise, puisque en égard à la taxe qu'il porte pour la charrue entière, la demi charrue doit les trois quarts et le tiers ou quart de charrue doit la moitié de la charrue entière.

Il n'est pas plus juste pour ceux qui font labourer, puisque celui qui ne récolte par exemple qu'un jour de terre paie autant d'assise que celui qui en récolte dix jours.

Il faudrait nécessairement un arrangement la dessus pour savoir combien il faudrait de jours de terres aux laboureurs pour payer pour une charrue entière, pour la demie, le tiers ou quart de charrue à proportion, de même aussi pour les manœuvres, il faudrait un fixe de la quantité de jours de terres pour payer l'assise entière de deux bichets de blé et de trois bichets d'avoine.

Cela donnerait l'avantage que les terres seraient mieux cultivées. Le laboureur ne craindrait point de payer pour une seconde charrue qui lui serait nécessaire.

S'il arrive qu'un laboureur faisant deux charrues, il en occupe une à cultiver pour les manœuvres, est-il juste qu'il paie l'assise pour cette charrue vu que les manœuvres pour qui il cultive la paient chacun pour ce qu'il fait cultiver.

D'ailleurs, ce droit d'assise s'étend et se multiplie sans fin, par exemple : un homme a six enfants, il possède quatre jours de terres, il ne doit qu'une assise. Mais il vient à mourir. Dans le cas où ses six enfants seront

établis dans le lieu partageant lesdites terres, ils deviendront sujets à l'assise, chacun pour leur part, de sorte que cela produira six assises pour une. Ce qui les mettra dans le cas de ne pouvoir faire cultiver leur peu de terres, parce qu'elles ne produiront jamais pour payer ce droit d'assise.

Ce droit d'assise est d'autant plus onéreux et à charge qu'avec celui de gerbage que le seigneur tire sur toutes les terres du ban comme on vient de le voir. Les cultivateurs en sont dépouillés presque d'une aussi forte partie de récolte, que celle d'en payer les tressents.

On voit par là que le Seigneur tire deux droits en même temps sur la récolte d'une année, ce qui est une charge très rude et incommode. On demande la suppression de l'un ou l'autre de ces droits.

Les laboureurs sont obligés annuellement à quatre journées de char-rues à la volonté du Seigneur et au commandement qui leur en est fait, savoir : la première au Mars, la seconde à verser, la troisième à remuer et la quatrième à semer les blés.

Cette obligation est très gênante pour les laboureurs et ne leur peut être que désavantageuse, en ce qu'elle est à la volonté du Seigneur qui, dans les moments les plus propres aux semences les distrait et détourne des apprêts qu'eux-mêmes auraient faits pour ces moments.

Tous les droits et redevances ci-devant détaillés ne sont pas les seuls dont nous sommes surchargés, puisque depuis l'année mil sept cent soixante et douze et les suivantes, le Seigneur nous a contraint par procès et arrêts rendus en Parlement aux nouveaux droits qui suivent, savoir :

Nouveaux droits seigneuriaux. — Que ledit Seigneur tire le terrage des pommes de terre au douze en le faisant toiser par son paulier qui prend le douzième de la consistance de la terre où elles sont plantées à quel endroit il le juge à propos, quoique ledit arrêt ne fixe pas le taux auquel il le prendra, le même arrêt nous fait défense de planter des pommes de terre que d'une façon modérée et cela sans la permission du Seigneur et les fermiers sans la permission des propriétaires et qu'elle ne soient pas nuisibles à la vaine pâture.

Ensuite, les décimateurs viennent prendre la dixme à l'onze, ce qui nous réduit en nous enlevant la sixième partie à ne plus avoir pour la peine de les ensemercer et cultiver, d'autant plus que cette plante demande quantité de cultures pour sa production plus abondante. D'ailleurs, nous sommes les seuls qui soient assujettis au droit de terrage pour les pommes de terre et quant à la dixme, cette plante n'en paie point dans plusieurs endroits, dans d'autres, elle se prend tantôt au vingt cinq ou trente, même pour nous, il y a quelques années, les décimateurs l'ont pris au logis de gré à gré.

Ce sera un effet de la bonté de Votre Majesté de vouloir restreindre ou abolir ces droits, d'autant plus qu'ils nous ont réduits à la pauvreté et mis hors d'état de pouvoir faire aucun nourri en bétail.

Le Seigneur tire aussi le terrage du chanvre au douze excepté dans les terres reconnues pour anciennes chenevières et celles semées dans les versaines ce qui est très préjudiciable d'autant qu'il y a très peu d'anciennes chenevières.

Il tire de même le terrage des légumes et de la navette quoi qu'il n'en ait ni titre ni usage.

Ledit Seigneur tire encore le trentième dans les vignes plantées depuis l'année mil sept cent trente.

Sur quoi, il est à observer qu'il tire en même temps deux droits sur ces terrains puisque après avoir tiré ce droit sur la vendange, les marcs doivent ensuite être portées à son pressoir banal de même que celles des anciennes vignes pour y être pressurées, ce qui ne paraît point de droit vu que dans les anciennes vignes il n'a que le droit de pressurage qu'il exige au sept, lui est-il dû? son titre n'en dit rien.

En conséquence de quoi ce droit du trentième devrait tomber ou au moins les marcs de cette vendange ne devraient pas être sujets à la banalité du pressoir.

Banalité du pressoir. — Quant à la banalité du pressoir du Seigneur dont le droit se prend au sept, les habitants demandent s'ils sont obligés de porter eux-mêmes leurs marcs de vendange au pressoir et de faire la plus grande partie de l'ouvrage pour les pressurer et d'en payer exactement le droit. Pour tout cela, le Seigneur ne doit-il pas faire l'ouvrage pour pouvoir tirer son droit ou s'il n'en veut pas convenir, abandonner la banalité.

Pour ce qui concerne le partage des communes et terrains communaux, malgré que le Seigneur y a son tiers, il exige encore le terrage au douze sur les deux autres tiers de la communauté de tout ce qu'on y sème indifféremment soit blé, orge, chanvre ou pommes de terre. Par conséquent, tout le profit et l'avantage du partage de ces communes est totalement pour le Seigneur.

Les habitants demandent sur cet objet qu'il en soit usé de même que pour les domaines de Votre Majesté, que le Seigneur y prenne double portion ou s'il retient son tiers qu'il ne perçoive aucun droit sur les deux tiers de la communauté.

La dixme pour le vin se perçoit au seize sous la cuve.

Comme la portion d'affouage qui est délivrée annuellement à la communauté par Messieurs les officiers de la maîtrise des eaux et forêts de Pont-à-Mousson n'est pas suffisante pour le besoin de chacun des habitants, on demande à Votre Majesté qu'elle permette à l'assemblée municipale de la communauté d'imposer ladite communauté à une somme suffisante pour acquitter chaque année tant les gages du maître d'écoles que les comptes du syndic. En conséquence, accorder que la communauté aura en supplément d'affouage tous les arbres dépérissants du canton des portions et qu'il n'en sera plus fait de vente en maîtrise.

Dans la réclamation que la ville de Pont-à-Mousson fait de son université qui a été transférée à Nancy par son mémoire qu'elle vient de présenter au gouvernement, nous sentons l'avantage que nous en pouvons retirer par son retour audit Pont-à-Mousson, ayant dans la suite lieu et droit d'y envoyer des élèves pour y être instruits et formés dans les arts et sciences de différents genres, nous espérons que Votre Majesté accordera à la demande de la ville à ce sujet.

Reconnaissance des sujets du Roi. — Et après avoir parcouru sur les différents maux à corriger et le bien à opérer et une multitude d'objets qui nous étaient étrangers, mais qui seront traités par ceux qu'ils intéressent ou qui en sont instruits, la reconnaissance et les sentiments dont nous

sommes pénétrés ne nous laisseront jamais oublier le jour mémorable auquel Votre Majesté a pris dans son conseil la résolution de convoquer la nation jour dont la mémoire se perpétuera et sera rappelée d'âge en âge à la postérité, comme la marque des sentiments d'amour, de confiance et de respect dont vos sujets sont animés pour votre personne sacrée.

Telles sont les remontrances, plaintes et doléances moyens et avis que proposent en exécution de vos ordres avec la plus profonde vénération.

Sire

de Votre Majesté

Les très humbles, très soumis et très fidèles serviteurs et sujets, les habitants de la communauté de Tremblecourt. [Signatures de] Jean Laurent; F. Huard; J. Joffroy, *sergent*; N. Huard, *maire*; Nicolas Louis Jeanson; Jean Charte; François Jeanson; N. Broquet; Pierre Duhart; Dominique Michel; Thomas Robert

Sébastien Michel; Nicolas Louis; Nicolas Guyot, *syndic*; Loppinel.

Claude Baudoin; Jean Claude; N. Chrétien; C. Bourguignon; Jean Colon; P. Geoffroy; Georges Petit; Jean Simonin; Nicolas Parisot; Pierre Guillet; Etienne Jeanson; François Gauffin; Christophe Chrétien; Joseph Simonin; François Ravenne.

Le présent cahier a été coté et paraphé en cinq feuillets et ensuite signé par nous Maire en la haute justice de Tremblecourt le dix mars mil sept cent quatre vingt neuf.

[Signatures de] N. Huard, *maire*; C. Bourgeois (1).

VANDELAINVILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Thiaucourt. — Habit. : 164 (1936).

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtré de Gorze. —

Patron : l'abbesse de Saint-Louis et le concours. — Décimateur : ?

Feux : 62 (1789). — Habit : 267 (1790).

Seigneur : marquis de Nettancourt (1789).

Impositions (1789) : 2.041 livres, 13 sols, 9 deniers (d'après le cahier).

Députés : Jacques François Petitjean et Jean François Mengin.

CAHIER

des doléances, plaintes et remontrances des officiers municipaux, Maire et Lieutenant, habitants et communauté de Wandelainville, du ressort du Bailliage royal de Pont-à-Mousson en Lorraine pour être présenté par ses

(1) Arch. de M.-et-M., série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 12 pages, dont 9 de texte et signatures.

députés à l'assemblée qui doit se tenir dans ladite ville l'onze courant suivant l'ordonnance de Monsieur le Lieutenant Général du vingt sept février de la présente année et l'exploit d'assignation donné aux Maire, Syndic et Lieutenant dudit Wandelainville en date du cinq du présent mois, sur les questions proposées par Sa Majesté dans sa lettre de convocation des Etats Généraux du vingt quatre Janvier dernier, à l'effet de l'aider à surmonter les difficultés où elle se trouve, relativement à l'état des finances pour établir un ordre constant et invariable dans toutes les parties du gouvernement qui intéressent le bonheur de ses sujets et la prospérité de son royaume.

Quant à l'état des finances, ladite communauté se plaint et remontre qu'en mil sept cent trente six, elle ne payait que six cents livres de Lorraine de subvention et quarante livres de ponts et chaussées, même cours, ce qui ne fait point cinq cents livres de France, qu'en la présente année, elle est cotisée à six cent quatre vingt seize livres six sols neuf deniers pour les ponts et chaussées et par double emploi, encore deux cent une livres sept sols de prestation, représentation de la corvée non compris celle locale, tantôt dix livres, tantôt douze livres pour les expéditions des rôles et neuf livres pour le domaine appelé droit de gage et cinq cent soixante et douze livres pour les vingtièmes, ce qui forme pour le Roi, somme totale deux mille quarante et une livres, treize sols, neuf deniers, ci 2.041 livres, 13 sols, 9 deniers

Elle se plaint et remontre qu'elle paie au Seigneur trois pots de vin par chaque dix vergers de terrain excepté quelques terres appelées heurtées qui doivent encore un pot par chaque dix vergers, cinq chopines mesure de Metz, par hotte de marc qui se porte à ses pressoirs; deux bichets d'avoine par muid de vin de cens, le muid selon qu'on le perçoit est de dix neuf septiers et demi, le septier de quatre pots de ladite mesure de Metz, en la présente année, une veuve qui habite une misérable chaumière et qui ne possède que sept hommées de vignes, parce qu'elle est chargée de trois malheureux orphelins majeurs dont l'un est absolument incommodé est taxée à douze bichets d'avoine et le bichet se vend actuellement vingt deux sols, deux bichets d'avoine par maison et pauvre chaumière lorsqu'il n'y a qu'un propriétaire et quand il se trouve plusieurs orphelins majeurs, autant de deux bichets d'avoine, qu'il se trouve de pauvres malheureux, un bichet d'appel par propriétaire. Cet appel est d'aller dire aux plaids annaux, à l'officier du Seigneur, Nous voici au service de Mon Seigneur et de ses officiers; un franc pour le droit de four que le Seigneur ne fournit point et que chaque habitant paie et trois deniers pour un nouveau droit inconnu appelé droit de poussin qu'on a payé pour se rédimier d'un procès. Les cens se portent à cent quatre vingts hottes à quatre livres l'une, ce qui produit sept cent vingt livres, la banalité, année l'une rapportant l'autre à cent vingt cinq hottes, ce qui fait cinq cents livres, les avoines, le fort portant le faible, se montent à cent six quartes, à raison de trois livres, ce qui se monte à trois cent dix huit livres, le droit de four et de poussin à vingt deux livres, le tout réduit en argent de France, forme, somme totale, quinze cent soixante livres, cy : 1.560 livres

Elle remontre encore qu'elle paie quatre vingt seize livres de rentes annuelles, qu'elle doit pour un capital de cent louis aux Dames Ursulines

de Metz, cent livres pour la cire, à défaut de fabrique, quinze livres pour les blanchissages des linges de l'église, dix huit livres pour le marguillier et les sonneurs, trois livres pour le pain de Pâques, trois livres de rente pour l'emplacement du cimetière, cinquante livres au moins pour l'entretien du clocher, de la sacristie, du cimetière, de la fontaine et d'une partie du pont d'Onville, sur le Rup de Mad, vingt écus au moins tant pour les voyages du Syndic que pour les mandements, ports d'ordonnance, entretien de la bête mâle, non compris l'achat et autres débits de ville, quinze livres pour la reddition des comptes, voyages et visas à la subdélégation, ce qui produit encore quatre cent une livres, cy 401 livres

Ainsi la petite communauté de Wandelainville qui n'est composée que de soixante deux feux y compris les veufs et les veuves, doit annuellement quatre mille deux livres treize sols neuf deniers, cy 4.002 livres 13 sols 9 deniers.

En partant du principe que le Seigneur perçoit cent quatre vingt hottes de cens, à trois pots l'hommée, ce qui fait une hotte et demie le jour, il y a cent vingt jours de vignes et à cause de quelques heurtes terres qui ne doivent qu'une demie hotte, il peut y avoir quelques jours de plus, supposons cent trente jours de vignes faisant tout le ban de Wandelainville. Le jour contient dix hommées, l'hommée dix verges, et la verge de treize pieds et demi, mesure de Lorraine. Sur quoi, il en faut ôter prêt d'un tiers qui est acquis, possédé et cultivé par des propriétaires d'Onville, village Français, qui n'est éloigné que de deux ou trois minutes dudit Wandelainville. Un autre tiers qui ne paie que la culture parce qu'il appartient à des propriétaires defforains. Enfin, dix-sept jours tant des biens de la cure que d'autres bénéficiers, restent d'après cette supputation qui s'accorde avec le rôle des tailles, environ soixante deux ou trois jours, il n'y a point de terres labourables, les jardins sont sujets à vaine pâture, il y a quelques prairies dont plus de moitié sont mises en chenevière, d'où il résulte que le fort portant le faible, chaque habitant possède un jour de vigne en propriété et qu'il en cultive un second. Le jour de vigne rapporte vingt hottes de vin bon an mal an, à quatre livres la hotte, fait quatre vingts livres; un jour de culture à moitié fruit vaut quarante livres, les deux sommes ensemble cent vingt livres, en ajoutant trente livres par habitant à cause des métiers, des jardins, chenevières, portions communales, ce qui est porté les choses au plus haut point. Calcul fait, forment un revenu de cinquante écus par feu sur quoi il faut payer pour les impositions royales trente deux livres dix sols; au Seigneur vingt quatre livres pour les débits de ville, six livres dix sols. En tout soixante trois livres. Sur quoi il faut encore défalquer vingt deux sols par chaque hotte de vin, pour l'impôt que la ville de Metz perçoit sur les vins Lorrains, cinq livres par jours de vigne pour la fourniture des échalats, et vingt sols de paille aussi par jour, non compris les enlèvements des terres par les orages et les engrais.

D'après cette supputation arithmétique, il est évident que les habitants de Wandelainville sont surchargés aux impositions royales et autres et que loin de mettre la poule au pot, une grande partie manque du nécessaire et réduite à la dernière des misères, c'est un fait et qui résulte nécessairement de l'exposé ci-dessus. Il est donc aussi juste qu'indispensable.

non seulement de diminuer les impositions royales, mais encore celles seigneuriales qui seraient mal fondées et toutes celles qu'il dépend à Sa Majesté d'ôter. Il est donc nécessaire que les biens qui sont chargés desdites impositions les supportent et que tous ceux qui les possèdent en paient à proportion de leur possession, que ceux d'Onville qui possèdent et cultivent près d'un tiers des biens paient près d'un tiers des tailles, que les autres propriétaires defforains qui possèdent un second tiers, qu'ils font cultiver à moitié fruits paient la moitié de ce second tiers et les bénéficiers au prorata de leur possession. Qu'en un mot, tous les biens soient estimés et chargés tant pour propriété, tant pour la culture, de sorte que le propriétaire qui cultive soit cotisé selon toute l'estimation, celui qui fait cultiver à moitié fruits soit cotisé à moitié des tailles, et le cultivateur à l'autre moitié. Il faut estimer les biens et que les États Généraux règlent ce que le bien peut supporter d'après l'estimation et tout le monde paierait également.

Elle remontre encore qu'il est absolument nécessaire de laisser le commerce libre dans tout l'intérieur du royaume, que le blé, le vin, le bois, le sel, le tabac, les draps et toutes les marchandises circulent librement dans toute la France, plus d'entraves au commerce, plus d'acquits, plus d'impôts, plus de fléaux et d'employés qui coûtent tant à l'Etat et aux particuliers, les envoyer tous aux frontières du royaume, plus de receveurs, obliger les collecteurs de chaque paroisse de porter les deniers dans la caisse de la province, plus de receveurs particuliers pour les communautés, que leur argent soit déposé dans leurs propres coffres, plus d'intendants, donner une organisation aux assemblées municipales et provinciales telles qu'elles épargnent tant de frais aux communautés et qui les mettent à l'abri de qui que ce soit. Elle se plaint amèrement qu'étant enclavée dans le pays messin et terre de Gorse, elle est ruinée, paie l'impôt que la ville de Metz a fait mettre sur les vins de Lorraine et qui est de vingt deux sols par hotte, ainsi qu'on le perçoit. Impôt injuste, révoltant, désastreux, monopolant et qui porte tous les caractères de la plus criante et de la plus indigne des vexations. Injuste, parce que le vin du pays messin et terre de Gorse passe sans impôt par le territoire des plaignants et que celui des plaignants devrait pareillement passer sans impôt sur le pays messin et terre de Gorse; révoltant, parce que l'impôt n'est point sur les vins, mais sur les personnes. Deux frères qui possèdent le même bien à Wandelainville ou autre village de Lorraine, si l'un est messin et l'autre lorrain, le messin enlève son vin lorrain sans impôt et le lorrain parce qu'il est lorrain et de là qu'il est lorrain est sujet à l'impôt. Le lorrain, si on osait le dire dans cet impôt est traité par les messins comme un pied fourchu. Désastreux, en estimant la hotte de vin à quatre livres, c'est plus d'un quart de la subsistance des pauvres que cet impôt leur enlève pour ménager le terme, pour se soustraire de cet impôt, les riches propriétaires vont se domicilier à Metz et il faut que le reste des pauvres habitants paient leurs tailles. De plus, cet impôt éloigne les marchands, les pauvres gens sont obligés de vendre leur vin aux villages messins voisins qui déduisent les impôts et après les avoir ruinés en achetant leurs vins, ils achètent encore leurs biens et comme on l'a déjà dit, Onville, village messin et voisin a déjà acheté depuis l'impôt établi, près d'un tiers du ban et continue tous les jours à acquérir et si l'impôt per-

siste, (Dieu nous préservera d'un pareil malheur), Wandelainville ne paiera plus d'impôts parce que les messins auront tout son bien. Monopoleur, le plus indigne des monopoles est d'empêcher de vendre les denrées pour vendre mieux les siennes et faire souffrir le public, c'est le fait dudit impôt, non seulement il fait souffrir les lorrains qui peuvent vendre leur vin, mais encore la garnison de Metz et tous les ouvriers qui en paient plus cher le vin. Metz, lui-même en murmure et il n'y a que ceux qui ont obtenu cet impôt qui y trouvent leur compte à tous égards, il a le caractère de la plus criante et de la plus odieuse vexation, jusqu'au point d'empêcher de vendre les vins de Lorraine en Lorraine. En effet, un transit ne suffit point, il faut consigner les vingt deux sols par hotte, ainsi les marchands qui n'ont point d'argent pour consigner ne peuvent point acheter de vin en Lorraine et ceux qui ont de l'argent sont exposés à perdre le consing parce que pour le retirer, il faut mille formalités et si on manque à une seule le consing est perdu, aucun marchand ne veut s'y exposer. Ainsi, quand Sa Majesté a ôté l'impôt en 1777, il fallut pour le rétablir qu'un rusé échevin de Metz fit semblant d'aller à Paris pour une autre affaire, de peur que les lorrains n'instruisissent le Conseil du Roi; du reste, personne n'en souffre comme Wandelainville, Bayonville, Arnaville et Corny, qui sont enclavés dans le pays messin et terre de Gorse et il est absolument nécessaire de lever cet odieux et malheureux impôt au moins pour ces quatre villages.

Elle remontre que le bien public exige qu'on ne plante de vignes qu'autant qu'on peut consommer de vin dans la province parce que le vin messin et lorrain ne peut s'exporter à l'étranger. Or, il est certain qu'il y a déjà plus de vignes plantées, qu'on ne peut consommer de vin, et par conséquent, qu'il faut arracher les nouvelles plantations et défendre qu'on en fassent d'autres. Il arrive que plusieurs ne peuvent vendre leur vin et languissent, que les bois en sont plus chers, qu'il y a moins de jardins, moins de prairies, moins de pâture, moins d'animaux qui est une des plus grandes branches du commerce, que la viande, les toiles, les cables et les voiles de vaisseaux en sont beaucoup plus chers, mais ce qui est de plus nécessaire, le blé, en devient extrêmement rare, si c'est vrai que dans ce moment, il n'est presque plus de blé dans la province, si vrai que le Parlement a été obligé d'en empêcher l'exportation, au lieu que si les nouvelles plantations étaient arrachées, non seulement l'abondance de blé qui est la denrée de la première nécessité régnerait dans le pays, elle pourrait encore en faire part aux autres provinces voisines et peut être à l'étranger et ramener l'argent à la province, il faudrait donc détruire toutes les vignes nouvelles plantées nonobstant les édits et arrêts, où on peut semer du blé, du chanvre et où on peut faire des bonnes prairies et si on ne le fait et que la fureur de planter les vignes continue, la province se perdra tous les jours.

Elle remontre qu'il faudrait supprimer les priseurs et établir dans tous les lieux une justice qui fit l'inventaire lors de la mort des père et mère, on a vu que les frais de justice emportaient un tiers des héritages des pauvres orphelins, qu'il fut ordonné que les tribunaux examinassent tous les droits seigneuriaux et fussent autorisés à supprimer tous les droits abusifs comme par exemple, des avoines sur des maisons qui n'en produisent point et des avoines qui multiplient à proportion des orphelins, les

avoines parce qu'on a été faire la révérence à un officier du Seigneur, des avoines sur des vignes qui sont déjà trop chargées de cens en vin, des avoines enfin dans un ban qui n'en produit point et qui n'en a jamais produit etc... etc... etc...

Elle désire aussi le rétablissement de l'université à Pont-à-Mousson, Nancy a assez d'autres ressources, il semble que Pont-à-Mousson et les voisins ont droit à une fondation établie chez eux, qui leur procure un certain bien être et une facilité pour l'éducation de leurs enfants. Enfin, la communauté demande qu'on l'excuse de ce qu'elle n'a pas proposé toutes ces plaintes et doléances et remontrances ni les rédiger comme elle aurait pu si elle en avait eu le moment.

Fait et arrêté en l'Assemblée de communauté le huitième jour de Mars mil sept cent quatre vingt neuf.

[Signatures de] J. Donoux, *maire*; Petitjean; N. Houin; Jean François Béardin, Jean Beaudin; Remy Naudin; Nicolas Quet; Dominique Watier; L. Lamarue (1).

VANDIERES

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. — Habit. : 697 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : abbesse de Saint-Pierre de Metz. — Décimateur : abbesse de Saint-Pierre de Metz.

Feux : 100 (1789). — Habit. : 542 (1790).

Seigneurs : M^e Barbe Gabrielle de Gombervaux et Charles Théodore Etienne comte de Raugrave (1789).

Impositions (1789) : ?

Députés : Dominique Charaux et Alexis Thiéry.

CAHIER

Sire, Nous osons vous le dire, vous nous le permettez. Nous déposons dans le sein paternel de Votre Majesté nos doléances, remontrances respectueuses. Nous sommes malheureux et en cherchant les causes de notre malheur, nous le trouvons dans les objets que nous avons le bonheur de mettre sous vos yeux.

1^o Nous sommes laboureurs, vigneron, artisans et manœuvres. Nous avons tous à gémir. Nous laboureurs, nous sommes fermiers de propriétaires qui, s'engraissant du fruit de nos travaux et ne résidant point sur les lieux ne contribuent point à toutes les charges pécuniaires qui nous sont imposées; nous vigneron, nous avons pour le plus grand nombre

(1) Arch. de M.-et-M., série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 16 pages, dont 12 de texte et signatures.

des vignes à cens et à rente. S'il survient une grêle, une gelée, ce qui arrive trop fréquemment, nous nous trouvons dans l'impossibilité de payer ceux à qui nous devons et comment avoir du pain pour nos familles et payer les impôts. Nous nous trouvons alors dans la misère la plus extrême. Nous artisans et manœuvres qui formons un tiers de la communauté, nous ne trouvons à travailler qu'autant que les laboureurs et vigneron ont le moyen de nous employer. Dès lors qu'ils sont eux-mêmes dans l'indigence, nous sommes nécessairement dans l'impossibilité d'acheter les choses nécessaires à notre vie et à celle de nos enfants. Nous désirerions tous, pour obvier à ces maux, que les propriétaires payassent à proportion des biens qu'ils possèdent dans le lieu et contribuassent à toutes les charges pécuniaires auxquelles nous sommes attenus.

Nous prévoyons, Sire, en désirant que les propriétaires contribuent à proportion des biens qu'ils possèdent à toutes les charges pécuniaires qui nous sont imposées, que ces propriétaires en passant des baux aux fermiers les chargent d'acquitter toutes charges et impôts. Les fermiers, dans l'impossibilité de trouver d'autres moyens de vivre, ou exposés à vendre à vil prix leurs chevaux, harnais et charrues, se soumettront à tout jusqu'à ce que réduits par la nécessité de ne pouvoir payer leur canon, leurs maîtres leur feront vendre tout ce qu'ils possèdent, ce qui n'est malheureusement que trop commun, nos vœux sont encore qu'il ne soit pas permis aux propriétaires d'insérer cette clause dans leurs baux.

2° Nous avons dans notre finage de nos champs qui, depuis plusieurs années, ont été dégradés par les débordements de la Moselle. Les anciens assurent que ces terres rapportent à peine une quatrième partie de ce qu'elles rapportaient autrefois. Nous avons une partie considérable de nos prés appartenant tant à la communauté qu'à des particuliers qui ont été rongés par les eaux, nous avons à craindre même que la Moselle ne passe bientôt au milieu des terres. Il est à désirer qu'on y apporte au plus tôt un remède et qu'un ingénieur soit envoyé sur les lieux pour en indiquer les moyens.

3° Etant à la proximité de la Ville de Pont-à-Mousson, nous avons autrefois une ressource qui nous manque actuellement. Nous voulons parler de l'université qui, attirant beaucoup d'étranger, nous donnait la facilité de vendre nos denrées. Nous nous réunissons à cette ville pour supplier Sire Votre Majesté de la rétablir comme elle était ci-devant.

4° La Ville de Metz a mis des entraves dans notre commerce des vins. Elle exige des impôts exorbitants. Nous n'avons pas les moyens de déposer de l'argent pour passer de tout ce qu'elle exige au moins. Nos vins, en conséquence, restent chez nous et se gâtent avant que d'en avoir pu faire le profit qui nous est nécessaire pour vivre et payer les charges de l'Etat.

5° Nous nous trouvons heureux, Sire, quand nous avons du pain quelque grossier qu'il soit. Cependant, nous sommes persuadés par les marques de bonté que nous donne Votre Majesté, que vous désirez pour nous quelque chose de plus et que vous regardez le sel comme nous étant nécessaire. Nous vous le disons, cependant, la plupart d'entre nous en manquent dans la plus grande partie de l'année à raison de sa cherté. Nous savons

que ce n'est point l'intention de Votre Majesté. Nous sommes intimement convaincus de la bonté de son cœur. Nous désirons qu'il soit diminué de prix vu que les étrangers, nous dit-on, ne paient pas la sixième partie de ce que nous payons.

6° Il y a un abus criant qui révolte tout homme à qui il reste encore quelque sentiment d'humanité. Un malheureux habitant de la campagne qui, pour subvenir aux besoins pressants d'une famille désolée aura emprunté, nous ne disons pas une somme considérable mais modique de six livres par exemple, ne pouvant payer au terme cette somme, il lui sera fait des frais qui monteront à la somme de dix huit livres. Nous supplions très respectueusement Votre Majesté d'apporter un remède à ces maux.

Nous sommes, Sire, avec une très profond respect de Votre Majesté.

Les très humbles, très obéissants et fidèles sujets. Les habitants de la communauté de Vandières formant le Tiers Etat et avons signé cejour-d'hui neuvième jour de Mars 1789.

[Signatures de] Alexis Thiery, Louis Tribout, François Poira, Joseph Vinot, Firmin Leclerc, Dominique Chappelier, Pierre Chéry, Jean Husson, Nicolas Simoté, Pierre Monsieur, Pierre Bacha, F. Chapplier, François Munier, Charraux, D. Bellin, François Lhuillier, François Drapier, Nicolas Arnould, Joseph Peltier, Charles Arnoud, François Fayon, Louis Chardin, M. Gauthier, Mathieu *[illisible]*, François Lecler, Nicolas Dardaine, Claude Thomas, Nicolas Clause, Etienne Collignac, Nicolas Renoir, Claude Lamy, F. Dardaine, Léonard Leclerc, Jacques Vinot, Dominique Vinot, Jacques André, Sébastien Brunau, Nicolas Marion, Louis Vinot, Dominique Dardaine, François Thirion, Jean Drapier, François Jannor, Jean Darmoy, Nicolas Georges, Pierre Dardaine, Louis Fayon, Louis Leclerc, François Lemoine, François Simard, Michel François, Sébastien Brunau, Joseph Thirion, Nicolas Marion. Pour copie : Pierre Munier, greffier (1).

VIEVILLE-EN-HAYE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Thiaucourt. — Habit. : 177 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : abbé de Sainte-Marie du Port. — Décimateurs : abbé de Sainte-Marie et le Curé.

Feux : 60 (1789). — Habit. : 266 (1790).

Seigneur : abbé Lallemand, abbé régulier de l'abbaye de Sainte-Marie-Majeure de Pont-à-Mousson (1789).

Impositions (1789) : 1.271 livres et 10 sols (d'après le cahier).

Députés : Jean Boyer et Firmin Charaux.

(1) Arch. de M.-et-M., série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 8 pages, dont 6 de texte et signatures.

CAHIER

des doléances et remontrances de la communauté de Viéville-en-Haye

La communauté de Viéville-en-Haye du bailliage de Pont-à-Mousson, en Lorraine espère que toute la Lorraine ne sera pas traitée comme toutes les anciennes provinces de France dans la nouvelle répartition projetée, ses privilèges devant lui être conservés.

2° Puisqu'elle a le bonheur d'appartenir au même père de famille, elle espère de sa justice qu'elle sera mesurée avec la même balance.

Depuis la cession de ses anciens Ducs jusqu'aujourd'hui, elle a payé au moins le double des anciennes provinces de France ce qui peut se prouver facilement. Elle a si cent mille habitants, elle rend aux environs quinze millions. La France a vingt millions d'habitants. Si elle payait à proportion autant que la Lorraine, elle étendrait au Roi plus de neuf cent millions. Cependant, le Roi n'en retire pas la moitié, ainsi le sujet Lorrain paie le double du Français.

Selon le pied certain présenté au Roi par la cour souveraine, le laboureur lorrain paie au Roi du fort au faible et annuellement 80 livres et le manœuvre 20 livres où sont les ressources de cette province pour fournir un numéraire si considérable? Elle n'a aucun commerce étranger et maritime. Son commerce interne avec les autres provinces et surtout le pays messin est arrêté par la multitude des droits et acquis auxquels il est sujet. Elle a fort peu de manufactures. Elle ne peut donc fournir à des impositions si fortes qu'en se privant du premier nécessaire ou au moins d'une bonne partie. Ce qui ne laisse à la moitié de ses habitants et notamment dans cette communauté qu'une existence languissante et malheureuse.

La communauté de Viéville ne payait en 1737 à ses anciens Ducs pour toutes espèces d'impositions que la somme de 871 livres cours de Lorraine et 1789 elle paie pour subvention et ponts et chaussées 1.271 livres 10 sols cours de France et en outre sous la dénomination de vingtième et d'abonnement près du quart du revenu d'un très mauvais finage sans le dispenser de concourir au paiement de la confection des nouvelles chaussées et entretien d'icelles.

La communauté de Viéville représente encore que malgré toutes ses charges qui lui sont communes avec toutes les autres communautés de la Lorraine, on ne fait aucune attention dans la répartition des impôts aux charges qui lui sont propres, de façon que tout compensé, elle paie beaucoup plus que les lieux voisins et même circonvoisins.

Les trois quart des terres du ban de Viéville appartiennent à des étrangers. Les habitants ne sont que leurs fermiers : toutes les terres cultivées ou non, paient au Seigneur annuellement une redevance d'un tiers de bichet de grain chaque jour, la dixme de tous les fruits décimables s'y perçoit au dixième excepté celle des vins et navettes au quatorze. Le sol est de moindre rapport que celui des villages de la terre de Haye et selon le jugement des experts, le jour qui est de quatre cents verges ne rapporte à Viéville du fort au faible qu'une.

La communauté de Viéville distribue annuellement pour affouages à ses cotisables depuis vingt un jusqu'à vingt cinq arpents d'un bois qui n'a que vingt cinq ans de recrue partagée en soixante portions il ne donne à chaque habitant qu'une voiture de bois et une voiture de fagots. Le besoin force nombre de manœuvre de vendre ce chétif affouage pour subvenir aux impositions et le met dans la nécessité de contrevenir aux ordonnances qui défendent ce commerce.

Le sel, cette denrée de première nécessité est à un prix exorbitant. Le peuple est forcé de n'en user qu'avec beaucoup d'épargne et souvent même de se passer pour n'assaisonner son pain de douleur que de ses larmes, tandis qu'il voit l'étranger le prendre en Lorraine à bien moindre prix et la communauté de Viéville qui pourrait se procurer cette denrée à Thiaucourt dans le magasin de la ville est obligée par surcharges de faire le double de voyages et d'aller en prendre au bureau de Norroy dont elle est éloignée de deux lieues. Il est nécessaire que cette denrée soit diminuée et qu'il soit libre à chacun de le prendre dans tel magasin de la Lorraine qu'il jugera à propos.

L'établissement des huissiers priseurs est une nouvelle imposition sur le peuple qui élude l'avantage dont il se flattait de dépendre d'une haute justice, cette surcharge est d'autant plus odieuse qu'elle affecte une partie des habitants qui méritent plus de commisération et de faveurs, la veuve et l'orphelin, les droits que les vacations de ses huissiers priseurs tirent pour inventaires et ventes leur enlevant les petites épargnes de leurs père et mère, et ne leur laissant souvent que les larmes pour ressource.

Les droits sur les cuirs et sur les fers, le prix exorbitant du tabac, sont encore de nouvelles charges postérieures et contraires au traité de Vienne conclus en 1733 pour la cession de la Lorraine à la France qui stipule la conservation des lois, coutumes et usages, droits et privilèges des trois ordres de l'Etat, c'est-à-dire le maintien de toute la constitution nationale.

Les droits des maîtrises trop considérables à l'égard des communautés sont excessifs, il est juste de les diminuer et les rendre aux mêmes proportions que ceux qu'ils tirent dans les forêts de Sa Majesté attendu que c'est la même opération.

La ville de Pont-à-Mousson est le seul débouché où les habitants de Viéville peuvent porter leurs denrées et leurs économies pour se procurer en échange le numéraire nécessaire pour payer leurs tailles, leurs dettes et se procurer leurs autres besoins, mais depuis la translation de son université à Nancy, cette ville sensiblement déchue de son aisance ne peut plus entretenir dans les campagnes qui l'environnent la circulation qui les alimentait pour fournir au luxe de la capitale. Pont-à-Mousson et son district est privé de son nécessaire. Avant cette translation, les habitants de la campagne pouvaient espérer de faire étudier leurs enfants et en avaient la commodité. Mais, depuis cette funeste époque, ils n'osent plus y prétendre. C'est donc avec grande raison que le district de Pont-à-Mousson revendique son ancienne université, comme son avantage personnel et légitime dans la première intention de ses fondateurs.

L'exportation des vivres à l'étranger est très nuisible à la province. La défense de le faire est très juste, il est à souhaiter qu'elle se continue.

Enfin, les trois ordres de la province souhaitent ardemment de rentrer dans tous leurs droits, ils consentent à payer proportionnellement les charges de l'Etat et renoncent unanimement pour le bien général aux exemptions pécuniaires. La manière d'imposer toutes ces taxes pourrait retarder l'exécution d'une résolution si juste. Il n'y a qu'un corps d'autorité qui pourra trancher cette difficulté et faire sacrifier au bien général quelques formalités ou privilèges qui souvent ont été abusives.

Cette heureuse révolution fera une époque mémorable dans la monarchie et caractérise le règne de Louis XVI du règne de la justice et de l'équité.

Fait et arrêté au Greffe de Viéville-en-Haye, ce dix mars 1789.

[Signatures de] A. Tuerard, *maire*; Joseph Lehalle, *échevin*; Michel Thiéry; François Guérard; Nicolas Guérard; Joseph Lehalle; Nicolas Pierre; N. Boucher; Jean François; Nicolas François; François Claude; François Pierre; Jean Baptiste Antoine.

Le présent cahier a été coté par premier et dernier et s'est trouvé contenir cinq feuillets par nous Maire en la haute justice et communauté de Viéville-en-Haye soussigné audit Viéville, ce dix mars 1789.

[Signature de] Tuerard, *maire* (1).

VILCEY-SUR-TREY

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Thiaucourt. — Habit. : 95 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Prény. — Collateur : abbé de Sainte-Marie de Pont-à-Mousson. — Décimateur : ?

Feux : 43 (1789). — Habit. : 308 (1790).

Seigneur : abbé Lallemand, abbé régulier de l'abbaye de Sainte-Marie-Majeure de Pont-à-Mousson (1789).

Impositions (1789) : 1.173 livres (d'après le cahier).

Députés : Nicolas Duponcel et Pierre Gauthier.

CAHIER

des doléances, plaintes et remontrances de la communauté de Villecey-sur-Trey district de Pont-à-Mousson dressé par nous Curé soussigné sur la dictée desdits habitants qui nous en ont prié au défaut d'officier public ledit cahier contenant deux feuillets coté paraphé par nous soussignés :

1° Les habitants de Villecey-sur-Trey ont l'honneur de représenter que les bois ne pouvant point acquérir dans le pays au bout de vingt-cinq ans l'accrue nécessaire pour être coupés à profit, il conviendrait

(1) Arch. de M.-et-M., série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 16 pages, dont 9 de texte et signatures.

d'en différer l'exploitation à trente ans de recrue et répartir au terme de cette résolution les quarts en réserve pour dédommager le tort que le retard ferait aux habitants en mettant annuellement en séquestre le quart du produit des ventes de la futaie pour faire face aux besoins extraordinaires des communautés.

2° Demandent lesdits habitants que le clergé et la noblesse supportent le paiement des tailles, subventions, ponts et chaussées et corvées à proportion de leurs biens ainsi que le supporte le tiers état, ladite communauté se trouvant considérablement levée des paiements pour subventions, ponts et chaussées et corvées montant ensemble à la somme d'onze cent soixante-treize livres cours du Royaume pour une communauté qui n'est composée que de quarante-trois ménages pleins et demie, dont quatre seulement sont laboureurs, lesdits habitants n'ayant d'autres propriétés entre eux tous que cinquante journaux de terres labourables aux trois saisons, vingt journaux de vignes, cinq fauchés de prés et deux journaux de chenevières, encore ces héritages et les maisons qu'occupent lesdits habitants sont-ils chargés de cens et rentes. Tous les héritages composant le ban et finage dudit Vilcey appartiennent aux maisons religieuses.

3° Demandent que le Roi soit supplié de lever sur les trois états le produit que lui rapporte la ferme du sel et du tabac et qu'il soit permis en conséquence, de s'approvisionner les denrées où bon on jugera à propos.

4° Que toutes banalités pour moulin et pressoir soient supprimées et qu'il soit libre à chaque particulier de faire voiturer ses grains et presser ses raisins où bon lui semble.

5° Que les jours de prélation pour fenaison, moisson et vendanges soient supprimés, qu'il soit permis en conséquence à tout propriétaire de récolter les fruits de ses terres lorsqu'ils auront été reconnus en parfaite maturité par les experts nommés selon l'usage.

6° Considérant lesdits habitants de Vilcey-sur-Trey que l'église est suffisamment dotée en France, ils demandent en conséquence d'être dispensés à l'avenir de payer aucun honoraire pour baptême, mariage et sépulture ainsi que de construire et réparer l'église, sacristie et cloches de leur paroisse, fournir les cloches, payer la cire, pain et vin pour la célébration des saints mystères et solder le chantre.

7° Considérant aussi que la cherté du prix du blé est occasionnée en partie par la grande quantité d'excellentes terres arables cultivées en vignes dans l'étendue de la Lorraine, il conviendrait que les terres susceptibles de culture en grains y fussent rendues attendu que le blé est de la première nécessité et que les vins de cette province font d'un très petit commerce.

Les propriétaires de ces bonnes terres cultivées en vignes feront sûrement volontiers le sacrifice de cet usage de propriétés au mieux être de la patrie et les cultivateurs des vignes pourront se dédommager en plantant sur les coteaux dont le moindre produit sera dédommagé par la qualité d'un vin meilleur.

8° Demandent aussi lesdits habitants qu'aucune exportation de grains ne soit permise hors le royaume à moins qu'il ne soit approvisionné de cette première nécessité pour deux ans et qu'il ne soit permis de déroger à ce règlement que dans le cas où les habitants d'un royaume voisin seraient dans la disette.

9° Demandent lesdits habitants d'être dispensés de payer la dixme de tout ce qu'on peut semer et planter dans les terres ainsi que dans les jardins attenants aux maisons.

10° Lesdits habitants espèrent que malgré qu'ils soient compris dans les députations du Barois, ils n'auront cependant rien de commun avec ce duché, se reconnaissant et déclarant comme faisant autrefois partie de la prévôté de Prény et en cette qualité dépendant uniquement du duché de Lorraine tant par la coutume générale dudit duché de Lorraine qui régit ladite communauté de Villecey, que par la chambre des comptes de ladite Lorraine et le parlement de Nancy auxquels répond ladite communauté et qui avant 1751 dépendait du bailliage de Nancy.

Telles sont les demandes, plaintes et doléances que les habitants de Villecey-sur-Trey ont l'honneur de soumettre à l'équité de Sa Majesté et des États Généraux arrêté audit Villecey en la maison curiale que les habitants ont choisi à cet effet le 8 mars 1789.

[Signatures de] Demory, *curé de Villecey-sur-Trey, commissaire* choisi à cet effet; N. Duponcel, Pierre Gauthier.

Nous approuvons les contenus d'autre part :

[Signatures de] N. Thomas Duponcel, Jean Georges, Etienne Richy, Jean Gaillemine, Claude Gaillemine, Michel Bertrand, Hubert Maurice, Jean Gaillemine, Jean Gaudard, Claude Gaudard, Martin Gaudard, C. Guichard, François Lehalle, Jean-Baptiste Lehalle, F. Vosgien, F. Lehalle, *greffier* (1).

VILLE-AU-VAL-SAINTE-MARIE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. — Habit. : 151 (1936).

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtre de Pont-à-Mousson. — Patron : le seigneur du lieu. — Décimateur : le comte de Gallo et le curé.

Feux : 52 (1789). — Habit. : 273 (1790).

Seigneur : François de la Salle (1789).

Impositions (1789) : Subvention	422 livres
Ponts et Chaussées	400 livres
	822 livres

Députés : Jean et Dominique Ragné.

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 4 pages, dont 3 de texte et signatures.

MEMOIRE

et observations du Tiers-Etat de Ville-au-Val-Sainte-Marie assemblé en conséquence de la lettre de Sa Majesté pour la convocation des Etats-Généraux et de l'ordre de Monsieur le Lieutenant général de Pont-à-Mousson.

Le huit mars 1789

Nous le Tiers Etat de la communauté de Ville-au-Val-Sainte-Marie. Laissons aux personnes éclairées les grands objets de discussions touchant la meilleure administration des revenus de la Province. Habitues au travail de la terre pour y trouver les sommes nécessaires à l'impôt, courbés sans cesse sous le poids de la fatigue pour gagner un pain de douleur, nous ne pourrions que bégayer en voulant représenter un Etat qui nous est commun avec tous les colons de la province, à l'exception seulement que la communauté de Ville-au-Val est plus mal partagée que bien d'autres; elle n'a aucun bois, ses communes consistent en un demi-jour de terre par habitant; le surplus se vend annuellement, et ne suffit pas pour ses dettes et ses charges parce que l'admodiateur prend le tiers du prix des adjudications et cela gratis sans aucune part à la dette.

Les terres, les prés sont ici grevés d'un tribut à la Seigneurie qu'on appelle assises et surtout les vignes qui paient la vingt-deuxième hotte de vin y perçus non compris la dime et le droit de pressoir. Les rentes personnelles, les rentes dues à Pâques sur les maisons et bestiaux, rentes de la Saint-Remi, sept jours de corvée personnelle chaque année, bref, c'est avec mille peines et travaux qu'on peut ici rassembler les deniers nécessaires pour payer le Roi et le seigneur qui tire beaucoup plus que le Roi.

Le gouvernement n'ignorait point les besoins pressants du peuple, foulé de toutes manières, il semblait impossible d'augmenter l'impôt qui pèse toujours plus sur lui en raison de son indigence et sans ressource dans les campagnes plus qu'ailleurs. Cependant, dans la nécessité d'augmenter l'impôt, le gouvernement donna un appât au peuple des campagnes comme un soulagement à sa misère; ce fut le partage des communes qui a enrichi les seigneurs et ruiné les communautés.

Un particulier avant ce partage avait 12, 20, 30 brebis, la laine, les agneaux. Les brebis, les moutons qu'il vendait tous les ans valaient mieux sans contredit que quelques quartes d'orge ou d'avoine qu'il retire à grands frais de ses portions rognées d'un tiers, tandis que l'admodiateur cultivant son tier n'a pas moins ses troupeaux et marcarerie pour ronger le reste de la pâture.

Ce qui est bien plus sensible, c'est qu'une communauté est obligée d'engager ses communes pour payer ses dettes, l'admodiateur retient le tiers de ces mêmes communes, prend encore le tiers du prix des adjudications, sans entrer pour un sol dans les dettes. Cela est-il juste? ne devrait-il pas supporter le tiers des dettes communes s'il jouit du tiers des biens communs.

Un autre abus non moins préjudiciable au bien général du royaume et en particulier au Tiers Etat de Ville-au-Val, c'est le privilège qu'ont

certaines maisons religieuses rentées d'évoquer les contestations de droit et de fait au grand conseil, entraîne par ce moyen les communautés et les particuliers dans une ruine inévitable par la distance des lieux, la longueur des procès toujours ruineux et dont on ne peut obtenir la fin.

Tel est l'état de la communauté de Ville-au-Val, en contestation pour obtenir la reconstruction de l'église paroissiale depuis près d'un siècle et au grand conseil depuis 25 ans sans pouvoir les terminer.

Les tribunaux de la province ne sont-ils pas les juges nés des sujets du Roi? sans les traduire au loin à la faveur d'un privilège abusif, devant des juges mal informés et qui souvent ignorent une partie des lois et des usages particuliers à une province et sur lesquels ils doivent cependant prononcer. La communauté sait bien qu'il n'appartient pas à de faibles habitants de campagne de porter leurs vues sur la réformation de la justice; soumis en tout au Roi et à la magistrature, ils osent seulement représenter puisque Sa Majesté leur permet leurs doléances, les frais injustes et les persécutions qu'on leur suscite à la faveur d'un privilège qui devient une des sources de leur ruine.

Dans le temps que la bonté et la piété de nos Rois ont accordé ce privilège d'évocation, ils avaient en vue de protéger des ordres naissants, de les défendre contre les entreprises de ceux qui se seraient opposés à leur affermissement. Mais depuis que l'opulence les a rendu les plus forts, rien n'arrête leur cupidité, de sorte qu'un privilège bon dans son principe est maintenant abusif, et dégénère en concussion.

A la menace seule d'être traduit au grand conseil, obligé de quitter sa famille, ses occupations pour se transporter à soixante et douze lieues pour défendre sa cause dont il ne verra pas la fin, quel est ce particulier? Qui aimera mieux abandonner son bon droit, sa vigne ou son champ? Encore fort heureux de n'en être que pour cela et d'avoir échappé à une ruine certaine. Il faut espérer que dans la réforme générale des abus, un privilège destructif pour les sujets du Roi, odieux en lui-même, injurieux à la magistrature des provinces françaises n'échappera pas à la proscription.

La sagesse du gouvernement en supprimant les corvées publiques semblait avoir atteint un bien salubre. Le cultivateur n'est plus obligé de négliger son champ ou sa vigne; le journalier de quitter son ouvrage laissant la famille sans pain, et le pauvre est délivré de la double angoisse où il se trouvait sur les chaussées, d'un travail gratuit et de la faim qu'il y souffrait, mais si de cet arrangement il en est résulté en apparence quelque avantage pour le bien public, la prestation en argent, représentation de la corvée, est devenu un nouvel impôt, une nouvelle surcharge sur le peuple déjà trop foulé, un usage abusif ne doit plus être toléré dès qu'il se découvre, si le peuple a été jusqu'ici chargé de la confection des chaussées, la prestation étant changée de nature, ceux principalement qui couvrent les chaussées de leurs trains, de leurs équipages ou de leurs marchandises y doivent contribuer plus que ceux à qui elles deviennent inutiles.

Le Tiers-Etat de Ville-au-Val forme des vœux et adhère autant qu'il le peut aux mémoires de l'Hôtel de Ville de Pont-à-Mousson et aux très

humbles remontrances que les officiers municipaux de ladite ville se proposent d'avoir l'honneur de faire à Sa Majesté ou aux États Généraux, aux fins de solliciter et d'obtenir le rétablissement de l'université dans son sein. La ville de Nancy d'ailleurs honorée d'un parlement, d'une chambre des comptes et de tant d'autres officiers et établissements n'environnerait sans doute pas à la ville de Pont un ancien bien qui lui a été enlevé. Les études y feraient plus de progrès parce qu'il y a moins d'objets de dissipation; les mœurs y gagneraient parce qu'il y a moins d'occasions, ce serait le bien de cette ville infiniment déchu de ce qu'elle était autrefois; ce serait en même temps le bien de ses environs de tout le public et de son Etat.

Trouver les moyens de rétablir les finances, combler le déficit immense qu'on annonce, n'est pas une chose facile sans faire beaucoup de mécontents. Mais il s'agit du bien public, l'intérêt particulier doit céder. N'étant plus possible d'augmenter les impôts sur le peuple, il semble qu'une administration et perception plus simple dans les recettes et les dépenses des revenus du Royaume, le retranchement de trop fortes pensions, la contribution de la noblesse et du haut clergé, la surabondance des revenus des maisons religieuses qui se consomment en bâtiments somptueux et dépenses superflues, l'application d'une bonne partie des revenus des abbayes et même l'application entière de ces revenus lorsque les abbayes vaqueront à la décharge du public, ce tout réuni avec le moins de frais possible formerait une somme considérable, enfin qui devrait être plus zélé à secourir l'état obéré que ceux qui s'en sont enrichis en le ruinant. Ne faut-il pas qu'une noble émulation et un désintéressement patriotique les animent à faire quelque sacrifice ou que l'autorité les y oblige.

Fait et arrêté en l'assemblée du Tiers Etat à Ville-au-Val les an et jour avant dits.

[Signatures de] J. Ragné, Dominique Vogin, Nicolas Antoine, N. Mangeot, M. Ragné, Charles Lacroix, Dominique Gattaux, Pierson, Joseph Souent, François Vainboun, P. Prunier, Beuzemont, François Thoucenin, Joseph Simonin, Charles Guillemain. Antoine Guillemain. [illisible] Thouvenin, D. Bulon, D. Malraison.

P.-S. — 1^o Le Tiers Etat de Ville-au-Val avoit oublié d'exposer dans le cahier du huit courant fait et signé en l'assemblée de la communauté, que presque toutes les maisons du village dudit Ville-au-Val sont assujetties à des cens annuels et perpétuels envers la confrérie fabrique de l'Immaculée Conception érigée dans l'église paroissiale dudit lieu; de même que plus de moitié de leurs vignes et autres héritages qu'ils possèdent sur le ban dudit Ville-au-Val se trouvent aussi affectés et hypothéqués envers la même confrérie, ce qui devient une double charge aux habitants de ce lieu qui d'ailleurs ont bien de la peine d'amasser pour payer les deniers royaux ainsi que les cens et rentes dus à l'admodiateur, outre que la même communauté les oblige de supporter suivant les ordonnances, les cotes de trois particuliers qui devraient supporter les plus hautes cotes sur les roles de répartition dans ladite communauté, attendu qu'ils ont dix enfants.

2° Une autre chose à observer, c'est que le même tiers demande qu'on lui fit connaître la possession et sans frais des rentes et cens qu'ils paient au seigneur de même que de produire les titres de la possession de ses bois attendu que les habitants de la communauté de Ville-au-Val prétendant qu'il y en a une partie qui leur appartient, de supprimer les gardes surveillant des seigneuries qui ruinent par leurs rapports les communautés attendu qu'on leur accorde le tiers des amendes (1).

VILLERS-EN-HAYE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 184 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Dieulouard. — Collateurs : seigneurs. — Décimateurs : la confrérie de Saint-Sébastien de Dieulouard, le curé, le chapitre de Pont-à-Mousson et Mrs de Saint-Pion de Metz.

Feux : 41 (1789). — Habit. : 206 (1790).

Seigneurs : François Louis, comte de Bourcier, professeur Guillaume et le chapitre de l'insigne église collégiale de Sainte-Croix de Pont-à-Mousson.

Impositions (1789) : Subvention	369 livres
Ponts et Chaussées	350 livres
	719 livres

Députés : Nicolas Collinet et Nicolas Chalin.

CAHIER

*de remontrances faites par la communauté de Villers-en-Haye
recette de Pont-à-Mousson*

La communauté de Villers-en-Haye assemblée représente très respectueusement qu'étant posée dans un canton sec et pierreux, ses occupations journalières pendant toute l'année dans ce finage ne lui procurent qu'une récolte très modique, laissent le cultivateur redevable d'années à autres, aux propriétaires qui lui ont affermé plus des trois-quarts des terres de ce ban et chargé d'arrérages qu'il a mille maux d'acquitter [illisible] dettes envers ceux qui lui ont avancé son vivre.

Ces mêmes cultivateurs ne recueillant sur ce ban entre eux tous qu'environ soixante milliers de foin, sont obligés de contracter des dettes envers leurs voisins et encore éloignés, qui leur en fournissent, tachant de traîner languissamment leur misérable vie, ne transmettant à leurs enfants héritiers qu'ils ne peuvent pas établir après ceux-ci, enfants même en âge, que des dettes ou un attirail délabré de cultivation qui ne

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson. Cahier de 18 pages, dont 13 de texte et signatures.

leur montre d'autre perspective que celle dans laquelle ils ont été nourris et élevés.

Ce finage mis en comparaison avec quelques-uns de ses voisins devrait procurer à ses habitants cultivateurs une taxe aux impositions royales inégales à celles de ses voisins qui sont avec eux en nombre égal ce qui n'est pas, sa taxe est plus forte.

Le nombre des habitants d'une communauté ne peut donc pas être la règle sûre pour lui assigner la taxe dans les impositions royales.

Il est ordonné à la vérité, aux maires de faire le dénombrement des habitants dans la déclaration qu'il fournit aux assesseurs, il donne aussi autant qu'il le doit devoir donner mais presque toujours défectueux même sans faute imputable aux maires, l'état de leur fortune et il arrive de là que le grand nombre des habitants qui paraît signifier l'opulence devient la cause de ses charges et de sa pauvreté.

De plus, cette communauté étant entourée de tous côtés des terres qu'on appelle de France Evêché, Toul Metz et Verdun, le seul grain faisant farine est transportable sans acquit, toutes les autres denrées assujetties aux droits d'acquit, ou demeure souvent pour être presque sans utilité consommées dans le lieu ou vendues au-dessous du prix qu'elles auraient produit si elles eussent été libres.

Souvent même, il arrive que le père, le maître, les enfants, domestiques d'une même maison occupés à la conduite des voitures aient oublié, sans aucun dessein de fraude, les droits et après même une recommandation expresse qui a échappée au souvenir de l'un ou de l'autre, d'aller au bureau ou se fiant l'un sur l'autre, sont exposés à des reprises qui arrêtent et retardent longtemps les voitures, pour terminer des contestations qui finissent toujours par être très coûteuses, malgré une franche recommandation donnée pour aller au bureau où ces droits de passage doivent être acquittés.

Les habitants de ce village éloigné de deux grandes lieues de la plus proche ville Pont-à-Mousson, étant atteints de maladie dont on espère de jour à autre la guérison, ou diminution, périssent souvent parce que la pauvreté retardant l'appel d'un médecin ou chirurgien qui n'arrive que quand il n'est plus temps. Pour obvier à ce mal qui enlève ou laisse languissant pour toute sa vie le pauvre homme de campagne, ne serait-il pas au moins très avantageux que pendant un certain temps de l'année ou toujours un certain nombre de ces malades eussent accès dans un hôpital de Pont-à-Mousson, Nancy ou Grondreville? Mais on répond froidement et irrévocablement aux personnes qui sollicitent ces retraites d'un secours absolument nécessaire que les places sont occupées par ou pour les malades de la ville. A la bonne heure, pour ceux qui y sont placés par des fondateurs qui ont droit de faire donner tel nombre de lits aux malades qu'ils auront nommés ou présentés.

Mais la plupart des citoyens de ces villes et lieux avec une simple demande y font entrer leurs domestiques malades tandis que ces mêmes citoyens propriétaires de plus des trois quarts du finage ne seraient peut-être écoutés ou oublient d'obtenir l'entrée et les traitements dans ces hôpitaux pour leurs fermiers, enfants ouvriers qui ont gagné leur maladie, l'argent en cultivant leurs terres pour préposer et payer le canon annuel qu'ils en retirent.

Cette communauté paie chaque année au domaine de Sa Majesté trente trois sols de Lorraine sous la dénomination de guet de Mousson. L'origine de ce droit modique est ancienne, mais inutile à présent à cause de son éloignement des frontières de ce royaume, c'est une servitude peu profitable aux domaines de Sa Majesté, laquelle en cas d'oubli assujettit la communauté à une contrainte dont les frais ne comporteraient guère avec l'objet principal.

La question généralement proposée pour la suppression des huissiers priseurs inutiles au moins est soumise à la sagesse et à la bonté de Sa Majesté.

C'est le vœu universel de tout le bailliage de Pont-à-Mousson et de tous les ressortissants à celui que l'université revienne aux lieux et seins où son auguste fondateur de très glorieuse mémoire l'a placée quand ses vues paternelles lui ont inspiré de donner à ses sujets ces marques de ses bienfaits et de la bonté de son cœur, le vœu est dicté par la reconnaissance et le souvenir que nous devons à nos augustes princes et par les avantages très possibles, indispensables même que nous avons espérance d'en retirer journellement.

Dressé et arrêté en communauté assemblée à l'effet des règlements remis pour la convocation des Etats Généraux à Villers-en-Haye après les vêpres le dimanche huit mars mil sept cent quatre vingt neuf.

[Signatures de] Nicolas Chalin, Remy Urion, *greffier*; N. Claude, Nicolas Colin, Mansuy, François Simonin, André Chôleur, Joseph Simonin, Nicolas Thérin, Thomas Nicolas, Claude Toussaint.

La même communauté demande la suppression de la banalité du moulin, il n'y en a qu'un chez eux ce qui cause bien des inconvénients très préjudiciables aux particuliers.

Elle demande aussi la suppression des clos qui sont nuisibles aux pauvres habitants et ne sont avantageux qu'à ceux qui ont le moyen d'en faire et qui pour cela ne soulagent pas les paturages communs qu'ils ont déjà diminués.

La diminution du prix du sel qui est de première nécessité et presque indispensable pour l'amélioration des bestiaux ainsi que la libre culture et de commerce du tabac comme du temps de nos princes.

Elle demande enfin que Sa Majesté accorde des états provinciaux au duché de Lorraine et de Bar et que lesdits états soient tenus dans différentes villes alternativement comme à Nancy, à Pont-à-Mousson, à Bar, etc., afin de faire circuler les connaissances convenables et l'argent toutes les parties de la province ayant droit au bien commun, ce que les députés de la communauté en vertu de leur pouvoir ont ajouté en foi de quoi ils ont signé le jour et an d'autre part :

[Signatures de] Nicolas Colin, Nicolas Chalin (1).

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 8 pages de texte et signatures.

VILLERS-SOUS-PRENY

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. — Habit. : 268 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Patrons : l'abbé de Sainte-Marie de Pont-à-Mousson et les seigneurs fonciers. — Décimateurs : ?

Feux : 87 (1789). — Habit. : 318 (1790).

Seigneur : Barbe Gabrielle de Gombervaux (1789).

Impositions (1789) : ?

Députés : Michel Bellin et François Monard.

CAHIER

Le présent cahier coté et paraphé par nous Maire pour le Roi en la communauté de Villers-sous-Prény au nombre de quatre feuillets cejour-d'hui huit mars 1789. [Signature de] J. Monar.

Aujourd'hui, huitième de mars 1789, en l'assemblée convoquée au son de la cloche en la manière accoutumée sont comparus en l'auditoire des plaids annaux du chateau de Villers-sous-Prény, par devant nous Maire dudit lieu assisté du syndic et du greffier de l'assemblée municipale du même lieu tous les habitants dudit lieu qui sont : François Poirot, Nicolas Lamy, Joseph Guichard, Dominique Poirot, François Christophe, Monard Martin, Clause, François Monard, François Collignon, Christophe Rolot, Daniel Colleron, Pierre Monard, Michel Beller, François Garot, Pierre Cantener, Jean-Pierre Navel, François Barbillon, Pierre Hougnon, François Florémont, Toussaint Thénon, François Firion, François Peltier, La Roche Remy Peltier, Louis Husson, Jean François, Arnoud François, Gautier Antoine, Beaudot Nicolas, Grandjean, Jean-Pierre Hougnon, Joseph le Jeune, Joseph Clause, Jean Simonet, François Chaldeba, Joseph Jeandelise, Joseph Mathieu, Blaise La Roche, Nicolas Rouillon, François Caillou, François Mina, Joseph Gauthé, Joseph Husson, Pierre Denizé, Charles Beaudot, François Plaid, François Fourot, Sébastien Pierre, François Etienne, Nicolas Mayaux, Jean-François Hougnon, Nicolas Denizé, Nicolas Bouchon, François Clause, François Husson, Cuny Gueprelle, Blaise, François Martin, Etienne Mina, Henry Lambau, Joseph Blaise, Navel Martin La Roche, Joseph Fourot, Jean Serrurier, Joseph Nazel, Pierre Trochtel, lesquels sont tous nés Français, sont âgés de vingt-cinq ans, sont compris dans les rôles des impositions et habitants dudit Villers, communauté composée d'environ septante-deux feux les veuves comprises, lesquels, pour obéir aux ordres de Sa Majesté portés par ses lettres données à Versailles le 7 février 1789, pour la convocation et tenue des Etats Généraux de ce royaume et satisfait aux dispositions des réglemens y annexés, ainsi qu'à l'ordonnance de Monsieur le Lieutenant général du bailliage royal de Pont-à-Mousson représentant Monsieur le Bailly de ladite ville dont ils nous ont déclaré avoir une parfaite connaissance par

la lecture qui leur en a été faite au prône de la messe de paroisse du second dimanche de Carême huit du présent mois, par Monsieur le Curé dudit Villers, par la connaissance qu'ils en ont pris au même et par les affiches pareillement faites le même jour à l'issue de la messe de paroisse, au devant de la porte principale de l'église, nous ont déclaré qu'ils allaient d'abord s'occuper de la rédaction de leur cahier de doléances, plaintes et remontrances et, en effet, y ayant vaqué, ils nous ont représenté ledit cahier qui a été signé par ceux desdits habitants qui savent signer et par Nous après l'avoir coté par première et dernière page et paraphé ne varietur, au bas d'icelles et de suite lesdits habitants, après avoir murement délibéré sur le choix des députés qu'ils sont tenus de nommer en conformité desdites lettres du Roi et réglemens y annexer et les voix ayant été par nous recueillies en la manière accoutumée, la pluralité des suffrages s'est réunie en faveur des S. Michel Bellin et François Monard qui ont accepté ladite commission et promis de s'en acquitter fidèlement. Ladite nomination des députés ainsi faite, lesdits habitants ont en nôtre présence remis auxdits sieurs députés ci-devant dit ladite nomination des députés, le cahier afin de le porter à l'assemblée qui se tiendra le 11 mars mil sept cent quatre vingt neuf devant Monsieur le Lieutenant général dudit siège et leur ont donné tous pouvoir requis et nécessaire à l'effet de le représenter en ladite assemblée pour toutes les opérations prescrites par l'ordonnance susdite de Mondit S. Lieutenant général comme aussi de donner pouvoirs généraux et suffisant de proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'Etat, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration la prospérité générale du royaume et le bien de tous et de chacun des sujets de Sa Majesté. et de leur part lesdits députés se sont présentement chargés du cahier des doléances de ladite communauté, et ont promis de le porter à ladite assemblée et de se conformer à tout ce qui est prescrit et ordonné par lesdites lettres du Roi réglemens y annexés et ordonnances susdatées, desquelles nominations de députés remises de cahier pouvoirs et déclarations nous avons à tous les susdits comparants donné acte et avons signé avec ceux desdits habitants qui savent signer et avec lesdits députés notre présent procès-verbal ainsi que le duplicata que nous avons présentement remis auxdits députés pour constater leurs pouvoirs et le présent sera déposé aux archives ou secrétairerie de cette communauté lesdits jour et an ci-dessus dit. Les habitants de Villers-sous-Prény écrasés par les charges publiques font leurs doléances dans les termes suivants :

1° Premièrement payant les deniers royaux au-dessus de leurs forces d'un tiers et demi ne possédant dans la quantité de quatre cents jours de vignes que cent vingt jours de vignes très mauvaises, chargés de deux à trois chaudrons de vin de cens par ommées, sans y comprendre autre charge en argent, le surplus possédé tant par les seigneurs que d'autres defforains tant Metz que Nancy que Pont-à-Mousson que dans toutes les terres labourables, il ne s'en trouve en propriété pas un quarteron aux habitants ni aucun pré.

2° D'être aidés par la province dans la somme de cinq mille huit cents livres cours de France, qu'ils les doivent payer, les corvées desdits

chemins qui conduisent de Vandières à Vilcey-sur-Trey que cette misérable communauté a été obligée d'emprunter ⁽¹⁾ et qu'elle en paie des rentes considérables n'ayant aucune ressource que sur un chétive quart en réserve qui n'a que vingt-cinq ans de souille et qu'il plaise à Sa Majesté de bien vouloir l'accorder pour que par ce moyen on puisse faire le remboursement des cinq mille huit cents ainsi que les rentes empruntées par autorisation de Monseigneur l'Intendant, supplient très humblement Sa Majesté de vouloir accorder son tiers comme étant chef de la haute justice dudit lieu, comme cette route n'ayant été acceptée que pour en sortir les bois provenant des forêts de Sa Majesté et de ceux des Prémontrés et Seigneur dudit lieu.

3° Ils demandent que le pays messin ne tire de la Lorraine qu'une certaine quantité de cordes de bois afin que les Lorrains ne le paient pas si cher.

4° Que les impôts mis sur les vins de la Lorraine en faveur de la ville de Metz soient supprimés.

5° Que le prix exorbitant du sel soit diminué comme d'anciété.

6° Que l'usine du Sr Bachot faite au cœur du village soit détruite malgré son arrêt du conseil d'autant plus qu'elle est bâtie sur le terrain des particuliers qui n'ont pas su défendre leurs droits que pour en sortant ne peuvent que causer des maladies par leurs odeurs infectes et le trouble que cette usine pour les pauvres malades par son bruit continu, que les jardins qui sont sur le ruisseau en sont inondés, en conséquence, que les ponts en souffrent et que les chemins publics en deviennent impraticables ⁽²⁾.

7° Ils demandent encore que l'université transférée à Nancy soit rendue selon sa fondation à Pont-à-Mousson pour le bien public et moral de cette ville en particulier et celui de toutes les provinces en général.

8° Que la police soit confiée à l'assemblée municipale.

9° Que les cabarets des villages qui ne sont pas situés sur les grandes routes soient interdits à jamais vu les désordres qu'ils causent journellement.

10° Enfin, ils demandent que tout ce qui est trop onéreux au peuple n'ait plus lieu surtout les clôtures ou enclos qui gênent les paysages et empêchent les gens des campagnes d'élever et d'entretenir les bestiaux dont ils ont un besoin indispensable.

11° Ils demandent la suppression de l'imposition mise sur les cuirs et papier.

12° La suppression des gardes de tabac qui ruinent le peuple et des acquits qui gênent singulièrement le commerce et causent des procès continuels et la ruine des sujets du Roi.

13° Que les plantes de raisin appelées grosses races plantées depuis peu qui sont en bonne terre labourable soient arrachées.

(1) Le 11 mars 1788, contrat d'emprunt. (R. PERRIN. Villers-sous-Prény au XVIII^e siècle. *Pays Lorrain*, 1912.)

(2) Jean Bachot obtint en 1785 l'autorisation d'établir une tannerie et un foulant à draps sur le ruisseau de Trey. (LEPAGE. *Les Communes de la Meurthe*, t. II, p. 693.)

14^e La communauté il y a peu de temps avait deux fontaines. Aujourd'hui, il n'y en a point faute de pouvoir les rétablir manque de revenus. Telles sont les doléances, les justes demandes desdits habitants qui ont signé le présent cahier le dix mars mil sept cent quatre ving neuf :

[Signatures de] Monar, *maire et député*; Michel Belin, *député*; F. Thirion, *syndic*; F. Collignon, *greffier*; Jean Simonet, Pierre Monard, Cantener, F. Monar, F. Thénon, Nicolas Collet, François Gauthier, François Chardebas, Joseph Guichard, Jean-François Arnoud, J. Jeandelize, Daniel Colleron, J. Mathieu, F. Poirot, *élu* (1).

VITTONVILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. — Habit. : 87 (1936). .

Dioc. de Metz. — Archidiaconé de Vic. — Archiprêtré de Pont-à-Mousson. — Patron : l'abbé de Saint-Nicolas-des-Prés de Verdun. -- Décimateur : l'abbé de Saint-Nicolas-des-Prés de Verdun et le curé.

Feux : 26 (1789). — Habit. : 148 (1790). — Seigneur : M. de la Salle (1789).

Impositions (1789) : Subvention	255 livres
Ponts et Chaussées	241 livres
	496 livres

Députés : Nicolas-Alexis Bourguignon et Nicolas Etienne.

CAHIER

d'observations et de doléances de la communauté de Vittonville

ARTICLE PREMIER

Ils observent qu'ils sont extrêmement grevés et au delà de leurs facultés d'impôts et de droits de toutes espèces dont il serait à souhaiter qu'on put obtenir la réduction.

ARTICLE 2

Que si les besoins de l'Etat empêchent qu'ils obtiennent cette demande, il serait au moins juste de faire supporter par tous les sujets les mêmes impôts et droits à proportion de leurs facultés, parce qu'il ne paraît pas juste que les uns aient tous les avantages et les autres toutes les charges.

ARTICLE 3

On demande surtout que les frais de l'entretien des routes qui grèvent si fort les campagnes soient supportés par les sujets de tous les

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahiers de doléances. Cahier de 16 pages, dont 9 de texte et signatures.

ordres, vu surtout que ce sont les riches et les propriétaires seuls qui en occasionnent la dégradation.

ARTICLE 4

Comme leur ban est exposé aux ravages des eaux de la Moselle, ils observent que le souverain et les seigneurs qui jouissent de la pêche ne veillent point à cette partie parce que les accrues et les îles que les rivières forment leur appartenant, ils profitent des dommages que les rivières font, ils pensent donc qu'il faudrait que les accrues appartenissent aux riverains et que les îlots fussent soigneusement détruits.

ARTICLE 5

Les pauvres habitants se sont vu, il y a quelques années dépouillés par l'édit des clos du second poil des prés qui leur appartenaient de tout temps, les propriétaires desdits prés n'y avaient aucun droit et ne l'avaient point en vue dans leur acquisition, c'est donc une véritable usurpation du riche sur le misérable dont ils espèrent la réformation.

ARTICLE 6

Quoique dans les assemblées de communauté ils soient tous majeurs, ils ne peuvent former aucune action sans être autorisés, de sorte qu'il arrive souvent qu'ils sont empêchés de porter leurs affaires à leurs juges véritables et qu'ils sont condamnés sans avoir été jugés, ils ne demandent pas de pouvoir aliéner leurs fonds, mais ils demandent de pouvoir les défendre en justice sans être arrêtés par des obstacles intermédiaires.

ARTICLE 7

Ils désirent voir tomber l'impôt sur les vins qui entrent dans le pays messin, lequel impôt est d'une livre un sol par hotte, argent au cours de France ce qui forme le tiers de la valeur ordinaire des vins du pays, ce qui occasionne un dommage considérable au commerce des vins qui sont leurs seules ressources.

ARTICLE 8

Désirent également voir tomber l'augmentation sur le sel par la conversion de l'argent de Lorraine en argent de France ainsi que l'impôt sur les cuirs qui sont les principaux objets de leur consommation.

ARTICLE 9

Désirent également voir tomber la banalité de leur moulin, attendu qu'il manque la plus grande partie de l'année d'eau et que ledit moulin se trouve appartenir actuellement à un particulier qui n'est pas leur seigneur.

ARTICLE 10

Que s'il était nécessaire de mettre de nouvelles impositions, ils demandent qu'on établisse l'impôt territorial en nature, cet impôt leur paraissant le plus juste et tombant sur le produit de la terre plutôt que sur le travail et l'industrie.

ARTICLE II

Réunissent leurs vœux à ceux de la ville de Pont-à-Mousson pour le retour de l'université en ladite ville comme un avantage commun pour l'instruction et l'éducation de la jeunesse et pour les grades que la même jeunesse peut y prendre, avantage dont elle est privée par son éloignement de la capitale et par les dépenses considérables qu'il occasionne.

[Signatures de] Joseph Dieudonné, Nicolas Ancé, F. Poutot, François Étienne, Nicolas Vincent.

Le présent cahier contenant trois feuillets a été coté et paraphé par nous juge garde dudit lieu et président de la communauté ne varietur.

[Signature de] Bourguignon (1).

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson. Cahier de 8 pages, dont 5 de texte et signatures.

COMMUNES

DONT LES CAHIERS

NE SONT PAS RETROUVÉS

ANSAUVILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 106 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Dieulouard. — Collateurs : l'Evêque, l'abbé de Saint-Benoît et le commandeur de Marbotte. — Décimateurs : l'abbé de Saint-Benoît, le commandeur et le curé.

Feux : 50 (1789). — Habit. : 236 (1790).

Seigneurs : Gabriel-François baron de Mouzin et le marquis de Clermont Tonnerre (1789).

Impositions (1789) : Subvention	518 livres
Ponts et Chaussées	491 livres

1.009 livres

Députés : Jean-François Maire et Jean-Nicolas Guillaume.

BEAUMONT

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 49 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény annexe de Mandres-aux-Quatre-Tours. — Collateur : ? — Décimateurs : ?

Feux : 22 (1789). — Habit. : 135 (1790).

Seigneurs : Gabriel-François, baron de Mouzin, M. de Tarboche (1789).

Impositions (1789) : Subvention	190 livres
Ponts et Chaussées	180 livres

370 livres

Député : Jacques Harmand.

BERNECOURT (OU MOUZIN)

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit : 232 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Dieulouard. — Collateur : Chapitre de la cathédrale de Verdun. — Décimateurs : Chapitre de la cathédrale de Verdun et le curé.

Feux : 40 (1789). — Habit. : 217 (1790).

Seigneur : Gabriel-François, baron de Mouzin (1789) (1).

Impositions (1789) : Subvention	735 livres
Ponts et Chaussées	696 livres

1.431 livres

Députés : Claude Genot et François Magot le jeune.

BLENOD

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. — Habit. : 2.380 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : ? — Décimateurs : chapitres de Metz et de Pont-à-Mousson, les curés de Jezainville, de Saint-Jean de Pont-à-Mousson et les Bénédictins de Saint-Evre de Toul.

Feux : 60 (1789). — Habit. : 309 (1790).

Seigneur : M. de Charvet (1789).

Impositions (1789) : Subvention	699 livres
Ponts et Chaussées	662 livres

1.361 livres

Députés : Jacques Bour et Nicolas Pierson.

PROCES-VERBAL

Date : 10 mars 1789. — *Lieu* : Hôtel du maire. — *Président* : Jean-Nicolas Pierson. — *Greffier* : ?

Aujourd'hui dix mars 1789... (et la suite comme au modèle officiel de procès-verbal jusqu'aux mots : des sujets de Sa Majesté).

Entendons néanmoins que les sieurs députés de Blénod à l'Assemblée du bailliage de Pont-à-Mousson ne pourront donner pouvoir à ceux de messieurs les électeurs qui seront nommés pour aller aux Etats Généraux, qu'à la condition expresse de ne pouvoir faire aucun usage des pouvoirs ci-dessus qu'après avoir :

(1) Chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, maître de camp de cavalerie, premier lieutenant commandeur des gardes du corps du Comte d'Artois, grand bailli de Commercy.

1° Vérifié les mandats et pouvoirs de tous et chacun des députés aux Etats.

2° Assuré la liberté individuelle par l'abolition de toutes lettres clauses, lettres d'exil et autres espèces d'ordres arbitraires.

3° Fixé irrévocablement le retour périodique des Etats Généraux aux tenues de trois, quatre ou cinq ans, et dans le cas où la convocation de l'Assemblée Nationale n'aurait pas lieu après le délai fixé par la loi, autoriser les Etats particuliers à s'opposer à la levée des impôts et même les cours souveraines à poursuivre comme concussionnaires tous ceux qui voudraient en continuer la perception.

4° Statuer qu'aucune loi générale et bursale n'aura force exécutive que du consentement des Etats Généraux.

5° Que tout impôt établi pour un temps illimité n'ait été déclaré inconstitutionnel.

6° L'exercice de nos Etats provinciaux.

7° Qu'il n'ait été reconnu aux Etats comme principe et lois fondamentales que toute espèce d'impôt pécuniaire soit également réparti sur tous les citoyens en raison de leurs biens et facultés sans distinction ni privilège.

8° Qu'il n'ait été ordonné et réglé que dans les délibérations des Etats Généraux on opinera par tête et non par ordre.

N'entendons que les sieurs Bour et Pierson, députés de Blénod à l'Assemblée de Pont-à-Mousson et ceux de MM. de l'Assemblée de Pont ou qui seront élus pour aller aux Etats Généraux ne puissent rien délibérer, octroyer, consentir qu'ils n'aient préalablement obtenu tous et chacun des huit points et conditions ci-dessus sur lesquelles avons déterminé et limité expressément leurs pouvoirs et sans lesquelles le présent mandat n'aura lieu.

(Le reste est conforme au modèle officiel.)

[Signatures de] H. Duquot, Etienne de Ville, Charles Mangeot, Jacques Michel, Chardin, François Langard, Jean Richy, Joseph Dehys, Jean Blaise, Joseph Clément, Nicolas Favier, Pierre Renard, Etienne Barbier, François Melin, François Horquin, Claude Richy, Joseph Pierson, *député*; Jean-Nicolas Pierson, *maire*; Bour, *député* (1).

ESSEY (ET MAIZERAIS)

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Thiaucourt. — Habit. : 368 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : abbé de Saint-Mihiel. — Décimateurs : Bénédictins de Nancy.

Feux : 170 (1789). — Habit. : 598 (1790).

Seigneur : M^e Marie Célestine Philippine Simone, épouse séparée de Charles Joseph, comte de Rosières et d'Euvezin (1789).

(1) *Arch. de M.-et-M.*, série B. Fonds judiciaire. Cahier de doléances.

Impositions (1789) : Subvention	1.869 livres
Ponts et Chaussées	1.770 livres
	3.639 livres

Députés : François Tailly et Nicolas Remy.

FEY-EN-HAYE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Pont-à-Mousson. — Habit. : 56 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : ? — Décimateur : ?

Feux : 20 (1789). — Habit. : 119 (1790).

Seigneur : Marquis de la Serraz (1789).

Impositions (1789) : ?

Députés : François Vincent et Nicolas Gorgon Agathe.

FLIREY

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Thiaucourt. — Habit. : 151 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : Abbaye de Saint-Mihiel. — Décimateurs : Abbaye de Saint-Mihiel et le curé.

Feux : 85 (1789). — Habit. : 389 (1790).

Seigneur : Marquis de la Serraz (1789).

Impositions : ?

Députés : Joseph Tailly et Charles Franc.

GROSROUVRES

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 73 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. Annexe de Bernécourt. — Collateur : ? — Décimateurs : chapitre de Verdun et le curé de Bernécourt.

Feux : 30 (1789). — Habit. : 150 (1790).

Seigneur : Gabriel François, baron de Mouzin (1789).

Impositions (1789) : Subvention	239 livres
Ponts et Chaussées	226 livres

465 livres

Députés : Dominique Chabeau et Georges Mahalin.

HAMONVILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 55 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. Annexe de Mandres-aux-Quatre-Tours. — Collateur : ? — Décimateur : ?

Feux : 17 (1789). — Habit. : 116 (1790).

Seigneur : François Joseph marquis de Clermont Tonnerre (1789).

Impositions : ?

Députés : Jean Martin et Dominique Levacque.

LIMEY

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Thiaucourt. — Habit. : 148 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : abbé de Saint-Mansuy. — Décimateurs : abbé de Saint-Mansuy et le curé.

Feux : 47 (1789). — Habit. : 237 (1790).

Seigneurs : marquis de la Serraz (1789).

Impositions : ?

Députés : François Maréchal et Pierre François Perrin.

LIRONVILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Thiaucourt. — Habit. : 105 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : Bénédictins de Saint-Mansuy de Toul. — Décimateurs : Bénédictins de Saint-Mansuy et le curé.

Feux : 48 (1789). — Habit. : 244 (1790).

Seigneur : ?

Impositions (1789) : Subventions	445 livres
Ponts et Chaussées	421 livres

866 livres

Députés : François Giméy et Christophe Guérard.

MANDRES-AUX-QUATRE-TOURS

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 227 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Patron : Mesdames de l'abbaye de Saint-Maur de Verdun. — Décimateurs : abbaye de Saint-Maur et le curé.

Feux : 110 (1789). — Habit. : 390 (1790).

Seigneur : Gabriel-François, baron de Mouzin (1789) et M. de Bourgogne.

Impositions (1789) : Subventions	853 livres
Ponts et Chaussées	807 livres
	1.660 livres

Députés : Claude Conard et François Themisvard.

NOVIANT

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Domèvre-en-Haye. — Habit. : 238 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Dieulouard. — Collateur : comtesse de Vargnier. — Décimateurs : comtesse de Vargnier, le curé, le chapelain de la chapelle castrale et les religieuses de Saint-Benoit de Voivre.

Feux : 105 (1789). — Habit. : 388 (1790).

Seigneur : Charles Léopold, comte de Fontenoy, marquis de Chate-
noy (1789).

Impositions (1789) : Subvention	1.014 livres
Ponts et Chaussées	960 livres
	1.974 livres

Députés : François-Navier Latour le jeune et François Barbelin, avocats.

REMENAUVILLE

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Thiaucourt. — Habit. : 18 (1936) ; commune détruite pendant la guerre de 1914-1918.

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : chapitre de la cathédrale de Metz. — Décimateurs : chapitre de la cathédrale de Metz et le curé.

Feux : 37 (1789). — Habit. : 162 (1790).

Seigneur : marquis de la Serraz (1789).

Impositions : ?

Députés : Cuny Marchal et Nicolas Pierson.

SAINT-BAUSSANT

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Thiaucourt. — Habit. : 96 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. —

Collateur : l'abbé de Saint-Mihiel. — Décimateurs : abbé de Saint-Mihiel et le curé.

Feux : 60 (1789). — Habit. : 168 (1790).

Seigneur : Chevalier de Faillonnet (1789).

Impositions (1789) : Subvention	494 livres
Ponts et Chaussées	467 livres
	961 livres

Députés : Jean-Nicolas Dardieu et Nicolas Bastien.

SEICHEPREY

Départ. de Meurthe-et-Moselle. — Arr. de Nancy. — Canton de Thiaucourt. — Habit. : 87 (1936).

Dioc. de Toul. — Archidiaconé de Port. — Doyenné de Prény. — Collateur : Prieur de Dammarie. — Décimateurs : Prieur de Dammarie, curé, chapitre de Saint-Mihiel, chapelain de Serrière.

Feux : 60 (1789). — Habit. : 254 (1790).

Seigneur : M. de la Ruelle (1789).

Impositions (1789) : Subvention	681 livres
Ponts et Chaussées	645 livres
	1.326 livres

Députés : Jean-Nicolas Ferville et Christophe Benchelin.



CAHIERS GÉNÉRAUX DES TROIS ORDRES DU BAILLIAGE

CLERGE

PROCES-VERBAL

Date : 18 mars 1789. — *Lieu* : Salle de la maison du collège et école militaire de Pont-à-Mousson. — *Président* : Lallement, abbé de Sainte-Marie, ordre de Prémontrés. — *Secrétaire* : Crabouillet, curé de Sainte-Croix de Pont-à-Mousson. — *Commissaires rédacteurs* : Ruell, principal du Collège; Breton, prévôt de la collégiale de Sainte-Croix; Berthemot, curé de Rosières; Marchand, curé d'Arry; Noblet, curé de Prény; Crabouillet, curé de Sainte-Croix; Gillet, prieur de Sainte-Marie; Michon, curé de Gézoncourt; Lambert, curé de Villers-en-Haye; Antoine, curé d'Arnaville; Bouilly, curé de Vittonville; Gehin, curé de Mouzin. — *Députés* : Ruell, principal du Collège; Berthemot, curé de Rosières-en-Haye.

CAHIER (1)

Très humbles pétitions, remontrances et avis du Clergé du Bailliage de Pont-à-Mousson, arrêtés en l'Assemblée générale de l'ordre le 18 mars 1789.

(1) Les députés du Clergé, outre ce cahier de doléances, furent porteurs encore d'un cahier dont voici la copie :

CAHIER

*des pouvoirs et instructions donnés aux députés du Clergé
du bailliage de Pont-à-Mousson, à la ville de Bar, pour les États Généraux*

Aujourd'hui, 18 mars 1789, nous, soussignés, députés de l'ordre du Clergé des villes et communautés du bailliage de Pont-à-Mousson, conformément à l'ordonnance du lieutenant du bailli dudit bailliage, en date du 27 février dernier, nous avons procédé à la rédaction des pouvoirs que nous confions à nos députés pour l'assemblée de la nation qui doit se tenir à Versailles, le 27 avril prochain. Et d'abord les avons chargés de porter aux pieds de Sa Majesté l'hommage de notre profond respect, de notre amour et attachement pour sa personne sacrée, et de notre vive reconnaissance pour sa bonté paternelle, qui daigne appeler auprès d'elle l'élite de la nation pour opérer avec elle la restauration de la France, déraciner les abus et faire circuler le bonheur dans les différentes provinces. Pleins de confiance en la pureté des intentions de Sa Majesté, nous nous livrerions sans réserve à tout ce qu'elle pourrait régler et ordonner, si la prudence n'exigeait pas des précautions pour l'avenir, parce qu'on peut surprendre la religion du meilleur des rois.

Considérant :

1° Que le bien que Sa Majesté se propose de faire dans cette respectable assemblée, ne peut résulter qu'autant que chaque ordre, comme chaque membre, pourra déduire librement ses opinions et les raisons qui les motivent, nous protestons contre toute violence qui pourrait être faite à aucun ordre ou membre, et déclarons illégal

SIRE,

Ce qui forme la bonne constitution d'un Etat. — La prospérité d'un Etat dépend de sa bonne constitution, c'est-à-dire, de la sage combinaison des droits du Prince avec ceux de la Nation et des différens Ordres qui la constituent. Les déterminer, les fixer tous, c'est le moyen d'écarter également le despotisme, et l'anarchie, l'oppression et la licence.

Principes sur lesquels doit poser la nôtre. — La France est une Monarchie modérée par des Lois. Vous ne voudriez pas, Sire, régner sur un peuple d'esclaves. Les principes de cette espèce de Gouvernement sont de ne pouvoir priver les citoyens de leurs biens, de leur vie, de leur liberté, sur la volonté arbitraire du Monarque, mais seulement d'après forfaiture jugée selon les lois et formes prescrites.

ce qui serait arrêté et décidé en conséquence. Nous demandons aussi qu'il puisse y avoir une correspondance libre entre les députés et leurs commettants respectifs, sans qu'aucune autorité puisse arrêter ou ouvrir aucune lettre.

2° Que les propriétés de tous les ordres de citoyens étant l'apanage le plus précieux de la liberté civile et sous la sauvegarde des lois indestructibles, nous protestons également et chargeons nos députés de protester contre tout ce qui pourrait y donner atteinte.

3° Que si le monarque était seul législateur, il serait nécessairement despote; vu qu'en son nom, ses ministres pourraient faire des lois attentatoires à notre constitution qui veut que le Français soit libre. Nous chargeons expressément nos députés de poser pour principe qu'aucune loi, hormis celle de simple administration provisoire, ne pourra obliger la nation, qu'elle n'ait été librement consentie par elle; même consentement pour toute espèce d'impôt.

4° Que personne ne pouvant mieux connaître les besoins d'une province, y pourvoir et en opérer le bien, qu'un assemblage d'hommes choisis, tirés des différentes classes et parties de la province, pour réunir en masse leurs lumières, ils demanderont que les duchés de Lorraine et de Bar soient formés en Etats particuliers, qui aient la plénitude des pouvoirs d'administration, sans qu'aucune partie leur puisse être soustraite.

5° Que comme dans une monarchie il peut y avoir des classes d'hommes qui vivent de rapines, qui ont intérêt à propager les abus et à écarter l'ordre que l'on voudrait mettre dans les finances, nous enjoignons expressément à nos députés de ne consentir aucun impôt que préalablement on ait examiné l'état actuel des nôtres, qu'on ne soit remonté aux causes du déficit qui doit s'y trouver, et qu'on ait pris des moyens efficaces pour prévenir à jamais toute dégradation. Pour cela, ils demanderont une connaissance exacte des dettes de l'Etat et des dépenses de la maison du Roi, des différens départemens et des charges quelconques, pour, après avoir réduit tous les genres de dépenses inutiles, superflues, assigner à chaque département et objet une somme fixe qu'on ne pourra excéder.

6° Que comme les plus sages lois et ordonnances n'atteignent leur effet qu'autant qu'elles sont constamment surveillées et mises en activité, ils demanderont le retour périodique des Etats Généraux, qui seront tenus à époques fixes, et se feront rendre compte de la manière dont leurs lois et réglemens, nommément sur l'objet important des finances, auront été observés et exécutés, qui prorogeront, suspendront et diminueront les impôts selon les besoins de l'Etat.

Ces préliminaires posés et consentis, mais non autrement, nous donnons pleins pouvoirs à nos députés d'approuver, consentir, statuer avec les autres membres de l'assemblée générale, tout ce qui pourra tendre à la bonne constitution du royaume, à la réforme des abus et au bonheur du peuple français; leur défendant expressément de recevoir aucune grâce ou faveur de la cour pendant la durée de leurs pouvoirs et les trois années qui suivront.

Fait et arrêté à Pont-à-Mousson les jour, mois et an susdit, et ont tous Messieurs du clergé signé à la minute.

Collationné, certifié véritable par nous, avocat en parlement, greffier en chef à Pont-à-Mousson soussigné.

[Signé]

Visroo.

En qui réside la Législation. — Ces lois primordiales et toutes celles qui tendent à maintenir le contrat social ne peuvent donc émaner de la volonté mobile de celui auxquelles elles doivent servir de barrière et de contrepoids, mais elles doivent sortir de la volonté générale et constante de la Nation, et le Souverain ne peut les sanctionner que d'après ce consentement exprimé.

Consentement nécessaire pour les impôts. — De là sort également cette infaillible conséquence, qu'aucun impôt ne peut être levé sur un peuple libre que du consentement de ce même peuple. C'est la ligne de démarcation qui sépare le pouvoir absolu d'avec le modéré.

Droits de la Nation sur l'emploi des deniers publics. — Si l'impôt est libre, s'il est l'offrande volontaire des sujets, levé, il devient le Trésor de la Nation, et l'emploi de ces deniers ne peut être arbitraire. Le Souverain qui les dispense, doit le faire au gré de son peuple qui peut en assigner la destination, demander qu'on lui en rende compte, et poursuivre les Ministres prévaricateurs qui auraient abusé de la confiance du Prince pour dissiper le Trésor national.

Nécessité de l'assembler à époques fixes. — De ce droit incontestable de concourir à la sanction des lois et à la fixation des impôts, dérive la nécessité d'assembler la Nation à époques fixes, afin qu'elle puisse proroger les subsides, les diminuer ou augmenter selon les besoins et les circonstances. (Ces principes nés avec la Monarchie, mais souvent obscurcis sous la verge du despotisme, reparurent, avec plus ou moins d'éclat, sous quelques Rois assez éclairés et assez justes pour appuyer leur autorité sur la base des lois et de la liberté civile. Ils sentirent que borner le pouvoir arbitraire n'est qu'ôter le moyen de faire du mal en se réservant le droit si flatteur d'être justes et bons. Ils régnèrent ainsi sur les cœurs et c'est, sans doute, le plus bel Empire, celui que doit le plus ambitionner un Monarque.)

II

Seul moyen de remplir le déficit. — Si malgré les revenus immenses de la France, il se trouve encore un déficit dans la recette, il faut le remplir, non par de nouveaux impôts sur le peuple, mais par une économie sévère, par la réforme des abus, par une répartition plus égale des impôts sur les riches propriétaires, et par une perception plus simplifiée et moins couteuse.

Triste peinture de l'état malheureux du peuple. — Pasteurs et consolateurs de votre peuple, nous ne pouvons vous déguiser, Sire, qu'il ne soit affaîssi sous le poids des tailles, des vingtièmes et des impositions de toute espèce, qu'il ne peut payer qu'en prenant sur son strict nécessaire. Combien de fois ne lui a-t-on pas enlevé, au nom de son Roi, le lit ou plutôt le triste grabat sur lequel il reposoit les membres fatigués, l'outil dont il se servoit, le morceau de terre qui l'aidoit à gagner son pain? Nous déposons dans votre sein paternel cette affligeante vérité qu'il existe dans les Duchés de Lorraine et de Bar des Villages entiers qui, loin d'avoir la poule au ris, comme le désiroit le Grand Henry, votre modèle, n'ont pas dans l'Année trois fois un morceau de bœuf dans leur pot, que les plus

aisés n'ont qu'un peu de lard, les autres qu'une soupe, quelques légumes à peine assaisonnés, si ce n'est de leur sueur.

Objets de luxe, susceptibles d'impôts. — Quel contraste ces tables somptueusement servies, où chaque mets est le tribut d'un malheureux ! Que le poids des impôts pèse, non sur le sel, qui est de première nécessité, mais sur le luxe immodéré qui est le fléau des sociétés, sur ces laquais aussi nombreux qu'inutiles, qui sont un vol fait à l'agriculture, sur ces immenses terrains soustraits à la culture et aux productions utiles pour ne servir qu'aux embellissements et à la volupté ; sur ces théâtres multipliés qui, loin d'être une école de mœurs, en sont le scandale, où l'oisiveté cherche un passe-temps, les passions de l'aliment, et où l'innocence ne trouve que des pièges et des séductions.

Manière de les percevoir. — Que surtout la manière de percevoir les impôts ne soit pas plus couteuse, plus désastreuse que les impôts mêmes ; que nous voyions licenciée cette armée de gardes chèrement soldée pour vexer les citoyens ; que des mains pures manient vos finances, et que tout ce que vous tirez de votre peuple entre, sans altération, dans votre Trésor, porté de chaque Municipalité au district, de chaque district aux Etats provinciaux qui, après avoir pourvu aux besoins de la Province, enverront les autres deniers aux lieux que vous aurez déterminés.

Entraves à briser. — Nous voudrions voir aussi briser ces continuelles entraves qui se rencontrent d'une Province, ou plutôt d'un Village à l'autre, où l'on arrête, on fouille vos sujets, on leur fait payer, à volonté, acquits, droits, amendes, comme s'ils entroient dans un pays ennemi. Que les Français, en communiquant librement entr'eux sentent qu'ils sont membres d'une grande famille, et que votre Nom auguste ne soit prononcé que pour les protéger et non pour les troubler.

III

Vain pour que la Religion soit protégée. — Ministres d'une Religion sainte, souvent combattue, et toujours triomphante, nous vous supplions, Sire, de la protéger comme le frein le plus puissant pour contenir les Peuples, et parce qu'elle exerce la plus grande influence sur les mœurs publiques qui sont intimement liées avec la prospérité du Royaume. L'honneur sans la vertu qu'un Écrivain célèbre donne pour mobile et pour soutien aux Monarchies, est une erreur systématique contre laquelle déposent les cendres des Empires bouleversés ; l'analyse de ces révolutions atteste que la corruption des mœurs est la gangrène de tous les Etats, qu'elle a rongé, dissous les anciennes Monarchies comme les Républiques, et que, quel que fut le Gouvernement, les Sociétés les plus florissantes furent aussi les plus vertueuses.

Sa puissante influence sur les esprits. — Mais la première des vertus, celle qui est comme le feu élémentaire de toutes les autres, c'est la Religion qui, montrant un Dieu présent à nos cœurs, les enflamme d'un amour universel pour tous les genres de biens, les incline, les détermine au respect pour les Lois dont l'harmonieuse observation, en réunissant toutes les volontés, produit la félicité publique. Sans elle, on peut rencontrer quelques vertus de parade qui ne sont très souvent que des vices mas-

qués. Si, dans les beaux siècles de Rome, on ne vit jamais de transfuge, c'est à une Religion agissante, quoique défigurée, qu'on dut ce prodige. La sainteté du serment qui interpose le Nom sacré de la Divinité, enchaînait le soldat à son drapeau, et seul il servait de barrière à l'inconstance, au mécontentement. Et, Sire, les deux époques les plus glorieuses de notre Monarchie, où parurent les Lois les plus sages, où furent brisés les fers de la servitude, et où les Français rentrèrent dans les droits de la liberté civile, furent celles des deux Princes les plus religieux, de Charlemagne et de Louis IX.

Les hommes les plus méritants de la société sont donc ceux qui étendent l'Empire de la vertu, ceux qui sont l'appui des mœurs, ceux qui, pénétrés de l'esprit de Religion, cherchent à l'inspirer à tous les cœurs. Socrates et Phocion servirent plus avantageusement la Patrie par leurs vertus, que Thémistocle et Miltiade par leurs victoires. Cette tâche précieuse est surtout celle des Ministres des Autels, et s'il en est qui ne la remplissent pas toujours, c'est la faute d'un meilleur choix, et non le vice de leur ministère. Il faut épurer les uns, mais toujours faire respecter l'autre.

Pour que les propriétés de l'Eglise soient conservées. — L'Eglise a ses propriétés aussi sacrées que celles des autres citoyens ; il faut donc les lui conserver également. Si nous ne sommes individuellement qu'usufruitiers de nos biens, de nos Prébendes, de nos Bénéfices ; les Chapîtres, les Communautés dont nous sommes membres, les Eglises particulières que nous desservons, en sont les vrais Propriétaires, et leur possession est confirmée par des siècles ; nous le sommes comme ces Possesseurs nobles de fiefs inaliénables qui n'en ont que l'usufruit pendant que la propriété en appartient à la famille ; nous le sommes, Sire, comme vous l'êtes de vos Domaines que vous ne pouvez aliéner, mais qu'aucune autorité ne peut vous enlever.

Consentement des Ecclésiastiques à payer à raison de leurs biens. — Les Ecclésiastiques sont Citoyens ; la Patrie veille sur eux et protège leur fortune comme celle des autres : il faut donc qu'ils contribuent, comme eux, aux charges publiques. Nous l'avons fait jusqu'ici sous le nom de décimes, et si l'on croit que nous ne sommes pas encore au niveau des autres citoyens, nous consentons à y être portés, à raison de nos biens-fonds, nous réservant expressément nos privilèges personnels qu'on ne pourrait nous ôter sans avilir notre ministère.

Demande qu'ils sont fondés de faire en conséquence. — Payant à raison de nos revenus, nous payons plus que le Tiers-Etat qui a toutes les portes ouvertes pour augmenter sa fortune, prêts sans réserve, industrie de toute espèce, commerce lucratif, facilité d'acquêter sans amortissement, pendant que toutes ces voies nous sont interdites. Pour tant de sacrifices, nous demandons seulement qu'on nous ôte quelques entraves aussi préjudiciables à la société qu'à nous-mêmes, et qu'il nous soit permis, non d'acquêter, mais de pouvoir échanger nos biens, améliorer et reconstruire nos Bâtiments, replacer nos anciens Fonds, et même emprunter et prêter indifféremment sans amortissement, et sans autres formalités que celles qui lient les autres citoyens.

Manière dont ils peuvent être imposés. — Quant à la manière d'être imposés, nous ne répugnons pas la forme d'une répartition générale faite par les Etats Provinciaux composés des trois Ordres, où nous aurons nos représentants ; mais nous ne voulons jamais être taxés en détail par des Asseyeurs souvent partiiaux, contre lesquels s'élève même la voix de leurs pairs. Qu'après la répartition générale, le Clergé de chaque Province se forme une Chambre Ecclésiastique des différents membres de la Hiérarchie qui procédera avec une scrupuleuse exactitude à la taxation particulière des Chapitres, Communautés, Bénéficiers etc. dont le tableau sera publié tous les ans.

IV

Partage plus égal des biens ecclésiastiques. — Nous demandons, Sire, très instamment, que les biens ecclésiastiques soient partagés avec plus d'égalité, et qu'on n'accumule point sur la même tête de riches bénéfices et pensions qui pourraient faire la subsistance de vingt autres. Il est une règle canonique pour cette distribution, c'est d'avoir moins d'égard à la Naissance qu'au mérite, aux mœurs vraiment Sacerdotales, aux talents, aux travaux apostoliques et utiles services des Clercs.

Hiérarchie utile et encourageante. — Notre vœu serait, Sire, qu'on établît une Hiérarchie encourageante pour le Clergé, en le faisant passer par différents grades, où la récompense fut précédée du travail qui doit la mériter. On pourrait la régler ainsi : personne n'aurait droit d'être Curé qu'il n'ait été au moins cinq ans Vicaire, ni Chanoine à moins qu'il n'ait été dix ans Vicaire ou Curé, ni Evêque à moins qu'il n'ait été quinze ans tant Vicaire ou Curé que Vicaire-Général. C'est aux Pasteurs courbés sous le poids des ans et usés des fatigues du Ministère qu'on devrait surtout réserver ces Prébendes honorifiques et lucratives qui, en consacrant leurs derniers moments aux louanges du Seigneur, donneraient une honnête aisance à leur caduque vieillesse. L'enseignement public dans les Séminaires, Universités, Collèges, ces travaux si pénibles et si utiles pour l'éducation de la jeunesse, continués pendant le même temps, donneraient le même droit.

Moyen de n'appeler que des sujets méritants à la desserte des Paroisses. — Pour consolider cette Hiérarchie, nous voudrions pouvoir enlever à l'intrigue toutes les ressources qu'elle emploie pour capter la bienveillance des Patrons, afin qu'on ne put appeler à l'importante fonction de Pasteurs que le mérite et les vertus cléricales. Le moyen d'y réussir serait que toutes les Cures séculières fussent au concours, ou que du moins les divers Patrons étrangers, Laïcs, Abbesses ou Prieures, fussent obligés de présenter à l'Evêque qui doit conférer le Bénéfice, trois sujets du Diocèse, ou des Diocèses limitrophes, qui concourussent entre eux. Même règle pour les réguliers qui seraient obligés de concourir par devant leur Supérieur-Général.

Vœu pour la consommation des revenus ecclésiastiques. — Nous voudrions aussi que l'Assemblée nationale prit de sages mesures pour que les revenus ecclésiastiques fussent consommés sur les lieux. La conduite contraire est une des causes de l'appauvrissement des Provinces et des

calamités de la campagne. La Capitale où les riches Bénéficiaires fixent souvent leur séjour, cette immense Capitale que de sages Ordonnances devraient circonscrire, est un gouffre qui engloutit les richesses transportées, faites pour circuler, vivifier les autres parties du Royaume.

V

Motifs pour conserver les Réguliers. — Le cri de la haine philosophique contre les Réguliers, daignez, Sire, ne pas l'écouter; il est contraire au vœu des Peuples et de leurs Pasteurs. Ces Réguliers sont des Citoyens qui ont embrassé leur état sous la protection des Lois; leurs maisons sont les asiles des familles nombreuses surtout du tiers-Etat; plusieurs sont déjà très utiles par l'enseignement public, d'autres peuvent le devenir par la direction des Séminaires, des Hôpitaux, des Troupes dans les Régimens, et par les services gratuits qu'ils peuvent rendre aux Pasteurs infirmes. S'il en est encore qui n'aillent pas à ce but, il faut les y conduire ou les réformer. Il ne serait pourtant pas hors de propos de laisser quelques retraites pour la pénitence et des mains pures étendues vers le Ciel. (L'arme dont on se sert pour combattre l'Etat religieux frappe surtout sur le Célibat attaché à cette Profession, et que l'on regarde comme contraire à la Population. Mais cette objection est usée et impuissante contre la France qui est peuplée de manière qu'il y a une surabondance dans tous les états, et qu'on ne sait où placer les jeunes gens; les Corps Militaires, le Barreau, les Arts et Métiers, tout regorge de sujets, et s'il y a un emploi vacant, il se trouve une foule de prétendans qui le sollicitent à outrance. D'ailleurs pourquoi s'élever contre le Célibat consacré par la Religion, et adopté par un motif vertueux, celui de pouvoir vaquer plus librement ou à l'éducation de la jeunesse, ou au service des malades, ou aux fonctions du saint Ministère, pendant que la critique réformatrice épargne ces Célibataires Egoïstes qui courent le Monde, poursuivant, par mille voies de séduction, les plaisirs du mariage, sans vouloir en avoir l'embaras?)

Si c'est par respect pour la liberté des citoyens qu'on tolère les derniers, ne doit-on pas au moins les mêmes égards aux premiers? Le vrai politique qui a étudié les Hommes et les Gouvernemens, n'aura pas recours à ces petits moyens de destruction pour peupler sa Patrie; il saura que les sources fécondes de la population sont les bonnes mœurs d'un peuple et le bonheur dont il jouit.)

Avantages particuliers qu'on pourrait en retirer. — Il est un autre avantage qu'on pourrait tirer des Réguliers, celui de leur laisser, dans chaque Province ou Diocèse, quelques Abbayes qui sont en Commande, à charge de verser annuellement une somme déterminée dans un Hôpital mal fondé, ou d'entretenir telle partie de route, ou surtout de payer l'augmentation des portions congrues des Curés et des Vicaires résidents que nous désirons s'élever à un taux proportionné à leurs besoins et à ceux de leur Paroisse. On souhaiterait aussi un sort fixe pour les Vicaires commensaux, afin qu'ils ne fussent pas soumis à l'arbitraire.

Augmentation des portions congrues, et suppression du casuel. — Moyennant une augmentation convenable, les Paroissiens seraient déli-

vrés de cette espèce d'impôt qu'on appelle casuel, et les Pasteurs de la honte de le demander. Enterrer les morts, administrer les Sacrements, sont des œuvres trop respectables pour qu'elles puissent même avoir l'apparence d'être plutôt opérées par l'intérêt que par la charité. Si la vanité veut encore étaler sa pompe même après la mort ; si elle veut se montrer dans la célébration des mariages et ailleurs, qu'elle paye chèrement et déterminément aux Pasteurs le tribut de ce luxe qu'ils répandront avec plaisir dans le sein des pauvres.

Biens infinis que pourraient procurer, surtout à la campagne les Abbayes en Commande. — Ramener les biens de ces Abbayes en Commande à leur première institution, ferait ouvrir une source féconde pour vivifier les campagnes. Si nos Cités ont des asiles de charité, des secours de toute espèce, tout manque dans nos Villages qui sont la triste retraite de la misère humaine. Des Matrones ignorantes ôtent souvent, par leur impéritie, la vie à celles qui la donnent. Le vieillard courbé sous le poids des ans, le malade épuisé par les fatigues d'un travail forcé, n'a ni remède, ni Officier de santé pour le diriger. Les Eglises sont sans fabriques, et la cire que l'on brûle pendant nos saints Mystères devient une sorte d'impôt tiré sur le pauvre. Les enfants croupissent dans l'ignorance, parce que l'extrême pauvreté de leurs pères ne peut payer le faible salaire de l'écolage. Rendez, Sire, les Abbayes aux Réguliers, et vous avez remédié à tous ces maux ; ils ne demandent pour eux que les frais de culture, de réparations, d'entretiens, de gestion, et tout le reste vous en disposerez en faveur des pauvres habitants de la campagne.

Vœu pour la liberté de faire d'utiles fondations. — En attendant ce bienfait, que la Loi ne repousse pas, par sa rigueur, la main bienfaisante qui, par des legs pieux, veut venir au secours des malheureux, et que sans frais, sans amortissement, le Citoyen sensible, généreux, soit libre de placer quelques fonds de charité dont le revenu puisse soulager l'infirme indigence.

Pour pensionner les Religieux mendiants. — Ne serait-il pas aussi avantageux pour les Religieux mendiants et les Citoyens qui les nourrissent, de pensionner les premiers pour qu'ils ne soient plus à charge aux derniers. La mendicité semble avilir la qualité du Prêtre, et un de nos meilleurs Historiens de l'Eglise l'indique comme une des causes du relâchement dans la morale.

VI

Avantages de la réforme de la justice et d'un nouveau code de loi. — La Justice est un des plus sacrés devoirs des Rois. Si les Lois sont ténébreuses, si elles laissent aux Juges des échappatoires pour se décider à l'arbitraire, si la faveur détermine le choix des Magistrats, si l'ignorance monte sur les rangs, ah ! Sire, quel malheur pour les peuples ! Il serait digne de la sagesse de vos vœux, à cette époque où, assise au milieu de vos sujets, vous voulez régénérer la France, de débrouiller le cahos de notre législation, et de former un code de lois claires, adapté à notre manière d'être actuelle ; alors on pourrait élever, former des magistrats ;

on aurait un point fixé pour les instruire, et faire son droit ne serait plus une vaine cérémonie qui laisse les jeunes candidats à toute leur ignorance.

Hiérarchie graduelle dans la Magistrature. — Un Juge éclairé, instruit, est l'ouvrage du temps; il faudrait donc, le préparer de loin par une Hiérarchie graduelle. Déterminer l'étude du droit, et faire précéder les grades d'un examen public et sévère, tel à peu près qu'il est d'usage pour l'Artillerie, serait le premier pas : Fréquenter assidûment le Barreau, observer l'application des principes que l'on a étudiés, se former à une éloquence raisonnée et persuasive, et tout cela pendant six ans, serait la seconde marche pour monter sur les rangs des Tribunaux subalternes : six autres années qui auraient développé les talents du vrai Magistrat, donneraient le droit d'être promu aux places de ces Cours Souveraines qui sont, pour ainsi dire, la plénitude de la Magistrature.

Composition des Tribunaux. — Les Juges sont hommes, sujets à des préjugés d'état et de profession, il faudrait donc qu'ils fussent tirés non d'une seule classe, mais des différents ordres de Citoyens, afin que chaque justiciable vit en eux des pairs disposés à défendre les droits de son Etat et de sa personne; c'est ce qui forme le vœu de voir les Tribunaux composés par tiers des trois Ordres.

Suppression de la vénalité. — Sans doute que dans cette hypothèse, on n'achèterait plus par une simonie antipolitique, le droit sacré d'être des Dieux ou des Juges sur la terre; sans doute que les lumières, l'intacte probité et le mérite distingué remplaceraient l'odieux de la Finance, et feraient la porte du Temple de Thémis au riche ignorant.

Réforme d'autres abus. — Nous laissons aux Jurisconsultes éclairés la réforme des abus qui peuvent se trouver dans la Justice civile et criminelle, notamment de ces suppôts subalternes qui font les sang-sues des Peuples; les moyens de rendre la justice et plus promptement et d'une manière moins dispendieuse, l'arrondissement des Bailliages et des Parlements, la gradation des Sièges à former dans chaque Province, sans qu'elle soit obligée de chercher ses Juges à une grande distance et hors de son sein. Nous leur abandonnons aussi la grande question des Annates, des frais de Bulles et de Dispenses en Cour de Rome, contre lesquels s'élève presque toute l'Europe.

Demande pour la restauration des lois utiles. — En attendant cette heureuse révolution, puisse la première Loi, qui doit émaner de l'Assemblée nationale, porter sur la manière de vivifier celles qui existent, mais languissantes et sans vigueur, de leur imprimer ce caractère de généralité qui lie les grands comme les petits, de leur donner une force agissante qui fasse trembler le crime et le poursuive partout, en protégeant l'innocent, le faible, contre l'oppresseur puissant. Ce sont ces Lois tutélaires constamment surveillées et mises en action par un sage Gouvernement, qui forment les Citoyens et une Patrie qu'ils chérissent, parce qu'ils y trouvent leur sûreté, leur liberté et un bien être plus grand qu'ils ne peuvent l'espérer ailleurs. Quand les Athéniens s'embarquèrent avec leurs lois, ils transportèrent leur Patrie sur leur Vaisseau, et pour eux Athènes eût été partout où ils auraient trouvé leur auguste Sénat.

De quelques Lois particulières. — Parmi les Lois utiles, nous réclamons la restauration de celles qui proscrivent ces combats du prétendu point d'honneur, où la vengeance se rend elle-même justice aux dépens de l'innocence, et toujours ce barbare préjugé, désavoué par la saine Philosophie, comme par la Religion, domine une partie respectable de la Nation; cette honteuse mendicité, fille d'une vagabonde oisiveté, et toujours elle assassine les passants; ces Charlatants imposteurs, et toujours ils surprennent, ils empoisonnent le peuple trop confiant; ces enseignes, ces retraits de l'ivrognerie campagnarde qui se montre surtout les jours consacrés au culte de la Divinité, et toujours elles absorbent le salaire des familles indigentes. Toutes se réunissent pour presser l'exécution du plus saint des contrats, respectable et respecté chez tous les anciens Peuples, sur lequel repose la sureté des familles, le droit des successions, les plus doux sentiments de la nature; et sous la frivole dénomination de galanterie on fouille le lit nuptial et on rit d'un crime dont on devrait rougir; et, loin d'en venger l'outrage, on accumule tous les genres de ridicules sur la tête de la personne outragée.

VII

Vœu sur les Lettres de Cachet. — La liberté qui met sous la sauvegarde des Lois, la vie et les biens du Citoyen, laisserait-elle sa personne soumise à l'arbitraire? Non, sans doute; il n'y a que les forfaits prouvés et jugés selon les formes qui puissent lui mériter des fers. S'il est des cas où le Père de famille, pour prévenir le deshonneur de son fils, l'Evêque, le Prélat, pour étouffer le scandale de son Clerc, de son Religieux, doivent avoir recours à l'autorité royale, il faut qu'ils soient ces cas, déterminés par la Loi, modifiés par des formalités qui écartent tous les abus, tous les moyens de surprendre la Religion du Prince. Ah! quand le préjugé barbare qui, pour un seul membre coupable, flétrit injustement l'ensemble d'une famille honnête et innocente, sera-t-il abrogé?.. On craindrait moins alors la poursuite de la Justice; on laisserait agir la Loi plus librement, et le crime ne resterait plus impuni. Les fautes sont personnelles; la peine doit donc l'être aussi.

Sur la liberté de la presse, sans licence. — Cette liberté ne doit-elle pas régner également sur les productions de l'esprit humain? sans cela le génie n'est-il pas étouffé, l'empire des Lettres rétréci, l'étranger plus indulgent pour la presse, enrichi à nos dépens? Fort bien. Mais n'est-il pas aussi de la sagesse du Gouvernement d'empêcher ce qui peut tendre à la corruption des mœurs, à l'impiété, à l'irreligion, à souffler l'esprit de sédition, à bouleverser les Etats, à diffamer les Citoyens? Cependant ces maux naîtront infailliblement, si chaque cerveau brûlé peut librement engendrer les monstres de son imagination, de son esprit libertin, et de son cœur pervers. Ah! Sire, nous sommes déjà trop inondés de ces brochures ténébreuses qui sapent les fondements de toute Religion, et font rougir la moins timide pudeur. Sous le masque d'une fausse Philosophie on attaque les droits du Trône et de l'Autel, on coupe le fil qui lie cette vie à l'autre, et on défigure jusqu'à l'image d'une consolante Divinité.

Si ces abominables principes se propagent, s'ils gagnent l'esprit du peuple, s'ils sont imprimés avec la même liberté que le Catéchisme qu'ils doivent remplacer, si l'on ne craint plus ni Dieu, ni l'avenir, s'il n'y a plus de crimes que ceux qui sont soumis à l'animadversion publique, plus de remords que ceux qu'inspire la potence, et la Loi armée de ses foudres, ah ! Sire, quelle affreuse société, quelle défiance continuelle, quelle perplexité alarmante pour des Citoyens ! Plus de frein contre les forfaits occultes, plus de bonne foi quand on pourra couvrir ses fraudes, plus de sûreté quand il n'y aura plus de témoins. L'homme ne verra dans chaque individu qu'un ennemi, dans chaque pauvre qu'un assassin, dans chaque ambitieux qu'un scélérat armé pour le dépouiller.

La liberté, mais point de licence. Nous demandons que la presse soit libre, mais qu'elle ait pour censeur la Loi qui la précédera et défendra de rien écrire contre la Religion, les bonnes mœurs, le Gouvernement, les Têtes couronnées et la réputation des Citoyens ; et à condition que chaque Auteur mettra son nom à la tête de son ouvrage, et en répondra.

Sur la tolérance. — La liberté ne veut-elle pas une tolérance universelle qui laisse le citoyen maître de ses écrits comme de ses pensées ? La liberté civile est le droit non de dire, ni d'écrire impunément tout ce qu'on voudra, mais de faire tout ce que les Lois permettent (Montesquieu).. Nous admettons volontiers cette tolérance Évangélique qui ne sait ni opprimer, ni persécuter, et nous voudrions pouvoir déchirer les pages de notre Histoire qui nous retracent la main du fanatisme armée contre les Sectaires, et employant, pour les convertir, les poignards au lieu de la douce persuasion : cette tolérance charitable, qui compâtit aux faibles mortels, et qui, séparant l'homme d'avec l'erreur, continue à aimer l'un, en condamnant l'autre ; mais nous désapprouvons cette tolérance lâche qui est indifférente pour le bien et le mal, pour tous les cultes vrais ou faux ; cette tolérance criminelle qui place le vice sur la même ligne que la vertu, qui voit d'un même œil le stupide Athée et l'adorateur du vrai Dieu, qui sourit aux prédicateurs de la révolte, de l'anarchie et du désordre, comme aux Apôtres de la paix et de l'union. Cette tolérance est la fille d'une impiété destructive de toutes les lois et des sociétés politiques qui ne peuvent exister que par elles.

VIII

Sur l'accord de la bienfaisance avec l'économie. — Une des plus flatteuses prérogatives des Souverains est d'être associés au Ministère de la Divinité dont ils sont l'image, par le pouvoir qu'ils ont d'exercer, du haut de leur trône, la douce bienfaisance. Mais, Sire, si les bienfaits sont, comme le dit un Ancien, les dettes des Rois pour les sujets pauvres et méritants, ils peuvent être aussi le sang du peuple ; lorsqu'une générosité indiscrète les prodigue à l'insatiable opulence. Daignez, Sire, vous souvenir que chaque fois que l'importunité vous arrache un Brevet de cent pistoles, que c'est le tribut annuel de deux cents malheureux qui le ramassent à la sueur de leur front et aux dépens d'une famille languissante. L'économie des Rois, sourde à la voix de la cupidité, la sainte avarice, pour ménager le Trésor public, est un bienfait pour toute la Nation qu'elle soulage.

Ne serait-il pas, Sire, de votre bonté, comme de votre justice, d'écarter non seulement à l'avenir la faveur mendicante, mais de faire une révision de ces pensions accordées au crédit, à la protection, à l'avidité, peut-être au vice même; de vous faire rendre compte des motifs qui les ont déterminées, et de réduire, d'effacer même celles qu'aucun mérite n'a fondées, et qui ne servent qu'à engraisser l'opulence. Les promesses qui ont pour base la fraude, cessent d'obliger, surtout si elles grèvent la société.

Sur la suppression des emplois dispendieux et inutiles. — Ne serait-il pas également de votre bonté royale de diminuer cette multiplicité d'emplois et d'agents inutiles, ces grades d'ostentation où les places paraissent avoir été créées plutôt pour les personnes que pour l'utilité publique, et qui donnent à plusieurs de riches émoluments pour faire l'ouvrage d'un seul. La gloire d'un grand Roi consiste non dans la troupe dorée qui l'entoure, non dans un faste éblouissant, non dans ces immenses richesses accumulées sur la tête de quelques particuliers qui semblent vouloir s'élever au niveau des Souverains, mais dans le bonheur qu'il procure à son peuple et les bénédictions qu'il en reçoit.

IX

DEMANDES PARTICULIÈRES POUR CETTE PROVINCE

1^o *Au sujet de la cherté du bois* : Qu'il nous soit permis aussi, Sire, de nous occuper de quelques avantages particuliers à notre province. La cherté du bois y augmente d'une année à l'autre, le tardif accroissement des arbres ne pouvant remplacer assez vite celui que consomment ces gouffres d'usines multipliées à l'excès parmi nous. Pour prévenir une disette extrême, il sera nécessaire d'arrêter la destructive activité de quelques unes. Vous y avez, Sire, des Salines, qui, à grands frais, et par la plus dévorante consommation, cuisent, travaillent le sel que la Mer et le Soleil forment seuls et en abondance ailleurs. Selon des calculs que l'on nous assure exacts, les frais de transport de ce sel de la nature seraient moindres que ceux de l'appauvrissante cuisson du nôtre. Il serait donc de votre intérêt de préférer le premier; Vous vendriez chèrement les productions de vos forêts, et votre bien serait le nôtre.

2^o *Au sujet des Domaines* : Vos vastes Domaines s'étendent d'un bout du Royaume à l'autre, et réunis ils formeraient seuls un État plus vaste que ceux de quelques Souverains. Nous les voyons sans regret multipliés dans cette Province, parce que nous savons que plus Vous êtes riche de Vous-même, moins Vous demanderez à votre peuple. Nous osons seulement Vous prier de les affermer, à l'avenir, plutôt à la Province qu'aux Compagnies, qu'aux Particuliers; afin que le profit qu'on y peut faire, après avoir soulagé la multitude, Vous revienne par le tribut qu'elle vous paye.

3^o *Pour la suppression de plusieurs Droits onéreux et formalités coutumes.* — Un autre moyen de nous soulager serait de détruire ces Ordonnances, surprises à votre Religion, et qui vexent plus votre Peuple qu'elles ne lui sont utiles; ces Huissiers-Priseurs venus de loin dans nos campagnes, et dont les frais de voyage, de recors, de vacations, de sols pour

livre, dévorent le produit de la vente et ruinent le débiteur sans payer le créancier; ces formalités couteuses de Scellé, d'inventaire à la mort d'un chef de famille, et qui pourraient aisément être suppléées dans les campagnes par l'Administration municipale; ces Assises accablantes qui n'ont plus de cause, et tant d'autres Droits onéreux qui pèsent uniquement sur le cultivateur, et qui rompent le nerf de l'agriculture, servitude qu'on devrait au moins pouvoir changer, rédimier, si on ne peut la détruire.

4° *Pour l'homologation des Statuts Synodaux* : Il existe parmi nous des Règlements émanés de nos premiers pasteurs, ils sont consignés dans le Rituel et dans les Statuts Synodaux; comme ils doivent être nos guides continuels dans les fonctions du saint Ministère, il est nécessaire qu'on leur imprime toute la force dont ils sont susceptibles, et nous demandons que, revus dans une Assemblée Synodale, ils reçoivent la dernière sanction de la Loi par l'homologation.

5° *Pour le retour de notre Université* : Puisqu'à cette heureuse Epoque on veut faire rentrer tout dans l'ordre, réparer tous les torts, et nous réintégrer dans tous nos droits, daignez, Sire, accorder à votre Ville de Pont-à-Mousson le retour de son Université qu'un acte d'autorité lui a enlevée malgré ses droits, ses titres, sa possession de plus de deux siècles et contre le gré de ses Citoyens en larmes. La saine politique veut-elle donc que l'on entasse tous les consommateurs dans les Capitales, et que, pour leur donner un faux lustre, on dépouille les Villes du second ordre? Pont-à-Mousson écrasée par deux cités circonvoisines, qui lui coupent les canaux du commerce, ne peut, en aucune manière, se dédommager de sa perte, et elle ne se repose que dans sa confiance en votre justice.

6° *Pour ne participer en rien aux dettes du Clergé de France* : Quelque fondés que soient les Duchés de Lorraine et de Bar pour ne pas entrer dans la liquidation des dettes contractées avant leur réunion à la Couronne, nous ne calculons pas de si près, quand il s'agit de se montrer en Citoyens zélés pour le bien de l'Etat. Mais il serait de la plus grande injustice de vouloir nous faire partager celles du Clergé de France qui ne s'est obéré que pour avoir voulu payer ses décimes sur des emprunts, pendant que nous avons pris constamment sur notre revenu pour y satisfaire. Ainsi, quelques mesures que l'on prenne pour la liquidation de ces dettes, nous déclarons que nous ne devons et ne voulons rien y supporter.

O pères de la Patrie associés, par votre honorable mais difficile Ministère, au pouvoir suprême pour balancer les droits du Sceptre et du Peuple, et pour asseoir à jamais la Monarchie sur des fondements inébranlables, puissiez-vous aux vœux que vous portez, réunir en masse toutes les lumières, la droiture, la probité, le mérite de la Nation la plus éclairée et la plus généreuse dont vous devez être les dignes Représentants, déposer dans vos foyers domestiques toutes les faiblesses de l'homme privé, et nous revêtir de ce caractère de Grandeur, de Noblesse et d'indépendance que doit avoir l'homme public. Que les petits intérêts éphémères qui saisissent les armes rétrécies, disparaissent devant le grand intérêt du bien général, comme la faible lueur est absorbée par le grand Astre de l'Univers. Nous sommes saisis de frayeur à la seule pensée qu'un erreur politique peut causer une plaie mortelle à l'Etat, et que des suffrages bien ou mal combinés peuvent sauver ou tuer la Nation. Ah! si l'intrigue avait

placé parmi vous des hommes dont la vue fut circonscrite, uniquement arrêtée sur l'étroit horizon de leur faible domaine; des hommes jouets des opinions qui n'auraient qu'un système versatile, formé d'idées empruntées, et changé avec la même légèreté qu'il a été reçu, des hommes sans défiance contre l'astuce déguisée, qui ne verraient pas qu'en opinant à donner des fers aux autres ils s'en forgent à eux-mêmes, qu'en consentant à dépouiller quelques citoyens de leurs propriétés, ils mettent la faux du Despote dans leurs propres possessions; combien cette crainte ne serait-elle pas fondée! mais notre confiance repose en l'héroïque patriotisme qui vous animera, en la parfaite concorde qui vous unira, en la droiture de notre Monarque qui vous dirigera, en vos principes religieux et moraux qui serviront de base à vos mûres délibérations.

Puisse du choc des opinions sortir une unité de sentiments qui du centre se communiquent aux extrémités du Royaume, un ordre invariable dans les Finances qui prévienne à jamais tout genre de déprédations, des Lois sages et actives, une Constitution déterminée, admirée et jalousée des Nations voisines, qui fasse que le plus bel Empire soit aussi le plus heureux.

C'est à vous, Sire, à cette noble générosité qui ne craint pas de se relâcher de ses droits, que nous devons ce bonheur; et dût-il n'être pas aussi complet que nous en flatte notre doux espoir, le seul désir que vous en avez conçu, les moyens que vous avez pris pour nous le procurer, vous mérite dans nos cœurs un Trône élevé par les mains de la plus vive reconnaissance.

Lecture faite de ce Cahier, il a été approuvé par toute l'Assemblée.

Fait et arrêté dans une des Salles du Collège de Pont-à-Mousson les jour, mois et an susdits, et ont signé les Président et Commissaires de ladite Assemblée.

Ce cahier a été imprimé à la sollicitation de Mrs les Curés qui ont cru intéressant que leurs Peuples vissent sur quoi portent les demandes et pétitions de leurs Pasteurs. A Pont-à-Mousson, chez Martin Thiery, imprimeur du Roi et du Collège. 1789 (1).

NOBLESSE

PROCES-VERBAL

Date : 18 mars 1789. — *Lieu* : Salle du Collège royal et militaire de Pont-à-Mousson. — *Président* : Marquis de Clermont-Tonnerre. — *Secrétaire* : Le Lorrain fils. — *Commissaires rédacteurs* : Charvet, baron de Manonville; vicomte Duhautoy; Guillaume; Le Lorrain; l'Aubrussel. — *Députés* : Vicomte Duhautoy et chevalier de Charvet.

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson, n° 19. Cahier imprimé de 21 pages.

CAHIER ⁽¹⁾

des articles, remontrances, plaintes et réclamations que propose à Sa Majesté et aux trois ordres de la Nation réunis en États généraux en la Ville de Versailles le 27 avril 1789 l'ordre de la Noblesse du Bailliage de Pont-à-Mousson assemblé à cet effet en vertu des Lettres de Convocation du 7 février de la même année.

ARTICLE PREMIER. — Le premier et principal objet qui doit occuper le travail et les soins des représentants de la Nation est celui de régler et d'assurer invariablement la Constitution du Royaume conformément à la Nature du gouvernement monarchique. Ce n'est qu'en maintenant les droits sacrés du trône et en déterminant ceux imprescriptibles de la Nation, qu'on parviendra à assurer cet heureux équilibre si nécessaire à la gloire et à la prospérité intérieure d'un grand Etat.

ART. 2. — Le retour fixe et périodique des Etats Généraux sera un point essentiel de cette Constitution. Ce régime d'administration est le vrai centre de communication entre le Roi et ses peuples, il soutient et vivifie la prestation mutuelle de service et d'obéissance de la part de ceux-ci, de justice et de protection de la part du souverain et il n'entraîne après lui aucune sorte d'inconvénient.

(1) Les députés de la Noblesse, outre ce cahier de doléances, furent chargés encore d'un cahier dont voici la copie :

CAHIER

*des pouvoirs pour MM. les Députés de l'ordre de la Noblesse
du bailliage de Pont-à-Mousson*

Aujourd'hui 18 mars 1789, les membres composant l'ordre de la Noblesse du bailliage de Pont-à-Mousson, assemblés en exécution des lettres de Sa Majesté pour concourir à la rédaction du cahier des remontrances, plaintes et réclamations qu'ils entendent être portées par la voix de leurs députés au bailliage de Bar, à l'assemblée des Etats Généraux convoqués à Versailles le 27 avril prochain, et pour conférer leurs pouvoirs auxdits députés, déclarent qu'ils acceptent, avec les sentiments d'une vive reconnaissance, la grâce que Sa Majesté daigne leur faire de les consulter sur les plans de réforme et d'amélioration que sa sollicitude paternelle lui suggère comme une occasion précieuse de lui acquitter en corps pour la première fois depuis la réunion des deux duchés au domaine de sa couronne le tribut du respect profond et de l'attachement inviolable qu'ils portent à la personne de Sa Majesté et qu'ils partagent avec l'ordre entier de leur province.

Ils chargent donc spécialement leurs députés d'en présenter à Sa Majesté l'hommage le plus pur et le plus sincère; de la supplier d'agréer pareillement celui d'un dévouement sans bornes à son service et au bien de l'Etat, et de lui exprimer les vœux qu'ils font de répondre à sa confiance par un sacrifice absolu de leurs propres intérêts et de concourir de tous leurs efforts et de concert avec tous les ordres de la nation à l'exécution des grands desseins qui préparent le retour inébranlable de son bonheur et de sa prospérité.

L'assemblée considère que les maux de l'Etat ont été grands et que la confiance qui porte le peuple français à en voir la fin prochaine, repose essentiellement sur la promesse solennelle que Sa Majesté vient de lui faire, d'écouter favorablement ses avis, sur tout ce qui peut intéresser sa félicité, et de faire tendre son affection et sa bonne volonté à l'accomplissement d'une œuvre si désirable; mais que si la tendresse de Sa Majesté pour ses sujets est sans bornes et ses intentions droites et bienfaisantes, l'instabilité des événements peut en arrêter l'heureuse influence; et qu'ainsi il est indispensable pour la nation qu'elle s'occupe d'abord et sans délai à rétablir d'abord l'édifice de sa constitution et à en garantir les fondements des vicissitudes qui pourraient en ébranler de nouveau la solidité.

L'assemblée croit donc qu'elle peut, sans blesser la foi pleine et entière qu'elle porte à la parole auguste de Sa Majesté, se livrer à l'impulsion d'une prévoyance salutaire et prescrire à ses représentants quelques points de recommandation, dont l'accomplissement préliminaire ait pour but d'écarter dès les premiers pas et pour toute la

ART. 3. — Autant un bon Roi s'intéresse au bonheur de ses sujets, autant sa bonté et sa sollicitude sont exposées aux pièges de l'intrigue, de l'ambition et de la perversité; un second point important de la Constitution française sera donc que les Ministres que Sa Majesté aura appelés à partager sa confiance et son autorité soient comptables envers la Nation de l'abus qu'ils en auront fait et que dans ce cas ils en soient punis selon les lois de cette constitution qu'ils auront violée.

ART. 4. — Par un premier et salutaire effet de cette disposition, les Députés de toute la Nation supplieront Sa Majesté d'ordonner que les Ministres précédents rendent nécessairement à la Nation assemblée, un Compte exact de leur conduite dans le Ministère qu'ils ont successivement exercé, et surtout des motifs de cette étonnante subversion par laquelle ils ont failli plonger le Royaume dans les horreurs de la Guerre intestine la plus sanglante.

ART. 5. — Un troisième point indispensable de la Constitution désirée, sera que tous les Citoyens sans distinction jouissent sans craintes et

suite de leurs opérations les entraves qui pourraient gêner l'étendue de leurs pouvoirs, et nuire au succès qu'ils auraient lieu de s'en promettre; et c'est dans cette vue intéressante qu'elle leur recommande expressément ce qui suit :

1° Aussitôt que l'assemblée des Etats Généraux sera formée, les députés demanderont que les pouvoirs de chacun de ses membres soient reconnus et vérifiés, afin que rien ne puisse altérer la certitude qu'ils doivent avoir de n'être environnés que de vrais et de fidèles représentants de la nation;

2° Ils demanderont que la liberté individuelle des citoyens de tous les ordres et de toutes les classes, soit désormais à l'abri des atteintes de l'autorité arbitraire, et qu'en conséquence l'usage des lettres de cachet, des lettres d'exil, ou de tous autres ordres supérieurs de cette nature soit entièrement aboli, sauf aux Etats Généraux à se concerter avec Sa Majesté sur les moyens d'arrêter promptement et provisoirement seulement les auteurs des délits et les perturbateurs de l'ordre et de la sûreté publiques pour les remettre sans délai au pouvoir de l'autorité juridique, et les faire punir selon les lois constitutionnelles de l'Etat;

3° Que le retour fixe et périodique des Etats Généraux devienne le régime permanent de l'administration du royaume, et notamment que l'époque des Etats qui doivent suivre immédiatement ceux de 1789, soit déterminée et déclarée invariablement;

4° Que l'on accorde à la province de Lorraine et Barrois l'exercice libre de ses Etats particuliers, suivant la constitution des Etats Généraux actuels, d'après les plans d'organisation qui en auront été proposés ou convertis aux Etats Généraux;

5° Que l'octroi d'aucun impôt, d'aucun emprunt ou d'un subside quelconque ne puisse être consenti ni accordé qu'après qu'il aura été pourvu efficacement à la stabilité de la constitution nationale;

6° Qu'il ne puisse être établi ou prorogé aucun impôt, subsides ou emprunts sur toute ou une partie de la nation, pour quelque cause que ce soit, sans le consentement libre de toute la nation elle-même, dûment convoquée en Etats Généraux, et que ceux des impôts qui seront établis ou prorogés de cette manière ne puissent l'être qu'autant et seulement pour la durée de l'intervalle à courir jusqu'au retour des Etats, dont l'époque sera fixée, après laquelle ils cesseront de plein droit, quand bien même les Etats Généraux ne seraient rassemblés pour les renouveler;

7° La Noblesse, dont un vil intérêt n'arrêta jamais les sacrifices, lorsqu'ils ont dû concourir au bien de la patrie, et parfaitement instruite d'ailleurs qu'ils ne peuvent dans aucune circonstance porter atteinte à la constitution aulique, et certaine de ses droits et de ses prérogatives, ne mettra jamais aucun obstacle à l'union et à l'harmonie si nécessaire au succès des opérations des Etats Généraux;

Guidée par ces sentiments, l'assemblée ne croit donc devoir prescrire aucunes bornes au pouvoir de ses députés, relativement à la grande question de savoir si dans les Etats Généraux on opinera par tête ou par ordre; son vœu le plus précis est que, sans aucune distinction, d'ordre ni de privilèges, la répartition des impôts se fasse par qui il sera jugé convenable en raison des biens et des facultés des individus, dans la proportion la plus juste et la plus égale qu'il se pourra; ce vœu qui sans doute sera exprimé dans l'ordre du Clergé, détruisant toute contradiction dans les intérêts des différents ordres, détruira donc aussi toute opposition dans les avis, pour les diriger à l'unanimité, et dans des circonstances aussi favorables, les députés ne pourront mieux

sans alarmes de leur liberté individuelle, et qu'aucun ordre surpris à l'autorité de Sa Majesté ne puisse y porter atteinte désormais. La loi seule doit veiller au maintien de l'ordre et de la sûreté publique; et le mépris que l'on ferait de sa disposition pour y substituer un acte de l'autorité arbitraire portera lui seul un caractère d'injustice et de vexation, qui doit absolument en faire proscrire la possibilité que si des circonstances exigeaient de la promptitude dans les moyens de s'assurer de la personne de ceux qui se seraient rendus coupables, ou qui seraient prévenus de crime qu'un ordre particulier y pourvoit alors, mais à la charge de remettre incessamment et sans délai les accusés au pouvoir des magistrats dépositaires de la vindicte publique.

faire que de se conformer aux opinions du plus grand nombre dans les Etats Généraux; et surtout de se rapprocher de celles qui tendront le plus particulièrement à l'avantage inappréciable d'une constitution nationale bien organisée. Ils veilleront cependant à ce qu'il ne soit attenté en aucune manière aux droits sacrés et immuables de la propriété, parce que le moindre coup qui leur serait porté, serait le premier pas, et en même temps le plus difficile et le plus dangereux vers la destruction des biens sociaux;

8° Les députés demanderont qu'il soit libre et permis à chacun de ceux qui composeront l'assemblée, d'entretenir et de conserver une correspondance directe avec leurs concitoyens des villes ou des provinces qu'ils représenteront, et de recevoir d'eux, pendant tout le temps que durera leur mission, toutes les instructions et tous les renseignements relatifs à leurs pouvoirs et aux différents objets de demandes de leurs cahiers, sans qu'on puisse, en aucun cas et sous aucun prétexte, attenter au secret, à la sûreté, ni à l'activité de cette communication;

9° Enfin, les députés représenteront à l'assemblée générale qu'il est de la plus grande importance pour le bien des Etats Généraux que ses membres conservent aux yeux et dans l'opinion des concitoyens qu'ils représentent, ce caractère de pureté, de délicatesse et de désintéressement qu'ils doivent regarder comme le plus beau titre de leur mission; que si les intentions de Sa Majesté sont l'émanation fidèle de la droiture de son cœur, et portent l'empreinte de la sensibilité avec laquelle elle daigne compatir aux maux de ses sujets, il peut exister des ennemis de sa gloire et du bonheur de ses peuples, capables, par des avis sourds et ténébreux, de tendre des pièges à la bonne foi et à la loyauté des coopérateurs du bien général; et que pour en éviter le dangereux écueil, il est indispensable que tous et chacun des députés aux Etats Généraux s'engagent solennellement et publiquement, sous la foi inaltérable de leur honneur, à ne solliciter et à n'accepter de la cour aucune grâce, faveur, pension, ni gratification, soit directement, soit indirectement, non seulement pendant tout le temps que dureront les Etats Généraux, mais encore dans la Révolution des trois années qui leur succéderont, à moins que le consentement des Etats provinciaux ou des compagnies souveraines de la province ne leur permette de les solliciter et de les accepter, ou que le vœu de l'opinion publique ne les y appelle.

Cet engagement solennel pour la sauvegarde des âmes, faibles et timides et peut-être le fléau de l'égoïsme de ceux qu'un esprit d'ambition ou de cupidité aurait portés à des machinations et à un système d'intrigue pour surprendre les suffrages d'une élection en leur faveur.

L'assemblée, persuadée que chacun des objets de recommandation qui viennent d'être exposés, sera regardé par ses députés comme un point essentiel et constitutif du caractère de sa mission, dont il ne sera pas possible de s'écarter, n'a plus de bornes à prescrire aux pouvoirs qu'elle est dans le cas de leur conférer.

Elle déclare donc unanimement et librement qu'elle donne par le présent acte, aux personnes qui seront choisies par la voix légitime du scrutin, ses pouvoirs généraux et suffisants pour la représenter aux Etats Généraux, y proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les biens de l'Etat, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et invariable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité générale du royaume et le bonheur tant commun que particulier de tous les sujets français; et qu'elle approuve et ratifie dès à présent tout ce que ses députés auront fait, proposé, remontré, avisé et consenti relativement à ces vues importantes.

Fait, clos et arrêté double les an et jour avant dits, et ont MM. les membres présents signés à la minute.

Collationné, certifié véritable par le soussigné avocat en parlement, greffier en chef au bailliage royal de Pont-à-Mousson.

[Signé] : VISTOO.

ART. 6. — Sur tous les points, la Constitution qui fait l'objet des vœux de la Nation entière doit être renfermée dans un code précis et méthodique sous le nom de code de droit public français. C'est là où tous les individus doivent s'éclairer sur les droits de la société dont ils sont membres, et sur les devoirs dont ils sont attenues envers elle.

ART. 7. — Un code de législation civile et criminelle n'est pas moins indispensable à la Nation, ses lois civiles et pénales ne sont qu'un cahos informe d'édits, d'ordonnances et de réglemens, sans ordre, sans suite et sans connexité. La plupart sont périmés ou abrogés par de nouvelles, d'autres sont inconstitutionnelles; d'autres enfin ont perdu ce caractère de force et d'autorité qui les rendaient propres au temps et aux circonstances pour lesquels elles ont été faites. Il est donc de la gloire autant que de l'intérêt d'une nation puissante et éclairée que sa législation particulière ne soit pas l'objet le plus imparfait de la constitution et les Etats généraux ne négligeront pas sans doute de s'occuper de ce point important de leurs réclamations.

ART. 8. — Ce serait peu que l'on relevât l'édifice de la Constitution française, si la Nation elle-même n'était appelée à examiner et à juger celle qui conviendra le mieux à la nature de sa constitution et à ses mœurs actuelles.

Aucun corps de législation, aucune loi concernant les rétablissements de l'ordre et l'extirpation des abus dans l'administration générale et particulière, ne pourront donc émaner de l'autorité souveraine, qu'ils n'aient été librement consentis par la Nation elle-même dans la personne de ses vrais représentants aux Etats Généraux, et ils n'auront réellement la forme coactive que quand, munis de la formule et consentement des Etats, ils auront été vérifiés, publiés et enregistrés dans les tribunaux souverains du Royaume.

ART. 9. — Un autre point important du pouvoir des Etats généraux doit être celui de conférer seuls la Régence du Royaume, dans les cas où elle aurait lieu. Personne ne peut mieux connaître que la Nation elle-même ceux qu'elle croit les plus propres à la gouverner dans les circonstances qui pourraient enchaîner le pouvoir de son souverain légitime, et cette attribution que la possession la plus ancienne lui assure est la seule capable de prévenir les troubles que peuvent occasionner les diverses prétentions dans ces malheureuses conjonctures; il est même à propos que dès à présent les Etats Généraux prennent des mesures efficaces pour pouvoir se convoquer eux-mêmes dans ces occasions, au cas que le Gouvernement négligerait de leur en adresser la mission particulière.

ART. 10. — Une fonction essentielle et inhérente à l'attribution des Etats Généraux sera celle de consentir et accorder, après un mûr examen et une délibération libre, l'octroi des impôts, emprunts et subsides quelconques. A la Nation seule, appartiendront le mode et la forme de leur répartition, à commencer dès l'instant de la réunion prochaine des Etats, et ce n'est qu'à cette condition expresse et solennelle qu'il sera permis aux Etats de garantir la dette nationale.

ART. 11. — Aussitôt qu'il sera fait droit sur l'article précédent, tous les impôts de quelque nature et sous quelque dénomination ils soient éta-

blis, seront éteints et supprimés; et si la situation actuelle des finances du Royaume entraînait la nécessité de conserver ou de proroger le tout ou une partie de ceux qui existe actuellement jusqu'à ce qu'on ait pu s'occuper d'un plan de contribution plus favorable et moins onéreux, ceux qui seront conservés ou prorogés seront répartis, perçus, régis et administrés par les Etats Généraux et les provinces qui sont dans le cas de les supporter pour en verser eux mêmes le produit à leur destination.

ART. 12. — Conformément à l'exécution de ce plan, il n'existera plus de compagnies de fermes ni de régies pour le compte et au profit du Gouvernement, elles seront toutes incessamment supprimées, de même que les receveurs généraux et particuliers des finances et il sera pourvu à l'indemnité des uns et des autres par le concours des Etats Généraux.

ART. 13. — Les Etats Généraux connaissent particulièrement la gêne et les entraves des impôts mis sur les denrées et les matières de première consommation, combien est accablant le poids dont ils grèvent la classe indigente des contribuables, et combien les frais que leur perception et leur administration occasionnent, diminuent le bénéfice qui en résulte aux finances de l'Etat. Il serait à désirer qu'ils s'occupent le plus promptement possible des Moyens de soulager le peuple de cette partie de ses charges en combinant les ressources propres à la suppléer.

ART. 14. — La raison éclairée par la philosophie a fait connaître aux Citoyens de tous les ordres, que tous privilèges pécuniaires qui tendraient à soulager une classe au préjudice d'une autre, étaient oppressifs et conséquemment injustes. Ce principe, universellement senti, doit donc porter les deux ordres du Clergé et de la Noblesse, surtout dans les circonstances qui tendent à sauver l'Etat de la ruine et à rétablir l'ordre et l'économie dans les finances, à ne pas s'opposer un plan d'égalité individuelle que l'ordre du tiers Etat sollicite dans les contributions de deniers, pourvu qu'une exacte proportion observée entre la répartition qui s'en fera et les facultés réelles des individus, en écarte l'arbitraire qui les rend onéreux. Mais ce vœu dicté par le patriotisme doit aussi faire proscrire tous les privilèges personnels et toutes concessions particulières attachées à des fonctions ou des offices quelconques, autrement ce système avantageux d'égalité que l'on désire, ne serait qu'une chimère et même une nouvelle forme d'abus.

ART. 15. — La nécessité démontrée précédemment de pourvoir à un plan de législation plus convenable aux temps et aux mœurs actuels de la France en amène une autre non moins indispensable, c'est celle de perfectionner autant qu'il sera possible la composition des tribunaux de Judicature, et avec elle la forme de procédure attachée à l'administration de la Justice.

A la constitution générale de l'Etat, se joint celle particulière de chaque province qui, à raison de son étendue, de sa situation, de son climat et de sa température, de ses ressources naturelles et acquises, de ses usages particuliers dont on ne peut sans danger opérer le renversement, ne doit pas avoir le même mode d'administration. Il convient donc que chaque province ait son tribunal souverain auquel ressortissent tous les autres sièges de son enclave. Mais quel serait le plan d'organisation convenable à ces mêmes tribunaux souverains? Quel sera le nombre des tri-

bunaux particuliers qui y ressortiront? La vénalité des charges et des offices doit elle être proscrite? Les trois ordres seront-ils appelés à les composer? L'administration de la Justice sera-t-elle gratuite? Supprimera-t-on ces charges de Procureur d'huissier et des autres suppôts subalternes de la Judicature, que plusieurs semblent regarder comme le foyer de la chicane et comme la principale cause des frais qu'entraîne la défense du Bon droit? C'est ce qu'il doit être de la prudence des Etats Généraux d'approfondir et d'examiner avec infiniment de sagesse et de modération. Les innovations dans cette partie ne peuvent être indifférentes, les offices de Judicature sont devenus des propriétés transmissibles et héréditaires auxquelles il ne faut toucher qu'avec bien des précautions si l'on veut éviter ce bouleversement terrible qui a plongé la France dans la plus grande consternation. Il n'y a que quelques mois, la suppression de la vénalité exigeait des remboursements; ces remboursements ne pourraient être faits que cumulativement ou successivement et par parties, au premier cas les avances seraient énormes et surchargeraient évidemment les provinces déjà trop grevées; au second cas, les intérêts individuels des titulaires seraient compromis et les droits de leurs propriétés altérés. Quel serait d'ailleurs le Nouvel ordre de choses à leur substitution qui fut exempt d'inconvénients? C'est de ces réflexions bien pesées et bien discutées qu'il faut attendre un résultat qui puisse concilier l'intérêt public avec celui des individus que concernent ces grandes et importantes questions.

ART. 16. — Mais s'il est difficile de proposer des plans sur la meilleure manière d'organiser les tribunaux de justice, il est au pouvoir de l'Etat et du gouvernement de tarir jusqu'à un certain point les sources des procès et des difficultés qui agitent et divisent entre eux les membres de la société. Ces ressources sont en grand nombre, leur énumération serait trop longue et par l'analogie de quelques unes qu'on ne fera que citer ici, l'on pourra apprécier les autres.

La première source de ruines qu'occasionnent les procès est dans la forme de les poursuivre et de les défendre, les détours et les incidents de la chicane, les longueurs que l'on éprouve dans leur instruction, les frais immenses qu'ils entraînent dérivent tous des dispositions imparfaites, obscures et inintelligibles pour la plupart de l'ordonnance judiciaire adaptée à l'esprit de cupidité des agents subalternes qui les interprètent, des formes précises, simples et bien ordonnées devraient donc être prévues dans le code de législation déjà proposé. Mais la réforme dans cette partie est susceptible doit être l'ouvrage d'une grande expérience et d'un profond discernement, sans quoi elle deviendrait une innovation au moins aussi dangereuse que les inconvénients qu'elle aurait à combattre.

ART. 17. — Une seconde source non moins féconde et plus préjudiciable encore que la première en ce qu'elle réunit les désagréments de l'une et de l'autre, naît de l'insouciance avec laquelle le gouvernement veille à la sureté des conventions particulières. L'art notarial préposé spécialement à cet objet important de l'utilité publique, est tombé dans un discrédit et un avilissement qui en ont relégué l'exercice dans une classe d'hommes subalternes et pour la plupart ignorants par Etat. Si l'on considère cependant que cet art exige dans celui qui l'exerce toutes

les connaissances d'un homme versé dans l'étude des lois, une probité et une exactitude exempte du plus léger soupçon, l'on frémira des risques que courent sans cesse la fortune, les propriétés et le repos du citoyen, et l'on s'étonnera même que les abus en ce genre ne soient pas plus multipliés. Mais s'ils ne sont pas encore aussi nombreux qu'ils pourraient l'être, il ne s'ensuit pas moins qu'ils le sont assez pour donner lieu à une infinité de procès et de contestations, que l'ignorance d'un rédacteur, l'appât de son intérêt et trop souvent son infidélité ont fait naître. Le remède à ce vice serait donc d'ôter à un art si intéressant l'esprit mercenaire et servitorial dont il est entaché, de ne le confier qu'à des gens habiles, d'une probité et d'une honnêteté scrupuleuses et qui pussent s'honorer eux-mêmes en en honorant l'exercice.

ART. 18. — Une troisième source de procès dérive des droits énormes auxquels sont assujettis les actes translatifs de propriétés, et généralement tous ceux qui servent à constater les conventions et les volontés des citoyens. Ils sont une entrave accablante pour le commerce des immeubles, ils nuisent à la sûreté des créanciers et on les élude dans tous les cas où l'on peut le faire sans encourir des contraventions plus accablantes encore. La formalité de contrôler les actes, sage et bien conçue en elle-même, est devenue une branche ruineuse d'imposition par les extensions qu'elle a reçues successivement; de là, les actes sous-seing privé partout où l'on peut se passer de la présence et du ministère d'un notaire, et de là aussi la stipulation vicieuse, et fausse souvent, dictée par la surprise et la mauvaise foi et souscrite par une ignorante simplicité; de là la gêne et la contrainte où sont les parties contractantes de déclarer leurs véritables conventions dans la crainte que leur étendue ne devienne le prétexte d'une imposition plus chère; de là encore le zèle et la condescendance mal entendus de quelques notaires, qui, pour servir leurs clients, déguisent et entortillent les stipulations et les rendent à la suite d'un cahos de doutes et d'obscurité qui enfantent les procès et souvent la ruine des parties qui en deviennent les victimes; de là enfin ces partages et ces échanges faits entre les gens de la campagne qui, pour éviter les frais des contrats sur lesquels ils ne font aucune comparaison, y suppléent par des actes sous-seings privés dénués de forme et de valeur; après plusieurs années d'une possession qu'ils croient immuable, la mauvaise foi ou l'ignorance d'un héritier vient les évincer, faute d'un titre dont la loi réprouve la forme et l'exécution. Tous ces inconvénients sont grands et il n'y aurait de moyens d'y remédier et de les prévenir que de supprimer les droits excessifs, et le plus souvent arbitraires, qui les causent pour y substituer un droit simple, modique et uniforme.

ART. 19. — Un établissement funeste contre lequel s'élèvent avec justice les réclamations unanimes des provinces qui en sont infectées, c'est celui des huissiers jurés priseurs; il porte tous les caractères de la concussion la plus révoltante; il opprime tous les citoyens sans distinction; il arrache des gémissements à tous les malheureux habitants de la campagne; il augmente les pertes des créanciers dans les faillites qu'ils essuient; il attente injustement à la propriété des seigneurs hauts justiciers et il nuit aux actes de bienfaisance et de commisération que des Juges compatissants voudraient exercer envers la portion misérable de

leurs justiciables ; toutes les raisons possibles se réunissent donc à le faire proscrire comme le fléau le plus désastreux de la propriété mobilière.

ART. 20. — Une suppression non moins intéressante serait celle des intendants des provinces. L'utilité de leur établissement est équivoque et malheureusement les inconvénients de leur autorité ne le sont pas. On n'entend pas ici faire naître des soupçons sur la probité de ceux qui remplissent ces places. Mais il suffit de dire qu'elles ne sont que des intermédiaires de l'ambition de ceux qui les occupent, pour ne pas attendre d'eux dans l'exercice de leurs fonctions tout le zèle et toute l'affection que l'on met à remplir un poste permanent ; d'ailleurs l'autorité de ces places est entachée d'arbitraire, et l'influence nécessaire des agents subalternes de cette singulière organisation de magistrature l'infecte encore plus des reproches de caprice, de passion et d'injustice qu'on lui oppose.

ART. 21. — Il est un objet de réforme bien important à méditer de la part des États Généraux, c'est celui qui concerne les abus à détruire et les améliorations à prévoir dans les établissements des collèges et des universités. Ces institutions sont faites pour préparer le rang et les fonctions que les citoyens doivent remplir dans la société, elles devraient donc avoir toute la perfection dont elles sont susceptibles pour opérer tout le bien et l'avantage que l'État a le droit d'en attendre :

1^{re} Les différentes branches d'instruction y sont trop restreintes, elles se bornent pour la plupart à l'étude de la théologie, des humanités, de la philosophie, des mathématiques, du droit, de la médecine et de la chirurgie. L'on peut dire même que chacune de ces parties y est enseignée imparfaitement et d'une manière insuffisante. Ne devraient-elles pas embrasser toutes les connaissances tant des sciences que des arts qui peuvent influer sur le commerce social de la Nation et le faire fleurir ? Pourquoi l'étude de toutes les langues savantes, les écoles de tactique, d'agriculture, de commerce et de mécanique, de marine et de navigation n'occuperaient-elles pas les mêmes places que les autres ? Pourquoi le droit de la nature et des gens et le droit public de la Nation seraient-ils la science la plus ignorée parmi elles ? Est-il moins nécessaire d'inculquer à un jeune homme les principes de la bonne morale que les premiers éléments d'une religion dont les dogmes sont souvent au-dessus de la portée de son âge ?

2^{re} Les universités sont trop pauvres et la vénalité des grades est un grand obstacle au progrès des sciences et des arts qu'on y enseigne, loin que les citoyens fussent dans le cas d'acheter à grand prix les connaissances propres à perfectionner leur éducation, toutes les écoles devraient être gratuites, il devrait y avoir partout des places fondées gratuitement pour ceux des jeunes gens dont la fortune ne leur permettrait pas de subvenir aux frais de leur pension, mais qui en seraient jugés dignes dans un concours par leurs mœurs et l'aptitude de leur esprit. Dans chaque partie, des récompenses et des primes d'encouragement devraient entretenir et exciter l'émulation, et les places importantes et honorables de l'État ne devraient jamais être que le prix des succès bien justifiés des élèves ; faudrait-il pour atteindre à cet heureux plan, grever de nouvelles charges un État déjà trop surchargé ? Non. Ce précieux moyen est au pouvoir du gouvernement sans être obligé d'appauvrir ni de dépouiller

personne. Les universités et les collèges sont des établissements ecclésiastiques et mixtes capables conséquemment de posséder des bénéfices, et l'union qui leur serait faite des bénéfices en commande, serait une voie bien légitime d'assurer leur dotation.

3° Enfin, le siège des collèges et principalement des universités dans les grandes villes est un des obstacles au succès de l'instruction et un écueil redoutable pour les mœurs de la jeunesse. Les grandes villes et surtout les capitales des provinces réunissent tous les objets de dissipation, de luxe et de frivolité, qui peuvent détourner des jeunes gens livrés à eux-mêmes du goût de l'étude et de l'application, dont à cet âge ils sentent moins le besoin, que l'attrait du plaisir qui les en éloignent. Les occasions de débauche, d'incontinence et de libertinage y sont multipliées, et l'ardeur qui les porte à s'y livrer détruit tout à la fois leurs mœurs, leur génie, leur santé et trop souvent la fortune de leurs parents.

Il serait donc à désirer que pour obvier à des inconvénients si funestes, on reportât ces rétablissements dans les villes de 3^e ou 4^e ordre où la simplicité, la décence et la régularité s'observeraient mieux, et où le rapprochement des individus rendrait la vigilance et l'autorité des maîtres plus efficace.

ART. 22. — Il est dans le premier ordre de l'Etat une classe de citoyens bien intéressants et sur laquelle le gouvernement devrait porter spécialement ses regards et sa bienveillance, c'est celle des curés et des vicaires des campagnes. Ce n'est vraiment qu'autour d'eux que l'on est frappé de cette image affreuse de misère et d'indigence qui déshonore l'humanité et les malheureux qui en sont les victimes ont d'autant plus de droits à la commisération, qu'elle n'est pas affaiblie par le reproche que l'ont fait aux pauvres des villes de n'avoir à imputer leur situation qu'à la paresse et au désœuvrement auxquels ils se livrent. Les pasteurs qui peuvent seuls connaître ce mal et y apporter quelque adoucissement en sont pour la plupart empêchés par la modicité de leurs revenus qui suffisent à peine à leur propre subsistance; il serait donc à désirer qu'on leur accordât une augmentation de revenus dont le surcroît rejaillirait sur la portion de leurs paroissiens dont la pauvreté intéresserait leur pitié, et l'on ne pense pas qu'une somme de douze cents livres à laquelle seraient fixés les revenus de ceux qui sont appointonnés, paraîtrait exorbitante.

ART. 23. — S'il est reconnu que les Etats Généraux doivent être une partie essentielle du régime constitutif du Royaume, la même conséquence s'applique naturellement à la constitution particulière des provinces, elles ne peuvent être bien administrées que par elles-mêmes et par une bonne organisation de leurs états particuliers. Elles seules connaissent leurs ressources et les différents modes de contribution qui leur sont propres. C'est donc favoriser l'intérêt général de l'Etat et du gouvernement que de leur accorder l'avantage qu'elles réclament, d'obtenir ou de recouvrer l'exercice de leur Etat.

ART. 24. — Ces Etats provinciaux auront la connaissance directe des impositions et des octrois que les provinces seront dans le cas de supporter. Il leur sera libre de les asséoir sur les objets qu'ils en jugeront les plus susceptibles, pour les rendre moins onéreux à la province et

dans quelque forme que ces impôts et octrois soient établis, les états particuliers auront seuls le droit de les répartir, percevoir, régir et administrer, ainsi que de nommer et d'établir sous leur inspection immédiate, tous les régisseurs et préposés aux contributions et aux perceptions.

ART. 25. — Les Etats Provinciaux auront pareillement la direction et la manutention de toutes les autres charges de la province, ainsi que les différents objets d'utilité publique, des améliorations et encouragements et établissements propres à la faire prospérer ; ils veilleront à la liberté et au succès de son commerce ; aux avantages de l'exportation des grains et aux circonstances qui devront en suspendre le cours : ils pourvoiront à l'approvisionnement de la province, et à la subsistance du peuple et ils auront droit d'arrêter les monopoles, le tout sous la protection du Gouvernement et sauf à en rendre compte aux Etats Généraux assemblés.

ART. 26. — De tous les officiers, ceux dont la vénalité est sujette à plus d'inconvénients, sont les officiers municipaux créés par édit de 1771. Ils sont pour la plupart occupés par des gens d'une classe inférieure qui, en les acquérant, ont moins consulté leurs capacités que l'avantage de se soustraire aux charges dont ils affranchissent. Les détails qu'entraînent cette partie d'administration ne peuvent être bien traités par ceux qui n'y voient qu'un objet d'occupation secondaire et qui n'y apportent qu'une faible portion de zèle et d'intérêt. L'effet de cette insouciance est de négliger les propriétés d'une ville ainsi que les différentes ressources dont les revenus pourraient être susceptibles d'accroître ces charges, faute de les remplir avec exactitude et vigilance et enfin d'exciter les murmures et le découragement parmi les citoyens qui sont les témoins d'une administration défectueuse sans y apporter le moindre remède.

Une autre fonction des officiers municipaux est celle d'exercer la police dans les villes où ils sont établis. Cette fonction exige des connaissances de législation très approfondies ; et par une inconséquence difficile à concilier, on n'exige pas même de ceux qui en sont pourvus, qu'ils aient la notion des premiers principes du droit et de la législation française. Les inconvénients de cet abus sont sans nombre. Le caprice, l'intérêt, les affections particulières, l'esprit de vengeance, sont le plus souvent le mobile des décisions de ces officiers, et comme les personnes ou les objets sur lesquels elles tombent sont pour l'ordinaire d'une chétive importance, on aime mieux être opprimé en détail que d'aller implorer la justice et la surveillance d'un parlement contre des officiers qu'il faudrait prendre à partie et dont le pouvoir se renouvelle à chaque pas.

Leur entière suppression est donc le seul remède que l'on puisse y opposer et il ne doit pas être indifférent aux Etats Généraux de s'en occuper, de manière cependant que les propriétaires de ces offices n'en souffrent aucun préjudice.

ART. 27. — Les officiers municipaux dont on propose la suppression doivent être incontinent remplacés par un nombre suffisant de citoyens, choisis dans les trois ordres des villes, dans la proportion d'un sixième pour le Clergé, de deux sixièmes pour la Noblesse et de moitié pour le Tiers, qui tous seront électifs de trois ans à autre de manière cependant qu'il ne s'en retire qu'un tiers par année. Ces établissements seront nom-

més Etats municipaux, et seront immédiatement subordonnés aux Etats Provinciaux, ou à ceux du district selon le plan d'organisation qui sera jugé préférable à l'assemblée des Etats Généraux : leurs fonctions devront être gratuites et rempliront le double but d'économiser les revenus patrimoniaux des villes qui pourront s'appliquer à des usages plus essentiels et d'intéresser toutes les classes de citoyens au bon ordre et à la prospérité de la chose publique, par l'influence que chacun d'eux espérera d'y avoir à son tour et selon sa portée.

ART. 28. — Quant aux fonctions particulières de l'administration de la police, elles seront attribuées aux officiers de judicature de ces villes où il y en aura d'établis, et dans celles où il n'y en aura pas, il y sera suppléé par l'établissement d'une prévôté chargée spécialement à la connaissance de cette partie, qui sera organisée de la manière la plus convenable au plan de réforme et d'amélioration que l'on se propose dans l'assemblée des Etats généraux.

ART. 29. — Entre tous les moyens dont s'occupera l'assemblée de faire fleurir le commerce national, et de détruire les entraves qui s'opposent à la plus grande prospérité, il en est un bien digne de la sollicitude, et qui intéresse généralement tous ceux dont la fortune est en tout ou en partie au pouvoir de leurs débiteurs : c'est celui de prévenir les banqueroutes qui sont devenues si fréquentes, et qui presque toutes sont l'œuvre de la mauvaise foi et de la friponnerie, de malheureux créanciers ne s'aperçoivent que trop des pratiques sourdes qui ont préparé leur ruine. Mais les formalités de la loi sont si embarrassantes et si couteuses, les moyens de subterfuges d'un banqueroutier frauduleux si multipliés, qu'il lui est facile d'éluder la peine qu'il mérite, et d'élever impunément un nouvel édifice de fortune ou de commerce sur les débris de la substance de ses créanciers dont ensuite il affronte insolemment les regards et le mépris. Il serait donc de la sagesse des représentants de la Nation d'aviser aux moyens d'arrêter ce désordre et il suffira de les leur indiquer pour espérer qu'ils lui opposeront une digue salutaire.

ART. 30. — L'un des grands abus de ce siècle consiste dans le nombre infini de charges et offices qui confèrent personnellement les privilèges de la noblesse, ou qui la rendent transmissible aux descendants de ceux qui les ont exercés pendant un certain temps. Les inconvénients auxquels ils donnent lieu sont trop sensibles pour qu'il faille les démontrer; on peut donc se borner à désirer une réforme qui tende à en arrêter promptement les progrès.

ART. 31. — La noblesse s'est toujours fait un devoir rigoureux de sa fidélité et de son dévouement au service du Prince et de l'Etat. Cependant, on a attenté à ses privilèges et à ses prérogatives et il lui a été impossible jusqu'à présent d'élever la voix pour faire entendre ses justes réclamations; l'une des atteintes que l'on a porté à ses droits a été de rendre commune à tous les citoyens sans distinction d'ordre, la faculté jusque là réservée à la seule noblesse, d'acquérir et de posséder des fiefs; et l'appât de cette innovation a été le produit d'un droit connu sous la dénomination de droit de franc fief, outre que ce droit attaque un privilège antique et constitutionnel de l'ordre de la noblesse, il est une source de vexations en tous genres.

Ces considérations senties par l'ordre entier porteront sans doute ses députés aux États Généraux à demander la réintégration d'une prérogative si essentielle. Mais si quelques circonstances que l'on ne prévoit pas s'opposaient à ce que cette réclamation fut promptement accueillie, les députés représenteront du moins que dans le système de confier aux provinces l'administration et la perception de leurs impôts, le produit du droit de franc fief doit appartenir à celles dans lesquelles il se percevra, pour venir d'autant à la décharge des autres contributions.

ART. 32. — Il serait à désirer que le code militaire fût comme le code civil, consenti par les États Généraux ; que l'on fut moins exposé dans l'Etat militaire à des changements ruineux et contraire au bien du service, que l'Émulation ne s'y vit plus étouffée par la Brigue, les Passe-Droits et la Vénalité ; enfin que tous les grands emplois qui portent émoluments exigeassent une résidence stricte ; ce dernier moyen entraînerait la suppression de ceux sans fonctions et empêcherait de les accumuler sur une même tête.

ART. 33. — Entre les abus qu'un préjugé funeste et les rigueurs excessives de la loi ont introduit dans la Société, il en est deux qui doivent déterminer l'attention d'une Nation assemblée pour travailler à sa régénération ; le premier consiste dans le déshonneur et dans l'infamie d'opinion qui flétrissent tous les individus des familles dont un membre a expié quelque crime sous le glaive de la justice ; il est absurde de croire que les crimes qui provoquent la vindicte publique soient héréditaires et transmissibles avec le sang ; pourquoi donc étendre à toute une génération la peine de déshonneur qu'un seul homme a encourue par son seul fait ? Cette injustice de l'opinion publique est une nouvelle source de maux et des abus dont elle désire la proscription, et il serait digne de la Nation assemblée de travailler efficacement à s'en prémunir.

Le second abus naît de la rigueur de la loi. C'est celui de prononcer la confiscation des biens de ceux qui ont été condamnés à une peine capitale ; le même principe qui établit l'injustice de l'opinion qui déshonore les parents du condamné s'élève contre l'injustice plus révoltante encore de les dépouiller inhumainement des moyens de vivre et subsister pour enrichir le fisc. Cette loi est barbare et cruelle ; elle achève de plonger toute une famille dans l'opprobre et de mettre les individus qui la composent dans le cas de devenir de nouveaux fléaux de la société dont on les exclue par la nécessité impérieuse de leurs besoins, qui les forcent à se les procurer aux dépens d'une vie qu'on les a réduits à mépriser.

ART. 34. — Le même principe d'humanité porte à désirer que les tribunaux de la maréchaussée et aucun des tribunaux inférieurs du Royaume ne puissent désormais juger sans appel en matière criminelle. La raison de l'homme est si sujette à l'erreur et tellement environnée d'écueils, qu'il est sage de soumettre à une revision ses jugements lorsqu'ils concernent la vie et l'honneur du citoyen. Cette faveur lui est accordée dans les jugements qui intéressent sa fortune. Pourquoi lui serait-elle interdite lorsqu'il s'agit d'un bien mille fois plus précieux pour lui ?

ART. 35. — Il est un point sur lequel les États doivent porter leur prévoyance, c'est celui de demander que jamais le titre ni la valeur des monnaies ne puissent être changés sans le consentement de toute la Na-

tion ; l'importance de cet article s'aperçoit assez pour qu'on ne doive l'accompagner d'aucune réflexion.

ART. 36. — Il serait aussi bien à propos que les Etats se fissent rendre compte de la situation des domaines, ainsi que des divers échanges qui s'en sont faits depuis peu. L'avidité des administrations pourrait sans cette surveillance et contre le gré de sa Majesté, donner atteinte à cette propriété, et les abus qui en résulteraient seraient sans nombre et causeraient un grand préjudice au revenus de l'Etat.

ART. 37. — Une loi bursale a rendu à la profession du commerce et des arts et métiers la gêne et les entraves dont on les avait débarrassées en les assujettissant de nouveau à la jurande. Cette formalité est un obstacle invincible à la prospérité du commerce, au développement de l'industrie, à l'émulation propre à faire fleurir les arts ; elle est, de plus, une source de concessions onéreuses à ceux qui y sont assujettis et on ne saurait trop tôt s'occuper à la faire proscrire.

ART. 38. — Les députés de la province voudront bien représenter à sa Majesté et aux Etats Généraux, que les deux Duchés ont des droits légitimes à la protection du Gouvernement ; que lors du retour du Duc Léopold dans ses Etats, ils venaient d'être dévastés par les guerres longues et malheureuses des deux règnes précédents, qu'alors que la province était sans manufactures, son commerce nul, sa population faible et son numéraire extrêmement rare ; qu'à l'époque de la réunion des deux Duchés à la couronne de France, cette même province n'avait pu encore se relever de ses pertes, et qu'elle n'a dû l'état de sa prospérité qu'elle a acquis depuis, qu'aux bienfaits et à la protection d'un Prince dont l'heureuse impuissance de faire la guerre avait tourné toutes les vues vers la gloire à la faire fleurir ; que depuis son entière réunion à l'administration générale du Royaume, ses impôts et ses charges se sont considérablement augmentés, que les habitants des campagnes, les cultivateurs et la basse classe du peuple en sont accablés, qu'on a promis solennellement à cette province de conserver ses privilèges sans atteintes et qu'il lui en reste bien peu, qu'elle a au moins partagé la charge et les inconvénients de la dernière guerre sans en ressentir aucun avantage, que les établissements d'industrie et de commerce sont en très petit nombre et que la ligne de séparation qui existe entre elle et la France son royaume, lui ôte tous moyens de participer à ses ressources ; et les députés feront valoir cette considération comme autant de motifs de concilier à la province de Lorraine et de Bar tous les ménagements propres à la sauver d'un entier épuisement. L'Etat est obéré, il est vrai, et cette conjoncture est peu favorable au soulagement des impôts et à une remise de contributions ; aussi la province n'entend-elle pas élever ici des réclamations qui s'accorderaient peu avec son zèle à seconder les vues paternelles de son souverain, mais elle est en proie à des abus qui l'oppriment sans en reporter aucun avantage à l'Etat et ses vœux se réduisent à en demander la réforme dans une circonstance où l'état lui-même est appelé par ses représentants à cette auguste mission.

1^o Une question importante relativement à sa situation agite depuis quelque temps la province, et la tient dans l'indécision du parti qu'elle

doit adopter. C'est au sujet du reculement des Barrières et de l'établissement d'un tarif uniforme pour tout le Royaume; la diversité d'intérêts particuliers entre les individus de la province a rendu cette question problématique. Il est à désirer sur celle là que les Etats Généraux ne se déterminent pas à la résoudre, mais qu'ils en renvoient l'examen aux Etats particuliers que la province sollicite et que sans doute elle obtiendra de la justice du gouvernement.

2° Le commerce intérieur de la province de Lorraine et de Barrois est assujéti à deux entraves qui l'affaiblissent et l'empêchent de fleurir. De ce nombre sont les bureaux des traites foraines qui astreignent à la formalité de ne pouvoir transférer certaines marchandises d'un lieu à l'autre ou de la province dans les évéchés ou l'Alsace, sans se munir d'acquits à caution; trois provinces soumises à la même domination dont les intérêts sont à peu de chose près les mêmes, dont les rapports respectifs sont fréquents ne peuvent souffrir beaucoup de gêne et d'incommodité d'un assujettissement de cette nature et s'il ne peut être compensé par le bénéfice qui en résulte aux finances de l'Etat, c'est une raison de plus de le proscrire comme un obstacle invincible à la prospérité des provinces qui en supportent le fardeau. Si cependant l'objet de son produit présentait des considérations qui empêchassent de le supprimer il serait plus expédient encore pour la province d'en consentir le réachapt que d'en laisser subsister l'entrave.

3° Un impôt, mis sur les vins de Lorraine qui entrent à Metz dans les pays messins et la terre de Gorze pour y être consommés, est un nouvel obstacle à la liberté du commerce de la province et de la circulation de ses productions; cet impôt a été octroyé à la ville de Metz contrairement à la foi d'un traité qui assurait la liberté réciproque des deux provinces, et sur des motifs également faux et insidieux, il est singulièrement oppressif pour la Lorraine et notamment pour cette partie de la province qui avoisine la capitale des évéchés, et il détruit l'équilibre d'une juste protection du gouvernement pour y substituer une injustice, qui tend à favoriser l'une des deux provinces au grand préjudice de l'autre. Il doit donc être aboli de même que l'impôt non moins injuste qui est établi dans le Verdunois, et l'on espère du zèle des Etats Généraux qui emploieront tous leurs pouvoirs à faire accueillir cette importante réclamation.

4° Le nombre des usines à feu qui se sont établies dans la province depuis plusieurs années est devenu la cause de la cherté excessive du bois de chauffage. C'est un objet de première consommation dont le prix exorbitant grève notablement la classe la plus nombreuse des consommateurs. Il serait donc intéressant de pourvoir aux moyens de réformer cet abus, et entre tous ceux que l'on pourrait proposer, il en est un qui paraît réunir le plus d'avantages sans entraîner de grands inconvénients. Les salines qui s'exploitent en Lorraine pour le compte de sa Majesté absorbent une quantité énorme de bois, les frais de leur régie et de leur administration sont immenses et il semble que l'on pourrait facilement suppléer à leur produit par l'usage général du sel de mer. Sa fabrication n'est pas à beaucoup près si dispendieuse, les frais de transport seraient seuls de quelque conséquence, mais ils se compenseraient par les autres avantages

de ce nouveau parti et la province en recevant un soulagement considérable.

Quant à la multiplicité des usines à feu, il y a dans la province des verreries et des forges qui s'y sont établies sans privilèges ni concessions, et le moyen d'en réduire le nombre sans injustice serait de demander non seulement la vérification de leurs concessions primitives et de la quantité de fourneaux qui a été réglée, mais même une réduction des fourneaux en proportion du nombre et de la proximité des usines, et de la possibilité des forêts voisines de les alimenter.

Les forêts royales, celles des communautés laïques et régulières sont mal gardées, et les délits qui s'y commettent les appauvrissent; il faudrait donc demander qu'il plût à Sa Majesté d'accorder des gages suffisants aux gardes de ses forêts et sur le même pied qu'en France, et que la même chose s'observerait exactement à l'égard des communautés et surtout que les amendes des délits fussent augmentées. Ce serait par tous ces moyens réunis que l'on parviendrait à ramener le prix du bois à la proportion que l'on désire qu'il ait avec celui des autres denrées.

5° L'établissement des brevets et des privilèges particuliers concernant la fabrication des eaux-de-vie et la faciende des bières est un autre abus contre lequel s'élève l'intérêt de tous les propriétaires de la province, et la liberté qu'ils doivent avoir de disposer à leur gré de cette partie de leur production qu'ils concernent. Ces privilèges influent sur les bénéfices qu'ils peuvent espérer de leurs denrées et la perte qu'ils en éprouvent devient pour eux l'équivalent d'un impôt très aggravant; ils sont d'ailleurs plus l'ouvrage de la spéculation intéressée de ceux qui en ont proposé l'établissement, qu'une branche de produit dans les finances de Sa Majesté et il ne peut être contraire à ses intérêts de les abolir tout à fait.

6° Sa Majesté en daignant accorder à la province l'exercice de ses états particuliers, sera suppliée d'ordonner qu'ils se tiendront alternativement dans la capitale et dans ses principales villes, afin de rendre plus général et plus étendu l'esprit de patriotisme et de dévouement à l'intérêt public, que le but de cette constitution se propose d'inspirer à l'universalité des citoyens de Lorraine et Barrois.

7° Enfin, Sa Majesté sera suppliée très humblement de confirmer la promesse qui a été faite aux deux duchés par le Roi son auguste prédécesseur, de les conserver dans tous les privilèges, prérogatives et immunités qui leur avaient été assurés irrévocablement par le traité conclu à Vienne le 28 août 1736.

ART. 39. — A tous ces objets de réclamation qui tendent soit au soulagement et à l'avantage général de l'État, soit à la prospérité de la province, soit au maintien des droits de l'ordre, les membres de la noblesse de la ville et cité de Pont-à-Mousson croient pouvoir en ajouter quelques-uns particuliers au bien et à l'intérêt de cette ville, et sur lesquels ils ne feront que réunir les vœux à ceux de leurs concitoyens des deux autres ordres.

1° Cette ville a perdu en 1768 l'université qui avait été fondée deux siècles auparavant. Cette translation a été l'effet unique de la prédifec-

tion de Sa Majesté Louis XV en faveur de la ville de Nancy ainsi qu'elle-même l'annonce dans le préambule des lettres patentes de translation. Cet événement en détruisant le but des fondateurs, a dépouillé une ville intéressante de sa principale et peut-être de son unique ressource, pour ne lui laisser que la douleur de perdre successivement ses habitants les plus aisés et de ne pouvoir plus suffire au poids de ses charges : elle espère donc du nouvel ordre des choses qui se prépare, qu'elle recouvrera cette partie essentielle de son patrimoine et dans cette confiance, messieurs les députés aux Etats Généraux seront suppliés de favoriser de tous les efforts de leur zèle la réclamation qu'elle en a fait, et de mettre en usage le mémoire particulier qui leur sera confié pour en appuyer les moyens.

2° La ville de Pont-à-Mousson est exposée à des incursions fréquentes de la Moselle, lors de ses débordements. A la partie méridionale de la ville s'est formée une île aux dépens de la rive gauche de cette rivière et les ébrèchements successifs qu'elle fait faire dans les terres menacent la ville d'être incessamment environnée d'eau, par l'obliguité toujours plus sensible que la rivière acquiert dans son cours ; si ce malheur arrivait, ce qui pourrait être l'effet d'une inondation pareille à celle de 1778, Pont-à-Mousson serait perdu sans ressource. Il serait donc de l'intérêt du gouvernement autant que de celui de la ville, d'y pourvoir sans délai parce que plus le mal deviendra grand, plus le remède sera difficile et dispendieux.

3° Un incendie a consumé l'Hôtel de Ville de Pont-à-Mousson en 1781. La nécessité de le reconstruire était indispensable, mais cette entreprise ne devait pas être faite sans l'avis et le concours des citoyens qui avaient un intérêt direct et qui seuls devaient en supporter la charge. Cependant, les plans ont été conçus et ordonnés et les ouvrages presque achevés sans qu'il ait été permis de savoir par les ordres de qui tout avait été dirigé. Si un procès-verbal d'adjudication en bonne forme, suivi d'un devis estimatif en avait réglé le prix et les conditions, et qu'elles étaient les ressources destinées à y subvenir ; et tout à coup un ordre est arrivé à la ville de Pont-à-Mousson d'acquitter une somme excessive pour cet objet sans y avoir été préparée, et dans un instant où les charges extraordinaires avaient entièrement épuisé la caisse de ses revenus, ses facultés actuelles ne lui permettront pas de longtemps de supporter le fardeau exorbitant de cette contribution. Il paraît d'ailleurs que l'on a trop affecté de mépriser l'influence qu'elle devait avoir à cette entreprise. Il est donc de la justice et du devoir de la protection qu'elle a lieu d'attendre du gouvernement, que non seulement il vienne à son secours pour cet objet, mais encore qu'il se fasse rendre compte de la conduite des motifs de ceux qui ont dirigé cette opération. Et la ville ose encore intéresser le zèle de messieurs les députés à cette réclamation.

L'Assemblée aurait pu étendre ses vœux plus loin et présenter plusieurs autres objets de remontrances et de réclamation relatifs à l'intérêt général et commun de tous les sujets de Sa Majesté et à la prospérité de son Royaume, mais l'activité de son zèle se trouvant resserrée par les bornes du temps qui lui a été accordé pour les exprimer, elle a la confiance de croire qu'ils n'auront pas échappé aux lumières et au patriotisme de messieurs les députés des autres villes et ils se reposent sur eux

du soin de les faire valoir et de répondre à l'opinion qui les appelle aux fonctions importantes qu'ils vont remplir.

Fait et arrêté à l'Assemblée de cejourd'hui dix-huit mars mil sept cent quatre vingt neuf et signé par Messieurs le président et membres de l'Assemblée. [Signatures] le marquis de Clermont-Tonnerre, président, le vicomte du Hautoy, le président de l'Aubrussel, le baron de Manonville, le comte de Raugrave, Charvet de Blénod, Guillaume, professeur de droit, le baron de Monclos, le baron de Tschoudy, Trouard de Riolle, le baron de Marimont, le vicomte de Roussel, de Millet de Chevers, Breton, le chevalier de Tschoudy, de Massaure, le chevalier de Niceville de Regnéville, d'Oudard, le chevalier de la Ruelle, de la Coste Duviviers, le chevalier de Fallionnet, le vicomte de Mars, le comte de Lenoncourt, le comte de Riencourt Vauzelle, le Lorrain père, Rempont, Breton fils, Fabvier, le baron de Lamberty, Bourgonne de Mandre, Georges des Aulnois, le Lorrain fils, Breton, lieutenant général (1).

TIERS-ETAT

PROCES-VERBAL

Date : 18 mars 1789. — *Lieu* : Salle de la maison des chanoines réguliers de Saint-Augustin de Pont-à-Mousson. — *Président* : Louis-René Breton, lieutenant général du bailliage de Pont-à-Mousson. — *Secrétaire* : Georges des Aulnois, procureur du Roi. — *Commissaires rédacteurs* : Viard, Maugras, Villemin, Mallarmé. — *Députés* : Viard, François Empereur, Pierre Colombel et François-René Mallarmé.

CAHIER

des plaintes, doléances et remontrances de la ville de Pont-à-Mousson et de toutes les communautés du ressort de son Bailliage

Les Etats Généraux étant les dépositaires des pouvoirs de la nation, et par conséquent, chargés des destinées nationales, la constitution à donner au plus beau Royaume de l'Europe va devenir leur ouvrage.

Les représentants du bailliage ayant dans les actes relatifs à cette convocation, une autorité légale semblable à celle que les Etats Généraux ont pour la totalité du Royaume, ils doivent s'occuper de la constitution nationale et de celle de la province et fournir à leurs députés des cahiers qui aient un but général.

Pour arriver à ce but, il faut un concours de volonté qui établisse l'Union. Il faut savoir que le désir de respecter en Lorraine les droits

(1) *Recueil Florange*, à Pont-à-Mousson, n° 12. Le cahier original comprend 17 feuillets in-f° ; il y a deux duplicata incomplets de ce cahier dans le même recueil.

de chaque bailliy a été le motif qui a engagé le gouvernement à faire faire la convocation par chacun des trente-quatre bailliages qui y sont établis ; que cette convocation est nécessairement opposé au bien de la province, puisque non seulement elle n'offre aucun ensemble, mais qu'au contraire elle présente le double inconvénient de proposer à la nation des demandes et des vœux qui peuvent se croiser et de remettre à des députés des cahiers auxquels ils n'auront pas travaillé et dont ils ne connaîtront pas l'esprit ou non qui les forceront à former un vœu contraire au leur personnel. La prétention de la ville de Bar en réclamation de ces états particuliers est la preuve sensible de cet inconvénient. D'après ces principes, il a été arrêté que suivant les lois incontestables d'une bonne représentation, le président du corps représentant doit être élu librement par l'Assemblée ; que tout autre présidence est contraire à ces lois, en ce qu'elle n'offre à l'Assemblée que le commissaire du Roi, chargé d'expliquer provisoirement ses intentions.

Arrêté que les personnes qui seront choisies par le bailliage ne se rendront à Bar que pour n'apporter aucun retard à la convocation et aux élections sans qu'on puisse induire de cette démarche respectueuse pour le Roi, aucun acquiescement aux prétentions mal fondées de la ville de Bar ni qu'elle puisse en rien préjudicier à ses droits, que les députés seront chargés de revendiquer pour une seconde députation aux Etats Généraux.

Arrêté que les mêmes députés seront autorisés à réduire leurs cahiers avec les députés des bailliages du Barrois non mouvant pour n'en former qu'un seul qui puisse offrir le vœu de cette partie du Barrois.

Arrêté que les députés aux Etats Généraux seront autorisés aussitôt après leur nomination de se mettre en rapport avec les députés choisis dans les trois autres bailliages de la province et de s'assembler dans telle ville ils voudront choisir pour prendre communication des cahiers qui leur seront confiés et les combiner de manière à n'en faire qu'un seul qui présente en masse le vœu de la province et des ordres réunis si la chose leur paroît possible.

Arrêté que les Etats Généraux assemblés, les députés réunis examineront si l'Assemblée est vraiment représentative de la Nation, si les droits politiques de chaque citoyen ont été respectés et que sur les plaintes et observations des représentants, il soit établi pour les Assemblées à venir un mode de convocation constitutionnel qui embrasse toutes les assemblées élémentaires et qui en arrête les réductions successives par des règles de justice qui les rendent proportionnels.

Arrêté que toute délibération à prendre aux Etats Généraux ne pourra faire Loi, qu'autant que la votation sera par tête et non par ordre, cette manière de voter étant la seule équitable.

Après les préliminaires qui sont des formes indispensables qui doivent être constitutionnelles, on établira pour principe de la liberté politique de la nation entière.

1^o Que la liberté française sera garantie, qu'il est de l'essence de cette liberté que nul ne peut être arrêté ou constitué prisonnier qu'en vertu d'un décret décerné par les juges ordinaires hors les cas provisoires qui seront déterminés par l'Assemblée dans lesquels cas les déte-

nus seront remis dans les vingt-quatre heures à leurs juges naturels et compétents qui seront tenus de statuer dans le plus bref délai sur le fait de l'emprisonnement et avec pouvoir d'en donner l'élargissement moyennant caution si le délit ne faisoit présumer une infliction de peines corporelles qu'en conséquence de ces Lois qui établiront invariablement la liberté, aucun citoyen ne pourra être arrêté par un ordre ministériel ni en vertu de lettres de cachet.

2° Que la liberté indéfinie de la presse émanant de notre liberté individuelle et politique; il soit arrêté que tous censeurs seront supprimés et qu'il sera libre à tout citoyen de faire imprimer ses opinions, ses vues et ses projets, aux réserves qui seront jugées les plus convenables par l'Assemblée, pour le maintien des bonnes mœurs de la paix des gens honnêtes et de l'ordre général.

3° Que le secret de la poste aux lettres devant être inviolable, il soit avisé aux moyens les plus convenables pour qu'il n'y soit porté aucune atteinte.

4° Le droit de propriété devant être protégé et défendu par toute la force de la nation qui seule a le pouvoir législatif, il sera reconnu qu'elle seule a le droit d'accorder des subsides, d'en régler l'étendue, d'en fixer la durée et d'ouvrir les emprunts, que toute autre manière d'imposer étant illégale et inconstitutionnelle tous impôts actuels seront déclarés nuls et de nul effet, sauf à la nation à les recréer provisoirement.

5° La nation ne formant qu'un seul corps, il ne sera arrêté aucune taxe ni imposition, sous telle dénomination que ce puisse être, qu'elles ne soient supportées par les trois ordres à raison de leur force et faculté.

6° Que les ministres seront responsables de leur gestion aux Etats Généraux qui pourront les faire juger sur le fait de l'exercice de leur fonction, par les juges compétents et à cet effet le compte de leur administration sera rendu public annuellement par la voix de l'impression.

7° Qu'aucune Loi générale et permanente ne pourra être établie et promulguée qu'elle n'ait été faite par la nation assemblée en Etats Généraux et en ce qui concerne les Lois de pure administration et de police générale, elles seront adressées provisoirement aux cours pendant l'intervalle de la tenue des Etats Généraux pour y être vérifiées et enregistrées librement, mais elles n'auront de force que jusqu'au retour de l'Assemblée nationale, où elles seront nécessairement ratifiées pour continuer à être obligatoires.

8° Le retour périodique des Etats Généraux sera fixé à un terme court et dans le cas de régence seront convoqués à la diligence du premier prince du Sang dans un délai de six semaines au plus.

9° Il sera réglé que les Etats Généraux seront toujours composés au moins d'un nombre égal de députés à celui des deux autres réunis.

10° Le trône sera assuré à la famille royale selon l'ordre de succession qui a été suivi jusqu'à présent sans que les femmes ni leurs descendants puissent succéder même dans le cas d'extinction de toutes les branches masculines.

11° On statuera que le monarque jouira de la puissance exécutive qu'il aura le droit de faire la paix, la guerre, de conclure des alliances tant offensives que défensives afin de pourvoir par les moyens qu'il jugera les plus convenables à la sûreté et à la dignité de la nation dans tous ses rapports extérieurs et politiques.

12° On cherchera les meilleurs moyens d'assurer l'exécution des Lois du royaume, en sorte qu'aucune ne puisse être enfreinte sans que quelqu'un en soit responsable.

13° On demandera la confirmation des capitulations et des traités qui unissent les provinces à la Couronne, et particulièrement des conditions du traité de cession de la province de Lorraine au Royaume de France.

14° On sollicitera avec instance le rétablissement des Etats de la province de la Lorraine et Barrois conformément au plan d'organisation qui sera approuvé des trois ordres légalement assemblés et on demandera qu'ils alternent dans les différentes villes de la province.

15° On demandera qu'il ne soit rien prononcé sur le reculement des barrières que les Etats de la province n'aient été consultés, eux seuls pouvant discuter le pour et le contre de cette importante question.

16° Que les députés aux Etats Généraux ne pourront statuer sur aucun secours pécuniaire à titre d'emprunt, d'impôts ou autrement avant que les articles ci-dessus qui tiennent à la constitution du royaume et de la province n'aient été invariablement établis reconnus et solennellement proclamés.

17° Alors, ils pourront consolider la dette de l'Etat, conformément aux clauses du traité de cession de la Lorraine.

18° Ils ne consentiront néanmoins à l'impôt qu'après la connaissance détaillée qu'ils auront prise des finances et des besoins de l'Etat rigoureusement démontrés pour après avoir opéré les réductions dont la dépense sera susceptible, consentir aux subsides qui seront jugés nécessaires dans la proportion qui devra être supportée par cette province en égard à l'époque de la réunion au royaume à charge que les subsides n'aient lieu que pour le temps fixé par les Etats Généraux et quiconque voudrait en faire la continuation sera poursuivi et condamné comme concussionnaire par les tribunaux de justice.

19° On demandera la réforme des abus de l'administration de la justice, la révision du code criminel que les peines infligées aux délits soient les mêmes pour tous les sujets des ordres de l'Etat et qu'on avise au moyen de détruire le préjugé ridicule qui note d'infamie les parents du supplicié.

20° Qu'aucun citoyen ne pourra être enlevé à ses juges naturels et tout comitimus, lettres d'évocations au conseil soient abolis.

21° En conséquence des réformes de la justice dont le besoin est senti par tous les individus, on demandera l'abréviation des procédures, un délai fixé pour la décision de toutes affaires de quelque importance elles soient, l'abolition de la vénalité des offices de judicatures, la suppression des chancelleries établies près des cours et tribunaux inférieurs, des procureurs, des huissiers priseurs et de toutes les hautes justices. La dimi-

nution de droits de sceau, du contrat et des papiers et parchemins timbrés, lesquels droits seront fixés par un tarif clair, exempt de toute interprétation, enfin la refonte sur un plan nouveau de l'Édit concernant la conservation des hypothèques.

22° Que les parlements seront composés de magistrats pris dans le tiers état en nombre égal à celui du clergé et de la noblesse réunis, le premier président choisi néanmoins dans l'ordre de la noblesse et le procureur général dans celui du tiers état.

23° Qu'à l'avenir aucun office de notaire ne fasse déroger et qu'on ne puisse en être pourvu sans être gradué et sans avoir exercé les fonctions d'avocat pendant dix ans.

24° Que les inventaires soient faits par les officiers des communautés assistés de deux experts sermentés à cet effet et que la connaissance de la police locale et champêtre leur soit attribuée.

25° Que l'Administration des eaux et forêts sera réformée, que les officiers seront payés par vacation, en sorte qu'ils ne pourront rien prétendre à titre de franc-vin dans le prix des ventes annuelles des bois dépendants du domaine de Sa Majesté de ceux appartenant aux communautés et gens de mainmorte, enfin que les affouages annuels des bois mis en règle seront délivrés par les officiers locaux.

Si la force qui n'est que pour défendre au dedans et au dehors les droits de l'État et les lois, peut être dirigée contre la constitution et la liberté de la nation, il est important que les Etats Généraux prennent toutes les précautions imaginables pour maintenir et diriger cette force de manière qu'elle ait pour la défense de l'état et des lois toute l'activité dont elle peut et doit être pourvue et l'inertie absolue pour porter atteinte aux lois et à la liberté de la nation, en vertu de ce principe, nos représentants aux Etats Généraux demanderont :

1° Une constitution fixe, invariable dans l'état militaire, que l'exclusion humiliante du Tiers-État, de tous les grades indistinctement qui détruisent son émulation soit proscrite ainsi que tout ce qui est propre à avilir, à abâtardir le courage de la nation la plus sensible à l'honneur, enfin que le Tiers-État soit admis dans toutes les écoles militaires alternativement avec la noblesse sur la présentation qui en sera faite par les Etats Généraux.

2° La stricte exécution des ordonnances concernant les congés de remplacement.

3° La conversion de la milice en prestation pécuniaire à la charge des trois ordres.

4° Que les provinces et les villes seraient déchargées du logement et des fournitures à faire au gouverneur commandant et autres officiers des différents états majors, que le nombre trop multiplié en soit réduit ainsi que traitements et pensions dont ils jouissent.

5° Que les différentes évolutions des troupes, les frais de logements et passages ainsi que ceux du logement de celle en garnison ou quartier et des fournitures qui doivent leur être faites étant dans l'intérêt général soient supportées par la nation.

6° Que la constitution du corps des Maréchaussées soit examinée, et qu'il soit chargé du transport du revenu public dans les caisses provinciales et au trésor royal.

La liberté nationale ne devant avoir de limites qu'autant qu'elle commencerait à nuire aux droits de la Société, il résulte que la faculté de travailler, de produire, d'échanger et de consommer en émane et que la loi, protégeant tout et n'accordant rien, doit proscrire tous privilèges exclusifs et favoriser toute liberté exclusive de commerce, d'industrie et d'exploitation, nos représentants demanderont :

1° La suppression de la vénalité des maîtrises d'arts et métiers, celle de l'imposition connue sous le nom d'industrie; ils solliciteront des encouragements pour les manufactures, la suppression ou modération des droits d'entrée dans les provinces sur les matières premières propres aux différentes fabrications telles que les laines, cotons, mines de plomb, etc...

2° L'abolition des privilèges exclusifs de roulage et des diligences, la modération des ports d'argent et des lettres qui excèdent le poids de quatre onces, afin d'en faciliter la remise aux bureaux des postes toujours plus sûre que tout autre voie.

3° Suppression des commissions de distillateurs d'eau de vie dont le profit onéreux aux citoyens ne tourne pas au bénéfice de la chose publique.

4° Qu'on avise au moyen de supprimer les entraves et les vexations que commettent journellement les salpêtriers dans l'exercice de leur fonction tant en la ville qu'à la campagne.

5° La suppression des loteries qui occasionnent la ruine de plusieurs familles à moins que cette suppression ne présente des inconvénients politiques et insurmontables.

6° La suppression des parcours réciproques et la révocation de l'édit des clos ou du moins que les intérêts des différentes communautés sur ces objets soient contradictoirement entendus et développés ainsi que sur l'objet de la répartition des communes qui resteront dans leurs anciens états, l'édit des clos étant très préjudiciable à l'agriculture.

7° La démolition des colombiers établis contradictoirement aux ordonnances, la liberté du rachat de toute banalité, notamment des pressoirs et moulins, la stricte exécution des ordonnances concernant la plantation des vignes et la suppression des droits imposés sur les vins et eaux de vie de Lorraine en faveur de la ville de Metz et des Trois Evêchés.

8° Que le nom des corvées et prestations personnelles tant domaniales que seigneuriales soient à jamais abolis, que le rachat qui les représentent ne puissent leur survivre; en conséquence, les députés demanderont la suppression de toutes les servitudes et corvées qui portent particulièrement sur les cultivateurs et habitants de campagne et l'exemption absolue de toutes prestations pécuniaires qui y ont été subrogées; et quant aux autres droits seigneuriaux tels que le tiers denier, les assises, les droits de lots et ventes, de quint et requint, et toutes les redevances féodales, les droits de guet et gardes, et parcours des bestiaux dans les

prairies, et généralement tous ceux qui ont pour principe des causes qui n'existent plus, qu'il soit établi une commission dans cette province pour en vérifier les titres, les constituer légalement, ou les annuler après le rapport qui en sera fait.

9^o Que le taux auquel l'exportation des grains à l'étranger devra être arrêté, sera fixé annuellement par les états provinciaux, qui seront chargés d'animer et encourager les travaux de l'agriculture.

10^o Qu'aucun citoyen domicilié en cette province ne pourra être traduit par-devant aucun juge que ses juges naturels nonobstant les commissions qu'ils auront pu faire par billets ou autres effets de commerce, dans lesquels ils auraient élu domicile hors de la province.

11^o L'exécution rigoureuse des règlements concernant les banqueroutiers frauduleux, lesquels seront tenus de porter une marque distinctive de la flétrissure qu'ils méritent, enfin que les séparations des biens soient rendues publiques.

12^o Nos représentants pourront consentir, s'ils le croient avantageux, à l'engagement des domaines pour un temps limité qui ne pourra excéder trente années et demanderont la vérification des causes d'aliénation faites depuis 1736, de ceux situés dans cette province.

13^o La suppression de la ferme générale, et surtout l'affranchissement de tous impôts sur le sel, le tabac dont la vente doit être libre, ainsi que toutes les autres denrées de première nécessité, particulièrement la suppression des fermes désignées sous le nom de droits réunis.

14^o Ils proposent d'examiner l'utilité ou le désavantage des salines et usines à feu établies en cette province et du tribunal de la réformation.

15^o Ils demanderont l'exécution des règlements rendus sur le fait de la pêche et de la chasse, qu'il soit pourvu aux moyens propres à remédier aux abus dans cette partie.

Un cri général annonce le besoin d'une réforme générale dans nos mœurs. Cependant l'esprit de la religion existe dans la première classe de la hiérarchie ecclésiastique et il est suivi dans toute sa rigueur parmi les charitables pasteurs des villes et campagnes, mais ceux-ci manquent souvent des moyens de faire du bien et ce sont ces moyens avec lesquels ils peuvent travailler efficacement à la régénération des mœurs dans l'ordre du peuple qui leur a été confié; pour cela, il convient :

1^o Rappeler les dixmes à leur première institution, en employer le produit à la dotation des cures qu'il conviendrait d'ériger dans les lieux où il n'y a que des vicaires résidents; pourvoir à l'honnête substantiation des pasteurs, qui à ce moyen n'exigeront aucun casuel, au rétablissement des églises et presbytères qui cesseront d'être à la charge des communautés et à l'établissement d'écoles gratuites ou autres fondations de charité.

2^o D'examiner l'emploi des revenus des bénéfices en économats et aviser aux moyens à remédier à l'abus de porter à Rome le numéraire pour des objets purement spirituels.

3° De solliciter la suppression de toutes abbayes et prieurés en commande, la réduction des revenus excessifs de plusieurs archevêchés, évêchés et l'application de l'excédent au clergé du second ordre.

4° Demander que la résidence des évêques et autres bénéficiers soit strictement exigée au moins pendant neuf mois de l'année dans le lieu de leur bénéfice sous peine de saisie de leur temporel applicable aux hôpitaux et autres établissements publics et que la pluralité des bénéfices incompatibles soit de nouveau prohibée.

5° Ils réclameront l'exécution de la disposition de l'édit concernant la conventualité des religieux et demanderont que tous gens de main-mortes indistinctement soient autorisés à prêter à intérêts au taux du prince sans qu'ils puissent en induire la liberté d'augmenter leur propriété immobilière.

6° Que les religieux et religieuses soient rendus utiles, en employant les uns à l'enseignement des sciences et les autres à l'éducation des personnes du sexe; que l'ordre de Malte soit engagé d'ouvrir sur les galères une école gratuite de navigation, dans laquelle sera placé un certain nombre de servants d'armes, tirés du tiers état.

Les objets de l'utilité publique méritant l'attention des Etats Généraux, il sera demandé :

1° Qu'on avise aux moyens de rendre plus utile surtout à cette province, l'établissement des haras; que l'on encourage les particuliers à former des pépinières qui puissent suppléer aux publiques.

2° Qu'il soit établi dans les villages des filles d'écoles propres à fournir à l'instruction des enfants de campagne.

3° Que les femmes qui se destinent aux fonctions de matrones soient tenues à suivre un cours d'accouchement qui sera établi dans la capitale de la province où elles seront envoyées, nourries et entretenues pendant le temps qu'il sera jugé nécessaire pour leur instruction et cela aux frais de la province.

4° Que les villes soient réintégrées dans leurs anciens privilèges, ainsi que les communautés des campagnes, qu'elles aient la liberté d'élire des officiers municipaux pour administrer les deniers communaux et en rendre compte annuellement aux Etats de la province, qui ordonneront l'emploi des deniers restés en caisse.

5° Ils solliciteront le rétablissement des magasins d'abondance.

6° Ils aviseront au moyen de racheter concurremment avec la province des trois évêchés, les droits de foraines, dans le cas qu'on ne pourrait en obtenir la suppression absolue; ce droit étant une entrave commune aux deux provinces, nuisible à l'agriculture et au commerce.

7° Ils présenteront la nécessité urgente et indispensable de pourvoir incessamment au moyen de contenir dans ses bords la rivière de Moselle, dont les fréquents débordements font courir les plus grands risques à la ville et aux villages situés le long de son cours et demanderont que les alluvions soient accordées en indemnité des propriétés enlevées.

8° Ils demanderont le rachat de la banalité des moulins de la ville et villages, des droits de cordages et jaugeages y établis pour être administrés par les officiers municipaux ainsi que les autres fermes de la ville.

9° Que tous les droits d'entrée et encavages des bières, imposés en faveur de la brassière anciennement établie à Pont-à-Mousson, soient abolis.

10° Enfin, ils réclameront l'université de cette ville, illégalement transférée à Nancy, contrairement à son titre d'érection et de l'article 14 du traité de cession de cette province, nonobstant une possession de près de deux cents ans et au préjudice de l'intérêt général, de celui particulier des campagnes qui avoisinent la ville et qui y versent leurs productions.

11° La stricte exécution des ordonnances de Lorraine concernant les juifs, en sorte qu'ils n'aient pas la liberté de fixer leur domicile dans toutes les villes indifféremment mais seulement dans celles qui leur sont indiquées par les règlements des anciens ducs, nos souverains.

12° Toutes les communautés dans la crainte d'interrompre les États Généraux des objets essentiels dont ils doivent être occupés, par les réclamations des objets particuliers de localité, se réservent de les faire valoir près des états provinciaux.

13° Enfin, ils aviseront au moyen de réduire en une seule mesure carrée les différentes unités en cette province, ainsi que les autres poids et toises qui doivent être les mêmes.

En cejour d'hui dix-huit mars dix-sept cent quatre-vingt-neuf dans une salle du Collège royal de Pont-à-Mousson, huit heures du matin, les députés du tiers état de la ville de Pont-à-Mousson, ainsi que ceux des communautés du ressort de son bailliage, étant assemblés dans ladite salle sous la présidence de M. Breton, chevalier, conseiller du Roy, lieutenant général civil et criminel dudit bailliage, ayant eu lecture du présent cahier de plaintes, doléances et remontrances en tout son contenu, ont déclaré unanimement l'agréer en tous ses points lequel ils ont à l'instant signé avec nous, président susdit, le procureur du Roi et notre greffier en chef, et ensuite l'avons coté et paraphé par première et dernière page ne varietur, le tout en conformité des lettres du Roi et règlement annexé du 24 janvier dernier.

Fait et achevé les an et jour ci-dessus, sur les deux heures de relevée. Signés : P. Démory, F. Empereur, Viard, Ragot, Willemin, Maugras, Mallarmé, Assesseur, Colombel, N. Nancy, J. Lopinet, Bour, N. Guyot, N. Jollain, Mangeot, Joseph Pierson, Amaxé, Dominique le Vague, Joseph La Veille, Genot, G. Mahalin, Nicolas Urion, Bonhoste, Magot, Nicolas Poinso, Nicolas Collinet, Verville, Nicolas Chalin, François Chanut, Brocard, Jean Martin, Nicolas Petit, Christophe Peuchevin, Nicolas Bastien, J.-N. Pardieu, Nicolas Laurent, Lopinet, Joseph Blaise, P. Rouyer, Christophe Guérard, C. Gros-Jean, A. Bougemâtre, Jean Simonin, Franç. Galland, André Louis, J.-L. Maire, François Marchal, Perin, J.-B. Pierson, J.-N. Guillaumé, André Nallet, Chabaux, Claude

Connard, François Themisvard, J. Harmand, François Vincent, Firmin Guérard, Franc, J. Tailly, F. Tailly, Louis André, Cunimarchal, La Tour, Barbelin, N. Remy, C. Martin, Nicolas Pierson, François Gimez, Jean Boyer, C. Agathe, F. Charreaux, F. Trouvenot, Joseph Poirot, F. Monard, Pierre Gautier, M. Bellin, N. Duponcel, Nicolas de Faux, N. Haussaire, J. Laurent, Charraux, Blaise Thiéry, Chatel, Alizon, P. Toussaint, Hubert Brayard, J.-F. Mengin, Manel, J.-B. Bachelier, Petit-Jean, Joba, F. Naudin, Nicolas Etienne, Jean Bello, N. Gerardin, Bourguignon, Charles Vincent, J. Oger, J. Panot, Hygnet, Renaudin, Dominique Petit-Mengin, Pierre Dardaine, Gusse; Dominique Gillet, D. Henrion, J. Le Moine, J.-B. Lallemand, D. Gérard, F. Valet, Charles Mangeot, Dominique Voignier, J. Pugné, Christophe Périot, J.-P. Thidry, Jean Charton, Claude Noisette, François Lucot, Jean Pierson, Charles Louis, Georges Polquere, Charles Querlin, Etienne Chevre, Breton, président, Georges des Aulnois, procureur du roi, et Vistoo, secrétaire du tiers.

Collationné, certifié véritable par l'avocat en parlement, greffier en chef du bailliage royal de Pont-à-Mousson, soussigné : Vistoo ⁽¹⁾.

(1) *Bibliothèque nationale*, Le 24 157. Nous possédons encore deux copies de ce cahier; la première est un manuscrit certifié dans le *Recueil Florange*, n° 2 (cahier de 20 pages, dont 19 de texte et signatures); la seconde est publiée par MAVIDAL et LAURENT, dans les *Archives parlementaires*, t. II, p. 230.

ADDITION

En présentant les cahiers, nous nous sommes efforcés de respecter le style et l'orthographe authentiques. Certains cahiers, rédigés sans doute par des hommes plus cultivés, ont un texte parfaitement lisible et compréhensible, mais nombreux sont ceux où le copiste, par ignorance ou par fantaisie, a écrit sans soin et sans règle.

Aussi ne nous étonnons point de trouver de nombreuses excentricités comme :

tier, à la place de tiers ;
l'orrain, à la place de lorrain ;
rolle, à la place de rôle ;
loy, à la place de loi ;
charüe, à la place de charrue ;
arabes, à la place de arables ;
veine, à la place de vaine ;
il, à la place de elle ;
etc...

Signalons enfin que l'accord du participe passé, l'emploi du subjonctif et la ponctuation semblent être ignorés par la grande majorité des auteurs des cahiers.



ERRATA

Page 23. 5^e ligne, lire REVÊTURE et non *revetûre*.

Page 26, 46^e ligne, lire POURVUT et non *pourvu*.

Page 27, 26^e ligne, lire REPARUT et non *reparu*.

Page 51, 22^e ligne, lire DEFFORAINE et non *difforaine*.

Page 54, 3^e ligne, lire COLLECTEUR et non *collecteurs*.

Page 66, 8^e ligne, lire L. (livres) et non *h*.

Page 68, 13^e ligne, lire JOURS et non *jour*.

Page 72, 27^e ligne, lire SAULCÉES et non *saulées*.

Page 83, 37^e ligne, lire DÛ et non *dù*.

Page 93, 17^e ligne, lire SONT CHARGÉES et non *font charger*.



INDEX DES TERMES SPÉCIAUX

- Abrouissement* : Etat d'un bois qui a été brouté par des bestiaux ou du gibier.
- Accrue* : Agrandissement d'un terrain par le retrait des eaux ou par l'extension des bois.
- Acre* : Mesure agraire valant environ 52 ares.
- Affouage* : Produits de la forêt communale destinés au chauffage et délivrés aux habitants.
- Amodiation* : Bail à court terme.
- Amodiateur* (*admodiateur* dans le texte) : Celui qui prend une terre à ferme.
- Arrérage* : Arriérage.
- Assensement* : Avis ou conseil.
- Assesseur* : Adjoint à un juge.
- Aune* : Ancienne mesure de longueur (1 m. 188).
- Balivage* : Marque des baliveaux.
- Banalité* : Usage public et obligatoire d'un objet appartenant au seigneur.
- Banalités de four, de moulin et de pressoir* : Chaque habitant avait une redevance à payer pour faire cuire, moudre ou pressurer au four, moulin ou pressoir du seigneur.
- Bangard* : Garde du ban qui constatait les délits et dressait les procès-verbaux.
- Bâtis ou battis* : Cantons de forêts de peu d'importance.
- Bêtes oyseuses* : Bêtes inutiles.
- Bêtes rouges* : Bovins.
- Bichet* : Ancienne mesure pour les grains, de 20 à 40 litres.
- Blanc* : Monnaie lorraine (5 deniers).
- Bourcillier* (*boursiller*) : Contribuer chacun d'une petite somme pour quelque dépense commune.
- Canon* : Fermage.
- Capitation* : Impôt.
- Casuel* : Une partie du traitement d'un fonctionnaire de la gruerie, formée par les prélèvements ou les vacations.

- Cens sur des terres* : Redevances en nature ou en argent payées au seigneur sur des fonds dont il avait aliéné la jouissance.
- Chambres ardentes* : Cours de justice pour juger des faits exceptionnels.
- Charrue* : Quantité de terres et de prés nécessaires, en moyenne, pour occuper et nourrir six chevaux.
- Cillier (siller ou ciller dans le texte)* : Couper à la faucille.
- Clos ou enclos* : Espace fermé par une clôture.
- Collateur* : Celui qui conférait un bénéfice ecclésiastique.
- Congruiste* : Personne qui touche la portion congrue (curé de campagne).
- Consing* : Consigne.
- Conventualité* : Etat d'une maison religieuse où l'on vit sous une règle.
- Coupillon* : Mesure de capacité.
- Décimateur* : Celui qui avait le droit de lever la dîme.
- Dîme* : Impôt en nature (blé, orge, avoine, lin, légumes, laine, animaux).
- Dîme verte (dixmes dans le texte)* : Dîme ou impôt levé sur les légumes, le chanvre, etc...
- Droit d'acquit* : Droit perçu sur toutes les denrées, sauf sur la farine.
- Droit d'affouage* : Droit d'usage au bois de feu.
- Droit d'assises* : Droit sur le bétail.
- Droits décimaux* : Droits perçus par les seigneurs sur grains, pois, lentilles et vins.
- Droits de foraine* : Étaient les droits suivants : le droit de Haut-Conduit, le droit d'entrée et d'issue foraine, le droit de traverse, l'impôt sur les toiles et le droit de marque des fers.
- Droit de fort, de guet ou de garde* : Droit payé par un certain nombre de villages, situés autour des anciennes forteresses lorraines.
- Droit de gerbage* : Droit payé sur chaque voiture chargée amenée au village.
- Droit de moulage* : Droit que les paysans payaient au seigneur pour faire moudre leur grain au moulin banal.
- Droit de parcours* : Droit autorisant les villages ou bans voisins à utiliser pour leurs bestiaux les prairies, abandonnées, après la récolte du foin, à la vaine pâture.
- Droit de poussin* : Droit payé pour se rédimier d'un procès.
- Droit de prélation* : Droit du seigneur qui l'autorisait à récolter un jour avant ses sujets les denrées sur lesquelles on mettait un ban.
- Droit de revêtiture* : Droit qu'il fallait payer pour être mis en possession d'un héritage ou acquérir un bien sur le territoire seigneurial.
- Droit de terrage ou de gerbage* : Droit perçu par le seigneur sur toutes les terres labourables du ban et du finage du lieu.
- Ellevin* : Cheval élevé.
- Embanie* : Réserve de terres d'où le pâturage est banni pour un certain temps.
- Finage* : Etendue d'une juridiction ou d'une paroisse.

Forain : Propriétaire qui n'a pas son domicile dans le lieu où ses biens sont situés.

Foraine : Ferme qui percevait un ensemble de péages établis entre la Lorraine et les Trois-Èvêchés.

Gabelle : Impôt sur le sel.

Gagnage : Pâturage.

Gens de mainmorte : Serfs ou communautés ecclésiastiques.

Grueries ou Maîtrise des Eaux et Forêts : Offices qui réglaient seuls l'aménagement des coupes, marquaient les bois et délivraient les portions affouagères.

Herbage : Pâturage.

Hommée : Mesure agraire ; la dixième partie d'un jour de terre.

Huissiers priseurs ou jurés vendeurs de meubles : Officiers qui avaient le privilège exclusif de faire la prisee, exposition et vente des meubles.

Jour : Mesure agraire, de 20 à 35 ares (au pluriel : jours ou *journaux*).

Jurande : Corps des jurés ou syndics des anciennes corporations.

Lettre de cachet ou lettre close (clause dans le textè) : Lettre officielle par le moyen de laquelle on envoyait sans jugement un particulier dans une prison d'État ou en exil.

Lettres de répit et de surséance : Lettres que le roi accordait à un débiteur pour suspendre les poursuites des créanciers.

Manant (manan dans le textè) : Roturier, sujet de la justice féodale.

Marquillier : Personne chargée d'administrer les biens d'une paroisse.

Moisage : Moisson.

Mouée (de vigne) : Mesure agraire d'environ 4 ares.

Muid : Ancienne mesure de capacité pour les grains et les liquides.

Nouri ou nourit : Terrain où les paysans nourrissaient leurs bestiaux.

Paulier : Homme qui, dans chaque village, recueillait la dîme.

Pied-certain : Impôt payé par le laboureur d'après le nombre de « char-rues » qu'il exploitait.

Pieds fourchus : Tout le bétail qui a le pied fendu, comme bœufs, moutons, etc... ; fig. homme méchant, dangereux.

Plaids annaux : Cérémonie solennelle et annuelle où les droits seigneuriaux étaient rappelés aux sujets.

Pougné : Mesure ou droit sur les ventes.

Prisee : Evaluation du prix des choses mises aux enchères.

Quarte : Ancienne mesure de liquide, contenant deux pintes.

Quarteron : Ancienne mesure agraire.

Rapaille : Portion de forêt où les gros bois font défaut.

Recru : Ce qui a poussé de nouveau dans une forêt après la coupe sombre.

Régnicole : Qui habite le pays où il est né.

Regrat (régras dans le texte) : Petit bureau qui fournissait du sel à un nombre déterminé de villages.

Regrattier : Celui qui vend du sel à petite mesure.

Saulcée ou *saucage* : Terrain ou bois de saules.

Souille : Taillis, sous bois, bois de chauffage.

Subvention : Principale imposition roturière.

Taille : Impôt direct.

Tiers denier : Droit du seigneur sur les biens communaux ; le tiers de tous les biens communaux qui se vendaient appartenait de droit au seigneur.

Traite foraine : Droit d'impôt et de péage qu'on levait sur les marchandises.

Tréseau : Gerbes en meule.

Tressan (*Tressents* dans le texte) : Fermage ; le prix convenu pour une ferme.

Versaine : Etat d'une terre labourable qu'on laisse reposer.

Vingtième : Impôt atteignant toutes les classes de propriétaires et toutes les sources de revenus.

Trois ouvrages nous ont particulièrement aidé à dresser notre index :

CARDINAL MATHIEU, *L'Ancien Régime en Lorraine et Barrois*.

CHARLES GUYOT, *Les Forêts lorraines jusqu'en 1789*.

JEAN-FRANÇOIS MICHIEL, *Dictionnaire des expressions vicieuses*.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Bibliographie	
I. Sources	5
II. Ouvrages	7
Carte du bailliage de Pont-à-Mousson en 1789	10
Introduction	
I. Relations aux États Généraux dans le bailliage de Pont-à-Mousson. — La rédaction des cahiers de doléances	11
II. La conservation des cahiers de doléances	18
III. Contenu des cahiers de doléances	19
Cahiers de doléances des communes	
Avertissement	35
Andilly	37
Améville	40
Arry	44
Atton	45
Avrainville	47
Bayonville	50
Belleau	57
Champey	58
Cherisey	60
Clémery	66
Corny	69
Domèvre	75
Gezoncourt	78
Gom	80
Griscourt	83
Jaulny	84
Jezainville	89
Lesménils	93
Maidières	96
Mauney	97
Manoncourt	99
Manonville	101
Martincourt	107
Minorville	109

	PAGES
Montauville	112
Morville-sur-Seille	115
Mousson	117
Norroy	122
Pagny-sous-Prény	129
Pont-à-Mousson	131
Prény	149
Regniéville	151
Rogéville	154
Rosières-en-Haye	157
Serrières	159
Tremblecourt	163
Vandelainville	170
Vandières	175
Viéville-en-Haye	177
Vilcey-sur-Trey	180
Ville-au-Val-Sainte-Marie	182
Villers-en-Haye	186
Villers-sous-Prény	189
Vittonville	192

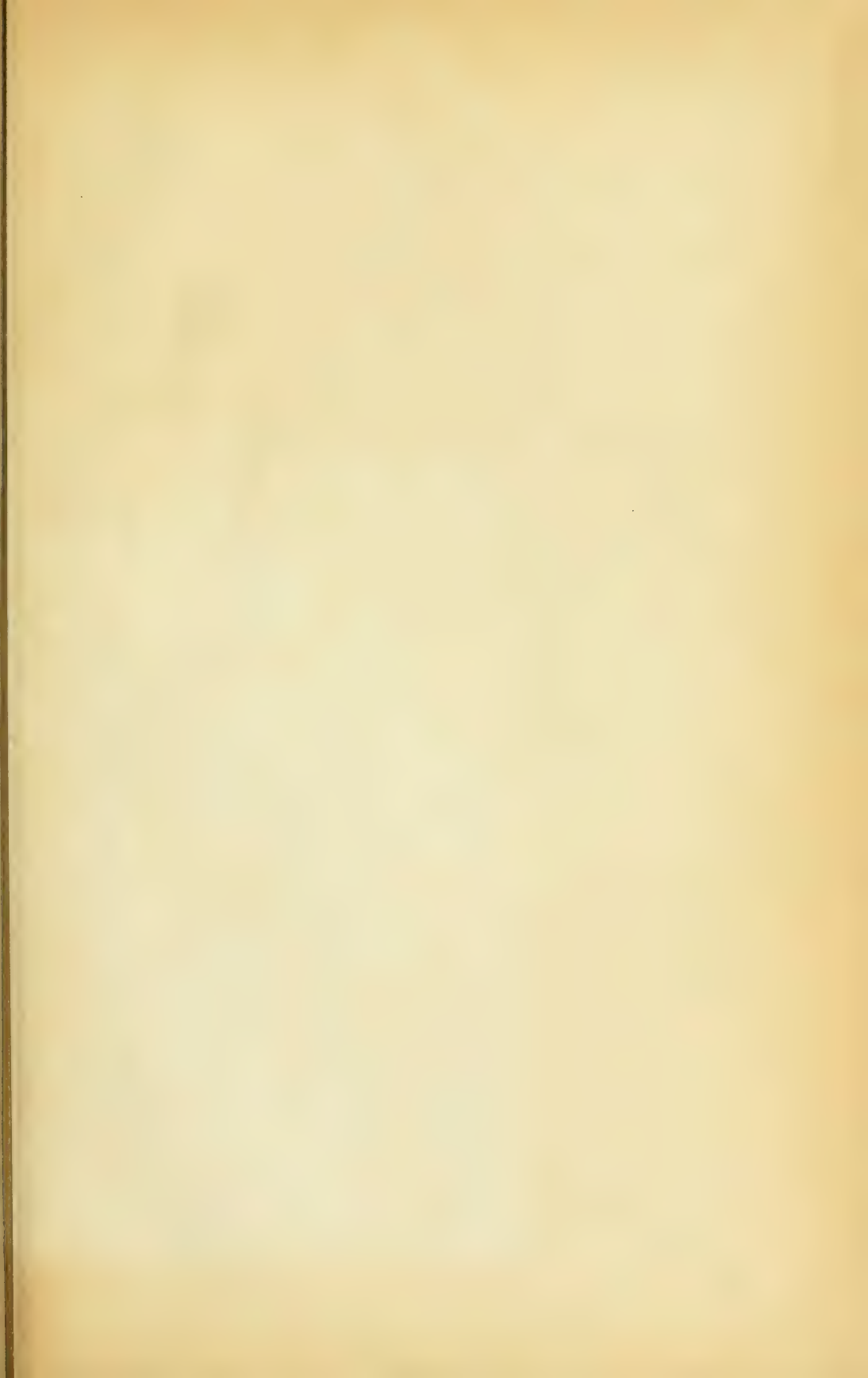
Communes dont les cahiers ne sont pas retrouvés

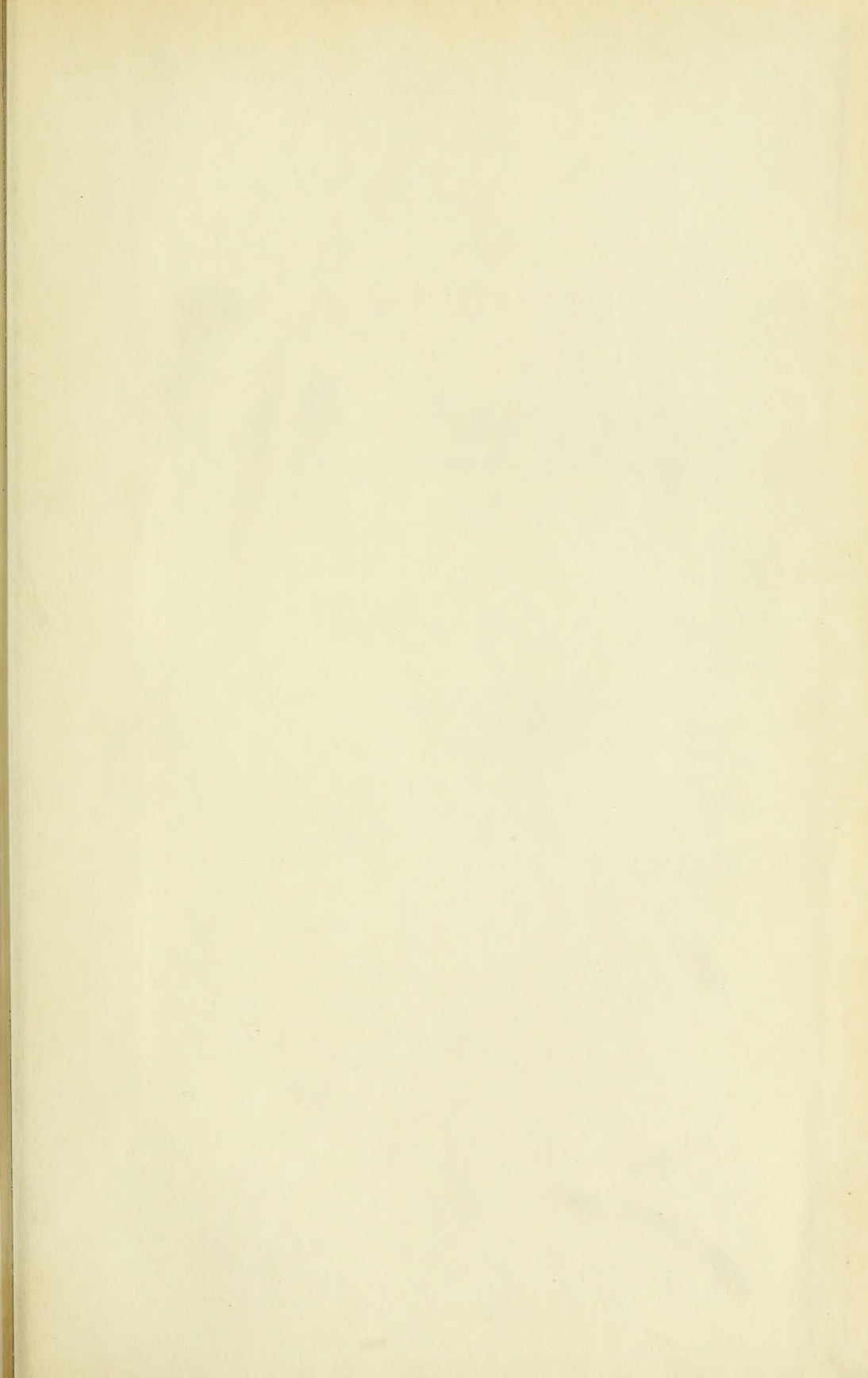
Ansauville	195
Beaumont	195
Bernécourt (ou Mouzin)	196
Blénod	196
Essey (et Maizerais)	197
Fey-en-Haye	198
Flirey	198
Grosrouvres	198
Hamonville	199
Liméy	199
Lironville	199
Mandres-aux-Quatre-Tours	199
Noviant	200
Remenauville	200
Saint-Baissant	200
Seicheprey	201

Cahiers généraux des trois ordres du bailliage

Clergé	203
Noblesse	216
Tiers-Etat	223

Addition	243
Errata	245
Index des termes spéciaux	247





DC Étienne, Charles (ed.)
141 Cahiers de doléances des
.3 bailliages des généralités
M592E8 de Metz et de Nancy
t.5

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
